

**Rapport de la Commission du contrôle de l'exécution
budgétaire**

Dossier LUXEOSys

Table des matières

1. CONTEXTE	3
2. TRAVAUX EN COMMISSION	5
3. OBJET DES TRAVAUX EN COMMISSION	6
3.1. LE SEGMENT SOL	9
3.1.1. <i>Les antennes</i>	9
3.1.2. <i>Les autres centres de traitement</i>	43
3.1.2.1. Le pôle gouvernemental aérien au Findel	43
3.2. LE RÔLE DE L'ARMÉE DANS LE CONTEXTE DU PROJET LUXEOSYS.....	49
3.3. LE RÔLE DE LUXGOVSAT	72
3.4. LES INTERROGATIONS AUTOUR DE LA BUDGÉTISATION (FRAIS D'INVESTISSEMENT VS FRAIS DE FONCTIONNEMENT) ET LES INTERROGATIONS AUTOUR DE LA PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS.....	91
3.4.1. <i>La budgétisation</i>	91
3.4.2. <i>La passation des marchés publics</i>	117
3.5. LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES	139
3.6. AUTRES SUJETS	146

Dans sa réunion du 13 octobre 2020, la Commission du Contrôle de l'Exécution Budgétaire a décidé de dresser un rapport préliminaire concernant le projet « LUXEOSys ». Ledit rapport « devra comporter les éléments et questions auxquelles la ComExBu considère ne pas avoir reçu de réponse. »¹

1. Contexte

Le 19 mars 2018, le projet de loi n°7264 autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre a été déposé à la Chambre des Députés.

L'exposé des motifs dudit projet présentait le projet de la manière suivante :

« Le projet « *National Advanced Optical System* » (NAOS) consiste à

- *Acquérir et opérer un satellite d'observation de la Terre à très haute résolution;*
- *Construire des antennes associées permettant le transfert d'images du satellite vers la Terre;*
- *Mettre en place un segment sol garantissant le contrôle et la gestion du système et la dissémination des produits (images) obtenus à partir d'un Centre de données.*

Il est à noter qu'à ce stade une valorisation commerciale n'est pas à exclure. S'il est évident que la première motivation pour mettre en place une telle infrastructure est le développement capacitaire dans le domaine de la défense, le fait que le Luxembourg dispose d'images très haute résolution lui confère un avantage intéressant.

Un mécanisme qui permettrait de commercialiser une partie des données et images produites par NAOS permettrait non seulement un retour sur investissement, mais conférerait également un avantage compétitif aux entités privées luxembourgeoises actives dans le domaine des services basés sur des données d'observation de la Terre. Un tel mécanisme ne devrait pas mener à des coûts additionnels dès lors qu'il est considéré en phase de conception du système. Il doit en outre garantir que les données accessibles à des acteurs privés ne présenteront pas de risque de divulgation d'informations sensibles.

Ce type de mécanisme existe déjà sur certains systèmes opérationnels en France ou encore en Italie, permettant ainsi une utilisation duale desdits systèmes dont le premier objectif est de remplir des besoins militaires. Les modalités et les conditions d'une commercialisation de certaines images sont à définir par la Direction de la Défense. Une coordination étroite avec le Ministère de l'Économie permettra d'élaborer un modèle qui serve au mieux les intérêts de la Défense et de l'économie du Luxembourg. »^{2,3}

A cet égard, l'article 1^{er} dudit projet de loi prévoyait le financement suivant :

« Le Gouvernement est autorisé à faire procéder à l'acquisition et à la gestion d'un système d'observation de la Terre pour un montant ne pouvant dépasser 170 000 000 d'euros TVA non comprise

¹ Cf. **Projet de procès-verbal de la réunion de la Commission du Contrôle de l'Exécution budgétaire du 13 octobre 2020**

² P. 3 du projet de loi en question

³ C'est nous qui avons mis le texte en italique

sur une période de quatorze ans, y inclus les frais liés à l'acquisition, le lancement et l'exploitation d'un satellite. »⁴

S'il est vrai que peu d'éléments avaient été fourni en relation avec le montage industriel, les prémisses sur lesquelles tablaient les responsables de l'époque ont été remises en cause par la suite avec la motivation suivante :

Extrait du projet de loi n°7542

« Une récente revue du programme a démontré que, par manque de temps et de ressources au moment de l'élaboration du projet de loi initial, la Défense ne disposait pas de suffisamment d'informations quant au programme dans son ensemble.

Plusieurs dépenses, notamment concernant l'exécution du programme sur 14 ans, **avaient été sous-évaluées et certains éléments n'avaient pas été pris en compte**. Par ailleurs, **certaines solutions techniques préconisées dans le projet de loi initial se sont avérées impossibles à mettre en œuvre par la suite**. Dans l'ensemble, plusieurs facteurs ont eu pour effet d'accroître le budget du programme de manière à ce que le montant qui figure actuellement dans la Loi LUXEOSys n'est plus suffisant pour couvrir l'intégralité des dépenses susceptibles d'être encourues sur la durée totale du programme.

Premièrement, **l'exposé des motifs du projet de loi initial était rédigé sur base d'une prospection sommaire et le dépôt a eu lieu avant la phase de négociations contractuelles**. Dans cette optique, il était précisé que **le montant du programme pour l'acquisition du satellite d'observation de la Terre, y inclus le segment spatial (acquisition du satellite, lancement en orbite et test des fonctionnalités), le segment sol et l'opérationnalisation et la gestion du système ne pouvait dépasser 170 millions d'euros au total sur une période de quatorze ans**. Le contrat final qui a été signé après l'entrée en vigueur de la Loi LUXEOSys reprenait donc la livraison en orbite d'un satellite (appelé NAOS – « National Advanced Optical System »), son segment sol et les assurances nécessaires pour un montant total de 168.242.829,92 Eur (HTVA). **Toutefois, ce contrat, et par conséquent la Loi LUXEOSys, n'incluait pas le volet complet de l'exploitation et de la maintenance du système après mise en orbite du système. Néanmoins, des arrangements sont à présent incontournables pour mener à bien le programme et opérer le NAOS sur la durée de vie entière du satellite, à savoir près de 10 ans.**

En outre, **lors de la préparation du projet de loi initial, il avait été prévu de centraliser l'ensemble des systèmes de gestion à Diekirch, y compris les antennes**. De même il avait été prévu de confier la prise en charge d'une grande partie des besoins en gestion du système à l'Armée, sans pour autant clarifier les détails de cette prise en charge. **Il s'avère cependant que les antennes ne peuvent pas être installées à Diekirch pour des raisons techniques et qu'aucun bâtiment du centre militaire de Diekirch ne peut accueillir le segment sol sans adaptations contraignantes et économiquement significatives. De plus, d'un point de vue stratégique, il est également intéressant de diversifier les endroits des différentes stations d'ancrage dans le but d'augmenter la résilience demandée par l'OTAN**. Dès lors, le choix a dû être fait d'installer une partie du segment terrestre du programme NAOS, et plus particulièrement les antennes, en Belgique à Redu. Ceci permet de mitiger les risques liés notamment à la contrainte temporelle et d'approfondir la coopération du Luxembourg en matière spatiale avec la Belgique, partenaire de référence pour la Défense luxembourgeoise. A noter que le site de Redu offre également la faculté de développer de nouvelles coopérations de défense qui s'inscrivent dans la Politique de sécurité et de défense commune de l'UE, comme la possibilité de jouer un rôle actif dans les projets spatiaux en cours d'étude et à venir de l'EDA.

⁴ Idem

De plus, l'ensemble de cette architecture décentralisée doit être sécurisée afin de répondre aux normes OTAN et EU, et donc être à même de contribuer aux opérations avec l'imagerie satellitaire fournie par le NAOS. Au vu de ce qui précède, une gestion décentralisée du NAOS s'avère être nécessaire. **Or, cette décentralisation implique une modification de l'architecture telle que prévue dans le contrat signé en 2018 et une augmentation des coûts du programme par rapport à ceux prévus dans la Loi LUXEOSys.**

En ce qui concerne la prise en charge d'une partie de la gestion du système par l'Armée, il est également devenu évident que l'Armée ne sera pas en mesure d'effectuer la gestion opérationnelle du système. En effet, cette gestion demande des compétences techniques spécifiques, dont l'Armée ne dispose pas et qu'elle ne pourra pas développer à moyen terme. Il s'ensuit qu'aujourd'hui, il est nécessaire de mettre en place une équipe conséquente pour la gestion de l'ensemble. Au vu de la taille des ressources nécessaires et de leur technicité, il devient nécessaire d'externaliser la gestion opérationnelle et de la confier à des professionnels du métier. Etant donné que ce scénario dévie des prémisses sur lesquelles s'appuyait le projet de loi initial, le budget nécessaire pour l'exploitation du système tel que repris dans la fiche financière de la Loi LUXEOSys ne tient pas compte des coûts engendrés par une externalisation de la gestion.

Au regard de ce qui précède, **la poursuite du programme requiert des fonds additionnels pour mettre en place les changements suivants: l'exploitation du système par un prestataire tiers, auxquels se rajoutent des coûts d'infrastructures et de locations (y inclus les liaisons sécurisées entre les différentes entités de gestion), des coûts pour modifier le segment sol par rapport au contrat initial (Redu en lieu et place de Diekirch, redondance) ainsi que pour assurer sa sécurisation et finalement les coûts de maintenance de l'ensemble sur 10 ans. De plus, il faudra tenir compte d'un besoin urgent de renforcement de la capacité de pilotage du programme par la Direction de la Défense et la nécessité de compléter les équipes techniques qui appuient actuellement le programme avec une expertise externe additionnelle.**

En examinant les facteurs exposés ci-dessous, une étude externe a estimé le montant total pour mener à bien le programme sur toute sa durée de vie, et s'ajoutant aux 170 millions d'euros autorisées par la Loi LUXEOSys, à 180 millions d'euros. Il est important de noter que ce besoin budgétaire supplémentaire n'aura aucun impact sur les autres projets ou programmes en cours à la Défense et plus globalement sur l'effort de défense. »⁵

Ce budget supplémentaire de 180.000.000 euros a par la suite été revu à la baisse, de sorte qu'il est actuellement question d'un montant total de 309.000.000 euros (TVA non comprise)⁶.

Sans vouloir prendre position sur le bien-fondé du projet même, cette augmentation substantielle du montant à allouer audit projet nécessite un examen approfondi de la genèse et de l'élaboration du projet initial, la revue de programme, le processus d'attribution du marché, etc.

2. Travaux en commission

⁵ C'est nous qui soulignons

⁶ Cf. projet de loi n°7542, document parlementaire n°7542/02

Le 30 mars 2020, Monsieur le Ministre est venu exposer le projet en question en commission parlementaire.

A l'issue de cette réunion, il a été retenu qu'un échange de vues approfondi avec les représentants gouvernementaux sur l'avenir du projet LUXEOSys devrait se faire dans les semaines à venir. Dû à un contretemps, la réunion du 4 mai 2020 a dû être reportée au 11 mai 2020.

Le 11 mai 2020, les représentants ministériels et les experts de PWC chargés par Monsieur le Ministre de la revue de programme et de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage ont présenté la voie que le gouvernement propose de suivre dans le cadre du projet LUXEOSys.

Des réunions de suivi du dossier ont eu lieu les 25 mai, 26 juin et 13 juillet 2020.

Au cours de toutes ces réunions, les députés ont sollicité des réponses à de multiples questions ayant trait à la préparation du dossier, à l'implication de l'Armée, à l'emplacement des antennes, à la prise en charge des besoins de gestion du système. La Commission du Contrôle de l'Exécution budgétaire a dès lors décidé d'entendre en leurs explications les parties prenantes du projet.

Elle a ainsi entendu en plus de l'actuel ministre de la Défense et de ses collaborateurs :

- le 8 juin 2020, l'ancien directeur de la Défense et le project manager de la Direction de la Défense de LUXEOSys,
- le 26 juin 2020, l'ancien responsable des ressources humaines de l'Armée,
- le 29 juin 2020, l'ancien ministre de la Défense
- le 14 septembre 2020 le Chef d'état major de l'Armée
- le 25 septembre 2020, le directeur de LuxGovSat

3. Objet des travaux en commission

Quant à la revue du programme et des coûts supplémentaires engendrés par celle-ci, l'ancien ministre de la Défense considérait :

Extrait du verbatim de la réunion de la commission du 29 juin 2020:

« Ech wëll hei awer och soen, an ech mengen dat ass jo warscheinlech ee vun de Grënn, deen dozou féiert, dass de Budget esou vill elo méi deier gëtt, dat ass, dass einfach eng Rei Saachen, déi deemools vu mir aus kloer waren an och vun den Experten aus kloer waren, dass déi herno net méi esou sollen ëmgësat ginn. Déi eng ass déi, dass déi Parabolantenne sollen op den Härebierg kommen. Firwat wollte mer dat deemools maachen? Well mer gesot hunn, do spuere mer immens Käschten, éischtens emol, well mer e Site sécurisé hunn, also net mussen iergendwou en neie Site fanne goen, deen adaptéieren an securiséieren. Zweetens, well mer vun der Post all déi Fiberleitungen scho fir de WGS-Projet dohi leeë gelooss hunn, déi also alleguerte sur place waren.

Deen eenzegen Invest, deen do komm wier, dat wär effektiv déi Sockelen, fir de Satellitt héich genuch ze stellen, fir dass en net duerch Beem, duerch de Bësch, dee ronderëm ass, net solle gestéiert ginn. Dat war also d'Maassgab, déi mir deemools haten. An ech kann lech soen, dass ech an deen doten Diskussiounen, an dat gëllt d'ailleurs och fir déi aner Punkten, déi ech lech elo wäert soen, ëmmer meng Reuniounen an der Defense mat den Defenseleit hat. An do war och ëmmer de General mat dobäi an hie war och ëmmer au courant vun all deem. An ech

hunn ni an all där Zäit net eemol héieren, dass dat elo net sollt goen, weeder vun den Experten nach vun dem Chef d'état major vun deemools. Ech hunn allerdéngs net mam Här Nilles geschwat, well dee war net op engem Niveau, dass dee bei mir a Comité-de-coordination-Sitzungen hätt missen all Kéier dobäi sinn.

Et ass och esou d'ailleurs wat déi Kritik ugeet, dass hien näischt gewosst hätt, dat wonnert mech eigentlech op där enger Säit schonn, well et an de Lignes directrices kloer geschriwwen ass, dass mer eeben déi Kompetenzen elo opbauen. Mee et wonnert mech och net aus deem einfache Grond, well mer zu deem Zäitpunkt, 2018, nach keng Leit wollten astellen an och 2019 nach net. Mee mir hunn am Pluriannuel, wat d'Personal ugeet, hate mer fir d'Joer 20 oder 22, nee 22, fir d'Joer 22, Poste virgesinn, fir Leit an deem dote Statut, also net an deem Statut, mat deene Capacitéiten anzustellen am Kader vum Ënneroffizéier. A mir haten och eis Experten, eis belsch Experten, déi eis confirméiert hunn, dass déi Formatioun, fir déi Aarbecht do ze maachen, dass dat eng Formatioun vu sechs Méint ass an dass dat an der belscher Arméi gang und gäbe ass an dofir och fir Lëtzebuerg kee Problem dierft duerstellen.

Voilà! Dat war de Punkt also vun den Antennen, déi sollten op den Härebiërg kommen, déi elo net méi sollen op den Härebiërg kommen. Ech kann lech definitiv net soe firwat dat elo net méi de Fall ass, well ech déi Informatiounen net krut hunn. Ech hu Gerüchter héieren, mee déi erspueren ech lech. Mee firwat dat elo technesch net méi gewollt ass, obschonn et virdrun technesch méiglech war, kann ech lech net soen.

Deen zweete Punkt ass deen, eebe just mam Personal. Mir hu gesot, esou wéi ech lech am Ufank gesot hunn, mir wëllen d'Arméi moderniséieren. Mir wëllen d'Arméi méi attraktiv maache fir jonk Ënneroffizéier a mir wëlle se schützen an hirem Domän, fir dee si zoustänneg sinn an der NATO, nämlech d'Reconnaissance maachen, an zwar andeem se net méi Reconnaissance musse maachen andeem se un d'Front fuere mat engem Camion, mee andeem mer dat iwver Satellitten an iwver Drone spéider kënne maachen.

Mir hunn deemools gesot, dass dat eng nei Attraktivitéit fir d'Defense, fir d'Arméi gëtt. Och dat ass ëmmer an deene Reuniounen vum Comité de coordination bei mir um Ministère diskutéiert gi mat alle relevante Perséinlechkeeten, nämlech den Direkter vun der Defense an de Chef vum État major. An och do ass mer ni gesot ginn, dass mer dat net sollte maachen. Firwat dat elo net méi sollt gemaach gi vun der Arméi bedauere mer. Éischtens emol bedauern ech et, well ech et schued fannen déi Opportunitéit do net ze ergräifen, fir eis do en Upgrade ze ginn an eise Formatiounen an an eise Capacitéiten.

Mee firwat dat elo net soll goen oder net méi gewënscht ass, entzitt sech dann och menge Kenntnisser. An da komme mer natierlech an déi Situatioun, wou 25 Leit, déi eigentlech fir d'Arméi sollte virgesi sinn an do iwwert den normalen annuellen Arméibudget sollte lafen, also net an deem Projet de loi vun den Investissementer virgesi sinn, dass déi natierlech elo mussen, wa se extern solle gemaach ginn, dass dat 25 Persoune sinn, déi mussen extern iergendwou akaf ginn an dann och bezuelt ginn.

Dat selwecht gëllt fir LGS. Bis sou laang wéi ech responsabel fir deen Dossier do war, war bei LGS am Conseil d'administration reegelméisseg rieds vun deem dote Projet an déi hunn dat ëmmer als eng grouss Chance gesi fir si, als eng Opportunitéit gesi fir si, fir hiert Aktivitéitsfeld ze vergréisseren an natierlech och fir Recetten ze maachen. Bei LGS sollte ronn 20 Persounen un deem Dossier schaffen. Or, wéi ech net méi responsabel war fir deen Dossier, heescht et elo, dass LGS déi Aarbechten net ka maachen.

An da froen ech mech, wéi et méiglech ass, dass an x Conseil-d'administrationen dat als eng nei an eng gutt Opportunitéit gesi gëtt. An da wann, bon, ech weess net ob et mat mir ze dinn huet, dass ech net méi do war, mee op alle Fall huet et op eemol geheescht, si kéinten dat net maachen. Ergo, mussen déi 20 Leit och ausgelagert ginn an eng aner Firma, eng privat Firma fonnt ginn, déi dat dote soll maachen. Ech weess net, wou dat hierkënnt. Ech weess och net, wéi dat ze explizéieren ass. Mee och dat dréit dozou bäi, dass natierlech dann de Käschtepunkt an d'Luucht geet.

An da vläicht eng lescht Saach. Dat ass déi, dass mer virgesinn haten, dass mer an engem Pôle aérien um Findel sollten e Gebai bauen, fir d'Maintenance ze maachen, d'Maintenance an d'Gestioun ze maache vun deenen Helikopteren, déi mer akaf hunn an déi mer nach sollten akafen an eventuell och méttelfristeg dru geduecht ginn ass, fir och eisen A400M kënnen hei ze geréieren. Dat ass ee Projet, dee war a sengen éischte Versiounen fäerdeg. An do war virgesi ginn am Kader vun deem Projet déi néideg Raimlechkeete virzegesinn, fir de LUXEOSys, fir dass do déi Büroen hikommen, déi ergo och elo net sollen dohikommen an net, ech mengen, souwäit ech dat weess, ass dee ganze Projet a Fro gestallt. Mee ergo féiert dat och dozou, dass dat Méikäschte gëtt, déi ënnert mir net ginn hätt, well ech dat esou duerchgezunn hätt, wéi ech mer dat deemools virgestallt hat a wéi ech dat deemools decidéiert hat.

Ech wëll domadder absolutt net kritiséieren, dass dat geännert ginn ass. Ech mengen all Minister huet seng Iddien a säi Recht och e Projet, deen am Lafen ass, deen ze änneren. Mee ech kann awer net dofir responsabel gemaach ginn, wann herno d'Basis oder fundamental Donnéeën vun deem Projet, wann déi dann am Nachhinein geännert ginn, kann ech net responsabel dofir gemaach ginn. Ech respektéieren dat. Ech hunn absolutt och sougesi kee Problem domadder. **Mee ech hunn e Problem domadder, dass et dann esou ausgesäit, wéi wann ech lech hei hätt wéilte beléie respektiv lech net alles gesot hätt.** »

Il était rejoint dans sa présentation du dossier par l'ancien directeur de la Défense⁷ :

« Le gouvernement de l'époque avait décidé que ce projet allait être implémenté dans l'armée, avec l'aide de la direction de la défense ainsi que l'expertise externe déjà à bord pour le développement du projet, notamment l'armée belge partenaire institutionnel de longue date de notre armée. L'armée s'était appropriée les technologies SATCOM et déploie aujourd'hui ses équipes SATCOM dans des opérations OTAN et UE. Il était logique d'élargir cette compétence au SATOBS en comblant une lacune de capacités UE et OTAN (cf *Lignes Directrices*). Le ministre de la Défense sortant est personnellement attaqué par l'opposition comme quoi il aurait menti à la Chambre en session plénière le 24 juillet 2018. Ceci est **faux**, car la MinDéf sortant a seulement autorisé le 23 juillet 2018 la DirDef à continuer à négocier avec OHB seule, soit la veille. Donc le 24 juillet nous étions loin de conclure les négociations. Il reste qu'à la signature du contrat il manquait les 15 millions pour LGS⁸ mais nous avons des alternatives pour résoudre ce manque. La signature du contrat en tant que tel **rentrait bien dans l'enveloppe du PL**, raison pour laquelle la signature en soi ne pose pas problème. L'externalisation totale par la nouvelle équipe **est un nouveau choix** conséquent aux changements dans l'approche prévue initialement ; c'est son droit le plus strict. Il en résulte un nouveau projet et une **augmentation des coûts**. Ces changements ne semblent d'ailleurs pas uniquement concerner l'approche opérationnelle mais toucheraient également le concept

⁷ Extrait de l'aide-mémoire, intitulé « Memorandum LUXEOSYS, 3 juin 2020 » envoyé par l'ancien directeur de la Défense à la Présidente et la secrétaire de la commission parlementaire le lendemain de son audition

⁸ Pour rappel, le PL de loi initial prévoyait un montant de 15MEur pour la prise en charge par LGS de l'opération du système, à savoir le „pilotage“ du satellite via le MOC (Mission Operation Center).

même du projet. Choix pour lequel le MinDéf sortant et ses équipes Défense ne peuvent pas être tenus pour responsables. »

Ce point de vue n'est pas en ligne avec l'exposé des motifs du projet de loi n°7542 et les explications de l'actuel ministre de la Défense.

L'ambition du présent rapport préliminaire consiste donc à décortiquer le projet au vu de cette dichotomie des vues :

Le présent rapport préliminaire passe donc en revue les principaux éléments du projet LUXEOSys discutés en commission :

- Le segment sol, en ce y compris les antennes devant permettre le transfert des images du satellite et le pôle gouvernemental au Findel
- Les capacités de l'armée luxembourgeoise de remplir le rôle leur assigné,
- Le rôle de LuxGovSat
- Les interrogations autour de la budgétisation du projet avec la question de la passation des marchés
- Les retombées économiques
- Divers autres sujets abordés en commission

3.1. Le segment sol

3.1.1. Les antennes

Extraits du procès-verbal de la réunion de la commission du 30 mars 2020 :

La loi du 14 août 2018 autorise le Gouvernement à faire procéder à l'acquisition et à la gestion d'un système d'observation de la Terre pour un montant ne pouvant dépasser 170 millions d'euros TVA non comprise sur une période de quatorze ans, y inclus les frais liés à l'acquisition, le lancement et l'exploitation d'un satellite.

Le projet NAOS consiste à

- acquérir et à opérer un satellite d'observation de la Terre à très haute résolution ;
- construire des antennes associées permettant le transfert d'images du satellite vers la Terre ; et à
- mettre en place un segment sol garantissant le contrôle et la gestion du système et la dissémination des produits (images) obtenus à partir d'un Centre de données.

(...)

La Direction de la Défense avait sélectionné la société OHB Italia SpA spécialisée dans le design, le développement et l'intégration de systèmes spatiaux, pour le développement du système LUXEOSys, dont la mise en oeuvre opérationnelle est prévue pour 2022.

Après la signature du contrat avec OHB-I en septembre 2018, certaines contraintes concernant le système ont été identifiées, en particulier concernant l'architecture du segment sol. Il s'est avéré que le budget était largement sous-évalué.

- Certains éléments avaient été oubliés ou n'avaient pas été quantifiés dans le projet de loi initial et l'Armée et la Défense ne dispose pas des compétences suffisantes en qualité et en nombre lors de l'élaboration du projet et du budget.

- Les antennes au sol qui auraient dû être implantées à Diekirch ne peuvent pas l'être pour des raisons techniques.

- La Défense luxembourgeoise (y inclus l'Armée) ne peut pas prendre en charge une partie importante des besoins de gestion du système, vu qu'elle ne dispose pas du personnel nécessaire (problème de capacité, en plus du problème de compétence évoqué au point 1).

Ces contraintes auraient dû être identifiées lors des étapes préalables à la contractualisation.

Face à ces problèmes, la Défense a envisagé de s'orienter vers une gestion décentralisée du système, avec notamment l'installation d'une station d'ancrage à Redu en Belgique. Ces changements entraînent cependant des coûts supplémentaires.

Un projet de loi (dossier parlementaire 7542) a été déposé à la Chambre le 27 mars 2020. Le Gouvernement demande une majoration de l'enveloppe initiale de 180 millions d'euros. La somme prévue pour le système satellitaire passerait dès lors à 350 millions d'euros.

L'exposé des motifs du projet de loi 7542 reprend les explications que M. le Ministre fournit à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, dont voici un extrait pertinent :

Une récente revue du programme a démontré que, « par manque de temps et de ressources au moment de l'élaboration du projet de loi initial, la Défense ne disposait pas de suffisamment d'informations quant au programme dans son ensemble. ». Plusieurs dépenses, notamment concernant l'exécution du programme sur 14 ans, avaient été sous-évaluées et certains éléments n'avaient pas été pris en compte.

Par ailleurs, certaines solutions techniques préconisées dans le projet de loi initial se sont avérées impossibles à mettre en oeuvre par la suite. Dans l'ensemble, plusieurs facteurs ont eu pour effet d'accroître le budget du programme de manière à ce que le montant qui figure actuellement dans la Loi LUXEOSys n'est plus suffisant pour couvrir l'intégralité des dépenses susceptibles d'être encourues sur la durée totale du programme.

Premièrement, le projet de loi initial était rédigé sur base d'une prospection sommaire et le dépôt a eu lieu avant la phase de négociations contractuelles. Dans cette optique, il était précisé que le montant du programme pour l'acquisition du satellite d'observation de la Terre, y inclus le segment spatial (acquisition du satellite, lancement en orbite et test des fonctionnalités), le segment sol et l'opérationnalisation et la gestion du système ne pouvait dépasser 170 millions d'euros au total sur une période de quatorze ans. Le contrat final qui a été signé après l'entrée en vigueur de la Loi LUXEOSys reprenait donc la livraison en orbite d'un satellite (appelé NAOS – « National Advanced Optical System »), son segment sol et les assurances nécessaires pour un montant total de 168.242.829,92 euros (HTVA). Toutefois, ce contrat, et par conséquent la Loi LUXEOSys, n'incluait pas le volet complet de l'exploitation et de la maintenance du système après mise en orbite du système.

Néanmoins, des modifications sont à présent incontournables pour mener à bien le programme et opérer le NAOS sur la durée de vie entière du satellite, à savoir près de 10 ans.

Deuxièmement, lors de la préparation du projet de loi initial, il avait été prévu de centraliser l'ensemble des systèmes de gestion à Diekirch, y compris les antennes. De même il avait été

prévu de confier la prise en charge d'une grande partie des besoins en gestion du système à l'Armée, sans pour autant clarifier les détails de cette prise en charge. Il s'avère cependant que les antennes ne peuvent pas être installées à Diekirch pour des raisons techniques et qu'aucun bâtiment du centre militaire de Diekirch ne peut accueillir le segment sol sans adaptations contraignantes et économiquement significatives.

De plus, d'un point de vue stratégique, il est également intéressant de diversifier les endroits des différentes stations d'ancrage dans le but d'augmenter la résilience demandée par l'OTAN. Dès lors, le choix a dû être fait d'installer une partie du segment terrestre du programme NAOS, et plus particulièrement les antennes, en Belgique à Redu. Ceci permet de mitiger les risques liés notamment à la contrainte temporelle et d'approfondir la coopération du Luxembourg en matière spatiale avec la Belgique, partenaire de référence pour la Défense luxembourgeoise. A noter que le site de Redu offre également la faculté de développer de nouvelles coopérations de défense qui s'inscrivent dans la Politique de sécurité et de défense commune de l'UE, comme la possibilité de jouer un rôle actif dans les projets spatiaux en cours d'étude et à venir de l'EDA. De plus, l'ensemble de cette architecture décentralisée doit être sécurisée afin de répondre aux normes OTAN et EU, et donc être à même de contribuer aux opérations avec l'imagerie satellitaire fournie par le NAOS.

Au vu de ce qui précède, une gestion décentralisée du NAOS s'avère être nécessaire. Or, cette décentralisation implique une modification de l'architecture telle que prévue dans le contrat signé en 2018 et une augmentation des coûts du programme par rapport à ceux prévus dans la Loi LUXEOSys.

(...)

Au regard de ce qui précède, la poursuite du programme requiert donc des fonds additionnels pour mettre en place les changements suivants :

- l'exploitation du système par un prestataire tiers,
- la mise en place d'infrastructures et de locations (y inclus les liaisons sécurisées entre les différentes entités de gestion)
- la modification du segment sol par rapport au contrat initial (Redu en lieu et place de Diekirch, redondance) ainsi que sa sécurisation, et finalement
- la maintenance de l'ensemble du système sur 10 ans.

(...)

Ces explications qui se trouvent dans le document parlementaire 7542-0 sont complétées par des informations fournies par les experts qui accompagnent les représentants de la Direction de la Défense. Ces informations portent sur la genèse et l'élaboration du programme, le processus d'attribution du marché, la capacité du contractant à conduire et finaliser le programme, la projection financière pour la finalisation du programme.

(...)

Discussion

De la discussion, il s'agit de retenir succinctement les points suivants :

LUXEOSys est un satellite d'observation à basse orbite. Il est censé prendre des images qui seront stockées et traitées dans un centre d'imagerie. Il a régulièrement besoin de programmation. Les antennes et les autres infrastructures auront besoin d'un suivi technique que GovSat n'est pas en mesure d'assurer.

(...)

M. Di Bartolomeo (LSAP) demande pourquoi l'hypothèse de base n'a pas pu être respectée ?
M. le Ministre est d'avis que l'hypothèse de base était tout simplement intenable. L'Armée ne disposait à aucun moment des compétences nécessaires, aucun site à Diekirch n'aurait pu accueillir les antennes, au vu de la situation géographique de la ville, le projet initial avait simplement oublié de prévoir les dépenses comme celles liées à la sécurité et à l'encryptage.

M. le Ministre donne aussi à considérer que des problèmes légaux et administratifs ralentiraient encore davantage le projet s'il fallait trouver un nouvel endroit pour construire les antennes (procédure du commodo-incommodo, autorisation de construire, etc.).

(...)

Extraits du procès-verbal de la commission du 11 mai 2020 :

Historique :

- La loi du 14 août 2018 relatif au Programme « Luxembourg Earth Observation System » (LUXEOSys) autorise le Gouvernement à faire procéder à l'acquisition et à la gestion d'un système d'observation de la Terre pour un montant ne pouvant dépasser 170 millions d'euros TVA non comprise sur une période de quatorze ans, y inclus les frais liés à l'acquisition, le lancement et l'exploitation d'un satellite.
- La Société OHB-I avait été sélectionnée pour le design et le développement du système LUXEOSys en septembre 2018.
- Requête de changement en août 2019.
- Revue de programme effectuée entre novembre 2019 et février 2020, présentée le 30 mars 2020 (voir le procès-verbal de la réunion).

Actions urgentes issues de la revue du Programme

(Certaines de ces actions ont déjà été entreprises : 1, 3, 4, 5 et 6)

1. Décision quant à la continuation du programme

2. Validation du concept d'emploi et de l'ensemble des exigences relatives au système LUXEOSys

3. Décisions concernant la modification du segment sol

- Analyse et validation du niveau de sécurité requis pour le système
- Sélection de l'option de déploiement du segment sol la plus adaptée au cas spécifique de LUXEOSys

4. Analyse détaillée des besoins financiers complémentaires

Poursuivre le processus de consultation sur l'externalisation de l'exploitation du système

5. Présentation des conclusions à la Commission d'exécution budgétaire
6. Préparation et dépôt d'un projet de loi modifiant la Loi de financement initiale
7. Mise en place d'un « Programme Management Office » (PMO) pour pallier le manque de ressources de la Direction de la Défense pour poursuivre ce type de projet complexe
8. Obtention du support technique nécessaire à l'évaluation et la validation de la conception détaillée du système.

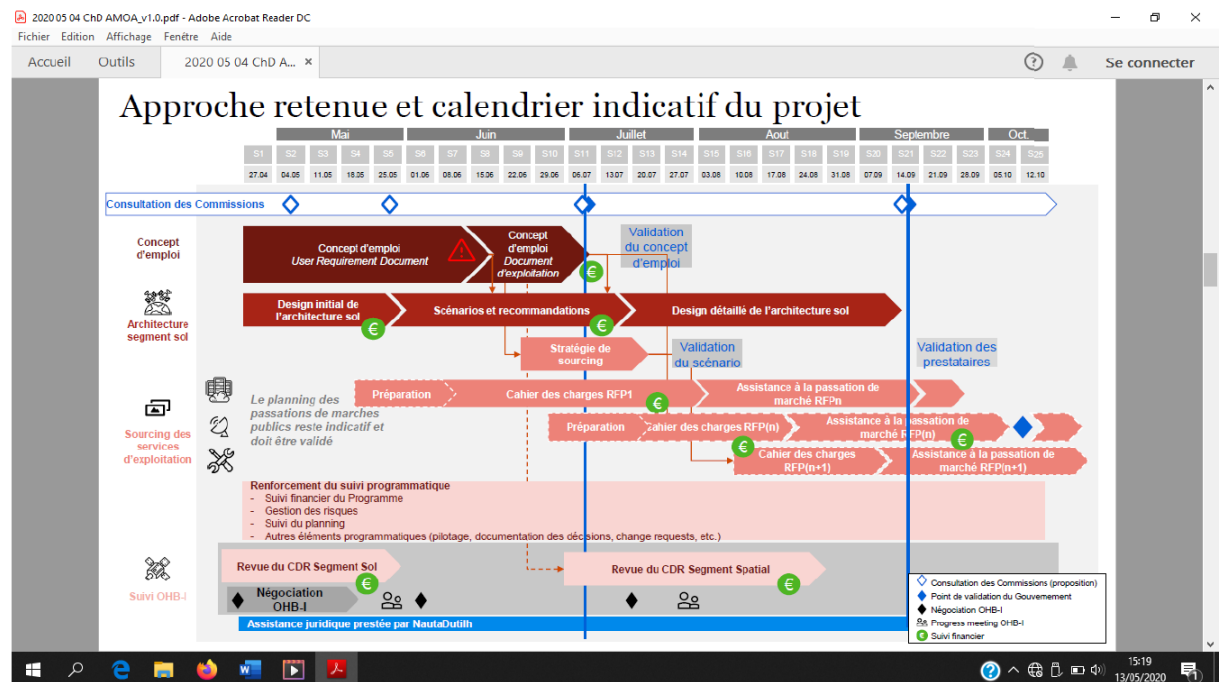
(...)

L'Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMOA) doit assister la Direction de la Défense sur les principales actions critiques suivantes pour mieux maîtriser les risques, assurer une bonne gestion budgétaire et le respect des réglementations, et surtout mener à bien le Programme avec une solution qui réponde aux besoins de la Défense et des futurs clients / utilisateurs du satellite.

1. Analyse du concept d'emploi
2. Conception de l'architecture IT du segment sol
3. Acquisition des biens et services liés à l'exploitation du système
4. Renforcement de la gouvernance du Programme
5. Aide au suivi d'OHB-I et à la revue des CDR segment sol et spatial.

(...)

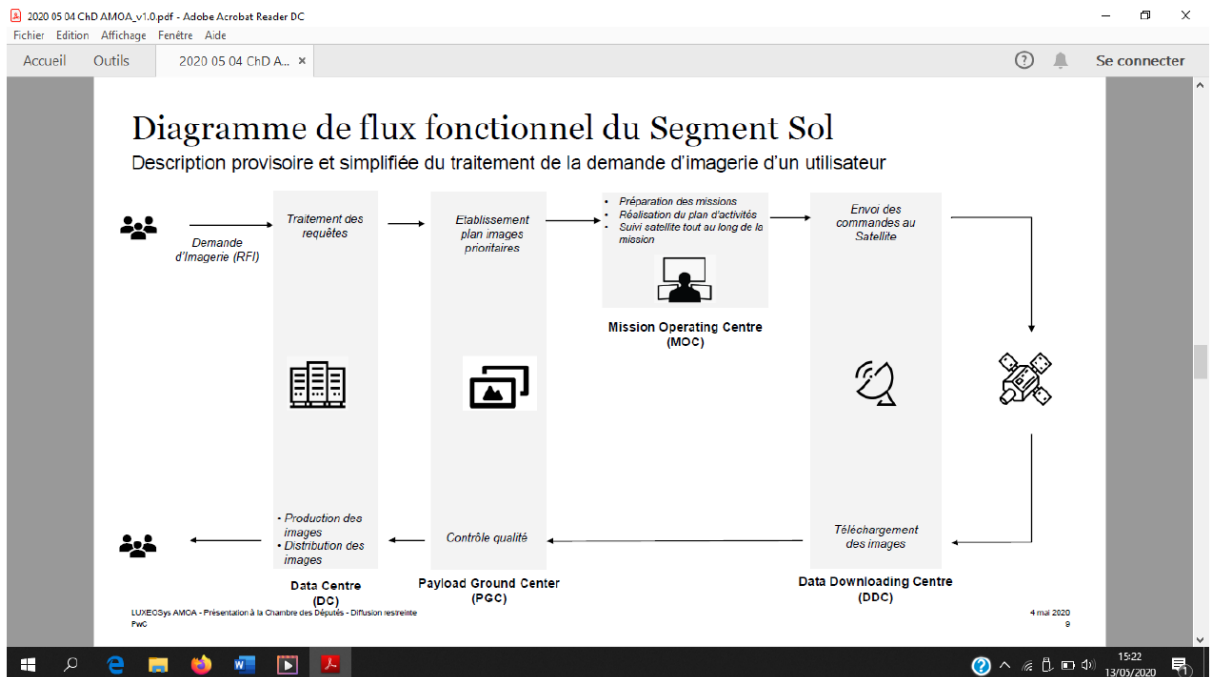
Approche retenue et calendrier indicatif du projet



(...)

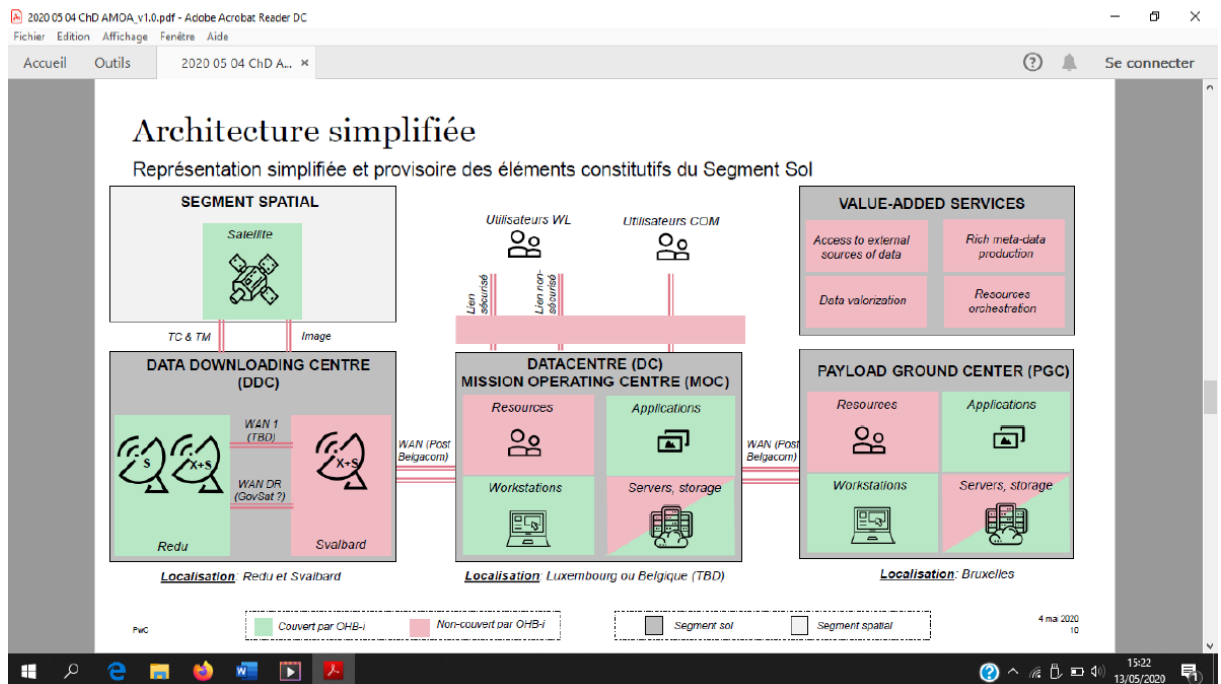
Le schéma ci-dessous illustre la façon dont les exigences retenues sont évaluées afin de s'assurer que le système est compatible avec les modes d'utilisation visés

Diagramme de flux fonctionnel du Segment Sol



Architecture simplifiée

Représentation simplifiée et provisoire des éléments constitutifs du Segment Sol



(...)

Discussion

(...)

Mme Cécile Hemmen (LSAP) demande où sera érigé la deuxième antenne. Est-ce que ces dépenses sont déjà prévues ? M. Feith explique que le Gouvernement entreprendra sous peu

un déplacement vers Redu (B) pour voir si le site dispose des installations nécessaires pour diriger le satellite. Une antenne près du cercle polaire permet de récolter des données sur un certain nombre d'heures vu que le satellite reste visible plus longtemps. La station de Svalbard est visible à chaque orbite par les satellites circulant sur une orbite polaire à une altitude supérieure à 500 kilomètres.

M. Halsdorf souhaite avoir des précisions sur le calendrier. M. le Ministre répond que le projet de loi avec la rallonge budgétaire devrait idéalement avoir été évacué en automne. M. Feith renvoie à la page 6 de la présentation où figure le calendrier indicatif du projet. L'orateur ajoute que le calendrier se clarifiera quand la décision sur le lieu d'implantation de la station terrestre aura été prise.

Extrait du procès-verbal de la réunion de la commission du 25 mai 2020 :

En guise d'introduction, M. le Ministre rappelle que les projets de satellite LuxEOSys et LuxGov Sat se distinguent largement et ont des finalités différentes. La présente réunion doit servir à répondre aux questions sur des chiffres et des détails que les membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ont posées au cours de la réunion du 11 mai 2020. La présentation servant de base au présent procès-verbal a été établie par PwC.

Le budget du programme prévu par la loi du 14 août 2018 s'établit à 170 millions d'euros (hors TVA) sur une période de 14 ans pour l'acquisition et déploiement du système (4 ans) et sa gestion (10 ans) : acquisition et lancement d'un satellite d'observation de la Terre équipé d'une caméra à très haute résolution, construction des antennes associées permettant le transfert d'images du satellite vers la Terre, mise en place d'un segment sol permettant le contrôle et la gestion du système sur 10 ans ainsi que la dissémination des produits (images) obtenus à partir d'un centre de données.

Une question des députés concernait l'éventualité de résiliation du contrat avec OHB-I.

Contrat OHB-I

Les principaux jalons définis dans le contrat et ayant fait l'objet d'une facturation sont les suivants:

- Lancement du projet
- Design du segment sol
- Assurance (« inception », « pre-launch »)

Le calendrier de paiement suit le calendrier du contrat en tous points.

(...)

Introduction :

(...)

LUXEOSys est composé d'un segment spatial et d'un segment sol :

- Un satellite pouvant acquérir et transmettre des images de très haute résolution dans les bandes de fréquence visibles et proches infrarouge.

Un segment sol composé des éléments suivants : un Datacentre (DC) pour héberger le coeur du système (servers), un Data Processing Center (DPC), une station sol charge utile (PGC), un centre de téléchargement de données (DDC), un centre d'exploitation de mission (MOC) et un réseau sécurisé les interconnectant tous.

(...)

Etat d'avancement du projet

Assistance à maîtrise d'ouvrage du Programme LUXEOSys

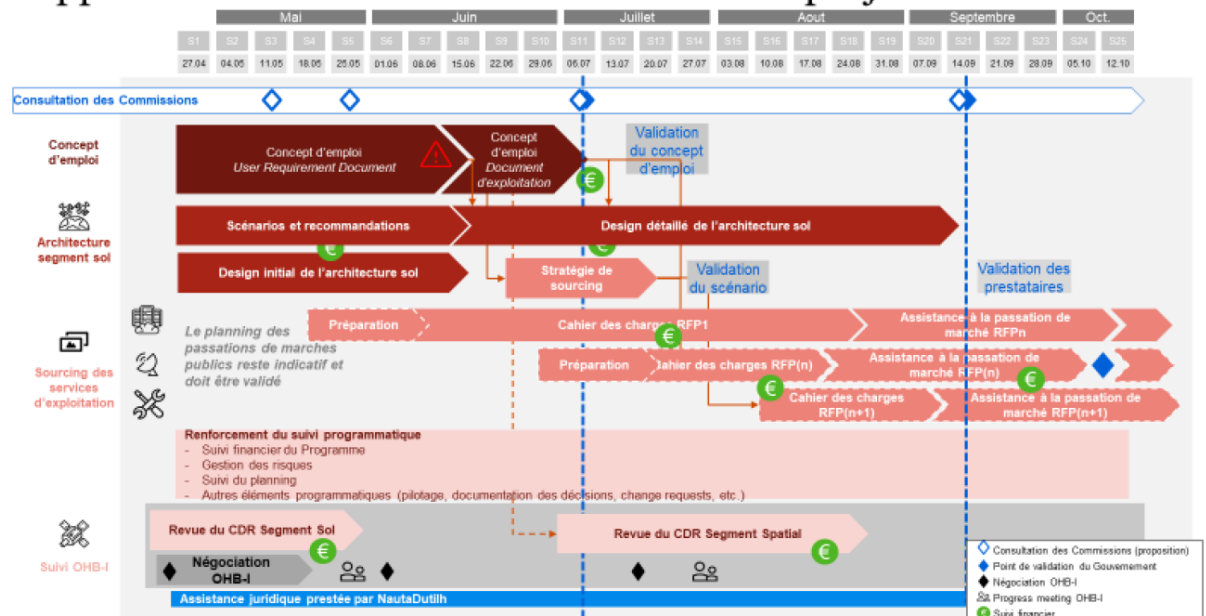
Le tableau ci-dessous reprend les principales actions réalisées depuis le 24 avril, ainsi que les principales actions à mener

	Actions réalisées	Actions à venir
CONOPS (Concept d'opération)	<ul style="list-style-type: none"> Préparation et organisation des consultations auprès des utilisateurs potentiels 	<ul style="list-style-type: none"> Finalisation du « User requirements document » Revue critique du Concept d'opérations au regard des « user requirements »
Architecture du segment sol	<ul style="list-style-type: none"> Analyse détaillée des scénarios possibles du segment sol Clarifications avec OHB-I 	<ul style="list-style-type: none"> Sélection du scénario en fonction des aspects techniques et des aspects financiers Définition de l'architecture du segment sol
Sourcing et PMO	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement du PMO (équipe et outils) Identification des critères clés de la stratégie de sourcing et analyse des différentes options possibles 	<ul style="list-style-type: none"> Décision sur la stratégie de sourcing Rédaction des cahiers des charges et lancement/poursuite de la procédure de marchés publics
Suivi OHB-I	<ul style="list-style-type: none"> Négociation avec OHB-I (report du jalon du mois d'octobre – CFI à janvier 2021 et mars 2021) 	<ul style="list-style-type: none"> Poursuite d'un dialogue constructif et participatif pour le succès du projet

Programme LUXEOSys – Revue des exigences utilisateurs
PwC

25 mai 2020
14

Approche retenue et calendrier indicatif du projet



Discussion

(...)

M. Gast Gibéryen (ADR) souhaite que la ComExBu discute sur comment traiter un dossier qui n'était pas originellement sous la responsabilité du Ministre actuel.

L'orateur pose ensuite des questions sur la base terrestre du système. M. le Ministre répond que le centre opérationnel devra, si possible, être logé au Luxembourg, alors que les antennes paraboliques doivent être érigées à l'étranger. Deux sites sont nécessaires et en cours de discussion, un en Belgique et l'autre en Norvège. Le segment de sol se répartit en quatre domaines²⁹:

l'analyse des images (en coopération avec la Belgique)

le data center,

le centre récoltant les demandes d'images et

le centre de pilotage/ d'opération (mission operating center) du satellite.

Vu que les besoins des clients potentiels sont dorénavant mieux connus, il s'agit de préciser les volets technique, infrastructurel et organisationnel, ainsi que le type de personnel nécessaire (une cinquantaine de personnes) pour faire fonctionner le système et produire les images (cf. p. 14 de la présentation).

Extraits du verbatim de la réunion de la commission du 8 juin 2020 :

M. Patrick Heck.- D'Armée huet en Terrain zu Dikrech, wou scho ganz vill Satellitteschosselen sinn. An déi Satellitteschosselen, déi mir hei wollte kafen, ware vun engem änleche Gabarit. Déi hätten ouni Problem kënnen um Härebiërg installéiert ginn. D'Armée huet... Wéi déi Satellittenantennen um Härebiërg gebaut gi sinn, do huet d'Post nei Kabele geluecht, nei Fibres optiques haute capacité. Dat war alles do. D'Dikrecher Kasär ass eng Enceinte sécurisée, dat war do. »(...)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- (...) Dir hutt gesot, mir waren Der Meinung, dass déi Antennen op den Härebiërg gehéiert hätten, ofgesécher, wéi Der sot. Et brauch een also déi ganz Ofsécherung net ze maachen. Et brauch een net mat engem Privaten e Kontrakt ze maachen, mat Ofsécherung, mat allem. Firwat ass dat net zréckbehale ginn?

(...)

M. Patrick Heck.- D'Antennen zu Dikrech. Ech weess net, ob Der schonn alleguerten zu Dikrech waart. Wann een do aus der Kasär eropgeet op de Botterweck lénks huet een, do sti schonn d'WGS-Satellitten an d'LGS-Satellitten. An de Footprint vun deene Satellitten, déi mir hei wollte maachen, war ongeféier dee selwechte Gabarit wéi dat, wat do steet. Dat war natierlech ni festgeschriwwen, schrëftlech festgehalten, Dir setzt déi Antennen do an dohinner. Mee et war vun den Experte vun der Armée war gesot ginn, dass dat ouni Problem kéint dohinnergestallt ginn. Firwat maache se et net? Kann et net bewäerten, ech weess et net. Ech hunn net nogefrot, muss ech éierlech soen.

(...)

M. Claude Wiseler (CSV).- (...) Dat heescht, meng éischt Fro ass déi: Wann dat alles richteg war, da muss jo nécessairement dat falsch sinn, wat PwC eis schreift. PwC schreift, datt d'Armée

²⁹ voir également les procès-verbaux des réunions du 30 mars 2020 et du 11 mai 2020

absolutt net den noutwendegen technesche Bagage gehat hätt, fir déi Gestiouen do ze maachen.

PwC schreift, datt et kloer wär, technesch, datt um Härebierg déi Antennen net hätte kënnen oder net kéinten opgestallt ginn. Dir sot bei deenen zwou Saache genau de Contraire. Dir sot, wann ech richteg verstanen hunn, den Härebierg ass absolutt kee Problem an d'Arméi huet den Knowhow, d'Kompetenz an et ass natierlech immens gutt, wann d'Arméi dat do ka maachen.

(...)

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).- (...) An et ass ëmmer gesot ginn: „Jo, mir mussen dann onbedéngt op dem Härebierg eng Plaz kréien, wou mer Antenne kënnen opriichten. Mir kënnen se net bei der SES opriichten“. Et ass ëmmer gesot ginn: „Jo“. An duerno ass gesot ginn: „Nee“. An esou weider. Finalement ass dann e Konzept ausgeschafft ginn, wat Dir elo beschriwwen hutt. An elo ass dat Konzept net méi viabel. Ech kann dat net novollzéien. Well, an ëmsou méi net, well elo jo driwwer geschwat gëtt, dass mer eng Antenn éischters dann an d'Belsch setzen, uewenhin. Zweetens soe mer och nach: „Mer missten eng an Norwege mengen ech setzen“. Dat heescht et ass schonn net méi eng Antenn, mee elo sinn et der schonn e puer. Duerfir: Wéi realisabel, oder wéi realistesch war dee Konzept, deen Dir ausgeschafft hutt? Do stellen ech mer wierklech Froen.

(...)

M. Patrick Heck.- (...) Bon, wéi dat natierlech ugangs, do hu mer natierlech gekuckt: Wat brauche mer? Wat ass an deem System dran? Wat brauche mer? Wéi kënnen mer dat opriichten? An do ass eeben matt deenen Experten, déi sech gesinn hunn, wou mir driwwer geschwat hunn, ass eebe gesot ginn: „Ma déi Antenne kënnen och, déi Antenne kënnen op Dikrech goen. Dostinn der schonn. Dolait de Glasfiber. Et ass eng geséichert Enceinte“. Dat ass jo net ech, deen dat decidéiert. Ech hunn net op eemol einfach gesot: „Ma da kommt mir maachen hei, kommt mir maachen do“. Nee. D'Experten hu fonnt: Maja do ass schonn eeben dee Beräich Satcom um Härebierg. Si hu sech an dee Beräich do erageschafft. Si deployéieren haut hir Systemer. Mir hu gesot kritt vun den Experten, wéi den Här Beaudot dat och elo gesot huet, dass dat net „sorcier“ ass, dass eis Arméi ouni Problem misst, kéint sech doranner eraschaffen. Also wéi gesot fir de Volet Imagerie. Fir de Volet Technique de guidage nach eng Kéier steet am Exposé des motifs: Le système sera opéré par LuxGovSat une fois livré. Ech hunn nach eng Kéier séier nogelies. Dosteet et schonn. Hu mer et giel ugestrach. Voilà. An dunn, wann d'Konzepter, wann d'Experten eis esou e Konzept proposéieren, mat den Element do, en Element hei, d'Belsch maachen dat, eis Arméi kann dat maachen, mir hu Clienten, dat ass faisable, dat ass net „sorcier“. Du si mer domadder bei de Minister gaang, mir hunn dem Minister dat esou erkläert. An do huet de Minister gesot: „Okay. Da maache mer dat“.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).- Firwat war dat keng zweet Antenn am Projet dran esou wéi bei deem, deen elo virläit ?

M. Patrick Heck.- Dat weess ech net.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).- (...) fonctionéiert.

M. Patrick Heck.- Dat weess ech net.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).- (...) wéi, duerfir ass meng Fro: Wéi seriö ass dee Projet, wann an där hei Phas elo gëtt gesot: „Et muss eng zweet Antenn egal wéi, vläicht nach eng drëtt souguer, nach benotzt ginn“ a mir hunn en éischte Projet, do gëtt et just eng Antenn an et soll jo awer, dat ass jo awer en Investissement an deen hätt awer missen am Projet dann drastoen. Firwat ass dann dee grouse Revirement do komm? Dee verstinn ech net. Ech verstinn et wierklech net.

M. Patrick Heck.- Dat kann ech lech net soen, Här Halsdorf. Ech hunn de Projet esou presentéiert kritt. Dat ass eebe fir déi Besoinen, iwwert déi mir deemools geschwat hunn, ass eebe gesot ginn: „Hei, hei sinn déi Besoinen“. An dofir ware se och am Projet de loi. Dofir ware se och an deem Package mat dran. Ech mengen d’Antenne waren am Package dran. Firwat elo, wéi gesot, wann Experte wéi SES déi säit 40 Joer doranner schaffen an aner Experten eis soen: „Majo dat do ass eng Architecture dat klappt“,dann hunn ech net d’Moyene fir dat ze hannerfroen. Firwat huet et elo geännert? Ech weess et net. Ech weess et net.

(...)

M. Geoffroy Beaudot.- Oui, Merci, Madame la Présidente, c’était pour, par rapport à la deuxième antenne, je voudrais pouvoir réagir par rapport à ça. Donc le projet avec, enfin, pardon, le contrat avec OHB contient bien deux antennes, donc nous avons deux antennes qui sont fournies d’ailleurs par Hitec, qui seront, par la force des choses, construites sur le site de Redu, et l’antenne polaire est nécessaire pour pouvoir, donc le système est capable de fournir 100 images par jour, et parce qu’on parle d’une basse orbite, donc, la visibilité aux pôles est beaucoup plus grande qu’à Redu ou au Luxembourg. Donc on peut télécharger environ 30 % des images sur le site de Redu et 60 % ou, de 60 à 70 pourcents à partir des pôles, donc la deuxième antenne, qui est en, est nécessaire au niveau des pôles, sur le site d’ailleurs qui sera sur le site de Svalbard, c’est en Norvège, vraiment très, très loin au Nord, c’est d’ailleurs un centre qui est reconnu pour ce type de service, et ce service était prévu – et d’ailleurs, il est mentionné dans l’exposé des motifs du projet de loi et faisait en fait partie, mais il n’est pas fourni par OHB. Il n’est pas fourni dans le cadre du contrat, c’est quelque chose qui vient se rajouter en plus du contrat.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- ... mentionné les antennes, Redu ou ... ?

(...) M. Geoffroy Beaudot.- Alors, c’est au niveau -

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).- ... ça c’est nouveau ça.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Et les antennes prévues pour le Luxembourg qui vont être implantées -

M. Geoffroy Beaudot.- Non. Non, non, non. Donc, il y a deux antennes dans le cadre du projet qui sont fournies, qui seront installées à Redu -

Une voix.- Dat war déi, déi zu Lëtzebuerg

M. Geoffroy Beaudot.- - qui permettent de télécharger 30 images par jour. Mais le système est capable d’en prendre 100.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Non, non, c’était pas la question.

M. Geoffroy Beaudot.- Ah, pardon.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Les antennes prévues dès le début étaient dans le contrat OHB.

M. François Bausch, Ministre de la Défense.- L'antenne polaire -

M. François Bausch, Ministre de la Défense.- est-ce qu'elle était dans le contrat?

M. Geoffroy Beaudot.- Non

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Non

M. Geoffroy Beaudot.- L'antenne polaire n'est pas prévue -

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- polaire non, mais les autres faisaient partie du projet de 170 millions.

M. Geoffroy Beaudot.- Oui, tout à fait.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Donc, ce n'est pas un surcoût.

M. François Bausch, Ministre de la Défense.- Nee. Nee.

M. Geoffroy Beaudot.- Si, l'antenne polaire est un surcoût.

M. François Bausch, Ministre de la Défense.- ... polaire ass ee ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- C'est ce que je dis, donc les deux, les antennes ou l'antenne prévue pour le Luxembourg, qui va être construite à Redu, fait partie du contrat, et l'autre ne fait pas partie du contrat.

M. Geoffroy Beaudot.- Voilà. Mais celle qui ne fait pas partie du contrat, on ne construit pas d'antenne en Norvège, c'est un service qu'une société nous fournit.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Okay. Okay. Donc, ce n'est pas une -

M. Geoffroy Beaudot.- Ce n'est pas une antenne que nous allons construire.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ce n'est pas un investissement.

M. Geoffroy Beaudot.- Non

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- c'est

M. Geoffroy Beaudot.- un service

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- un fonctionnement

M. Geoffroy Beaudot.- Voilà

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Okay.

M. Geoffroy Beaudot.- Tout à fait.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).- Pourquoi on ne prend pas, on ne va pas au Luxembourg, chez SES, ça serait, on pourrait les mettre aussi?

M. Geoffroy Beaudot.- Alors, le problème, c'est que, donc, là ça, c'est un peu plus, c'est des raisons techniques. Donc, on est en orbite basse, c'est-à-dire, comme satellite, à un moment donné, il va être par là, et puis l'orbite suivante, il sera juste au-dessus, et l'orbite suivante, il

sera complètement de l'autre côté. Comme bouge sur son orbite, comme il est plus bas, je dois pouvoir le prendre à un moment donné où il est là-derrrière, le suivre tout le moment sur son orbite, et le perdre le plus tard possible, pour avoir un maximum de visibilité sur l'orbite pour télécharger un maximum d'images. Le prob – donc, c'est-à-dire que, à 5° d'élévation, donc 5°, c'est très faible, je dois avoir une visibilité complète, je ne dois pas avoir d'arbre, d'autres antennes, de bâtiments, ou quoi que ce soit, qui gêne la visibilité à 360 degrés.

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).-

M. Geoffroy Beaudot.- Sur le haut du Herrenberg, sur la zone qui est une zone en fait d'entraînement pour l'armée, donc quand on sort, juste à l'extérieur de la caserne, sur, vraiment sur le haut du plateau, avec des aménagements nécessaires, il y avait une possibilité, mais il fallait alors mettre des mâts, et mettre l'antenne en hauteur, mais c'était possible.

Extraits du procès-verbal de la réunion de la commission du 26 juin 2020 :

Mme la Présidente Diane Adehm présente brièvement les invités pour cette réunion jointe. La présente réunion concerne uniquement le volet technique du programme LUXEOSys. La prochaine réunion concernant le volet financier est prévue pour le 13 juillet prochain.

Sur base de la présentation jointe en annexe, M. Beaudot donne des explications sur les éléments techniques en relation avec le programme NAOS / LUXEOSys.

« Le but du programme LUXEOSys est de fournir quotidiennement 100 images de la Terre à très haute résolution. » (Des exemples de telles images figurent dans la présentation jointe en annexe.)

Le programme comprend:

- Un satellite d'observation équipé d'une caméra à très haute résolution (moins de 50 cm)
- Une architecture segment sol qui comprend:
 - la construction de deux antennes à Redu (Belgique) et la location d'une antenne à Svalbard (Norvège) (80°N) permettant le transfert d'images du satellite vers la Terre;
 - la mise en place d'un segment sol permettant le contrôle et la gestion du système ainsi que la dissémination d'images.
- Un Segment Spatial qui comprend
- Un satellite NAOS (National Advanced Optical System)
- Orbite basse (LEO - 450 km) polaire – Orbite héliosynchrone

(...)

Au sol, les antennes peuvent restées bloquées au même endroit du ciel pour capter les signaux des satellites qui se trouvent en géostationnaire. (Exemples : la flotte SES ou le satellite GovSat).

- MEO : Medium Earth Orbit: c'est l'orbite moyenne (entre 8 000 et 20 000 km au-dessus de la Terre) où se trouvent généralement les satellites de localisation ou de navigation (GPS, les satellites du système Galileo, et prochainement les satellites de O3b networks). Ces satellites tournent plus vite que le sens de rotation de la Terre.

- LEO : Low Earth Orbit: l'orbite basse se situe à une altitude de 300 à 1 000 km d'altitude. La station internationale spatiale ISS est localisée à une altitude d'environ 400 km. Ces satellites tournent beaucoup plus vite que la Terre.

- SSO : Sun Synchronous Orbit: cette orbite héliosynchrone est très spéciale dans la mesure où un satellite placé sur une telle orbite passera au-dessus d'un point de la surface terrestre donné à la même heure solaire locale. Pratiquement, cela signifie que les satellites croiseront l'équateur tous les jours à la même heure. De cette manière, un satellite d'observation prendra des images d'un endroit spécifique avec systématiquement le même ensoleillement (voir notamment les planches 6 et 7 de la présentation).

- GTO : Geostationary Transfer Orbit.

(...)

Le segment sol comprend:

- Des antennes permettant le transfert d'images du satellite vers la Terre;
 - Construction de deux antennes à Redu (comprise dans le contrat avec OHB-I)
 - La location d'une antenne à Svalbard (NON comprise dans le contrat avec OHB-I ni dans la loi)
- La mise en place de bureaux et de moyens IT (serveurs, système de gestion, lignes sécurisées, etc.) repris sous le terme « segment sol » permettant le contrôle et la gestion du système ainsi que la dissémination d'images.
 - La mise en place du système fait partie du contrat avec OHB-I
 - Infrastructure (Bureaux, local serveurs pour l'hébergement): NON comprise dans la loi
 - Gestion complète du système (gestion des demandes utilisateurs et du satellite) – NON comprise dans la loi
 - Maintenance du système – NON comprise dans la loi.

Fonction des deux antennes à Redu (Téléométrie + téléchargement des images)

- 3 à 5 (sur 15) passages) /jour (-> environ 38 images transférées du satellite/jour)
- Vu que le satellite tourne autour de la terre, il y aura un mouvement des antennes à 360° pour pouvoir suivre le satellite sur son orbite.

Vu que le système entend pouvoir effectuer 100 images de la Terre par jour, il est nécessaire d'augmenter la capacité de téléchargement des images prises par le satellite avec un contrat de service permettant l'utilisation de stations polaire.

La location de ces services se fera via un contrat de service avec une société située à Svalbard. Ces antennes se trouvent beaucoup plus au nord, ce qui permet de transférer beaucoup plus d'images par jour. En effet, il sera possible de voir 14 passages sur 15 /jour et donc, un transfert de plus de 80 images du satellite par jour.

Les images sur les pages 18 à 20 de la présentation illustrent les conditions nécessaires pour assurer une bonne visibilité et donc une bonne réception des images.

M. Beaudot décrit les principales entités nécessaires pour faire assurer le segment sol et la dissémination des images :

- Le DPC (Data Processing Centre) qui constitue le point d'entrée et de sortie unique du système. Il traite les demandes d'images et assure le fonctionnement de la chaîne de production des images ;
- Le MOC (Mission Control Center) où sont effectués le contrôle et le pilotage du satellite ;
- Le PGC (Payload Ground Centre) chargé de la programmation des images (plan d'imagerie) et du contrôle de qualité ;
- Le NDC (Naos Data Centre) héberge des serveurs du système (archivage, système de gestion) et point d'accès pour les utilisateurs ;
- Le DDC (Data Downloading Centre) avec deux antennes à Redu et la location de services à Svalbard.

Les localisations des DPC et MOC restent à définir mais sera bien Luxembourg, alors que le PGC serait localisé à Bruxelles, le NDC à Luxembourg.

(...)

Discussion

(...)

La question de Mme Hemmen porte sur le centre logistique des antennes de Redu. Où serait-il localisé exactement ? Quelle serait la contrepartie que le Luxembourg devra à la Belgique ? Combien de personnes devraient travailler sur place ?

M. Beaudot répond que l'installation pratique (qui fait partie du contrat avec OHB et avec RSS) prévoit un contrat de location pour un terrain. Sur celui-ci sera installé un « shelter » dans lequel Hitec installera son matériel. Il faudra de l'électricité et des lignes sécurisées entre Luxembourg et Redu. (...)

Les bureaux (DPC et MOC) se trouveront à un endroit qui n'est pas encore déterminé. Le satellite sera lancé fin 2022. Il faudra à peu près 400 m² de surface de bureau dans un bâtiment standard. Le cœur du système sera le data center. Plusieurs sociétés au Luxembourg offrent déjà de telles infrastructures. En plus le Luxembourg est très bien connecté au niveau des réseaux.

Au niveau des contrats : Comment a-t-on pu prévoir l'installation d'antennes à Redu alors qu'à l'époque le site n'était pas encore en discussion ? M. Beaudot répond que le contrat reste flou quant au site, mais pas quant à l'antenne elle-même. Le site est au choix du gouvernement luxembourgeois. Ce choix n'aura pas d'influence sur le coût sauf les frais générés par la location et l'utilisation d'un terrain à Redu. M. le Ministre ajoute que certains frais liés à l'aménagement du site de Diekirch n'étaient pas prévus non plus (destruction d'un bâtiment, socles d'antennes, abattage d'arbres, ...). Dans la logique du Gouvernement précédent, de telles dépenses auraient été supportées par le Fonds d'investissement militaire. M. le Ministre est contre un tel saucissonnage des dépenses liées à un seul projet.

Il est vrai que les coûts de location de services à Svalbard n'étaient pas prévus alors qu'on savait déjà qu'il fallait d'autres capacités de connexion avec le satellite.

Faudra-t-il aussi louer des services à Inuvik (Canada), Singapore ou de la base Troll en Antarctique vu que les installations de Svalbard ne peuvent atteindre le satellite que pendant 14 sur 15 passages ? M. Beaudot explique que la localisation d'autres centres de prestation de service n'est pas nécessaire, étant donné que la capacité de téléchargement qui sera installée sera supérieure au nombre d'images que le satellite pourra prendre. Inversement, si des contrats étaient signés avec d'autres prestataires de service, on pourrait se passer du site de Redu, mais le Luxembourg serait alors dépendant des contrats de services et ne disposerait pas de ses propres antennes.

Une étude similaire a-t-elle été effectuée il y a trois ans et quelles en étaient les conclusions ? Quelles solutions étaient envisagées pour parer aux difficultés techniques liées au site de Diekirch ? M. Beaudot répond qu'aucune étude préliminaire n'avait été faite faute de temps. La seule étude effectuée était celle de OHB (entamée en décembre 2018) mais elle n'a pas abordé la problématique du site de Redu.

Est-ce qu'il était envisagé de loger les différents centres de contrôle et de récolte des données (citées plus haut) à un seul endroit ? M. Heck a informé la Chambre qu'un tel centre aurait dû être installé au Findel. M. Beaudot répond qu'à l'époque il n'était pas en charge du dossier. M. le Ministre informe qu'il était impliqué dans le dossier de manière indirecte en tant que Ministre des Transports. Il confirme qu'il existait un projet prévoyant l'installation d'un pôle Gouvernemental Aérien au Findel. Il s'y est opposé, estimant que la place y manque. M. le Ministre est en plus opposé à l'utilisation du Findel pour davantage d'activités militaires, alors que l'aviation y est déjà à l'étroit. Pour les détails financiers, M. le Ministre renvoie à la réunion prévue pour le 13 juillet prochain.

(...)

M. le Ministre renvoie au tableau de la p. 22 et ajoute que les 50 personnes supplémentaires qu'il aurait fallu embaucher, ainsi que leur formation, ainsi que les bureaux pour les loger, ainsi que les loyers et frais connexes n'étaient pas prévus dans le projet initial.

Ceci dit, M. le Ministre rappelle qu'il est parfaitement inhabituel de déposer un projet de loi relatif à une construction d'un bâtiment sans en préciser les besoins et le but. Ces besoins ont un impact sur les infrastructures, les équipements et les frais de fonctionnement. M. le Ministre considère que les sommes supplémentaires qui devront être dépensées, ne sont pas perdues, mais constituent un investissement dans le contexte de l'effort défense du Grand-Duché.

(...)

Suite à une question de Mme Adehm, il est précisé que Hitec était chargé de l'étude détaillée du site de Diekirch en 2019 seulement. M. Beaudot rappelle qu'il était initialement prévu d'impliquer l'Armée luxembourgeoise dans le projet. La délocalisation des antennes ne va pas entraîner des coûts supplémentaires énormes.

(...)

Concernant les antennes, M. Clement souhaite savoir s'il ne serait pas plus opportun d'acheter des antennes à Svalbard plutôt que d'en installer à Redu. M. Beaudot répond qu'il n'y a pas de terrain disponible à Svalbard. Redu offre de telles possibilités sur un site dédié, facilement joignable à partir du Grand-Duché.

Est-ce que d'autres sites étaient en études par rapport au Herrenberg à Diekirch ? Oui, d'autres sites avaient été analysés, mais les procédures dites « commodo-incommodo » ne permettent pas d'installer des antennes à n'importe quel endroit du pays.

Extraits du verbatim de la réunion de la commission du 29 juin 2020 :

M. Étienne Schneider.- (...) Ech wëll hei awer och soen, an ech mengen dat ass jo warscheinlech ee vun de Grënn, deen dozou féiert, dass de Budget esou vill elo méi deier gëtt, dat ass, dass einfach eng Rei Saachen, déi deemools vu mir aus kloer waren an och vun den Experten aus kloer waren, dass déi herno net méi esou sollen ëmgesat ginn. Déi eng ass déi, dass déi Parabolantenne sollen op den Härebiërg kommen. Firwat wollte mer dat deemools maachen? Well mer gesot hunn, do spuere mer immens Käschten, éischtens emol, well mer e Site sécurisé hunn, also net mussen iergendwou en neie Site fanne goen, deen adaptéieren an securiséieren. Zweetens, well mer vun der Post all déi Fiberleitungen scho fir de WGS-Projet dohi leeë gelooss hunn, déi also alleguerte sur place waren.

Deen eenzegen Invest, deen do komm wier, dat wär effektiv déi Sockelen, fir de Satellitt héich genuch ze stellen, fir dass en net duerch Beem, duerch de Bësch, dee ronderëm ass, net solle gestéiert ginn. Dat war also d'Maassgab, déi mir deemools haten. An ech kann lech soen, dass ech an deen doten Diskussiounen, an dat gëllt d'ailleurs och fir déi aner Punkten, déi ech lech elo wäert soen, ëmmer meng Reuniounen an der Defense mat den Defenseleit hat. An do war och ëmmer de General mat dobäi an hie war och ëmmer au courant vun all deem. An ech hunn ni an all där Zäit net eemol héieren, dass dat elo net sollt goen, weeder vun den Experten nach vun dem Chef d'état major vun deemools. Ech hunn allerdéngs net mam Här Nilles geschwat, well dee war net op engem Niveau, dass dee bei mir a Comité-de-coordination-Sitzungen hätt missen all Kéier dobäi sinn.

(...)

Voilà! Dat war de Punkt also vun den Antennen, déi sollten op den Härebiërg kommen, déi elo net méi sollen op den Härebiërg kommen. Ech kann lech definitiv net soe firwat dat elo net méi de Fall ass, well ech déi Informatiounen net krut hunn. Ech hu Gerüchter héieren, mee déi erspueren ech lech. Mee firwat dat elo technesch net méi gewollt ass, obschonn et virdrun technesch méiglech war, kann ech lech net soen.

(...)

M. Étienne Schneider.- Also wat d'Plaz ugeet, do hate mer jo d'Experten, souwuel déi vun der belscher Defense wéi déi vun SES an déi vu LuxGovSat, déi eis jo beroden hunn an deem Dossier. An déi hunn alleguerten eis zumindest déi Zäit bestätegt, dass dat technesch alles machbar ass, fir dat um Härebiërg ze maachen an och dat eigentlech déi bëllegst Optioun wär, aus deem einfache Grond, well een de Site net méi muss securiséieren, well en et schon ass, an zweetens, well all d'Leitunge vun der Post och schon do leien. Dat eenzegt wat ass, dat ass effektiv, dass een déi Antennen hätt missen net einfach op de Buedem stellen, mee misste méi héich setzen. Dat wat dat, wat deemools aus den Etüden erausgaange war. Dat ass awer näischt, wat elo technesch an deem Sënn e Problem gewiescht wär.

M. Claude Wiseler (CSV).- (...) Meng Fro laut awer anescht: Firwat ass a sech en Text deposéiert ginn, wou am Fong d'Etüde vun Dikrech d'Antennen nach net fäerdeg waren, wou d'Capacitéite vun der Arméi, sou vill awer de Colonel Nilles eis kloer gesot huet, net duerchgechecked waren? An ech verstinn och net, wéisou LuxGovSat konnt ee Moment Jo

soen an deem anere Moment Nee soen. Wann dem Här Schneider seng Explikatioune richtig sinn, sou wéi e se elo seet, da sinn dem Här Bausch seng Explikatioune nécessairement net richtig an deem Fall.

Ech géing just gär wëssen, wat dann elo richtig a wat falsch ass. Dofir soen ech ganz kloer, wann déi zwou Versiounen elo, ech hunn déi eng an déi aner jo elo héieren, wann déi zwou Versiounen esou niewentenee stinn, da géif ech wierklech gär awer Kloerheet hunn. Ech hätt gär Kloerheet iwwert, war déi Etüd vun Dikrech, ob dat soll dohinnerkommen oder net. Eis gëtt gesot, datt déi vun November 2018 wär. Dat heescht am Fong no dem Vott vum Gesetzestext. Dat ass dat, wat mer déi lescht Woch gesot kruten. Et ass eng Etüd am November 2018 gemaach ginn. Virdrun ass ni eng Etüd gemaach ginn. Dat ass eis d'lescht Woch, virun e puer Deeg gesot ginn.

Dir sot elo, déi Etüd war alles kloer, et war ni en Zweifel, et war kee Problem a mir konnten dat maachen. Da muss ech soen als Deputéierten, jo, wat ass dann elo de Fall. War et kloer? Oder war et net kloer? War d'Etüd virdu kloer, datt et géing goen? An duerno ass eng aner Etüd gemaach ginn, datt et net géing goen? Oder wat, wéi ass déi Situatioun? Also ech hätt awer do gär Kloerheet an ech géing gär mat deene Leit, Madamm Presidentin, schwätzen, déi déi Etüd gemaach hunn, fir ze wëssen, wat dann elo Sache ass.

(...)

M. Étienne Schneider.- (...) Dann zu deenen, wat hat Der nach do, Perimeter. Wat hat Der do? D'Perimeter vum Budget, jo, Segment Sol. Déi Etüden, ech mengen do ass et jo esou, dass ... Dat si jo keng Etüden, wou mer elo iergendee vun auswäerts huelen an deem en Optrag ginn, fir vill Geld an dee geet da während sechs Méint kuckt deen alles an dee schreift eis dann e schéine Bericht, ob een déi Antennen op den Härebiërg ka setzen oder net.

Wat do geschitt ass zu deem doten Zäitpunkt, dat ass dass d'Experten, den Här Beaudot, deen déi dote Saache fir d'belsch Arméi ëmmer gemaach huet, dass d'Experte vun der SES, dass d'Experte vu LuxGovSat, dass d'Experte vum Ministère de l'Économie vum Beräich Space a Satellitten, dass déi sech déi Saach ugekuckt hunn a gesot hunn, ënner gewësse Konditiounen, an dat ass eeben dat fir déi Antenne méi héich ze setzen, kann een dat parfaitement um Härebiërg maachen. An do ass decidéiert ginn, mee da maache mer dat fir Käschten ze spueren. Da brauche mer net iergendwou anescht ze goen, brauche mer net e Site ze kafen, e Site ze securiséieren, e Site mat Glasfieber unzebannen, et cetera. Hei hu mer alles sur place. D'ailleurs hu mer schonn aner Satellitteschosselen do stoen, de WGS ënner anerem, de LuxGovSat steet do.

Alles dat waren awer alles Argumenter, fir ze soen, majo, wa keen Expert e Problem huet, fir dat op den Härebiërg ze setzen, dann hale mer dat esou fest. Dass herno am Detail gekuckt gëtt, wou genee dee Satellitt muss stoen a wéi deen ausgericht gëtt, dat kënnt duerno. Sou genee konnt deen Investitiounsprojet ni sinn.

(...)

M. Étienne Schneider.- Ech mengen de Punkt ass vu mengem Point de vue einfach deen, dass ech lech dee Projet zielen, deen Dir hei gestëmmt hutt, wat d'Tenanten an d'Aboutissante vun deem Projet waren a wat d'Strategie war a firwat ech dat esou wollt maache wéi et an deem Projet stoung.

An deem neie Minister huet absolutt Recht déi Saachen a Fro ze stellen an d'Saachen anescht ze maachen. An ech mengen do läit de Punkt, dass eng Rei Saachen anescht gemaach ginn, dass d'Antennen net op den Häreberg kommen, dass d'Exploitatioun net vun der Arméi gemaach gëtt, dass um Findel keen esou e Centre de traitements an de données soll gebaut ginn. Alles dat ass d'gutt Recht vun engem neie Minister. Do hunn ech absolutt näischt ze kritiséieren, mee dat ännert awer d'Donnen. An ech mengen dofir sätze mer hei, wéinst deene Coûten.

Ech si selbstverständlech responsabel fir déi Milliounen, déi gefeelt hunn, well et net méi opgaangen ass fir LuxGovSat, déi 1,5 Milliounen d'Joer iwwer zéng Joer, fir déi ze finanzéieren, mee awer nach ëmmer mat dem Punkt, dass mer Recettë generéiert hätten, wann et esou gemaach gi wär, wéi mir dat deemools virgesinn haten. Da wäeren et Recettë gi vun 31 Milliounen d'Joer, déi opposéiert wäeren zu engem Surcoût, deem net méi am Budget ofgedeckt gewiescht wär vun 1,5 Milliounen d'Joer.

Dat war mäi Projet. Elo ass et net méi mäi Projet. Mee nach eng Kéier, all Minister huet d'Recht Projeten ze änneren. Et gi vläicht och gutt Grënn, firwat verschidde Saachen elo net ginn. Ech wëll dat iwwerhaupt net a Fro stellen. Ech wëll lech just soen, zu deem Zäitpunkt, wou ech deem do Projet hei stëmme gelooss hunn, war ech iwwerzeegt, dass mir déi beschten Optioun hätten, fir dat esou ze maachen, wéi mer et gemaach hunn. Wann duerno en cours de route fonnt gëtt, dass verschidde Saachen awer vläicht net sollen esou gemaach ginn, dann ass dat alles richteg, dann ass dat alles an der Rei. Mee dann ass dat awer net méi meng Responsabilitéit.

(...)

Mme Garcia.- Merci, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, also ech wollt nëmme puer Klarifikatiounen, am Numm vum Här Minister vun der Defense, mat erabréngen. Also éischtens, well elo vill vun den Antenne geschwat gëtt, wollt ech clarifiéieren, dass ier de Kontrakt un OHB-I verginn ass, war keng Etüd um Site selwer gemaach ginn. Aus deem Grond, et war effektiv wouer, dass Beroder mat am Boot waren. Mee et war awer ni e Site, et war ni eng Visitt um Site gemaach ginn, fir ze kucken ob déi Antennen dohinner géife passen. Voilà. Dat wollt ech nëmme eng Kéier kloerstellen. Dat ass nämlech eréischt am, souwäit ech weess am Dezember 2018 gemaach ginn. An, wéi den Här Minister et och gesot huet, ass et technesch scho méiglech, reng technesch gesinn, et hält relativ vill, et ass eeben Opwand an d'Arméi huet aner Contrainten do, mee et war machbar. Mee et war aus anere Grënn ass et verglach gi mam Site vu Redu, mee do den estiméierte Montant, wou dat de Präis an d'Luucht dréckt, sinn ongeféier 2 Milliounen fir d'Locatioun vum Terrain. Nëmme fir dat eng Kéier aus der Welt ze raumen, dass dat elo den, dee grouse Käschtepunkt ass. Dat wollt ech nëmme eng Kéier preziséieren.

(...)

M. Sven Clement (Piraten).- (...) Déi zweet Fro, déi mech awer vill méi irritéiert dat ass, an ech kommen op dat zréck wat ech ganz am Ufank gefrot hunn a wat sech haut awer ëmmer erëm confirméiert huet, dat ass jo och de Choix vun de Prestatairen ënnert dem Prestataire OHB-I. Do schwätze mer vun HITEC, ganz kloer, do schwätze mer vun LGS, déi jo préconiséiert waren, wou ech genausou gäre wéilt, géif gären aus deene Compte-rendue wësse wéini a firwat se hir Meenung geännert hunn. Well ech mengen, dat ass eng, gëtt eng ganz interessant Lektür. D'Fro, déi sech mir stellt ass, an do kann den Här Schneider eis vläicht e bëssen eng Iddi ginn,

Dir hutt jo mat Thales a mat Airbus geschwat: Hu si iergendee Grond ginn, firwat si net mat lëtzebuergeschen Akteure wéilte schaffen? Gëtt et e Grond firwat si vu vir eran ausser reng, e rengen politesche Grond vläicht, datt si LGS net wollte mat an d'Boot huelen? Datt si HITEC net wollte mat an d'Boot huelen? Well ech mengen, et war kloer, eng vun de Prämissen war jo deemools: Mir bauen an Antennen um Häreberg. D'Iddi war ëmmer, esou hunn ech dat verstanen, esou krute mer dat hei an där Kommissioun erkläert: Mir bauen eis eegen Antennen. Ech hunn dat nach e Freideg gefrot gehat: Firwat baue mer Antennen, wa mer se kéinte leasen, wa mer se och kéinten zu Svalbard leasen, amplaz se ze bauen?

Do war d'Ausso kloer: „Dat ass, well mer eng gutt Offer hunn. Well mer déi Antennen, well mer domadder och engem lëtzebuergeschen Akteur Geld ginn“. D'Fro, déi sech mir also stellt, wat déi Antennen ugeet, mee och all déi aner Akteuren an der Chaîne de valeur: Gouf et do iergendwann eng Kéier d'Iddi ze soen: „Ma wat ass, wa kee lëtzebuergeschen Akteur dran ass? Wat ass, wa mer näischt kafen, mee just de Satellitt kafen an déi ganz Exploitatioun, ech soe elo emol d'Antenne gi mer lounen“? Well mir gi lo effektiv après-coup gi mer eng Antenn zu Svalbard lounen, fir d'Billen erfroze lueden, déi pro Dag vill méi Stonne Capacitéit notzt wéi déi zwou Antennen, déi mer bauen zu Redu. Mir bauen zu Redu zwou Antenne fir Redondance ze hunn, während mer zu Svalbard eng Capacitéit lounen, well déi eng Redondance zur Verfügung stellen. Do stellt sech mir d'Fro: Wäre dee ganze Projet hei net am Budget realisierbar gewiescht, och zu deem Zäitpunkt, wou Dir nach Minister waart, wa mer net op verschidde Plazen decidéiert hätten, mir géifen hei zwou Antenne bauen op enger Plaz, wou sech herno erausgestallt huet, datt dat net méiglech wär. Mee d'Fro stellt sech wierklech: Wäre net „Lease instead of buy“ eng zweet Optioun gewiescht?

M. Étienne Schneider.- Also ech mengen, de Leasing kënnt op datselwecht eraus wéi d'Kafen,. Well wann Der de Leasing maacht, dann hutt Der eigentlech just en Achat à tempérament gemaach: Op zéng Joren, hutt Der d'Antenn zweemol bezuelt. Dat ass deen eenzege Punkt. Also vun dohier mengen ech wirtschaftlech hätt dat, hätt dat dem Projet net wierklech geholfen.

Dovun ofgesinn ass et eng, e Prinzip vum Staat, dass en net least, mee keeft an da Proprietär vun, deem Objet ass. Mee nach eng Kéier: No zéng Joren ass déi Antenn näischt méi wäert. Dat heescht déi muss esou amortiséiert ginn, am Leasing, dass se komplett bezuelt ass. An deejéinegen dee se engem verleast huet dann nach e Business domadder gemaach. Et gëtt also ënnert dem Stréch, ...

(Interruption)

M. Étienne Schneider.- ... méi deier. Gelift?

M. Claude Wiseler (CSV).- Den Här Clement wollt soe leasen. Dat heescht am Fong e Service kafen, eng Location de service maachen. Et ass dat, wat, ...

M. Sven Clement (Piraten).- Capacitéit no, ...

M. Claude Wiseler (CSV).- ...d'Capacitéit lounen, ...

M. Sven Clement (Piraten).- ...

M. Claude Wiseler (CSV).- ... ass am Fong dat, wat Der zu Svalbard, ...

M. Étienne Schneider.- Dat ass eng Fro fir den, fir d'Experten, fir den Här Beaudot, fir den Här Heck, déi kann ech lech esou net beäntweren. Mee ech wëll awer hei nach eng Kéier soen

zum Choix vun de Prestatairen: Et ass esou, dass OHB-I wëlles hat, mat Sous-traitancen ze schaffen. Dir hutt d'Firme genannt, wat Lëtzebuenger Firma sinn. Mee déi aner zwee, déi wollten alles selwer maachen. Déi wollten net mat Lëtzebuenger schaffen, well déi soen: „Mir maachen alles“. An dann hat ech jo nach verstan, an dat ass dat, wat ech virdu sot, wann déi alles inhouse maachen an et gëtt doduerch méi bëlleg, jo, dann hues de schwéier Argumenter fir ze soen: „Mir maachen awer mat OHB-I, just well déi mat Lëtzebuenger Firma schaffen“. Dat, mengen ech, hätte mer net fäerdeg kritt. Mee se waren en plus méi deier. An dofir war de Choix awer am Endeffekt relativ einfach.

Extraits du procès-verbal de la réunion de la commission du 13 juillet 2020 :

Sur base de la présentation jointe en annexe, M. le Ministre et les experts présentent brièvement le contexte.

Le projet de loi initial avait pour objet d'autoriser le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol pour un montant de 170 millions d'euros sur une période de 14 ans, couvrant les éléments suivants :

- L'acquisition et le lancement d'un satellite d'observation de la Terre équipé d'une caméra à très haute résolution (4 ans) ;
- La construction des antennes associées permettant le transfert d'images du satellite vers la Terre ;
- La mise en place d'un segment sol permettant le contrôle et la gestion du système sur 10 ans ainsi que la diffusion des images.

Certaines dépenses n'ont pas été prises en compte dans le budget du projet de loi initial. Il s'agit notamment de dépenses liées à l'exploitation et à la maintenance du système.

Vu que le contrat avec OHB-I a été signé le 28 septembre 2018 pour un montant de 168,2 millions d'euros, la quasi-totalité du budget de la loi d'autorisation a été utilisée.

Le 27 mars 2020 a été déposé le projet de loi 7542 qui vise à augmenter de 180 millions d'euros le montant que le Gouvernement est autorisé à dépenser, le montant total passant ainsi à 350 millions d'euros.

En collaboration avec PwC (via AMOA – assistance à maîtrise d'ouvrage) :

- Consultation d'utilisateurs potentiels pour confirmer l'intérêt du système LUXEOSys, puis adaptation et finalisation du « User requirement document » et revue du concept d'opération ;
- Adaptation de l'architecture du segment sol ;
- Finalisation de la stratégie de « sourcing » pour le volet de l'exploitation du système LUXEOSys qui pourra être lancée sous réserve du vote du projet de loi modificative n° 7542.

Présentation en Commissions parlementaires des conclusions et du budget final.

(...)

Architecture du segment sol

Data Processing Centre :

- Point d'entrée et de sortie unique du système, il traite les demandes d'images et assure le fonctionnement de la chaîne de production des images. Ressources nécessaires : 20-25 opérateurs, + postes de travail (workstations).

Mission Operating Centre :

- Contrôle et pilotage du satellite. Ressources nécessaires : 20 opérateurs, + postes de travail (workstations).

Payload Ground Centre :

- Programmation des images (plan d'imagerie) et du contrôle de qualité Ressources nécessaires : opérateurs (Défense belge) + workstations + archivage pour les besoins de la Défense belge uniquement.

NAOS Data Centre :

- Hébergement des serveurs du système (archivage, système de gestion) et point d'accès pour les utilisateurs.

Ressources nécessaires : 6 serveurs.

Data Downloading Centre :

Antennes permettant la réception des images

- Redu : 2 antennes (prévues dans le contrat OHB-I)
- Svalbard : station polaire (location de services)

Architecture segment sol : Conditions et hypothèses de base

La configuration initiale (loi du 14 août 2018 et envisagée lors de la signature du contrat avec OHB-I) prévoyait la centralisation du segment sol au Luxembourg dans un site unique (Diekirch) sauf pour le PGC opéré par la Défense belge (voir aussi les illustrations à la page 13 de la présentation).

Architecture segment sol : Hypothèses non réalisables

La configuration initiale (envisagée lors de la signature du contrat avec OHB-I) ne peut être appliquée (voir les illustrations à la page 14 de la présentation).

Architecture segment sol : Hypothèses de base de la loi initiale non-réalisables

Installations

- Exploitation du MOC et DPC prévue sur un site unique à Diekirch :
 - Pas d'étude de faisabilité ni de budget pour l'implantation du LUXEOSys (antennes et bureaux DPC)
 - Le MOC était prévu à Betzdorf (via LuxGovSat), alors que le design proposé par OHB-I concentrait toutes les entités sur un seul site ;
- NAOS Data Centre (NDC) invoqué via le concept préliminaire du Pôle Gouvernemental Aérien (PGAé) mais non budgétisé ;
- Antennes du contrat OHB-I prévues au Centre militaire (Diekirch)
 - Pas de budget prévu pour l'infrastructure nécessaire (socle pour les antennes, bâtiment technique pour les éléments actifs de l'antenne)

- Difficultés techniques pour installer les antennes au Centre militaire ;
- Antenne polaire nécessaire pour garantir 100 images/jour
 - Non prévue dans la loi du 14 août 2018.

(...)

Architecture segment sol : Changements nécessaires

Conséquences

- Adapter l'architecture du segment sol afin de séparer les entités LUXEOSys
 - > centralisation à Diekirch pas possible ;
- Externaliser l'exploitation du système pour le DPC
 - > prévue par l'armée ;
- Externaliser l'exploitation du système pour le MOC
 - > 15 millions d'euros prévus par la loi, mais budget épuisé suite à la signature du contrat OHB-I ;
- Couvrir les frais de maintenance
 - > non prévus dans la loi du 14 août 2018 ;
- Couvrir les frais de service liés à l'antenne polaire
 - > non prévus dans la loi du 14 août 2018.

Éléments nouveaux

- Amélioration de la résilience du système avec un Data Centre Backup sur un second site (non prévu dans l'architecture de base) ;
- Ajout d'une station de contrôle d'urgence du satellite (conséquence de la décentralisation).

Architecture adaptée du Segment sol (voir le graphique de la page 18).

Sept différentes options ont été analysées avant de proposer la nouvelle architecture-cible. La solution retenue propose :

- Bureaux, data centre et back-up au Luxembourg permettant une résilience du système ;
- Antennes à Redu, y compris une station de contrôle d'urgence du satellite.

Implications de l'architecture adaptée (voir le graphique de la page 19).

1. Nouvelle architecture : « change request » par rapport au contrat initial avec OHB-I en septembre 2018 ;
2. Opérateurs MOC et DPC ;
3. Contrat à mettre en place pour le DDC ;
4. Datacenter à se procurer pour PGC ;
5. Contrat à mettre en place pour les lignes de télécommunications ;
6. Besoins de supports externes pour la réalisation
+ maintenance.

Etapes suivantes

OHB-I

-> Octobre 2020

- CCN (« Change Contract Notice » pour modifier l'architecture) : négociation en cours pour un avenant à signer après la publication de la loi.

-> Janvier 2021

- Début des travaux « antennes » à Redu (Infrastructure doit être disponible à ce moment).

-> Avril 2021

- Mise à disposition des locaux pour les centres de données par la Défense.

Sourcing

-> Juillet – Septembre 2020

- Préparation des cahiers des charges.

-> Octobre 2020 - Après publication de la loi

- Lancement de la procédure de marchés publics (MOC/DPC) ;
- Signature du contrat avec Redu pour préparer l'infrastructure ;
- Négociation d'un contrat de service avec KSAT (Svalbard) ;
- Contrat d'hébergement pour les serveurs dans un centre de données.

-> Au plus tard en mars 2021

- Signature du contrat MOC/DPC.

(...)

Discussion

M. Fernand Kartheiser (ADR) fait état de certaines critiques :

(...)

2. Redu : il a été souligné plusieurs fois que les antennes pourraient être implantées à Diekirch, alors pourquoi accorder une préférence à Redu et augmenter les coûts du projet ? La gestion et l'entretien d'installations entraîneraient aussi des frais si les antennes étaient localisées à Diekirch. En plus, l'armée perdrait l'espace prévu au Herrenberg pour ses propres activités. M. le Ministre considère que les coûts de 2,2 millions d'euros sur 12 ans sont gérables.

(...)

M. André Bauler (DP) demande si le projet a initialement été précipité et si cette précipitation a entraîné une perte d'argent. M. le Ministre rappelle l'historique du projet et explique que le montant a été fixé avant que l'étude d'OHB-I a été finalisée. Suite à un RFI, il a été constaté que des offres concurrentes prévoyaient des montants encore plus élevés. On peut donc finalement dire que seuls les 2 millions d'euros pour la location des infrastructures à Redu seraient superflus si les antennes étaient construites à Diekirch. Il y a néanmoins un grand nombre d'autres dépenses pour des infrastructures ou prestations élémentaires qui n'étaient initialement pas prévues (voir le document en annexe).

(...)

M. Kartheiser demande si la commission pourrait obtenir une note comparative relative aux sites pour les antennes (Diekirch ou Redu) : infrastructures disponibles, sécurité et sécurisation du site, aménagements nécessaires, etc.. M. le Ministre ne voit pas d'inconvénient à ce qu'une telle note soit établie. M. Beaudot ajoute que le site de Redu a été sécurisé. LuxGovSat y a également une antenne, tout comme le système Galileo. Redu est aujourd'hui reconnu comme centre de l'espace européen.

Extraits du verbatim de la réunion de la commission du 14 septembre 2020 :

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Merci fir d'éischt emol fir Är Disponibilitéit. Bon, an deene Sëtzunge virdrun huet viles ronderëmgedréit firwat d'Antennen net um Härebiërg, mee op enger anerer Plaz an der Belsch sollen elo opgestallt, opgeriicht ginn. Meng Fro: Do muss d'Arméi jo awer bal associéiert gewiescht sinn an där doter Decisioun. Et ass jo net esou, dass dat kann total iwwert de Kapp vun der Arméi geschitt sinn. Si muss zumindest informéiert gi sinn oder gesot kritt hunn, mir maachen dat hei.

Duerfir meng Fro: Ass et esou, dass et technesch net méiglech war déi Antennen do opzeriichten an ze bedriewen? Oder war et eigentlech net gewollt, well Plaz dropgeet, wa gaange wär, wann déi Antennen opgeriicht gi wäeren?

(...)

M. Alain Duschène.- Jo, merci. Ech probéieren dann dorobber ze äntweren. Den éischte Punkt mat den Antennen, do ass et esou, dass effektiv ufangs 2019 eng Ufro komm ass vum Här Beaudot fir e „site survey“, esou nenne se dat, maachen ze kommen. An do ass en effektiv mat enger Ekipp op den Härebiërg komm, fir eeben ze kucke wou et méiglech wier, déi Antenn hinzsetzen an ob et iwverhaapt méiglech wär, fir se dohinner ze placéieren.

An esou wéi ech an Erënnerung hunn, war de Problem, dass déi Antenn dann hätt missen nach op en héije Sockel gesat ginn, well déi Antenn bougéiert. Déi ass jo net fix. Déi Satellitteschossel, déi mer elo do stoen hunn, déi ass ëmmer fix, déi peilt ëmmer dee selwechten Dénge un. An dat heite wäeren der, déi géife bougéieren. An doduerjer, well déi dann och Inclinaisonen hunn, wär et aus technesche Grënn net méiglech. Dat ass déi Info, déi ech deemools aus deem „site survey“ do hat.

Dat hat net emol eppes domat ze dinn, ob mir dat wéilten oder net. Si sinn erop kucke komm an technesch gesinn hu si dat dunn ausgeschloss. Mee ech sinn awer net de Spezialist. Ech sinn net do kucke gaangen, firwat net. Mee dat ass dat wat aus hirem „site survey“ erauskomm ass.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dat ass net esou wéi mir et duergestallt kruten.

Mme Diane Aehm, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.-
Mhm.

Une voix –

Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- Jo, mee ...

Une voix –

Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- Déi aner Froen nach?

Une voix – ... ganz komesch dat doten.

M. Alain Duschène.- Nee, also ech ka just dat dote soen. Ech hunn och, ech mengen ech hunn esouguer den Déngen hei. Ech muss just mäi Brëll undoen. Da kann ech och vläicht kucken.

Jo, et ass eng Ekipp vun eelef Leit, déi sinn do eropkomm gewiescht, fir eeben déi Étude de faisabilité ze maachen. An dat war deemools och gesot ginn, dass dat just nëmmen eng, dat wier nach keng Decisioun, ob dat elo misst, ob déi Antennen elo missten dohinner kommen.

Si wollte just dohinner kucke kommen. A si hunn do gesot, dass dat aus technesche Grënn net méiglech wier. Méi kann ech dozou net soen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Wann Der erlaabt, just eng Tëschefro. Wéini war dat?

M. Alain Duschène.- Dat heiten, dat war ...

Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- ... ugangs 19.

M. Alain Duschène.- Jo, dee „site survey“, wann ech hei de Mail kucken, dee war Januar, de 17. Januar 2019.

Une voix.- ...

M. Alain Duschène.- Ass se ugefrot ginn. Sorry, an de 25. Januar huet se stattfonnt, 2019.

Une voix.- ...

M. Alain Duschène.- A si soen hei: Déi Antennen, déi misste 70 Meter auserneestoen. An dowéinst kéint och de Site nieft der Station d'ancrage - mir hu jo eng Antenn do stoen – duerfir kéint deen net zréckbehale ginn. An den zweeten Déngen ass: Mir hu jo do en Hall Log, en Hall logistique, also en Hangard à véhicules gebaut. A well dee Beräich och gebraucht gëtt als Piste d'atterissage fir Dronen, géif dat och net goen, fir do esou héich Antennen hinzsetzen. Dat war dat, wat si, wat hei geschriwwe ginn ass.

Une voix.- ...

M. Alain Duschène.- Méi kann ech zu den Antennen net soen.

(...)

Mme Garcia.- Jo, merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, et ass nëmme fir e kleng Complément ze maachen zu deem, wat de Generol gesot huet mat den Antennen, well ech hat elo d'Gefill ee Moment, do wär e bësse Mëssverständnis opkomm. Also reng intern ass gesot ginn, also de Fakt ass, d'Gesetz war an der Chamber 2018, et ass Enn Juli gestëmmt ginn. An eeben d'Analys vun Site, fir ze kucke wou d'Antenne géifen hinner kommen, ass eeben dunn am Januar 2019 gemaach ginn, dat heescht e puer Méint drop. An do sinn eebe Leit op den Härebierg komm an hunn eng Analyse de rapport dovunner gemaach. An do ass intern ëmmer gesot ginn, et ass technesch net méiglech.

Wann een awer ganz genau kuckt, an dat huet de Minister och selwer der Kommissioun gesot, reng technesch si ganz vill Saache méiglech. Jo, mir kéinten um Härebierg e Sockel opbauen a mir kéinten do eng Antenn dropstellen. An dann hate mer gesot, da géif d'Arméi dann eeben hir, ech mengen et waren zwou Plazen um Härebierg, wou et technesch méiglech wär, wann ee géif e Sockel opstellen. Mee do, et sinn natierlech Plazen um Härebierg, déi momentan vun der Arméi och anescht benotzt ginn. Ech mengen eng war fir d'Dronen, wéi de Generol selwer scho gesot huet. Dat heescht aus deem Grond ass du gesot ginn, well egal wéi et net onbedéngt méi bëlle gi wär, well d'Oarbechten, d'Amenagementsoarbechten um Härebierg, déi hätte misste gemaach gi fir de Sockel, déi waren egal wéi och net mat am Budget an déi Saache waren net matgeplangt. An dowéinst ass déi Optioun herno net zréckbehale ginn. Mee reng technesch en tant que tel ass, dat war net den Haaptgrond, dat war schonn an deem Sënn méiglech. Mee et goufen aner, den Härebierg ass net esou grouss an do goufen et aner Fonctiounen wou d'Arméi nach hätt misse maachen. An aus deem Grond war dat herno net méi zréckbehale ginn. Dat wollt ech nëmmen eng Kéier soen. Mee dat weist natierlech, ech mengen de Fakt, dass déi Informatiounen sinn, weist dass d'Arméi net vun Ufank un dora ganz implizéiert war an och net alleguerten déi Informatiounen hat. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Madamm Presidentin, just villmools merci fir engersäits d'Explikatiounen vum Generol Duschène an och d'Ergänzung vum der Madamm Garcia. Et ass ee Moment effektiv eng kleng Denkpaus hei komm, well mer woussten, dass d'Gesetz eigentlech drop baséiert war, dass d'Antennen um Härebierg géifen opgebaut ginn an déi Machbarkeetsstudie eng gewëssen Zäit nom Gesetz zustan komm ass. A wann ech dat esou richteg am Hannerkapp hunn, da war eng Decisioun eebe vun der Defense, ech weess net awéifern dass déi gemeinsam da mat der Arméi gemaach ginn ass, fir bei deem Wëssensstand, dee se deemools haten, déi Antennen um Härebierg opzeriichten, fir komplett ze sinn.

M. Claude Wiseler (CSV).- Ech kommen zwar gär op déi zwou Froen do zréck, well se essentiel an eisem Dossier sinn. Wa mer do direkt mat den Antenne weiderfueren. Ech muss awer soen, datt et fir mech relativ kloer ass, wann een e Baudossier, an dat hei ass jo een, oder e Marché public erausgëtt, wou Bauelementer dra sinn, datt een dann awer duerchaus besser huet eng Étude de faisabilité virdrun ze maachen, anstatt se duerno ze maachen. Well soss kann ee weeder der Chamber nach iergendengem aneren erziele kommen, datt ee sécher wär, datt dat geet. Au contraire, et misst een an der Chamber ziele kommen, ech stëmmen, ginn lech zwar hei e Gesetz of, mee ob et geet, kann ech lech net garantéieren. Déi

Prozedur hunn ech zwar a kaum engem aneren Dossier gesinn.

An ech kucken dat och elo no an eise Verbatimmen. Mee wann ech mech gutt un den Här Heck an un den Här Schneider erënnere kann, sinn déi awer heihinner komm, andeems se eis gesot hunn, et wär guer kee Problem, fir dat do ze installéieren. Dat wier alles kloer an d'Arméei wär och domadder d'accord a wär och domadder agebonne gewiescht, an et wär eréischt duerno wou op eemol gesot ginn ass, dat géif net méi goen. Wann ech déi Ausféierung hei héieren, da soen ech, esou war dat a priori net, wann ech gesinn, datt de General, deem ech da Merci soen, datt en eis déi Explikatiounen hei gëtt, eis seet, dass fir d'éischt de 17. Januar 2019 déi éischt Taskforce oder wéi hutt Der dat elo genannt, „site survey force“ de Kontakt do huet, fir dat ze maachen, kann ech awer éierlech gesot nëmme staunen, wat den État de préparation vun dësem Dossier ass. An dat, genau déi selwecht Remark gëllt a mengen Ae fir deen zweeten Deel vum Personal.

Mir kruten hei souwuel vum Här Heck gesot wéi vum Här Schneider gesot, datt d'Arméei an aller Däitlechkeet behaupt hätt, datt et absolutt kee Problem wär, fir dee ganzen Deel um Site selwer, d'Gestioun an alles, telquel ze iwwerhuelen, duerfir och näischt Finanzielles weeder am Gesetz nach soss iergendzousch anescht virgesi gewiescht wär, an datt souwuel den Här Heck wéi den Här Schneider nëmme kéinte staunen, datt a posteriori 2019 dann elo op eemol d'Arméei géif soen, si kéinten et net méi.

Wann ech elo Ären Explikatiounen nolauschteren, ass dat jo, beschreift Dir eng total aner Situatioun. Dir sot, Dir hutt en fin de compte eréischt deen Dossier gelies an dovunner Kenntnis

kritt wéi de Projet de loi um Dësch louch. An do hutt Der hannendru gesot, mee zu enger Ausprooch ass et am Fong ni komm dozou. Dat muss ech awer soen, kann ech och doriwwer en fin de compte nëmme absolutt staunen, well mir kruten a) eppes anescht erzielt an aller Däitlechkeet heibannen, a b) wann een esou e Gesetz schreift an och dat do Element net verifiéiert an net weess ob dat dann elo geet oder ob et net geet, dann ass dat awer zumindest eng risegrouss Fahrlässegkeet, zumindest. (...)

(...)

Mme Cécile Hemmen (LSAP).- Jo, merci, Madamm Presidentin. Ech hu mer erlaabt elo eng Kéier ganz kuerz an engem Verbatim nozesichen, wat nach a puncto Antennen zu Dikrech gesot gi war. An do ass mer e Saz elo an d'Äe gefall vum Här Heck, fir en net ze nennen, dee gesot huet, dass de Footprint vun deem Satellitten, déi si do wollte maachen, wär ongeféier dee selwechte Gabarit wéi dat, wat elo do steet. An dat wär natierlech ni festgeschriwwen oder och ni schrëftlech festgehale ginn, nom Motto „Dir setzt déi Antennen do an do hinner“. Mee et wat awer vun den Experte vun der Arméei wär gesot ginn, dass dat ouni Problem kéint dohinner gestallt ginn. Elo froen ech mech: Wie sinn dann déi Experte vun der Arméei?

M. Alain Duschène.- Et deet mer leed. Mee dorobber kann ech net äntweren. Ech weess näischt dovunner. Duerfir kann ech do, ech kann lech dat net soen. Et deet mer leed.

(...)

Mme Diane Aehm, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- An

Dir sidd och ni konkret gefrot ginn, ob Dir iwverhaapt déi Plaz um Härebiërg hätt fir déi Antenne respektiv ob Dir d'Leit hätt, fir dat ze maachen. Wann ech dat richtig verstanen hunn, sidd Dir aus dem Projet de loi gewuer ginn, dass dat alles soll bei Iech erop kommen.

M. Alain Duschène.- Esou, net alles, mee et ass deen ee Saz, wou do am Projet de loi do dra steet, wou jo en „officier de programmation“ mengen ech steet dran. Wou ech dat gelies hunn, hunn ech geduecht, ou, du muss dat emol nofroen, wat dat dote genau ass. Mee virdu war awer, war do net dovunner geschwat ginn. Well mär waren net mat deem Projet, wéi soll ech soen, implizéiert, direkt implizéiert.

Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- Dann hätt ech nach eng aner Fro. Bon, quitte dass Dir elo eréischt 2017 op Äre Poste komm sidd, an ech mengen d'Defenselignen, dat muss 15, 16 dorëmmer gewiescht sinn.

M. Alain Duschène.- Nee, dat war och 17.

Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- War dat och 17?

M. Alain Duschène.- Juli 17.

Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- A Juli 17. Ass den Härebiërg da mat agebonne gewiescht an déi Lignes de défense, déi ausgeschafft gi sinn? Oder waren dat och déi Leit vun Iech, déi an der Defense selwer souzen an do ass elo net - also quitte, dass geschwat ginn ass - mee do ass elo net offiziell zesumme geschafft ginn.

M. Alain Duschène.- Nee, déi Ligne de défense, also déi Lignes directrices, déi si schon zesumme mat eis ausgeschafft ginn. Do sinn natierlech Saachen dran, déi purement Militär waren, wann ech elo soen, eis Compagnie de reconnaissance, wat mer do wëlle maachen, dat war, deen Deel ass vun eis geschriwwe ginn. Mee deen Deel vun der D7, de Pôle gouvernemental zum Beispill, dat ass wierklech vun der D7 geschriwwe ginn. Do hu mär – mä hunn dat mat opgeholl - mee mär hunn dat net mat „gedraft“, loosse mer et emol esou soen.

M. David Wagner (déi Lénk).- Jo, Merci, Madamm Presidentin. Jo, ech kommen och op déi Fro zrëck vun den Datumer vun deem „site survey“, deen dann am Januar 2019 stattfënnt nom Vott. An, bon, de Generol Duschène sot, datt d'Arméi, an ech gleewen dat och gär, datt d'Arméi net an der Genèse vun der AUSAARBECHTUNG vun deem Projet mat bedeelegt war.

Et stellt sech awer da weiderhin d'Fro - an ech weess jo och net, vläicht d'Leit vun der Defens hei kënnen eis vläicht e bësse méi opklären, quitte datt ech och net mengen, datt se op deene Poste waren deemools, wou se elo sinn - mee wann ech dat esou interpretéieren, well et ass wierklech - also ech si jo net deen Eenzegen, deen hei staunt, datt u sech d'AARBECHTUNG vun hannen no vir gemaach gëtt; dat heescht, datt een de Site kucke geet, nodeems de Projet gestëmmt ginn ass. An esou, wéi ech et dann... well et muss jo awer - ech hunn dat net verstanen - et muss jo iergendeng Ursaach ginn, fir dat ze maachen. A wann een dat einfach esou seet...

Meng Interpretatioun - an ech mengen, dat ass d'Interpretatioun vu ville Leit, fir ze soen : Firwat hu se dat duerno gemaach? - dat ass, datt ee géif soen, datt dee Projet de loi hätt missen op engem gewëssen Datum an der Chamber gestëmmt ginn an datt ee sech vläicht och net sécher war, ob dee Site iwwehapt ideal war, oder ob vläicht Komplikatounen do waren. Dat ass déi Interpretatioun, déi ech aus deene komeschen Datumer u sech erauszéien.

Ech weess net, wéi d'Arméi dat gesäit oder wéi d'Defense dat gesäit. Mee et géif mech awer interesséieren. Merci.

M. Alain Duschène.- Also ech kann nach ëmmer, nach eng Kéier nëmme soen, dass mär eréischt dovunner a Kenntnis - enfin net a Kenntnis ; mär woussten, dass eppes ënnerwee war mat deem LUXEOSys -, mee dass d'Antennen en tant que tel sollen op den Härebierg kommen. Do ass dee „site survey“, deen ass do eréischt gemaach ginn. Do konnt ech näischt méi dozou soen.

Une voix.-

Mme Garcia.- Also, ech mengen, allgemeng ass et e klore Constat, dass déi Saachen extreem schnell gaange sinn an aus deem Grond eeben e puer Etappen iwwerspronge gi sinn. Mee wisou elo genau dee „site survey“ net am Viraus gemaach ginn ass, dat muss ech soen, dat ass mir net bekannt gewiescht. Dat war eeben op engem gewëssen Niveau an dat weess ech wierklech net.

Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- Also, ech muss éierlech soen, ech hunn ëmmer méi Problemer mat deem Dossier. Well mir haten een Här Beaudot hei sëtzen, deen da bei der Defense schafft, deen huet eis, fir just dat Beispill vun der Formatioun ze huelen, deen huet eis riichter aus gesot, dass dat eng Formatioun ass fir en Ënneroffizéier vu sechs Méint ...

Une voix.- Jo.

Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- ... an dass déi Leit um Härebierg sinn an dass dat kee Problem ass, fir dat ze maachen.

Une voix.- Jo.

Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- An dann héiere mer awer ëmmer erëm vun der Arméi, also dat gëtt da souwuel vum Här Bausch wéi och nach vun lech, Här Generol, gesot, dass dat net goe géif. An, bon, ech gleewen och, dass een dat dote mat Sécherheet net esou einfach a sechs Méint hikritt. An dann Ënneroffizéier, dat ass Niveau Expéditionnaire, dat ass eng Onzième, do mussen et Leit sinn, déi schon extreem caléiert sinn, fir dat doten iergendwéi awer a sechs Méint hinzekréien.

An dann, et sinn normalerweis och net nëmme méi onbedéngt Expeditionnairen, mee da si se och e bësse méi wäit an hirem schoulesche Parcours. Duerfir hunn ech awer elo do wierklech e bësse Problemer. Den Här Beaudot seet eis dat eent. An da kréie mer op där anerer Säit dat anert gesot. Den Här Beaudot huet eis och iergendwéi gesot, jo, am Ufank wier dat awer kee Problem gewiescht, fir dat op déi ... Also wann ech mech richteg erënneren, huet hien dat jo

awer och gesot, dass dat kee Problem gewiescht wier, fir et op den Härebiërg ze stellen. An dann op eemol heescht et, nee, et geet awer net um Härebiërg.

Also, ech muss éierlech soen, wat mir méi iwwert deen Dossier do schwätzen, wat ech ufänken, manner kloer den Duerchbléck an där Saach do ze hunn. (...)

(...)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Merci, Madamm Presidentin. Also ech si vläicht am falsche Film. Mee ech ka mer awer net virstellen, dass eng Direktioun vun der Defense seet, mir stellen elo Antennen op den Härebiërg, an doriwwer net mat der Arméi geschwat ze hunn, sief et gefrot, sief et gesot, mir maachen dat esou. Dat kann ech mer beim beschte Wëllen, kann ech mer beim beschte Wëllen net virstellen. Wann dat esou wär, dann hätte mer awer e Problem. Also ech gi jo net dovunner aus, dass déi Leit, déi an der Defense sëtzen, déi zum Deel aus der Arméi kommen, dass déi all Brécken zu der Arméi ofgebrach hunn. Dat kann ech mer net virstellen. Duerfir, dat geet mer, dat geet mer iergendwéi net an de Kapp eran.

An ech hat esou an Erënnerung wéi wann d'Arméi gesot kritt hätt, dat kënnt dohin, och wann d'Arméi net besonnesch frou gewiescht wär doriwwer, da gëtt et jo bei der Arméi jo eppes, wann ee gesot kritt, dat gëtt esou gemaach, da gëtt dat normalerweis esou gemaach. Eng Arméi ass jo relativ hierarchesch opgebaut, dass dat mer, bon, mir hu Leit vun der Defense hei sëtzen. Also ech ka mer et net virstellen. Ech ka mer net virstellen, dass ech esou géif fonctionéieren, wann ech engem an de Virgäertchen op eemol amplaz Tulpen e Steegoart géif bauen. Da géif ech e warscheinlech zumindest informéieren. (...)

(...)

M. André Bauler (DP).- Just eng kleng technesch Fro zum Schluss. Dir hat, Här Generol, gesot, dass vu datt um Härebiërg Antenne stinn, datt dat och Constraintë bedeit beim Fléien a Landen oder Lancéiere vun Dronen. Mir waren dat jo och eng Kéier selwer kucken. Ass dat och d'Ursaach, firwat op den Härebiërg elo keng Wandmille stoe komme sollen, well et war och am Gespréich, datt eng Wandmillen dohinner kéim.

M. Alain Duschène.- Jo, do war jo ee Moment d'Diskussioun fir Wandmillen dohinner ze stellen. An och dat ass en Déngen, wann do Wandmille géife gestallt ginn, da kënne mär och net méi do mat den Drone fléien. Well do muss een eng Risendistance hunn, wou näischt därerf ronderëm fléien. An dat ass och een Argument.

Extraits du verbatim de la réunion de la commission du 25 septembre 2020 :

M. Sven Clement (Piraten).- Just betreffend der Fro vum *segment sol*. Mir wësse jo elo, datt déi Antennen op Redu kommen, wou ursprénglech virgesi waren, datt se op den Härebiërg kéimen. Do goufen et jo och Erklärungen dozou, firwat dat esou ass. Gouf Dir als LGS do *en amont* ... Mir kréien ëmmer hei e bëssen esou erzielt, LuxGovSat hei, LuxGovSat do, an huet eng grouss Roll gespillt, wann een deen ee freet, huet guer keng Roll gespillt, wann een deen anere freet.

Fro konkret: Waart Dir an dee Prozess och, wann och nëmmen informell, involvéiert, fir, wéi du kloer ginn ass, déi Antenne kënnen net op den Härebierg oder sollen net op den Härebierg, fir dunn eben och eng, als berodend Tätegkeet ze soen: „Hei, et gëtt Alternativen“, wou mir jo och, also wou LGS jo dann och present ass?

M. Patrick Biewer.- Genau. Mir hunn, jo während där ganzer Phas 2017 bis 2019, hu mir technesche Support u sech un d'Defense ginn, a ville Punkte vun deem Dossier. Enner anerem besteet e Support, deen zënter praktesch 2018 leeft, wou erëm eng Kéier *back to back* mat der SES, eng *Field Office*-Funktioon, dat heescht fir déi reng Satellitkonstruktioun, dass do eng Ënnerstëtzung u sech ass fir dass deen Deel vum Projet richteg ofleeft bei OHB. Dat heescht doduerjer hu mir an deem ganzen NAOS-Dossier, iwwert déi ganz Zäit ewech, technesche Support ginn. A mir hunn effektiv zu engem, dat muss dann, wann ech mech richteg erënneren, am éischte Quartal 2019 gewiescht sinn, stoung d'Fro och zu engem Moment op, effektiv wat den *Data Download Centre* u sech ass, dat heescht d'Positiounen vun den Antennen. An do si mer gefrot gi fir an deem Kontext eng Ënnerstëtzung fir d'Auswärtung vum Site vu Redu ze maachen. Dat heescht do muss ee jo da kucken: Ass dee Site, ass deen adequat? An do hu mer och eng technesch Ënnerstëtzung dee Moment ginn, wéi, fir déi Auswärtung dee Moment duerchzeféieren. Dat heescht mir waren schonn indirekt, an deem Sënn, als technesche Support involvéiert wat zum Beispill de Standuert Redu u sech ugeet.

M. Sven Clement (Piraten).- Pardon, just well Der dat elo gesot hutt mam Standuert Redu, wäert Der gefrot gi fir eng Evaluatioun vum Site ze maachen. Mir, deen, dee Site Härebierg ass jo deen, e bëssen esou de wäisse Wal, deen hei ëmmer erëm laanscht schwëmmt, sidd Der do och eng Kéier gefrot ginn, fir eng Evaluatioun vum Härebierg ze maachen oder net? A wa jo, wat war d'Konklusioun zu där LGS komm ass?

M. Patrick Biewer.- Ech, souwäit ech weess, ass keen techneschen, keng technesch Ufro gewiescht wat den Härebierg ugeet. Hei huet sech d'Fro éischer, also wéi gesot ech muss deen, dee chronologeschen Oflaf do muss ech nach méi am Detail eng Kéier genau kucken, mee souwäit ech, souwäit e mir u sech virläit, ass en esou gewiescht, dass de Site Härebierg dee Moment net méi méiglech war. An, dass da gekuckt ginn ass: Bon, wéi eng aner Méiglechkeete gëtt et? An, dass dann op operativer Ebene eng Diskussioun stattfonnt huet, dat heescht déi technesch Leit vusäiten der Defense sech mat deenen technesche Leit bei eis gekuckt hunn: Kennt dir Sitten, bezéiungsweis déi sech dofir eegene kënnen? An dorop hin ass déi Evaluatioun da geschitt. Dat heescht dat ass *ad hoc* am Fong, op Basis dovun, dass den, de Site, ...

Une voix.- (...)

M. Patrick Biewer.- Jo.

(...)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- An dann déi zweet Fro, déi ech hannendru wollt hänken, mir hunn, mir si jo ëmmer konfrontéiert just mat zwee Sitten, fir d'Antennen. Den, den Härebierg, deen am Ufank am Gespräch war, deen herno als net méi passend consideréiert ginn ass. An de Site an der Belsch war, ...

(téléphone qui sonne)

... entschëllegt, ... war ee Moment och den, de Site SES am Gespréich. A firwat ass deen am Endeffekt opgi ginn? An dann dat Lescht, wat ech hannendru wollt hänken, den, Dir hutt eigentlech bestätegt dat wat d'Defense vun deemools eis gesot huet, dass se den *Hard* am Fokus haten, wat de Budget ugeet an och wat d'Prioritéit ugeet an an enger zweeter Etapp éischer d'Gestioun gekuckt hunn. Dir hutt, Dir hutt dat jo och esou verstan, mir hu gesot kritt, dass dat an der Kultur, an der bishereger Kultur vun der, vun der Arméi an der Defense war, dass een d'Gestioun, d'Personal, wat een herno brauch, dass een dat iwwert déi successiv annuell Budgetskreditter géif, géif ofdecken. Dat heescht also, Dir hat, Dir hutt et och esou verstan, dass eng éischt Prioritéit och am Gesetz op den, den *Hard* gesat ginn ass.

M. Patrick Biewer.- Dat hunn, wéi gesot, dat deckt sech genau och vun eiser Impressioun, wéi de Projet am Fong, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Jo.

M. Patrick Biewer.- ... ofgewéckelt ginn ass, dass do den, de Fokus op der ganzer Acquisitioun vum Satellitt war. An de Prozess ass jo esou opgebaut gewiescht, dass säitens der Defense wollt, sollt jo eng schlëselfäerdeg Léisung am Fong kaf ginn. Woubäi dann déi schlëselfäerdeg Léisung da jo och ausgeschriwwen ginn ass iwwert den RFI-Prozess. An, an deem Kontext war dee ganze Fokus am Fong fir, fir d'éischt ze kucken: Wéi kréien mer esou eng schlëselfäerdeg Léisung am Fong ausgeliewert? An d'Acquisitioun doriwwe. An deen aneren Exploitatiounsdeel, deen, deen ass eréischt an enger zweeter Phas

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Jo

M. Patrick Biewer.- ... dat deckt sech komplett domadder, domat of. Ass dat elo gängeg Praxis? Ech mengen am, am, ech kann, et ass schwéier fir mech ze beurteele wéi, wéi d'Praxis elo genau an der Defense ass. Wa mir säitens, wa mer elo den, de Kontext vum GovSat huelen, do ass, wéi de Projet letztendlech mengen ech och an der Chamber, an der Chamber war, war, waren déi ganz Phase geplangt. Do stoung e Businessplang, do stoung d'Exploitatioun dovunner. Do war d'Preselectioun vun dem Vendeur. Mee dat huet natierlech mat sech bruecht, dass, dass do eng enorm Ressourcen an dee Projet mat eragesat gi sinn. Ech mengen do ass en Accord deemools gemaach ginn och mat der SES, déi da ganz staark implizéiert war. Déi och do dee Moment déi ganz Ressourcen do dra gesat hunn, fir dass déi, déi Informatiounen alleguer virlouchen. Bon, dat ass awer elo éischer och e kommerzielle Modell dobäi, mat engem Businessplang wouwou dat muss virleie praktesch, fir dass een och eng, eng gutt Visibilitéit huet wéi sech esou ee Projet dee Moment iwwer 15, 20 Joren dee Moment ofwéckelt. Ech hunn awer elo net d'Visibilitéit wéi dat elo genau an der, innerhalb vun der Defense dee Moment ofgewéckelt gëtt.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ech hunn och bewosst, ...

M. Patrick Biewer.- Jo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- ... kee Wäerturteil do erageluecht, ...

M. Patrick Biewer.- Jo, (...)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- ... also wann een, wann ee mech fret wéi ee Projet soll ausgesinn, da soen ech ganz kloer, dass et de Projet ganz soll sinn an net an Etappen. An ech mengen do si mir och hei an der Budgetskontrollkommissioun an eisem *Rôle* fir ze soen, dass mer gär e Projet als Ganzt duergestallt kréien. Quitte, dass dat vläicht eng aner Kultur a fréieren Zäite war, mengen ech ass, ass dat eppes wat eng, sécher eng vun deene Konklusiounen vun dëser Kommissioun wäert sinn, dass mer gär net an Etappen eppes virgestallt hätten, mee eppes mat alle Konsequenzen.

M. Patrick Biewer.- Dann hat der nach en zweeten Aspekt virdrun ugefrot, wou d'Fro u sech war ob et da just Redu a just den Härebierg war, wat d'Positioun vun den Antennen u sech ugeet. Also meng Appreciatioun vun deem Ganzen, do muss ee kucken och wéi d'Fröstellung am Fong war. A Betzdorf ass sécher e Site, dee sech och eegene kann fir esou Antennen. Mee, do sinn eng Rei Komplexitéiten déi dee Moment mat sech kommen. Och wat dee ganze *Commodo* dee Moment ugeet, an dass ee vläicht dat Ganzt och op e Mast misst setzen. Mee dat sinn awer reng technesch Consideratiounen. A wann een dann awer elo kuckt vun, vun engem reng Käschtepunkt oder: Wat ass warscheinlech am einfachste gewiescht fir ze implementéieren?, de Site vun, vu Redu ass e Site wout an deem Sënn technesch oder gegebenefalls och präislech méi bëlleg wär fir, fir esou Antennen dee Moment opzebauen. An dat ass méi e Krittär gewiescht, e pragmatische Krittär: Wéi kënne mer relativ séier oder och an innerhalb vun enger bestëmmter präislecher Enveloppe, esou Antennen dee Moment opbauen? An, mee et ass awer elo net een technesche KO-Krittär, dass mer dat net kéinten och zu Betzder maachen. Bon, wat awer dee Moment war, menges Wëssens ass, ass keen, huet ni ee Krittär am Fong bestanen, dass déi missten hei zu Lëtzebuerg sinn. Ech hunn awer och elo e bësse suivéiert an deene leschten Diskussiounen, dass dat, dass trotzdeem awer elo e Fokus soll sinn am Kontext vum Standuert Lëtzebuerg. Wat och dee Moment eng Rei u Souveränitéitselementer da mat sech bréngt. An, bon, wann dat d'Haaptkrittäre sinn, da gëtt et och do aner Méiglechkeeten, déi ee muss kucken. Ma dat bréngt dann natierlech vläicht déi eng oder déi aner Komplexitéit mat sech. Awer näischt wat, wat onméiglech ass.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Merci.

(...)

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Ech wollt och nach froen, merci, fir déi Erklärung, ech wollt och nach froe bei deem wäisse Wal, wéi mäi Kollege Clement dat elo gesot huet, déi Terrainen, Dir hutt eng technesch Expertis gi fir Redu. Do sidd Der gefrot ginn. Deen, deen Terrain, wien gehéiert deen eigentlech zu Redu? Ass dat och *Redu space services*? Ass dat SES? Wien ass Proprietär vun deem Terrain, wou deen, wou déi Antennen hi kommen?

M. Patrick Biewer.- Ech misst dat genau, also fir lech do wierklech déi prezis Äntwerten ze ginn, misst ech dat, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Jo.

M. Patrick Biewer.- ... misst ech dat vusäiten der SES, misst ech dat, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Kënnt Der, kënnt Der eis dat soen, wannechgelift. Jo. Merci.

3.1.2. Les autres centres de traitement

Comme nous l'avons indiqué plus haut, le projet de loi n°7264 ne contenait que très peu d'informations à ce sujet.

3.1.2.1. Le pôle gouvernemental aérien au Findel

Extrait du procès-verbal de la réunion de la commission du 26 juin 2020

(...)

Est-ce qu'il était envisagé de loger les différents centres de contrôle et de récolte des données (citées plus haut) à un seul endroit ? M. Heck a informé la Chambre qu'un tel centre aurait dû être installé au Findel. M. Beudot répond qu'à l'époque il n'était pas en charge du dossier. M. le Ministre informe qu'il était impliqué dans le dossier de manière indirecte en tant que Ministre des Transports. Il confirme qu'il existait un projet prévoyant l'installation d'un pôle Gouvernemental Aérien au Findel. Il s'y est opposé, estimant que la place y manque. M. le Ministre est en plus opposé à l'utilisation du Findel pour davantage d'activités militaires, alors que l'aviation y est déjà à l'étroit. Pour les détails financiers, M. le Ministre renvoie à la réunion prévue pour le 13 juillet prochain.

(...)

Extraits du verbatim de la réunion de la commission du 29 juin 2020

(...)

Etienne Schneider : ... An da vläicht eng lescht Saach. Dat ass déi, dass mer virgesinn haten, dass mer an engem *Pôle aérien* um Findel sollten e Gebai bauen, fir d'Maintenance ze maachen, d'Maintenance an d'Gestioun ze maache vun deenen Helikopteren, déi mer akaf hunn an déi mer nach sollten akafen an eventuell och mëttelfristeg dru geduecht ginn ass, fir och eisen A400M kënnen hei ze geréieren. Dat ass ee Projet, dee war a sengen éischte Versiounen fäerdeg. An do war virgesi ginn am Kader vun deem Projet déi néideg Raimlechkeete virzegesinn, fir de LUXEOSys, fir dass do déi Büroen hikommen, déi *ergo* och elo net sollen dohikommen an net, ech mengen, souwäit ech dat weess, ass dee ganze Projet a Fro gestallt. Mee *ergo* féiert dat och dozou, dass dat Méikäschte gëtt, déi ënnert mir net ginn hätt, well ech dat esou duerchgezunn hätt, wéi ech mer dat deemools virgestallt hat a wéi ech dat deemools decidéiert hat.

(...)

M. Claude Wiseler (CSV).- Ech stelle fest, datt op deenen dräi Punkten eng total aner Analys ass vun deem enge Minister op deen aneren. An ech kann an dësem Moment net soen, wat richteg a wat falsch ass. A meng Demande ass wierklech, ech hätt gär op all deenen dräi Punkten, datt mer déi Leit, de Generol gesinn, LuxGovSat gesi respektiv déi Experten, déi zu Dikrech geschafft hunn, déi wou se eng Kéier Jo an eng Kéier Nee soen. Soss komme mer awer net, soss komme mer net weider an deem Dossier.

Mee ech wollt awer nach an deem selwechte Kontext trotzdeem vum Projet de loi froen, wa gesot gëtt, deen ass schnell gemaach. Do ass dann en anert Argument, wat och nach zielt. Dat ass, dass eng ganz Rei Saachen am Fong net dra sinn, independent vum Fait, wou Der elo gesot hutt. Mee zum Beispill Back-uppen, déi net dra sinn an déi awer extreem deier kascht hunn, Lokalisatioune vum *Data Processing Center*, vum *Mission Operating Center*, vum NAOs *Data Center*, déi awer néierens fixéiert sinn. De Lokatiounspräis vun där zweeter Antenn, déi mer zu Svalbard an Norweege brauchen, steet net dran, datt d'Construction vun de Radaren, déi just virgesinn ass, mee ouni d'Infrastruktur an ouni d'Sockele virgesinn ass, wat manifestement awer Infrastrukturekäschte sinn vum Segment Sol, déi awer onbedéngt hätte misse virgesi ginn a manifestement net am Gesetz virgesi waren, op jidde Fall net am Kontrakt vun OHB-I virgesinn.

Wann ech dat richtig gesinn, da feelt, wann Der 168 Milliounen schonn ausgitt mat deem Kontrakt, deen Der fir OHB-I maacht, feelen an den Infrastrukture sécherlech déi do Käschten an d'Exploitatioun an d'Maintenance sinn och nach net dobäi. Dofir ass awer meng Fro, wéi konnt Der un dee Kontrakt vun OHB-I ënnerschreiwen, wëssend, oder hei an der Chamber déi do Saachen net soen, wëssend datt awer grouss, grouss Lacunnen an den Infrastrukturekäschten an evidenteweis Lacunnen an den Exploitatiounskäschten duerno waren, déi net mat deenen zwou Milliounen ze decke waren a sécherlech och net mat deene Milliounen, déi Der hätt kënnen eventuell da vläicht, mee dat weess ee jo net, erakréien duerch d'commercial Deckung oder commercial Rentréeën, déi ...

M. Étienne Schneider.- Jo, Här Wiseler, och dat hunn ech virdru gesot. Dat war net an deem dote Projet, well dat an engem komplett anere Projet ass, vun deem ech hei eng Kopie hunn, dat ass de Pôle gouvernemental aérien.

M. Claude Wiseler (CSV).- Do komme mer nach gär drop zréck.

M. Étienne Schneider.- Maja. An dat ass e Projet, deen hu mir parallell ausgeschafft an der Defense. An dat ass e Projet, dee sollt en Hangar sinn ënner anerem, mee awer och Büroen, fir herno den A400M ze exploitieren, fir en A330MRTT dran ze stellen an ze gerieren, fir eis NH-Helikopteren, et cetera an ënner anerem eeben och e Centre d'analyse en imagerie et de traitement de données, Intelligence Center, dran ze maachen. An hei steet och an deem Projet: « Les installations suivantes seraient à prévoir un guichet, un centre de traitement et de stockage sécurisé », dat ass deen *Data-Center*, vun deem Der schwätzt an de *Back-up*, « des installations de communication et une partie administrative. » Alles dat war an engem separate Projet, deen d'Defense ausgeschafft huet, sollt dat mat ënnerdaach kommen.

Majo firwat? Ma well mer eis gesot hunn, anstatt dass mer elo alles duebel maachen a fir dee Satellitprojet hei elo extra esou ee Centre de traitement oder wéi Der dat da wëllt nennen, wëllt bauen, ma mir bréngen dat einfach mat ënnerdaach an deem heite Pôle aérien, dee mer sollten um Findel bauen. An dat hei ass eng Nott vum 23. Abrëll 2018. Dat ass also laang ier de Projet gestëmmt ginn ass, war kloer, dass déi dote Fraisën eigentlech ënner ginn an deem Gebai, wat do sollt gebaut ginn um Findel. An et ass net, well se vergiess gi sinn, mee se si just an engem anere Projet.

M. Claude Wiseler (CSV).- Also ech, just do feelt nach alles dat, wat Locatioun Svalbard, da Construction Radaren, d'Infrastrukture vun de Sockelen an esou weider. Mee dovunner ofgesinn, ass jo déi Geschicht vun de Findel-Infrastrukture ganz interessant. Dat hat den Här Heck och schonn a sengem Memorandum geschriwwen. Dofir hu mer den Här Bausch och drop ugeschwat.

Dir sot, wann Dir den Text, wann Dir weider Defenseminister bliwwe wäert, dann hätt Dir dat esou duerchgefouert, egal wéi, an da wär net laang gezéckt ginn dozou. Dat ass dat, wat Der virdu gesot hutt. Mee, ech soen lech just, wann Der dat wëllt op de Findel installéieren, musst Der awer vläicht mam Transportminister eens ginn. An den Transportminister an och de fréieren Transportminister huet eis an der leschter Reunion virun e puer Deeg gesot, datt hie vun Ufank un an aller Däitlechkeet, an aller Kloerheet lech gesot hätt, datt esou e Pôle militaire um Findel iwwehapt net géif a Fro kommen an datt Der net sollt drun denken, fir dee Pôle militaire um Findel ze maachen, an dat laang éier dat Gesetz gestëmmt ginn ass, datt dat also eng Iddi war, déi am Fong absolutt net realisabel gewiescht wär, datt Der dat parfaitement an der Regierung matgedeelt krut, also och wousst.

An déi Projeten, déi Der eis elo explizéiert, fir dee Käschtepunkt do opzefänken, also total irrealisteschen waren. Par ailleurs sot den Här Bausch eis virun e puer Deeg och net, datt e an iergendenger Prorogation financière pluriannuelle virgesi war.

Sou, elo sinn ech natierlech och hei schlecht drun, well deen ee seet, mir maachen dat, an deen anere seet, en hätt em laang virdrun an aller Däitlechkeet, an aller Kloerheet gesot, datt dat do net géif goen.

Ech war jo och Transportminister, ech froe mech och, wou Der dat wëllt um Findel maachen. Enfin, meng Meenung ass hei egal. Ech si scho laang eraus. Dofir ass dat vläicht haut alles anescht do ginn. Mee déi Fro ass awer reell. Wousst Der oder wousst Der net, datt dat absolutt net géif goen? Zielt Der eis elo hei de Projet, dee vun der Regierung aus schonn ofgeleent gi war, deen och néierens virgesinn ass, ausser dat, wat Dir elo weist?

M. Étienne Schneider.- Also ech kann lech dozou just soen, dass ech eng Kéier eng Diskussioun mam Här Bausch doriwwer hat an dass den Här Bausch skeptesch war, ob een dat kann op de Findel maachen. Mee esou wéi Dir dat elo sot, dass hie mir an aller Däitlechkeet gesot hätt, dass dat ni an nimmer op de Findel kéim, kann ech dat net confirméieren. Dat ass vläicht op engem Niveau drënner diskutéiert ginn, wou ech net kann, wou ech net ka soen. Mee an där doten Däitlechkeet, wéi Dir dat elo sot, ass dat ni vum Minister gesot ginn, well soss hätte mer mat Sécherheet och net dee Projet do weider ausgeschafft. Wann ech gewosst hätt, dass mäi Kolleeg Minister, mir waren ëmmerhin an där selwechter Regierung, gesot hätt, et ass en absolutten *No-Go*, da ginn ech net weider un engem Projet schaffe wat en *No-Go* ass. Verstitt Der!

Dat war, ech weess, dass hie mir eng Kéier gesot huet, dass e skeptesch wär, ob een dat kéint op den Härebiërg maachen. Ech weess awer och vu menge Leit, déi mir deemools gesot hunn, dat wär duerchaus méiglech an dat wär logesch an hu mer 100 Beispiller gi vun aneren Airporten. D'belsch Kolleegen, Xaventem ass zum Deel och e Militärflughafen wéi anerer, wéi vill anerer och. Vun dohier hunn ech geduecht, war dat fir mech elo net en absolutten *No-Go*. Mee gutt, wann dat entre-temps esou ass, dann ass dat esou.

M. Claude Wiseler (CSV).- Mee wann et entre-temps esou wär, géif et mech jo och net stéieren. Et ass, de Problem ass, datt eis gesot ginn ass, bein, déi aner Leit ware jo och an der Reunion dobäi, datt et absolutt evident wär vun Ufank un, datt dat do wierklech net kéint goen an datt dat och d'Servicer woussten. Well doraus, wann dat da richteg ass, muss ech schléissen, datt an dësem Text nun eng ganz Rei Saache volontairement net dra waren, déi hätten awer absolutt missen dra sinn, asoufern den Text net uerdentlech virbereet war an absolutt net sufisant war, andeem wat e virgeschloen huet.

Par ailleurs ass dat do, wann ech mech gutt erënneren, och net der Affaires étrangères-Kommissioun an der Defensekommissioun, sengerzäit wat dat selwecht war, esou virgestallt ginn.

(...)

M. Étienne Schneider.- Ech soen et nach eng Kéier: Wann, wann dee Projet 170 Milliounen hat, dann huet deen zwou Saachen eigentlech virgeholl. Oder e puer Saache virgesinn. Nämlech de Satellitt sech a sech selwer, dee muss gebaut ginn, geliwwert ginn. D'Lancéiere vun deem Satellitt. An dann d'Konnektioun oder d'Gestioun vum Satellitt am Weltraum duerch LGS. Dat war dat wat an deem Projet virgesi war. Déi aner Fraisen, déi Konnex-Fraise si Fraisen déi an den normale Budget vun, vun dem Departement vun der Defense, also vun der Arméi gefall sinn, recurrent Fraisen, d'Personal dat eeben agestellt gëtt etc. wa mir haut eng Schoul bauen, da freet jo och kee wivill kascht dat un Enseignantsgehälter oder u Masutt oder wat och ëmmer. Mir bauen d'Schoul. An domat steet se. A mir wëssen, dass herno op deen normale Budget vun de Ministèren eeben déi Fraisen ufalen. A sou war et och genee hei, mat deem heite Projet. Also dat waren déi Fraisen. An da waren Infrastrukturen, déi fir eis schonn disponibel waren, wéi den Härebierg oder déi sollte kommen, wéi dee Pôle aérien um Findel, wou déi Saache sollten ouni Surcouste kënnen matafléissen. Dat war jo dat wat eigentlech e komplett normalen, eng komplett normal Situatioun ass. Dir hutt en Investitiounsprojet a fir deen operationell ze kréien, musst der en an d'Luucht schéissen. Also gehéiert dat zum Invest. An dir musst d'Konnektioun maachen tëscht dem Buedem an dem Satellitt. Duerno, wien déi Biller geréiert a verdeelt a wou de Stockage vun Donnéeë gemaach gëtt an hei an do, dat ass alles eebe virgesi gewiescht iwwert déi besteeënd Infrastrukturen oder Infrastrukturen, déi sollte gebaut ginn am Kader vun engem anere Projet, wou einfach gesot gi war hei, ben, wa mer souwisou e Pôle aérien um Findel bauen, da maache mer e puer Metercarré do fir eis, eisen Datenzenter etc fir dat alles dran ze hunn. Dat war awer mengen ech absolutt legitim. Ech ginn lech d'Beispill nach eng Kéier vun, an, an ouni Kritik, d'Beispill nach eng Kéier vum A400M. Do hu mer och hei e Projet gestëmmt vun engem Invest vun 132 Milliounen Euro. Domat hu mer e Fliger kaf. Duerno ass en zwar ëmmer erëm méi deier ginn. An dat ass dann nogestëmmt ginn. Dat war jo alles an der Rei. Mee 2018 hunn ech misse mat engem Gesetz hei hi komme vu 400 Milliounen Euro fir d'Gestioun vun deem Fliger iwwer och esou vill Joren. An dat ass jo dat, dat wësst Der net dee Moment, wou Der dat kaaft. Dir wësst jo och net wéi gëtt en herno agesat. Dir wësst net, dat selwecht gëllt fir dee Satellitt. Mir wëssen net wivill gëtt dee beusprocht herno vun der NATO. Wivill muss deen an den Asaz kommen. Alles dat si Saachen, déi kënnst Der net am Virus wëssen. Et ass jo och, wann ech vun engem initialen Invest vum A400M vun 132 Milliounen schwätzen an ech soe muer dobaussen op der Place publique: „Deen huet elo net 132 Milliounen kascht, mee 532“, da verstinn ech, dass all Mënsch d'Hänn um Kapp zesummeschléit. Mee et ass awer den normale Prozedere speziell an esou komplexen Defense, Defenseprojeten. Dat ass, et huet awer näischt mat deem ze dinn, wat ech da gelies hunn, wéi wann d'Regierung, wéi wann de Minister hei iergendeen hätt wéilten, wéilten ëm d'Ouer schloen oder beléien. D'autant plus, wou dat absolutt kee Sënn mécht, nach eng Kéier: Wa mer, wa mäi Budget fir d'Defense vun engem Dag op deen aneren eigentlech klëmmt vun 90 Milliounen op 400 Milliounen an ech muss kucken déi auszeginn, well mer all Joers den, de Premierminister, den Ausseminister an den Defenseminister all Joers zu Bréissel op der NATO-Vollversammlung de Kapp gewäsch kréien, wann eise Pourcentage, wann deen erëm e bëssen erofgeet. Elo gëtt et méi einfach, well eise PIB erofgeet. Vu dass een ëmmer par rapport zum PIB gerechent gëtt.

(...)

Extrait du verbatim de la réunion de la commission du 14 septembre 2020

(...)

M. Alain Duschène.- Mee deen Deel vun der D7, de *Pôle gouvernemental* zum Beispill, dat ass wierklech vun der D7 geschriwwe ginn. Do hu mär - mär hunn dat mat opgeholl - mee mär hunn dat net mat “*gedraft*”, loosse mer et emol esou soen.

(...)

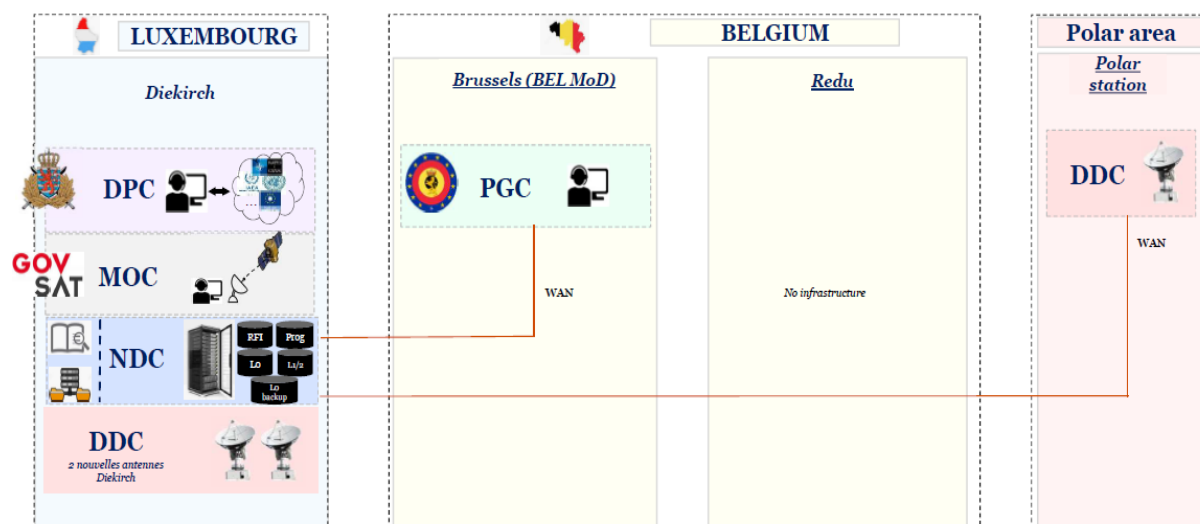
Dans le cadre de la présentation du budget final du programme LUEXOSys, l’hypothèse de base était décrite de la manière suivante¹⁰ :

Architecture segment sol - Conditions et hypothèses de base



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

La configuration initiale (loi du 14 août 2018 et envisagée lors de la signature du contrat avec OHB-I) prévoyait la centralisation du segment sol au Luxembourg dans un site unique (Diekirch) sauf pour le PGC opéré par la défense belge



D’après le gouvernement actuel, ces hypothèses sont non réalisables :

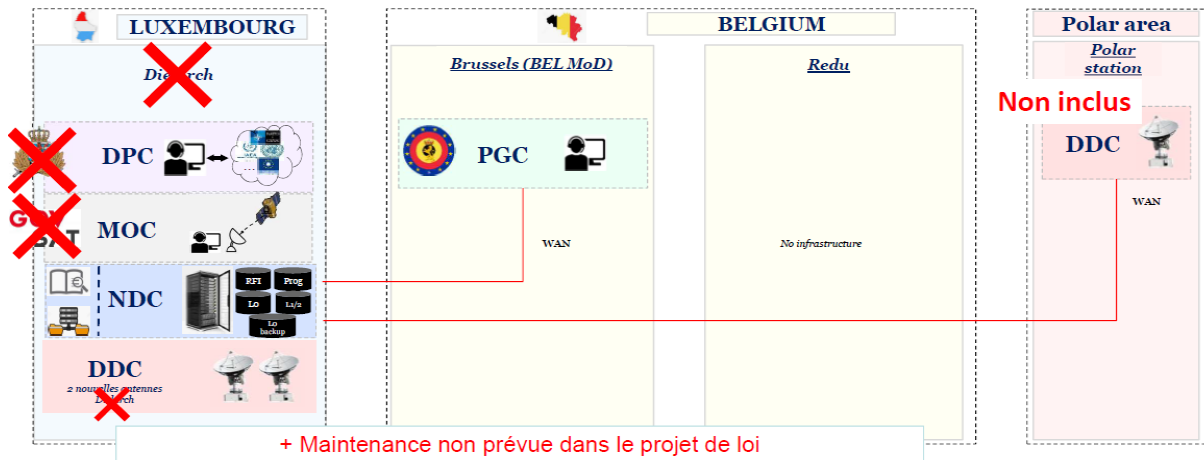
¹⁰ Documentation distribuée en vue de la réunion du 13 juillet 2020

Architecture segment sol - Hypothèses non réalisables



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

La configuration initiale (envisagée lors de la signature du contrat avec OHB-I) ne peut être appliquée :



Avec les conséquences suivantes :

Architecture Segment sol - Changements nécessaires



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

➤ Conséquences :

- Adapter l'architecture du segment sol afin de séparer les entités LUXEOSys
 - ➔ centralisation à Diekirch pas possible
- Externaliser l'exploitation du système pour le DPC
 - ➔ prévue par l'armée
- Externaliser l'exploitation du système pour le MOC
 - ➔ 15MEur prévus par la loi mais budget épuisé suite à la signature du contrat OHB-I
- Couvrir les frais de maintenance
 - ➔ non prévus dans la loi du 14 août 2018
- Couvrir les frais de service liés à l'antenne polaire
 - ➔ non prévus dans la loi du 14 août 2018

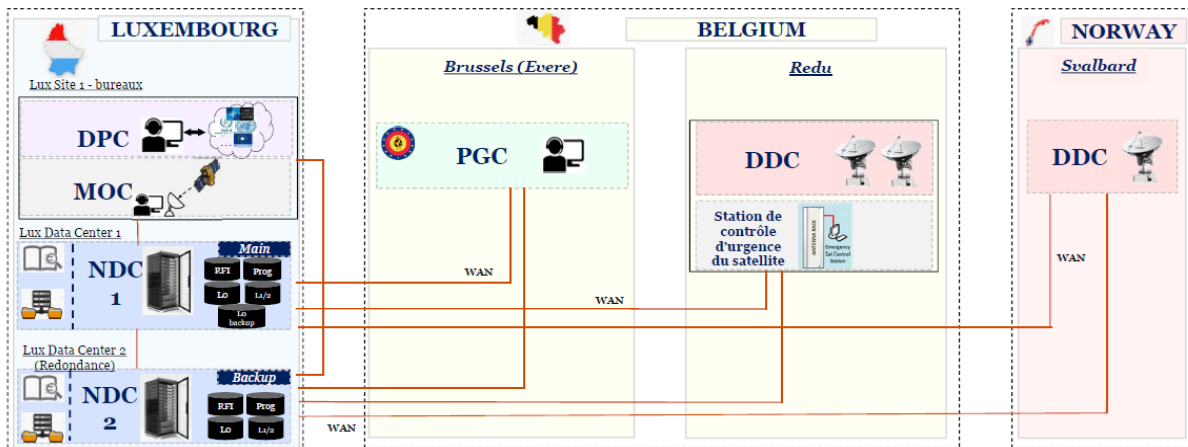
➤ Éléments nouveaux :

- Amélioration de la résilience du système avec un Data Centre Backup sur un second site (non prévu dans l'architecture de base)
- Ajout d'une station de contrôle d'urgence du satellite (conséquence de la décentralisation)



Sept différentes options ont été analysées avant de proposer la nouvelle architecture-cible. La solution retenue propose :

- Bureaux, data centre et back-up au Luxembourg permettant une résilience du système
- Antennes à Redu, y compris une station de contrôle d'urgence du satellite



3.2. Le rôle de l'armée dans le contexte du projet LUXEOSys

Extraits du procès-verbal de la réunion de la commission du 30 mars 2020 :

(...)

Après la signature du contrat avec OHB-I en septembre 2018, certaines contraintes concernant le système ont été identifiées, en particulier concernant l'architecture du segment sol. Il s'est avéré que le budget était largement sous-évalué.

- Certains éléments avaient été oubliés ou n'avaient pas été quantifiés dans le projet de loi initial et l'Armée et la Défense ne dispose pas des compétences suffisantes en qualité et en nombre lors de l'élaboration du projet et du budget.
- Les antennes au sol qui auraient dû être implantées à Diekirch ne peuvent pas l'être pour des raisons techniques.
- La Défense luxembourgeoise (y inclus l'Armée) ne peut pas prendre en charge une partie importante des besoins de gestion du système, vu qu'elle ne dispose pas du personnel nécessaire (problème de capacité, en plus du problème de compétence évoqué au point 1).

(...)

Dans l'ensemble, plusieurs facteurs ont eu pour effet d'accroître le budget du programme de manière à ce que le montant qui figure actuellement dans la Loi LUXEOSys n'est plus suffisant pour couvrir l'intégralité des dépenses susceptibles d'être encourues sur la durée totale du programme.

(...)

Deuxièmement, lors de la préparation du projet de loi initial, il avait été prévu de centraliser l'ensemble des systèmes de gestion à Diekirch, y compris les antennes. De même il avait été prévu de confier la prise en charge d'une grande partie des besoins en gestion du système à l'Armée, sans pour autant clarifier les détails de cette prise en charge. Il s'avère cependant que les antennes ne peuvent pas être installées à Diekirch pour des raisons techniques et qu'aucun bâtiment du centre militaire de Diekirch ne peut accueillir le segment sol sans adaptations contraignantes et économiquement significatives.

(...)

Troisièmement, en ce qui concerne la prise en charge d'une partie de la gestion du système par l'Armée, il est également devenu évident que l'Armée ne sera pas en mesure d'effectuer la gestion opérationnelle du système. En effet, cette gestion demande des compétences techniques spécifiques, dont l'Armée ne dispose pas et qu'elle ne pourra pas développer à moyen terme. Il s'ensuit qu'aujourd'hui, il est nécessaire de mettre en place une équipe conséquente pour la gestion de l'ensemble. Au vu de la taille des ressources nécessaires et de leur technicité, il devient nécessaire d'externaliser la gestion opérationnelle et de la confier à des professionnels du métier. Etant donné que ce scénario dévie des prémisses sur lesquelles s'appuyait le projet de loi initial, le budget nécessaire pour l'exploitation du système tel que repris dans la fiche financière de la Loi LUXEOSys ne tient pas compte des coûts engendrés par une externalisation de la gestion.

Au regard de ce qui précède, la poursuite du programme requiert donc des fonds additionnels pour mettre en place les changements suivants :

- l'exploitation du système par un prestataire tiers,
- la mise en place d'infrastructures et de locations (y inclus les liaisons sécurisées entre les différentes entités de gestion)
- la modification du segment sol par rapport au contrat initial (Redu en lieu et place de Diekirch, redondance) ainsi que sa sécurisation, et finalement
- la maintenance de l'ensemble du système sur 10 ans.

Discussion

De la discussion, il s'agit de retenir succinctement les points suivants :

(...)

M. Di Bartolomeo (LSAP) demande pourquoi l'hypothèse de base n'a pas pu être respectée ? M. le Ministre est d'avis que l'hypothèse de base était tout simplement intenable. L'Armée ne disposait à aucun moment des compétences nécessaires, aucun site à Diekirch n'aurait pu accueillir les antennes, au vu de la situation géographique de la ville, le projet initial avait simplement oublié de prévoir les dépenses comme celles liées à la sécurité et à l'encryptage.

M. Clement recommande que le Gouvernement prévoie davantage de moyens humains, notamment pour épauler la personne responsable du programme LUXEOSys. M. le Ministre répond que l'Armée est en train d'accroître ses compétences en matière de satellite d'observation. Certains spécialistes seront difficiles à trouver, certaines tâches devront donc être sous-traitées.

Extraits du verbatim de la réunion de la commission du 8 juin 2020 :

M. Patrich Heck.- Wéi mir eise Projet ugaange sinn, eise Projet de loi geschriwwen hunn, hu mer eis natierlech op dat Gesetz baséiert, well mir froe Suen iwwert den Équipement militaire. Dat ass eis Base légale. Un déi mussen mer eis halen. A mir hu gekuckt : Wat ass dann d'Pratique législative zu Lëtzebuerg? Wéi huet de Legislateur déi Projeten, déi mer virun eis haten, wéi ass en dat ugaangen? Mir hu gekuckt... Et gëtt d'Beispill A400M 2005^{11,3}, et gëtt d'Beispill Dingo 2007^{12,4}, et gëtt d'Beispill LuxGovSat vun 2015^{13,5} an do hu mer gesinn, dass en fait an deene Gesetzer relativ wéineg Detailler stinn. Et sti wuel d'Käschten dra vun deem, wat een do kafe geet, aus wat de Kontrakt besteet. Mee et steet quasi näischt dran, wat d'Arméi domat mécht, wéi se et asetzt, iwwer wat fir eng Zäit se et asetzt, mat wat fir enge Partner se et asetzt. Dat war eise Modell.

(...)

2014 ass et keng Strategie ginn. Et ware wuel eng ganz Rei Projeten an der Arméi, en fonction vun deem, wann ee geschwat huet, hat deen een eng Iddi, deen aneren hat eng besser Iddi. Mee et war u sech keng Strategie do, keng Politik do : Wéi gi mir déi Mass vu Suen do aus? Den Ordre de grandeur ass ongeféier : An de Jore 2014-2015 war den Defensebudget 80-90 Milliounen Euro a mat 0,6 % ass e 400 Milliounen Euro d'Joer, all Joer, all Joer.

Do huet de Minister eis den Optrag ginn - den Här Halsdorf hat déi Iddi scho virdrun, den Här Halsdorf war u sech deen, deen déi Iddi hat, et misst ee Ligne-directricë schreiwe fir eng Politik ze hunn, wou een déi ganz Saachen do ugeet; déi waren awer net fäerdeg, si waren net publizéiert - do huet dann de Minister, deem ech gedéngt hunn, mech gefrot, dat fäerdeg ze maachen.

Dat hu mer gemaach. An do kann ee ganz gutt novollzéien, dass d'Accente vun där Strategie sinn, dass deen traditionelle Rôle vun eiser Arméi, dee se nach éiweg hat, d'Reconnaissance, bei där bleiwe mer, mee mir maachen e Saut technologique. Mir waren um Punkt, fir de Kontakt mat eise Partner ze verléieren. Déi hunn Upgradé gemaach, déi hunn nei Saache kaaft, nei Kommunikatiounsmoyene gehat etc., etc. A mir waren elo am Risiko, fir do net méi matzekommen.

Do hu mer gesot : Da maache mer e Saut technologique, well an deem Beräich Reconnaissance sinn enorm vill nei Technologien op de Maart komm. An, comme il se trouve, si ganz vill vun deenen Technologië och an där neier Lëtzebuerger Economie gewiescht, déi mer jo haut kennen: d'Technologie de l'espace, Hightech, Recherche a wéi se alleguerten heeschen.

Dofir huet de Minister eis gesot, an dat huet e jo och ganz oft an der Éffentlechkeet gesot : Déi Suen, déi mir an der Defense ausginn, gi mer aus fir Saachen an Equipementer, déi mer an eiser Economie hunn, ee Savoir-faire, deen et an eiser Economie gëtt, an Talenter um Aarbechtsmarché, déi mer och fannen. An esou fënnt et sech, dass mer decidéiert hunn, fir eeben deen doten Typ Equipementer ze kafen, mee awer och, a ganz wichteg fir mech, dass d'Arméi dovunner profitéiert. Wa mir 100 Milliounen ausginn, enger Firma déi ginn, dat ass super fir d'Firma, mee d'Arméi léiert awer keen neie Beruff. Dat heescht, eis Arméi kritt also

¹¹ <http://www.legilux.lu/eli/etat/leg/loi/2005/03/21/n1/jo>

¹² <http://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2007/12/21/n3/jo> Loi du 21 décembre 2007 portant autorisation de dépenses d'investissement dans des capacités et moyens militaires

¹³ <http://www.legilux.lu/eli/etat/leg/loi/2014/12/19/n3/jo>

net déi Chance, fir deen technologesche Gap zouzemaachen, wa si net nei Metiere léiert, wa si sech net den neie Savoir-faire appropriéiert.

An dofir ass gesot ginn, d'Arméi wísst an déi Capacitéiten do eran. Firwat am Beräich Satellittentechnologie? Ma d'Arméi hat schonn do eng Erfahrung, déi se ugefaangen huet ongeféier 2001, 2002, do kann ech mech awer elo ieren. De Major Beaudot weess dat vläicht. Do ass e Projet gemaach ginn, WGS6^{14,6} heescht deen. Dat war och e Kommunikatiounssatellit an do huet d'Arméi ugefaangen, sech an déi Technologie do anzeschaffen.

2015 kënnt de LuxGovSat, och e grouse Projet. An och do huet d'Arméi sech erageschafft. Am Gesetz steet awer net, am LuxGovSat-Gesetz steet awer net, wat genee d'Arméi domadder muss maachen. Si hu sech do erageschafft à tel point, dass haut Lëtzebuerger Militär am Mali sëtze mat Satcom-Terminallen, a Litaue ware mat Satcom-Terminallen, der NATO gehollef hunn hir Terminallen am Irak opzeriichten, fir der NATO hir Missioun am Irak, d'Arméi dem Eurocorps proposéiert huet, fir dee ganze Satellittekommunikatiounsberäich fir den Eurocorps ze iwwerhuelen an esou weider an esou virun.

Do louch et also op der Hand, dass, wa mer esou e Satellit kafen - d'Observation satellitaire ass wuel eppes anescht wéi d'Communication satellitaire, mee et ass just e Kazesprong, fir och dee Beruff ze léieren - do louch et also op der Hand, well d'Volonté politique war do, d'Regierung hat déi Lignes directrices^{15,7} do ugeholl an do stoung ganz kloer dran, an dat kann een noliesen op der Säit 24, op der Säit 42, dass d'Arméi sollt an déi do Technologien erawuessen, fir och kënnen nei Metieren ze proposéieren a fir och kënnen Talenter um Aarbechsmarché ze fannen, fir de Rekrutementsproblem ze léisen. Mir haten also eng ganz kloer Directive politique : D'Arméi wísst an déi Technologien do eran.

Et huet och Sënn gemaach, fir d'Arméi an dee Projet do eranzehuelen, net nëmmen am Reformprozess, fir dass an der Arméi nei Metiere geliwwert ginn, mee well d'Arméi eng ganz Rei Ressourcen huet, déi mir wollte gebrauchen.

(...)

D'Arméi hat Experten, déi waren do. Si hätte wuel missen ëmforméiert ginn op den Observation-satellitaire-Beräich. Däers ware mer eis bewosst. Dofir hat de Verteidigungsminister am November 2017 mat sengem belsche Kolleg en Accord ënnerschriwwen, dass d'belch Arméi eis hëlleft bei deem Projet, éischtens, an zweetens eis hëlleft, dee Savoir-faire an d'Arméi ze kréien. Konkreet ass et drëms gaangen, fir Ënneroffizéier ze forméieren, dat sinn elo net Ingenieure vun enger ganz héijer Sphär, d'Expertise gouf gebraucht. Mee et ass drëms gaangen, fir Ënneroffizéier auszubilden, un esou engem Projet matzemaachen oder dee Projet herno kënnen ze gebrauchen. Dat hätt plus ou moins sechs Méint gebraucht. An déi belsch Arméi hat eis zougese, dat ze maachen.

Et huet och Sënn gemaach, d'Arméi ze froen, dat ze maachen, well de Client vun deene Biller jo och Arméie waren. Dat heescht, déi Relation militaire à militaire war fir eis essentiell, vu dass de Client d'Militär ass. De Client ass d'NATO, d'Planificateure vun der NATO, d'Planificateure vun der EU, d'Planificateure vum SATCEN^{16,8}, d'Planificateure vun de

¹⁴ Wideband Global Satellite System

¹⁵ <https://defense.gouvernement.lu/dam-assets/la-defense/lignes-directrices-de-la-defense-luxembourgeoise-a-l-horizon-2025-et-au-dela.pdf>

¹⁶ Il s'agit du centre satellitaire de l'Union européenne dont le siège se trouve à Torrejón de Ardoz (Espagne) <https://www.satcen.europa.eu/>, https://europa.eu/european-union/about-eu/agencies/satcen_fr

Quartiers généraux multinationaux, d'Planificateure vun de Quartiers généraux déployables. Do ass et evident, dass do eng Relation militaire à militaire muss kommen. Déi schwätzen déiselwecht Sprooch, datselwecht Vertrauen, hunn de Reflex vun der Sécherheet, de Reflex vun der Confidentialitéit vun deem, wat se do maachen. A mir hu festgestallt mam Projet LuxGovSat, dass dat en Handicap war.

Well déi Leit, pardon, déi Clienten, déi u LuxGovSat interesséiert waren, do ware jo och Arméien, do waren och État-majoren, déi si fir d'Alleréischt emol bei d'Defense komm. An déi hätte gär mat der Defense en Accord gehat, well se gezéckt hunn, mat enger reng privater Société anonyme esou sensibel Saachen ze maachen. Well mer déi Lektoun hate vu LuxGovSat, dass mer do en Handicap dran hatten, hu mer decidéiert, da brauche mer d'Arméi, fir dat hei ëmzesetzen, da geet dat vill méi einfach, well do hu mer jo eng Relation militaire à militaire, wat dat vill méi einfach mécht mat de Clienten.

(...)

Da wier et effektiv e bësse komesch gewiescht, mir hätten an engem Gesetz all déi Detailler drageschriwwen, souwuel iwwert d'Architektur vum System wéi och iwwert d'Aart a Weise wéi d'Arméi dee Projet do asetzt. Mir hatten natierlech net all Detail definéiert, dat ginn ech zou. Mee dat huet ee bei esou Projeten ni am Ufank. Kucke mer zréck, A400M, Dingo, LuxGovSat, „WGS“. „WGS“ maachen ech entre Guillemeten, well de „WGS“ war e Projet ënner 40 Milliounen, do hu mer kee Projet de loi gemaach, wéi mer mam „WGS“ ugefaangen hunn an den MoU¹⁷. ënnerschriwwen hunn. Deemools war d'Arméi och net prett an equipéiert an ausgebild. Mee si sinn doranner gewuess, well d'Politik dat gären esou gehat hätt. Dat ass fir mech fundamental.

Och hei, d'Politik hat decidéiert. Mir hate Lignes directrices ugeholl, de Projet an d'Approche ware vum Regierungsrot ugeholl, si waren am Plan directeur festgehalten. Deen ass och vun der Regierung ugeholl ginn. Dat ass fir mech e fundamentaalt Element. D'Politik huet decidéiert. Dann huet d'Arméi och sech anzesetzen an dat ëmzesetzen. Dat war jo net fir muer an iwwermuer gefrot an och net fir d'nächst Woch gefrot. Mir hate véier Joer, fir dat ëmzesetzen.

(...)

M. Patrick Heck.- Jo, nee. Effektiv, fir déi lescht Fro, PwC huet mech effektiv net gefrot, wat mech iwwerrascht, well ech éischtens zu deem Zäitpunkt, wou dee Projet do developéiert ginn ass, an der Defense war, a well mir mat PwC eng ganz gutt Relatioun hatten. Mir hatten och PwC deemools ugestallt, fir eis... Dat war viru menger Zäit, do ass en Audit scho gelaf iwwert d'Organisation interne vun der Arméi, wou se och dat alles op de Leescht geholl hunn, fir do Verschiddenes organisatoresch ëmzestrukturéieren. A mir hatten eng zweet Consultance mat PwC, wou PwC eis sollt hëllefen, eng Stratégie de recrutement ze entwéckelen. Mir waren eis natierlech bewosst, dass d'Arméi mat de Lignes directrices méi Leit huet misse brauchen an astellen an och aner verschidde Beruffer an Talenter. A well mer och Rekrutementsproblemer hatten, hu mer PwC gefrot, eis ze hëllefen eng Stratégie de recrutement auszeschaffen. Dat war eng gutt Relatioun. Mir hu gutt mat hinnen zesummege schafft. Dofir sinn ech iwwerrascht, ech war och ni frech mat hinnen, soe mer, dat

¹⁷ Memorandum of Understanding

ass net mäi Genre, hätt ech geduecht, dass ee sech dann effektiv hätt kënne légitimement erwaarden, dass se mech géife froen. Mee bon!

(...)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Wann ech nach eng Kéier just dierf nohaken an dann halen ech de Bak. Fakt ass, Dir sot, mir hätten d'Steierung, dat war ëmmer d'Konzeptioun mat GovSat. Firwat ass GovSat ofgesprongen? Dir hutt gesot, mir waren Der Meenung, dass déi Antennen op den Härebiërg gehéiert hätten, ofgeséichert, wéi Der sot. Et brauch een also déi ganz Ofsécherung net ze maachen. Et brauch een net mat engem Privaten e Kontrakt ze maachen, mat Ofsécherung, mat allem. Firwat ass dat net zréckbehale ginn? Dat sinn awer Froen, déi relativ essentiell sinn an déi an d'Geld schloen, quitte dass et och eppes kascht hätt, mee awer hei am Land bliwwe wär, Retombéeën. An da war och ee Moment de Constat gemaach ginn, datt do wär souwisou e Projet gewiescht, deen een direkt gesinn hätt, dass d'Arméi en net kéint stemmen, mat wat herno d'Auswärtung an esou weider ugeet.

(...)

M. Patrick Heck.- (...) D'Externalisatioun nach eng Kéier. Dat ass fir mech e ganz wichtege Punkt. Firwat wollte mir et net externaliséieren? Well de Choix politique vun der Regierung war, wéi an de Ligne- directricë steet, mir hätte gär, dass d'Arméi sech nei Beruffer uléiert. D'Arméi hat eng grouss Erfahrung am Beräich SatCom, jo, Kommunikatioun, net Observatioun. Mee dat ass awer e Kazesprong, fir och deen Typ Technologie ze beherrschen.

D'Arméi schéckt hir SatCom-Teams haut an eng ganz Rei Länner. Dofir war et fir eis wichtig, dass d'Arméi deen neie Savoir-faire do léiert, fir aner Profiller kënnen ze rekrutéieren, fir net am Rekrutement a Konkurrenz ze si mat der Police a mat deenen aneren Administratiounen. Fir an eng aner Richtung ze rekrutéieren, war et fir eis wichtig, dat do net ze externaliséieren. An hu mer festgestallt, dat hunn ech jo och gesot, mat LuxGovSat hu mer eng Rei Obstakelen, un déi mer warscheinlech fréier net geduecht hunn, dat weess ech net, dass et méi einfach ass, wa mir dat do en propriété directe verwalten eis Arméi mat hire Kontakter, mat hiren auslännesche Kolleegen zesummeschafft, dat wier vill méi einfach, vill méi natierlech, vill méi logesch a vill méi pertinent gewiescht. Dofir wollte mir et net externaliséieren.

(...)

M. Claude Wiseler (CSV).- (...) Dat heescht, meng éischt Fro ass déi: Wann dat alles richteg war, da muss jo nécessairement dat falsch sinn, wat PwC eis schreift. PwC schreift, datt d'Arméi absolutt net den noutwendegen technesche Bagage gehat hätt, fir déi Gestiouen do ze maachen.

PwC schreift, datt et kloer wär, technesch, datt um Härebiërg déi Antennen net hätte kënnen oder net kéinten opgestallt ginn. Dir sot bei deenen zwou Saache genau de Contraire. Dir sot, wann ech richteg verstanen hunn, den Härebiërg ass absolutt kee Problem an d'Arméi huet den Knowhow, d'Kompetenz an et ass natierlech immens gutt, wann d'Arméi dat do ka maachen.

(...)

M. Patrick Heck.- Also, ech sinn absolutt bereet ze akzeptéieren déi Kritik, dass een an esou engem Typ Marché sämtlech Käschte muss op den Dësch leeën. Jo, je veux bien. Et ass eng Kritik, déi ass absolutt justifizéiert. Mee wann ech awer dann déi ... Ech kommen nach eng

Kéier op d'Pratique législative zréck. Et deet mer leed, dass ech mech hei elo esou obstinéieren. Wéi mir dat ugefaangen hunn dat Gesetz ze schreiwen, do si mer kucke gaangen, wat stoung am Gesetz fir den Airbus A400M? Wat stoung am Gesetz, wéi den Dingo kaf ginn ass? A wat stoung am Gesetz, wéi de LuxGovSat kaf ginn ass? Dat war eis Inspiratioun, dat sinn déi Précédenten, op déi mer eis baséiert hunn. An an deene Gesetzer steet näischt iwver Frais de fonctionnement, Mise en oeuvre. Et ass just de Projet ass de Marché. Dat waren déi Précédenten, un deene mir eis ugeluecht hunn.

Ech akzeptéieren d'Kritik, dass dat vläicht falsch war, okay. Mee mir hunn déi Gesetzer geholl, well dat déi Gesetzer sinn, déi sech op d'FEM-Gesetz baséieren. An deene Gesetzer steet just dran, dat ass en Equipement fir d'Arméi, wat d'Arméi herno asetzt am Kader vu sengen internationalen Obligatiounen. Ech hunn alles nogelies. Do steet näischt dran iwwert d'Frais de fonctionnement. A Gott weess, dass beim A400M vill huet missen nokaaft ginn. A Gott weess, dass beim Dingo vill huet missen nokaaft ginn, an och beim LuxGovSat. Mee an de Gesetzer steet näischt, och net am Exposé des motifs.

Je veux bien, dass dat falsch ass, jo, okay. Mee et sinn déi Précédenten, un déi mer eis gehalen hunn. De Marché ass de Projet. De Projet ass e Satellit kafen, liwweren, exploitéieren. Exploitéiere wëll heeschen, LuxGovSat. Alles dat sinn 170 Milliounen. Mee déi ganz Mise en oeuvre iwwert d'Arméi war do net viséiert. Ech kann lech näischt anescht soen. Dir rufft mech, fir mech ze froen, wéi hutt Dir dann deemools do, wéi soll ech soen, wat war Är Approche? Dëst ass eis Approche. Bon, déi 185 Milliounen, ech woen ze behaupten, mee dat ass elo net scientifique an ech wëll och net festgeneelt ginn. Ech woen ze behaupten, dass wa mer bei der Internisatioun gebliwwe wieren, dass d'Arméi et mécht.

Ech akzeptéieren och, ech weess net, ob et den Här Roth war oder den Här Wiseler war, dass haut am PwC-Rapport steet, d'Arméi ka partout net dee Savoir-faire do léieren. A bon, an de SatCom an den Dingo, wat jo och e ganz anere System war wéi den Hummer. Wou kënnt dee Savoir-faire dann hier? Dofir war de Choix politique vun der Regierung virdrun, fir dass eis Arméi nei Beruffer léiert. Elo par définition léiere se eppes Neies, wat se haut nach net wëssen, eis Arméi war dobäi, mir haten Honnerte Sitzungen iwwert d'Lignes-directrices. De Chef État-major war an all deene Reuniounen dobäi mam Minister. Fir all Reunioun mam Minister Schneider hate mer en Ordre du jour, en Dossier, e Compte-rendu. De Chef État-major war do mat zwee, dräi Offizéier. Si hunn e Plan directeur mat ausgeschafft, wou kloer drasteet « l'armée s'appropriera ce système ». Haut seet d'Arméi: Kënne mer net. Firwat hu se eis dat dann deemools net gesot? Deemools huet keen eis dat gesot. Dat war eise Wëssensstand zu deem Moment, wou mir dee Projet do eraginn hunn.

(...)

M. Geoffroy Beaudot.- Merci, Madame la Présidente. Oui, en fait il y a beaucoup de points sur lesquels je voudrais vous apporter des précisions, mais je ne vais pas tous les parcourir maintenant. Mais un point pour moi essentiel, sur lequel je voudrais revenir, si vous me le permettez, c'est au niveau des capacités de l'armée à effectuer une partie de l'exploitation du système. Je pense que c'est un élément essentiel vu que c'est une grosse partie du budget nécessaire qui est demandé aujourd'hui afin de compléter le projet initial.

En effet, dans le projet de loi initial, il avait été prévu qu'une partie de l'opérationnalisation du système serait effectué par l'armée et donc, "sans coût". La partie technique, ce qui est repris comme "exploitation" dans la loi actuelle, était prévu pour LuxGovSat. Il faut

comprendre que dans la gestion globale d'un système satellitaire, il y a plusieurs entités. Notamment, dans un système d'imagerie satellitaire comme le LUXEOSys, il y a une entité qui sera en charge de parler avec les utilisateurs. Ces opérateurs vont recevoir les demandes d'images, les distribuer une fois qu'elles auront été prises par le satellite et les archiver sur des bases de données.

Donc, la fonction de cette entité opérationnelle du système LUXEOSys est de recevoir la demande, l'analyser et envoyer le tasking vers une autre entité plus spécialisée afin de réaliser un "plan d'imagerie". Ce plan sera d'ailleurs réalisé par l'armée belge. Une fois que l'image aura été prise, il faudra également l'envoyer vers les utilisateurs. C'était exactement cette partie-là qui était prévue pour l'armée. C'est une compétence de gestion, recevoir des demandes, analyser des demandes, transférer les demandes et distribuer les images une fois que les images sont prises.

La partie technique du projet, celle prévue pour LuxGovSat, c'est ce que l'on appelle le MOC - mission operation center – c'est à dire le centre "qui parle avec le satellite". Là, en effet, et depuis le début du programme (comme mentionné dans le cadre de l'exposé des motifs de la loi), c'était une partie technique que l'armée ne pourrait pas gérer à moyen terme. Pourquoi ? Parce que pour opérer un satellite, il faut certaines compétences pour communiquer avec le satellite, le bouger pour éviter des collisions, le maintenir sur sa position orbitale, lui transférer les plans d'imagerie et bien d'autres choses encore. Comme on savait dès le début que c'était une partie technique, nous avons prévu un budget spécifique de 15 millions d'euro car ces services ne pouvaient pas être confiés à l'armée.

En résumé, la partie que nous envisagions au départ de confier à l'armée, est une partie de gestion qui demandait certes certaines compétences (traitement de demandes, distribution d'images, etc.), je le reconnais, mais on était en 2018 et le satellite sera lancé en 2022. Donc l'idée à la base était de construire ce système avec l'armée et donc construire les compétences nécessaires petit à petit avec eux.

En termes de nombre de personnes, je pense que c'est important également de le préciser, ce centre de gestion des images représente grosso modo 25 personnes. Ces compétences qui étaient prévues pour l'armée luxembourgeoise. Pour la partie gestion technique, le MOC, prévue pour LuxGovSat, on parle d'un chiffre de 20 personnes et c'est en effet les 15 millions qui étaient prévues dans la loi initiale et qui ont disparu au moment de la signature du contrat.

Voilà, je pense que c'était important de le préciser car lorsque j'entends que l'armée ne disposait pas des compétences techniques pour opérer le système, il faut nuancer. Certes, en 2018, il n'y avait pas eu de concertation avec l'armée, nous n'avions pas encore pu expliquer en détail le rôle que l'on voulait confier à la défense. Maintenant dire que c'est impossible, en quatre ans, de construire ces compétences de gestion du LUXEOSys, là, j'é mets un avis personnel, je pense que c'est un peu aller trop loin. Je parle d'expérience par rapport à la défense belge, c'est une formation qu'on donne à nos sous-officiers endéans 6 mois. Donc ce n'était pas à priori complètement irréalisable selon moi (d'un point de vue compétence technique).

Merci.

(...)

M. Patrick Heck.- (...) Bon, wéi dat natierlech ugangs, do hu mer natierlech gekuckt: Wat brauche mer? Wat ass an deem System dran? Wat brauche mer? Wéi kënne mer dat opriichten? An do ass eeben matt deenen Experten, déi sech gesinn hunn, wou mir driwwer geschwat hunn, ass eebe gesot ginn: „Ma déi Antenne kënnen och, déi Antenne kënnen op Dikrech goen. Dostinn der schonn. Dolait de Glasfiber. Et ass eng gesécherter Enceinte“. Dat ass jo net ech, deen dat decidéiert. Ech hunn net op eemol einfach gesot: „Ma da kommt mir maachen hei, kommt mir maachen do“. Nee. D’Experten hu fonnt: Maja do ass schonn eeben dee Beräich Satcom um Härebierg. Si hu sech an dee Beräich do erageschafft. Si deployéieren haut hir Systemer. Mir hu gesot kritt vun den Experten, wéi den Här Beaudot dat och elo gesot huet, dass dat net “sorcier” ass, dass eis Arméi ouni Problem misst, kéint sech doranner ereschaffen. Also wéi gesot fir de Volet Imagerie. Fir de Volet Technique de guidage nach eng Kéier steet am Exposé des motifs: Le système sera opéré par LuxGovSat une fois livré. Ech hunn nach eng Kéier séier nogelies. Dosteet et schonn. Hu mer et giel ugestrach. Voilà. An dunn, wann d’Konzepter, wann d’Experten eis esou e Konzept proposéieren, mat den Element do, en Element hei, d’Belsch maachen dat, eis Arméi kann dat maachen, mir hu Clienten, dat ass faisable, dat ass net “sorcier”. Du si mer domadder bei de Minister gaang, mir hunn dem Minister dat esou erkläert. An do huet de Minister gesot: „Okay. Da maache mer dat“.

(...)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Jo, et sinn eng Rei vu Saachen, déi ech an der Tëschenzäit gutt verstinn. Et sinn eng Rei vun anere Saachen, déi ech nach net esou gutt verstinn. Also ech stelle fest, dass Prämissen bei där enger Approche a bei där anerer Approche verschidde waren. Déi eng Approche ass Invest. An dat anert ass Budget de fonctionnement. Alljäreliche Budget de fonctionnement. Déi eng Approche ass, mir hunn LGS als Steiermann. Mir hunn de Bierg als Antenn. A mer hunn d’Arméi als déi, déi dat Ganzt, ausser dem Steiere vum Satellitt, bedreift. Déi aner ass net Härebierg, net de GovSat, a limitéiert Arméi mat eventuell niewebäi och nach Investor, déi gemaach mussen gi fir Büroen an esou weider an esou weider an esou fort.

Dat wat ech eigentlech do Schwierigkeiten hunn ze verstoen, dat ass, dass GovSat kloer Kandidat war, fir dat ze maachen, mat Decisioun vum Verwaltungsrot. An op eemol net méi. Verstinn ech net. Dass ganz affirmativ gesot gëtt: „Et geet um Härebierg mat den Antennen“ an duerno gëtt gesot: „Et geet net“. An dat, wat ech och net verstinn dat ass: „Et geet mat der Arméi“ a dann kloer gesot gëtt: „Et geet net mat der Arméi“. Dat explizéiert eng ganz Rei vu Saachen. Dat eent also Invest plus budget de fonctionnement, deen all Joers da vun der Arméi ausgehandelt gëtt: Wivill Leit mussen mer dëst Joer astellen? Wivill Leit mussen mer dat Joer astellen? Wat brauche se? Wéi kënne mer intern forméieren? An dat anert: Mir externaliséieren dat Ganzt. Dat ass e gudden Deel. An dat, wat ech nach ëmmer net esou richteg saiséieren, dat ass wéini déi, wéi déi, duerch wat fir eng Haaptelementer déi doten Approche dann op eemol eng komplett aner, eng komplett aner ginn ass. Do hunn ech, do hunn ech eigentlech Schwierigkeiten, dat nozevollzéien. Ech hunn, éierlech gesot, och Schwierigkeiten nozevollzéien, dass PwC, déi ech awer als fir ganz seriö halen, net jiddweree gefrot huet deen an deenen, an deem Projet do bedeelegt war, fir mol do Fact-finding, de Fact-finding vun Ufank un ze maachen. Ech weess net, ob se mam viregte Minister geschwat hunn. Ech weess et net.

(...)

M. Patrick Heck.- Jo. Dat do ass effektiv den, den, de Punkt op, an deem ech mech am, am vehementste wieren. Well a, a ganz ville Projeten Defense war, ech falen ëmmer dorobber zrëck, et deet mer ganz leed, a ganz ville Projets défense engagéiert ee sech fir eng Capacitéit anzekafen, entweder eleng oder mat anere Länner zesummen, wéi den Airbus, wéi de WGS a ganz vill anerer. An an all deene Beispiller, déi ech ëmmer erëm nennen, do war, an deem Moment wou de Choix politique gefall ass matzemaachen, war, war de mode de fonctionnement, modalité de fonctionnement: Wat mécht d'Armée genee? Wie mécht et? Wivill Leit brauche mer? War net gewosst. Wéi den Airbus kaf ginn ass, war null gewosst. Wéi mer am WGS matgemaach hunn, du war och näischt gewosst. Du war vu SatCom-Capacitéit ander Armée näischt do. Et ass eeben, et ass e gewëssen, et ass e Choix politique, et ass eng gewëssen Ambitioun: Maache mer mat? Maache mer net mat? An esou war et och hei.

(...)

M. François Bausch, *Ministre de la Défense*.- (...) Dat sinn alles Méikäschten, déi hei dra sinn. An dat sinn der vill méi wéi déi 25 Leit vun der Armée, well mir brauche genau 25 Leit, wann d'Armée et hätt solle maachen, déi Aarbecht solle maachen, déi mer elo, wou mer net wëssen nach wéi mer se maachen, wou mer amgaange sinn ze kucken, fir déi anzustellen, mee déi hätten och nach e Käschtepunkt gehat. Mee dat wäre reng Fonctionementskäschte gewiescht. Mee alles dat wat ech lech elo virdrun opgezielt hunn, dat sinn Investkäschten.

(...)

M. Patrick Heck.- Mir hate véier Joer fir dee Projet hei ze entwéckelen. Mee mir hu just, mir hunn decidéiert fir dee Kontrakt elo ze maachen. Well mer an der NATO hu mussen eppes liwweren, fir 2023. Do hate mer véier Jore fir den Detail kënnen ze, ze definéieren. De Choix war gemaach, dass d'Armée et iwwehëlt an do erawisst. Dat behaupten net ech, dat steet an de Lignes directrices, déi vun der viregter Regierung ugeholl gi sinn. D'Ligne-directrices si mat der Armée ausgeschafft ginn. Ech, et deet mer leed, ech wiere mech, ech, d'Ligne-directrice sinn an Honnerte Reunione mat der Armée ausgeschafft ginn. D'Madamm Closener huet et schonn am Mäerz 2017 an engem Débat d'orientation général hei virgestallt. Dunn hate mer nach Reunione mat der Armée. D'Armée huet dat matgedroen. E puermol, y compris am Plan directeur, deen am Juli 2018 vun der Regierung, wéi soll ech soen, approuvéiert ginn ass. De Chef d'État-Major war an all Reu-, an all COCODEF^{18,20} dobäi, mam Minister, eemol de Mount. An do huet kee gesot: „Et geet net“. Dat ass de Moosstaf un deem ech mech soll, dat war mäi Wëssensstand zu deem Moment, wou mer déi Decisiounen geholl hunn.

Extraits du procès-verbal de la réunion de la commission du 26 juin 2020 :

Discussion

(...)

La question de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) porte sur le rôle de l'Armée luxembourgeoise dans le projet LUXEOSys et l'exploitation du NAOS.

M. le Colonel Paul Nilles répond que dans son ancienne fonction de responsable des ressources humaines de l'Armée (jusqu'en juillet 2018), il n'était pas en charge du dossier

¹⁸ Le comité de coordination de la défense (mécanisme de coordination ; direction de la Défense, état-major de l'armée).

NAOS. M. Nilles confirme que l'Armée a des compétences en matière de satellite de communication mais la gestion de satellites d'observation demande d'autres compétences.

Suite à une question de M. Di Bartolomeo sur le personnel militaire supplémentaire, M. Nilles confirme qu'il n'a pas été question d'un tel renforcement des troupes, ni d'un recrutement de personnel spécialisé. M. Beaudot ajoute que toutes les réflexions concernant le recrutement éventuel du personnel restaient assez floues.

M. le Ministre renvoie au tableau de la p. 22 et ajoute que les 50 personnes supplémentaires qu'il aurait fallu embaucher, ainsi que leur formation, ainsi que les bureaux pour les loger, ainsi que les loyers et frais connexes n'étaient pas prévus dans le projet initial.

(...)

Suite à une question de Mme Adehm, il est précisé que Hitec était chargé de l'étude détaillée du site de Diekirch en 2019 seulement. M. Beaudot rappelle qu'il était initialement prévu d'impliquer l'Armée luxembourgeoise dans le projet. La délocalisation des antennes ne va pas entraîner des coûts supplémentaires énormes.

Extraits du verbatim de la réunion de la commission du 29 juin 2020 :

M. Étienne Schneider.- (...) Dobäi koum, dass mer an deene leschte Joren dee ganze Spacesector ganz staark developpéiert hunn zu Lëtzebuerg. An drétt Argument, fir op déi Satellittentechnologie ze goen, war déi, dass mer den Knowhow hunn iwwert SES, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, mee och iwwer LuxGovSat, déi mer jo kuerz virdu gegrennt hunn an dass et also duerchaus Sënn géng maachen, fir esou ee Projet ze maachen, d'autant plus wou e vun der NATO gewënscht war, fir deen hei ze maachen a fir deen hei ze developpéieren a fir dann och, an dat ass mengen ech en net onweesentleche Punkt, fir dofir ze suergen, dass eis Arméi, déi jo op Reconnaissance spezialiséiert ass, dass déi muer och d'Moyenen huet, fir an deem Domän weider hire Mann an hir Fra kënnen ze stoen op dem NATO-Niveau.

An ech explizéiere mech. De Moment si mer esou ekipéiert, dass mer, ech soen dat elo mol e bësse karrikatural, dass mer am Krichsfall missten, fir d'Reconnaissance ze maachen, eis Zaldotinnen an Zaldote mat Dingoen un d'Front schécken, fir do ze kucke wat do leeft, mam Risiko, do ofgeschoss ze ginn.

Haut hu mer Technologien, souwuel Satellittentechnologië wéi och Dronentechnologien, déi dat doten alles eriwwregen. Dat heescht déi de Risiko vun de Mënschen, vun de Persounen an der Arméi ewechhuelen an déi virun allem och d'Reconnaissance bedeiten, méi einfach a méi effikass maachen. An dofir war et fir eis evident, wann d'Haaptaufgabegebitt vun eiser Arméi déi vun der Reconnaissance ass vis-à-vis vun der NATO, da solle mer eis och esou opstellen, dass mer déi Aarbecht och kënnen leeschten a se esou kënnen leeschten, dass se esou wéineg wéi méiglech Risiko fir déi bedeelegt Leit mat sech bréngt. An dofir hu mer an de Lignes directrices, déi Dir hei alleguerte mat decidéiert hutt, déi an enger Heure d'actualités oder engem Débat de consultation, mengen ech war et, hei am Parlament diskutéiert gi sinn an ugeholl gi sinn. An an deene Lignes directrices steet dran, dass mer eis an deem dote Beräich an deenen nächste Jore wëllen als Arméi verstärkt opstellen, dass mer eis wëllen déi Capacitéite ginn, dass mer wëllen déi Leit rekrutéieren an der Arméi, déi déi doten Aarbechten an deenen nächste Jore kënnen maachen a weider ausbauen.

Dat ass hei uegheoll ginn. Do war, mengen ech, eng grouss Majoritéit, fir an déi dote Richtung ze goen. A vun dohier huet dee Projet eeben och just genee doranner gepasst, fir dat doten ze maachen.

Et ass och drëm gaang, fir d'Attraktivitéit vun der Arméi ze erhéijen, well mer eis gesot hunn, mat deenen doten neie Beruffer, déi mer kënnen an der Arméi developpéieren, attiréiere mer vläicht méi jonk Leit, zemools eeben am Kader vun de méi héichausgebilte Leit, fir an d'Arméi ze kommen, fir sech an der Arméi ze engagéieren.

Et war also op alle Fall e komplette Kader do an eng kloer Strategie do, wéi mer eis Arméi wéilten an deenen nächste Jore méi attraktiv maachen.

(...)

Et ass och esou d'ailleurs wat déi Kritik ugeet, dass hien näischt gewosst hätt, dat wonnert mech eigentlech op där enger Säit schonn, well et an de Lignes directrices kloer geschriwwen ass, dass mer eeben déi Kompetenzen elo opbauen. Mee et wonnert mech och net aus deem einfache Grond, well mer zu deem Zäitpunkt, 2018, nach keng Leit wollten astellen an och 2019 nach net. Mee mir hunn am Pluriannuel, wat d'Personal ugeet, hate mer fir d'Joer 20 oder 22, nee 22, fir d'Joer 22, Poste virgesinn, fir Leit an deem dote Statut, also net an deem Statut, mat deene Capacitéiten anzustellen am Kader vum Ënneroffizéier. A mir haten och eis Experten, eis belsch Experten, déi eis confirméiert hunn, dass déi Formatioun, fir déi Aarbecht do ze maachen, dass dat eng Formatioun vu sechs Méint ass an dass dat an der belscher Arméi gang und gäbe ass an dofir och fir Lëtzebuerg kee Problem dierft duerstellen.

(...)

Deen zweete Punkt ass deen, eebe just mam Personal. Mir hu gesot, esou wéi ech lech am Ufank gesot hunn, mir wëllen d'Arméi moderniséieren. Mir wëllen d'Arméi méi attraktiv maache fir jonk Ënneroffizéier a mir wëlle se schützen an hirem Domän, fir dee si zoustänneg sinn an der NATO, nämlech d'Reconnaissance maachen, an zwar andeem se net méi Reconnaissance musse maachen andeem se un d'Front fuere mat engem Camion, mee andeem mer dat iwwer Satellitten an iwwer Drone spéider kënne maachen.

Mir hunn deemools gesot, dass dat eng nei Attraktivitéit fir d'Defense, fir d'Arméi gëtt. Och dat ass ëmmer an deene Reunioune vum Comité de cordination bei mir um Ministère diskutéiert gi mat alle relevante Perséinlechkeeten, nämlech den Direkter vun der Defense an de Chef vum État major. An och do ass mer ni gesot ginn, dass mer dat net sollte maachen. Firwat dat elo net méi sollt gemaach gi vun der Arméi bedauere mer. Éischtens emol bedauern ech et, well ech et schued fannen déi Opportunitéit do net ze ergräifen, fir eis do en Upgrade ze ginn an eise Formatiounen an an eise Capacitéiten.

Mee firwat dat elo net soll goen oder net méi gewënscht ass, entzitt sech dann och menge Kennnisser. An da komme mer natierlech an déi Situatioun, wou 25 Leit, déi eigentlech fir d'Arméi sollte virgesi sinn an do iwwert den normalen annuellen Arméibudget sollte lafen, also net an deem Projet de loi vun den Investissementer virgesi sinn, dass déi natierlech elo mussen, wa se extern solle gemaach ginn, dass dat 25 Persoune sinn, déi mussen extern iergendwou akaf ginn an dann och bezuelt ginn.

(...)

Mme Djuna Bernard (déi gréng).- Merci, Madamm Presidentin. Merci, Här Schneider, dass Der komm sidd. Ech hätt eng Fro bezüglech zur Exploitatioun vum Satellitt um Härebiërg, a vun der Arméi gouf do eng Étude de faisabilité gemaach, ob dee Site passend ass an ënner wéi enge Krittären dat kéint gemaach ginn. A krut d'Arméi vun Iech de formellen Optrag fir dës Missioun auszefüllen? Well dee Moment war et ... Pardon.

M. Étienne Schneider.- Wéi eng Missioun mengt Der, pardon?

Mme Djuna Bernard (déi gréng).- D'Exploitatioun vum Satellitt. Also déi Leit, déi, wat waren dat, 50 Leit, déi hätten do sollen agestallt ginn. Dee Moment war jo och scho bekannt, dass de Personalmangel vun der Arméi awer en existente Problem war a gouf do am Fong mat de Responsabele vun der Arméi e Plang opgeschafft, wéi deen Exploit am Fong deene Persounen da soll gemaach ginn, wéini, wéi een Zäitraum, wéi eng Capacitéiten déi Leit sollen hunn. Also zum engen, bezüglech zur Plaz an dat anert, bezüglech zum Personal. Gouf dat beschwat do?

M. Étienne Schneider.- (...) Wat d'Personal ugeet, do ass et net nëmmen esou, dass dat an de Reuniounen, an der Réunion de coordination tëschent mir, dem Här Heck, dee jo dann Direkter vun der Defense war an dem Här Duschène, dee Generol war, net nëmmen esou, dass dat do reegelméisseg diskutéiert ginn ass, mee et ass och an de Ligne-directricen, déi Gesetz gi sinn, steet dran, dass mer eis um Härebiërg, dass d'Arméi sech déi Capacitéite gëtt, fir an deenen doten neien Technologien ze schaffen.

Dass mir nach net zu deem Zäitpunkt, wou de Projet gestëmmt ginn ass, 2018, eng kloer Vu hate wie genee wat wou do muss maachen, dat ass evident. Dofir konnt och deemools mat Sécherheet nach kee mam Personalchef schwätzen an deem soen, hei mir brauchen ee mat engem Diplom vun där oder där Uni. Mee do ass gesot ginn, mee dat do faasse mer, musse mer an d'A faassen. Mee dat sollt awer alles eréischt ulafen, nodeem de ganze Projet emol leeft.

Dat heescht, wann ech dat elo richtig an Erënnerung hunn, da war den, initialement sollten ab 2022 d'Leit agestallt ginn. An nach eng Kéier, d'Iddi war, fir iwwert deen dote Projet der Arméi méi Capacitéiten, besser Capacitéiten ze ginn, mee awer och se méi attraktiv ze maachen, fir eebe just jonk Leit, jonk Universitären an deem dote Beräich unzezéien.

An ech menge spéitstens haut, mat deene Problemer, deen e Betrib wéi SES huet, hätte mer se alleguerte relativ schnell kéinte rekrutéieren. Dat konnt ech awer deemools nach net wëssen.

(...)

M. Claude Wiseler (CSV).- (...) Meng Fro laut awer anescht: Firwat ass a sech en Text deposéiert ginn, wou am Fong d'Etüde vun Dikrech d'Antennen nach net fäerdeeg waren, wou d'Capacitéite vun der Arméi, sou vill awer de Colonel Nilles eis kloer gesot huet, net duerchgechecked waren? An ech verstinn och net, wéi sou LuxGovSat konnt ee Moment Jo soen an deen anere Moment Nee soen. Wann dem Här Schneider seng Explikatioune richtig sinn, sou wéi e se elo seet, da sinn dem Här Bausch seng Explikatiounen nécessairement net richtig an deem Fall.

(...)

D'Capacité de l'armée, den Här Bausch sot eis ganz kloer, schreift eis ganz kloer, PwC schreift eis ganz kloer, et wär evident, datt d'Arméi dat do net hätt kënne maachen an datt dat net

gaange wär, fir et ze maachen. De Colonel Nilles repetéiert eis genau dat selwecht. Dir sot elo ganz kloer, dat war iwverhaapt kee Problem. An de Generol huet eis ëmmer gesot, dat geet. Da soen ech lech.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Den Här Beaudot och.

M. Claude Wiseler (CSV).- Wann dat ... Den Här Beaudot huet liicht eng aner Versioun nach gehat an där leschter Reunioun, déi mer elo mat ëm haten. Ech géing also gär wëssen, ech géing also einfach gär wëssen, wat ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- (...)

M. Claude Wiseler (CSV).- Et ass elo léif, datt der den Här Schneider verteidegt, mee ech géif awer gär wëssen, wat richtig a wat falsch wär.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Ech verteidegen den Här Schneider net. Ech wëll just soen, dass een, dee Gestionnaire ass, gëschter an haut vum Projet eis gesot huet, hei am Verbatim, d'Arméi hätt dat ouni Weideres kënne stämmen (...) Ausbildung, da wär alles perfekt.

M. Claude Wiseler (CSV).- Voilà!

Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- Merci fir d'Prezisioun. De Moment huet den Här Wiseler d'Wuert a soss keen, Här Di Bartolomeo. Dir kritt et nom Här Wiseler fir Är Froen an Är Bemierkungen.

M. Claude Wiseler (CSV).- An de Responsabele vun der Arméi huet eis virun zwee Deeg de Contraire gesot.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- (...)

M. Claude Wiseler (CSV).- Nee, ech hunn dat gär, wann den Här Di Bartolomeo, mee ech verstinn awer d'Madamm Presidentin, datt hei Uerdnung soll sinn an eiser Diskussioun. Ech wëll just soen op déi Remark hin, datt dee Responsabele vum Personal vun der Arméi eis de Contraire gesot huet a gesot huet, et géing sécher net mat sechs Méint duergoen.

(...)

M. Étienne Schneider.- (...) Da mat de Leit, mat de Capacitéite vun der Arméi. Also do kann ech jo nëmme staunen. Wann den Här Nilles dat seet, wat Dir sot, dass si déi Capacitéiten net hätten, jo, dat weess ech och. Dat wousst ech och. Dat weess ech och haut. Mee dofir wollte mer se jo schafen. Dat war jo de But dovun.

Ech hu virdru gesot, d'Iddi war, dass mer eis eng nei Spart zouleeën, dass mer, d'ailleurs am SatCom-Beräich si mer elo schonn am Mali aktiv. Mir sinn a verschiddeenen Engagementer vun der NATO aktiv, well mer eis déi Kompetenzen opgebaut hunn. Dat ass SatCom-Beräich.

Hei e SatObs-Beräich, also Observatioun. Firwat solle mer do ze domm sinn, fir eis do déi Capacitéiten opzebauen. An dat war genee dat, wat Dir hei alleguerte matgestëmmt hutt an de Lignes directrices, wou gesot ginn ass, iwwert déi nächst Jore baue mer dat op. Also dass en Här Nilles da ka soen, mee mir hunn déi net. Jo, dass mer se deen Dag net haten, weess ech och. Mee dass e mécht, wéi wann en ni eppes vun deene Lignes directrices gehéiert hätt, dat fannen ech dann awer e bëssen erstaunlech.

(...)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Mir wiesselen eis of. Jo, also bei eenzelne Saache stellen ech mer déi selwecht Froe wéi de Claude Wiseler, vläicht awer mat Nuancen.

(...)

Da wat mech jo wonnert, well awer bei eenzelne Leit, eenzel Leit sinn nach ëmmer déi selwecht Leit. Ech hunn den Här Beaudot ganz kloer héieren, an Dir kënnt dat nokucken op de Säiten 33, 34 a 35, dofir ass esou e Verbatim exzellent, dee seet, ma firwat soll déi Arméi dat net stämme kënnen. Déi Arméi, déi kann dat. Déi Arméi, déi wäert dat kënnen. An d'belsch Arméi, déi huet dat virgemaach. A mir brauche sechs Méint, fir déi Leit auszubilden. Jo, bon, wann dee selwechte Mann, deen dat elo nach geréiert, ëmmer där doter Iwwerzeegung war, da misst e jo och nach haut där doter Iwwerzeegung sinn an da misst d'Arméi dat kënnen maachen. Dee mécht dat jo net einfach esou aus heiterem Himmel.

(...)

M. Étienne Schneider.- Ech mengen de Punkt ass vu mengem Point de vue einfach deen, dass ech lech dee Projet zielen, deen Dir hei gestëmmt hutt, wat d'Tenanten an d'Aboutissante vun deem Projet waren a wat d'Strategie war a firwat ech dat esou wollt maache wéi et an deem Projet stoung.

An deen neie Minister huet absolutt Recht déi Saachen a Fro ze stellen an d'Saachen anescht ze maachen. An ech mengen do läit de Punkt, dass eng Rei Saachen anescht gemaach ginn, dass d'Antennen net op den Härebierg kommen, dass d'Exploitioun net vun der Arméi gemaach gëtt, dass um Findel keen esou e Centre de traitements an de données soll gebaut ginn. Alles dat ass d'gutt Recht vun engem neie Minister. Do hunn ech absolutt näischt ze kritiséieren, mee dat ännert awer d'Donnen. An ech mengen dofir sëtze mer hei, wéinst deene Coûten.

Ech si selbstverständlech responsabel fir déi Milliounen, déi gefeelt hunn, well et net méi opgaangen ass fir LuxGovSat, déi 1,5 Milliounen d'Joer iwwer zéng Joer, fir déi ze finanzéieren, mee awer nach ëmmer mat dem Punkt, dass mer Recettë generéiert hätten, wann et esou gemaach gi wär, wéi mir dat deemools virgesinn haten. Da wäeren et Recettë gi vun 31 Milliounen d'Joer, déi opposéiert wäeren zu engem Surcoût, deen net méi am Budget ofgedeckt gewiescht wär vun 1,5 Milliounen d'Joer.

Dat war mäi Projet. Elo ass et net méi mäi Projet. Mee nach eng Kéier, all Minister huet d'Recht Projeten ze änneren. Et gi vläicht och gutt Grënn, firwat verschidde Saachen elo net ginn. Ech wëll dat iwwerhaupt net a Fro stellen. Ech wëll lech just soen, zu deem Zäitpunkt, wou ech deen do Projet hei stëmme gelooss hunn, war ech iwwerzeegt, dass mir déi beschten Optioun hätten, fir dat esou ze maachen, wéi mer et gemaach hunn. Wann duerno en cours de route fonnt gëtt, dass verschidde Saachen awer vläicht net sollen esou gemaach ginn, dann ass dat alles richteg, dann ass dat alles an der Rei. Mee dann ass dat awer net méi meng Responsabilitéit.

(...)

M. David Wagner (déi Lénk).- (...) Mee ech wollt just, fir, fir dat ganz kloer elo ze hunn, wa mer dovunner ausginn, datt den Här Schneider op jiddwer Fall net wollt, bewusst, iergendeppes der Chamber verheemlechen, wat ech mer duerchaus virstelle kann, da ginn et awer dann déi zwee Punkten elo. Dat heescht, datt um Niveau vum Ministère, vun der Defense, vu Mataarbechter, wéi och ëmmer, d'Definitioun vun deem wat eng Gestoun soll sinn, net kloer

ass, wat entweder eng Fro vu Kompetenz ass. Oder wat e Reflex ass vun Intransparenz, dee vläicht inherent ass wat dee Fonctionnement vun deem Ministère ugeet. Wouriwver een dann awer misst awer diskutéieren. Well ech ka mer awer schwéier fest, virstellen, datt awer, also mir ginn e bëssen hei domadder ofgefiddert, datt eben an deem Milieu, datt mir als Deputéierte gewësse Saache solle verstoen, déi mer net erkläert kréien, hein. Oder et huet, oder et war einfach e Feeler, et huet ee sech geiert an, voilà, dat Wuert Gestiou huet anscheinend sechs verschidden, et kann och vläicht verschidden Interpretatiounen hunn, mee ech sinn trotzdeem der Meenung, datt een dat kloer muss gesot kréien als Deputéierten. Bon. An déi aner Saach, dat ass dann erëm eng Kéier déi Saach do mat den Antennen um Bierg. Well dat sot och den Här Heck d'leschte Kéier, e war ganz rosen, hein, e war e bësse rosen esou, hein.

E sot: „Jo, hie wier, en hätt esou vill Sëtzunge matgemaach“. An do war och dann de Generol do an esou weider, Leit vum Etat-Major, an déi hunn ëmmer gesot: „Et ass alles an der Rei“. An e sot e bëssen dat, wat Dir gesot hutt, ganz am Ufank. An duerno op eemol war näischt méi an der Rei. Dat heescht, wann ech richtig verstinn, wann um politeschen Niveau bewosst keng Verheemlechung war, dann hu mer e Kompetenzproblem um Niveau vum Ministère a mir hunn e seriöse Kompetenzproblem um Niveau vun der Arméi, oder vum Etat-Major, wann ech dat richtig novollzéien. Well da läit de Feeler bei deene Leit, u sech. Inwiefern et grav ass, dat ass eng aner Saach. Mee dann, wann ech richtig verstinn hu menger engersäits e Ministère, deen net kapabel ass enger Chamber ze erkläre wat d'Gestiou ass. Anerersäits en Etat-Major, deen an Honnert Sëtzunge seet: „Dat geet“. An duerno geet et op eemol net méi. Dann hu mer do e Problem.

Extraits du procès-verbal de la réunion de la commission du 13 juillet 2020 :

Présentation du concept d'opération

(...)

Architecture segment sol : Hypothèses de base de la loi initiale non-réalisables

(...)

Ressources

- Exploitation du DPC prévue par l'Armée au Centre militaire (Diekirch), mais recrutement du personnel nécessaire (militaire ou civil) n'a pas été pris en compte ;
- Exploitation du MOC prévue par LuxGovSat
 - En 2018, LuxGovSat avait la volonté de développer un soutien opérationnel pour le LUXEOSys
 - En novembre 2019, en réponse à l'appel à candidature, LuxGovSat n'a pas souhaité répondre car ses priorités sont le GOVSAT-1 et la société ne dispose pas de compétences en interne (par rapport notamment à SES et RSS qui ont également reçu la proposition)
 - Peu importe l'entreprise qui opère le MOC, le budget prévu de 15 millions d'euros était épuisé suite à la signature du contrat avec OHB-I ;
- Exploitation du PGC (Belgique) -> Inchangé.

Architecture segment sol : Changements nécessaires

Conséquences

- Adapter l'architecture du segment sol afin de séparer les entités LUXEOSys
-> centralisation à Diekirch pas possible ;
- Externaliser l'exploitation du système pour le DPC
-> prévue par l'armée ;
- Externaliser l'exploitation du système pour le MOC
-> 15 millions d'euros prévus par la loi, mais budget épuisé suite à la signature du contrat OHB-I ;
- Couvrir les frais de maintenance
-> non prévus dans la loi du 14 août 2018 ;
- Couvrir les frais de service liés à l'antenne polaire
-> non prévus dans la loi du 14 août 2018.

(...)

Discussion

M. Fernand Kartheiser (ADR) fait état de certaines critiques :

1. De nouvelles perspectives pour l'Armée luxembourgeoise : l'orateur regrette que l'Armée luxembourgeoise qui était supposée jouer un rôle ne semble plus faire partie du projet. Cela signifie qu'elle ne pourra pas acquérir de qualifications dans ce domaine satellitaire, ce qui est fort regrettable. M. le Ministre fait part de son intention d'impliquer à moyen terme l'Armée luxembourgeoise dans la gestion du projet.

(...)

En réponse à une question sur la formation du personnel de l'Armée qui aurait pu gérer le Data Processing Centre (DPC), M. le Ministre répond qu'il aurait fallu au moins 18 mois pour recruter des soldats et leur faire passer la formation de base. L'Armée rencontre en outre de gros problèmes de recrutement. Pour lancer une formation ciblée de personnes en vue de leur travail au DPC, il aurait fallu savoir exactement sur base de quel type de diplôme l'Armée aurait dû recruter. M. le Ministre rappelle que le satellite doit être opérationnel en 2023, ce qui laisse relativement peu de temps pour des procédures de recrutement et de formation de 25 personnes. Cela semble irréaliste aujourd'hui, tout comme c'était irréaliste en 2018.

Extraits du procès-verbal de la réunion de la commission du 14 septembre 2020 :

M. Alain Duschène.- (...) D'Arméi en tant que telle war an der Genèse vun deem Projet do net direkt concernéiert, mir hate wuel Reunionen. Mir hu reegelméisseg Reunionen mam Minister gehat, wou et lues a lues dohinner tendéiert huet, fir eng Lettre d'intention ze ënnerschreiwen, fir dat dann opzeriichten zesummen, mat Hëllef vun de Belsch jo och. Mee d'Arméi en tant que telle war net um Programm u sech esou bedeelegt.

Wann ech soen d'Arméi en tant que telle, dat heescht den Deel vun der Arméi. Op der Defense do huet natierlech en Offizéier geschafft, mee deen huet fir d'Defense geschafft. Duerfir gesinn ech dat net als Arméi. Hien huet jo do, dat war deemools de Colonel Assel an duerno de Colonel Nilles, déi hunn, déi hu fir d'Defense jo geschafft an net direkt fir d'Arméi.

An esou ass dat da wéi gesot gelaf, unni dass mir direkt en Abléck do haten. An ech hunn am Fong geholl perséinlech déi éischte Kéier, wou ech gemierkt hunn, attention, do hu mer vläicht

eppes matzesoen, dat ass wou ech de Projet de loi gelies hunn a wou dann op enger Säit eppes stoung, dass och en Offizéier oder d'Militär géife kontrolléiere wat vu Biller géif gemaach ginn. Do hunn ech fir d'éischt getickt an ech hu geduecht, ouh, dat do ass jo da fir eis. An et ass awer net zu der Aussprooch komm, fir genau ze froe wat dat doten elo bedeit. An duerfir kann ech net hei direkt, wéi soll ech soen, eppes zum Satellitt soen, well mer net direkt implizéiert waren.

Dat ass, wat ech elo wollt soen.

(...)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- (...) Dann eng zweet Fro direkt hannendrun: Den Här Beaudot huet am Zesummenhang mat der Auswärtung vun de Biller, déi jo vum Satellitt kommen, gesot, dass dat an der Belsch duerchaus méiglech wär, fir mat Leit duerch eng Formatioun vu sechs Méint, fir dat kënnen ze realiséieren. Sidd Dir där selwechter Meenung? A sidd Der net der Meenung, dass dat do e flotte Créneau och gewiescht wär fir d'Arméi? Ech mengen et ass an der Suite vun engem awer méi, wéi soll ech soen, sophistiquéiert, enger méi sophistiquéierter Missioun fir Lëtzebuerg duerch de Satellitt, dass och méi eng sophistiquéiert Missioun fir d'Arméi dobäikomm wär an engem Beräich, dee vläicht awer eng gewëssen Attraktivitéit gehat hätt fir jonk Leit, déi eng Formatioun hunn, déi, bon, dat doten ouni Weideres erméiglecht hätt an der Arméi dann eeben déi Capacitéit an deem dote Beräich ginn hätt, déi se elo net ginn huet.

(...)

M. Alain Duschène.- (...) Den nächste Punkt ass d'Formatioun, ob mär et géife fäerdegbréngen, fir Leit dohinner ze forméieren. De Geoffroy Beaudot huet effektiv gesot, a sechs Méint kéint een déi Leit forméieren, déi dat da géifen analyséieren, déi dann déi Saachen, déi Tâchë géife maachen.

Et ass esou, wa mir en Ënneroffizéier ausbilden, an dat heite sollt jo fir Ënneroffizéier sinn, dann hunn déi, déi maachen de Moment nach eng Instruction de base vu véier Méint an da kënne se, wa se déi Instruction de base gepackt hunn, op d'Schoul geschéckt ginn. En fonction vu wéini dass se déi Instruction de base ufänken, dauert, ass den Delai zwëschent dem Moment wou se fäerdeg sinn an d'Schoul ufänken, deen hänkt jo dovun of: Een, deen am Januar agezu gëtt, dee geet awer eréischt Enn des Joers op d'Schoul. D'Schoul an der Belsch, déi fänkt ëmmer Enn des Joers un, esou dass et dann do Variatioune ginn. An da sinn déi Leit praktesch e Joer oder e bëssen iwwer e Joer op Formatioun. Zu deem heite Punkt waren et der nach 15, 16 Méint a méttlerweil hunn d'Belsch hir Formatioun ofgekierzt, sou dass se méi séier fäerdeg sinn. An dann hannendru muss ee jo dann eventuell sechs Méint Formatioun hannendru maachen.

Ob dat elo duergeet, fir déi Leit do auszebilden, dat ass vläicht méiglech. Mee ech muss awer soen, wann d'Belsch Leit dohinner schécken, dann hunn déi e méi en héijen Niveau wa se eraginn an déi Formatioun. Mir hunn de Moment nach den Niveau Onzième. Mir si jo amgang e Gesetz ze maachen, wou mer och den Niveau Première kënne rekrutéieren, fir an d'Karriär vum Ënneroffizéier ze goen. Do si mer amgang um Gesetz ze schaffen. An dat sollt jo elo a kierzester Zäit op den Instanzewee goen. Da muss dat emol nach duerch d'Chamber hei goen an et muss ugeholl ginn. An dann, ech schätzen, dass et dann déi éischt Rekrutementer, déi mer da wäerten tätegen, dat wäert dann, mat Première mengen ech, Ënneroffizéier déi mat Première kënnen agezu ginn, dat kann da fréistens, wat ass elo, mir sinn elo Enn des Joers, jo,

fréistens 2022, wou déi kéinten agezu ginn. A wann een dann déi Formatioun hannendru kuckt, da gesäit ee jo wéi wäit, wéi laang et nach dauert, bis dass mer déi Leit hunn, fir dat dote kënnen ze maachen.

Ob et elo attraktiv ass, do soen ech jo, et ass sécherlech attraktiv, fir dat doten ze maachen. Mee mir müssen éischtens d'Kandidate fannen a mir kënnen net higoen an aus dem Näscht einfach esou eppes opbauen. Et wär gutt, wann een dat dote géif maachen, dass ee fir d'éischt emol eng Experienz kéint opbauen, dass een eventuell Leit an d'Ausland schéckt, fir sech do kundeg ze maachen, an dann heiheem mat abaut.

Ech kéint mer virstellen, wann dat heite géif gemaach ginn, dass een dat, an ech mengen dat ass och elo de Plang, an enger éischer Phas outsourced a wou mer da lues a lues Leit vun eis do erabrénge, fir Experienz ze gewannen an da lues a lues ëmmer méi Leit. Mir kënnen och net 20 Leit an enger Kéier do erakréien. Mir kënne lues a lues, dat eent Joer zwee, dat nächst Joer zwee an da kritt een dat geschafft, awer net 20 Stéck mateneen. Ech menge mir hu souwisou jo elo, wann ech kucke wat d'Regierung eis autoriséiert huet, fir an deenen nächste Joren ze rekrutéieren, do hu mär vill, also theoreetesch kréie mer 45 Leit jo bäi all Joers, dovunner 30 Militär an dat hei wäeren där jo dann. An do ass awer ze soen, dass déi, déi mer elo do gefrot hunn, dat sinn alleguer déi, déi mer brauchen, fir all eis aner Aarbechten ze maachen. Déi Leit, déi hei am LUXEOSys géife gebraucht ginn, déi waren do an deem Package net mat dran. An duerfir muss een da kucken, wéi dat dann duerno weidergefouert gëtt. Mee et ass sécherlech eng Méiglechkeet, fir Leit ze fannen, déi dorunner interesséiert sinn, mee net a grouse Quantitéiten. Mir hunn dat einfach net hei, fir dat elo direkt esou kënnen ëmzesetzen. Dat ass einfach net realistesch. Yes.

(...)

M. Claude Wiseler (CSV).- (...) An ech kucken dat och elo no an eise Verbatimmen. Mee wann ech mech gutt un den Här Heck an un den Här Schneider erënnere kann, sinn déi awer heihinner komm, andeems se eis gesot hunn, et wär guer kee Problem, fir dat do ze installéieren. Dat wier alles kloer an d'Arméi wär och domadder d'accord a wär och domadder agebonne gewiescht, an et wär eréischt duerno wou op eemol gesot ginn ass, dat géif net méi goen. Wann ech déi Ausféierung hei héieren, da soen ech, esou war dat a priori net, wann ech gesinn, datt de General, deem ech da Merci soen, datt en eis déi Explikatiounen hei gëtt, eis seet, dass fir d'éischt de 17. Januar 2019 déi éischt Taskforce oder wéi hutt Der dat elo genannt, „site survey force“ de Kontakt do huet, fir dat ze maachen, kann ech awer éierlech gesot nëmme staunen, wat den État de préparation vun dësem Dossier ass. An dat, genau déi selwecht Remark gëllt a mengen Ae fir deen zweeten Deel vum Personal.

Mir kruten hei souwuel vum Här Heck gesot wéi vum Här Schneider gesot, datt d'Arméi an aller Däitlechkeet behaupt hätt, datt et absolutt kee Problem wär, fir dee ganzen Deel um Site selwer, d'Gestioun an alles, telquel ze iwwehuelen, duerfir och näscht Finanzielles weeder am Gesetz nach soss iergendzwoesch anescht virgesi gewiescht wär, an datt souwuel den Här Heck wéi den Här Schneider nëmme kéinte staunen, datt a posteriori 2019 dann elo op eemol d'Arméi géif soen, si kéinten et net méi.

Wann ech elo Ären Explikatiounen nolauschten, ass dat jo, beschreift Dir eng total aner Situatioun. Dir sot, Dir hutt en fin de compte eréischt deen Dossier gelies an dovunner Kenntnis kritt wéi de Projet de loi um Dësch louch. An do hutt Der hannendru gesot, mee zu enger Aussprooch ass et am Fong ni komm dozou. Dat muss ech awer soen, kann ech och

doriwwer en fin de compte nëmmen absolutt staunen, well mir kruten a) eppes anescht erzielt an aller Däitlechkeet heibannen, a b) wann een esou e Gesetz schreift an och dat do Element net verifiéiert an net weess ob dat dann elo geet oder ob et net geet, dann ass dat awer zumindest eng risegrouss Fahrlässegkeet, zumindest.

An och d'Explikatiounen, déi mer elo zousätzlech iwwert d'Ausbildung hei kruten, déi sougenannte sechs Méint, déi stëmme jo dann och nëmme partiel, well do gëtt da just eng Spezialisatioun gerechent an all déi Virbildung, déi muss virdu sinn, elo schwätzen ech emol nach net vun der Basisausbildung. Well ech ginn och intuitiv dovunner aus, datt wann Der wëllt Satellitten am Himmel dirigéieren, datt Der awer musst eng Preformatioun hunn, wou Der, ech weess net wéi ech dat soll ausdrécken, e gewëssenen Niveau hutt, fir dann duerno och kënnen déi Technicitéit vun deem, wat Der braucht, musse kënnen ze léieren.

An datt Der do Leit mat Première rekrutéiere quasiment musst, schéngt mir a priori absolutt logesch ze sinn, datt Der déi dann op eng Formatioun duerno eréischt musst schécken. Datt Der dann eréischt déi spezialiséiert Formatioun musst maachen, schéngt mer alles logesch a sënnvoll a richtig, wéi Der eis et elo erkläert hutt. An doraus schléissen ech, datt alles dat, wat mer elo erzielt kritt hunn, d'Arméi huet dat net, also net elo, mee déi Kéiere virdrun, huet dat net misse wëssen, well se hätt jo souwisou a sechs Méint all déi Leit do kënnen ouni Problem zur Verfügung stellen. Schonn eleng duerch de Fait, duerch dee Fait, wat Der elo gesot hutt, net geet. An op där anerer Säit hutt Der natierlech och Recht fir ze soen, da musst der se och nach fannen.

An e Risiko, e Satellitt an d'Luucht ze schéissen an emol net sécher sinn, ob een d'Leit fënnt, schéngt mer jo awer och net nëmmen e politesche Risk ze sinn, mee och en allgemengen, en inakzeptabele Risk ze sinn, soudatt ech am Fong an deem, wat Der elo kuerz a richtig beschriwwen hutt, wat mir och alles aliicht an där Logik wéi Der et sot, mir just confirméiert, ech gi vun deem, wat ech virdrun, déi Kéiere virdu schon emol scho geduecht hunn an och héieren hunn.

Ech hunn nach eng zousätzlech Fro, déi ech wëll stellen. Mee ech mengen, datt ech och schon d'Äntwert weess. Dat heescht, am Budget vun der Defense, also net am Budget vun der Defense, am Budget vun der Arméi war jo dann och näischt virgesinn, weeder Rekrutement hutt Der virdu gesot vun deene Posten an och am Pluriannuel net nach Suen, fir dann déi noutwendeg Infrastrukturen op den Härebierg ze bauen. Ech hunn et selwer gekuckt, dofir ass et am Fong eng rhetoresch Fro, et war näischt do. Dat heescht, all déi Saachen, déi waren och net am Gesetz virgesinn, se waren net am Budget virgesinn, se waren net am Pluriannuel virgesinn, se waren einfach, se sollte vum Himmel falen.

(...)

M. Alain Duschène.- Nee, ech hätt awer nach vläicht déi drëtt Fro, wou et drëms gaangen ass, d'Personalkäschte wa mer Projete maachen, ob Personalkäschte mataberechent ginn.

Do ass et esou, dass mir jo all Joers oder och am Pluriannuel, wéi dat wat mer elo gemaach hunn, kucke wivill Leit brauche mer an Zukunft, fir eis Missiounen kënnen ze erfëllen. Dat hu mer jo gemeet. Wou mer elo dee Plan pluriannuel do guttgeheescht kritt hu vun der Regierung. An do hu mer gekuckt wat mer brauchen. Mee do war deen heite Projet, einfach net mat dran.

Wa mer en aneren huelen, wou mer wëssen, dass mer Leit méi brauche fir eng Gestiou vum irgengem Projet, ma da gesi mer dat iwwert dee Wee vir. Mee wann et, dat hänt och dovun of wivill Leit dass en et sinn. Wann et der een, zwee sinn, da geet et an der Mass mat ënner. Mee wann et der awer vill sinn, da muss awer iergendeppes virgesi sinn. An da soll een et och virgesinn. An dann ass et natierlech ëmmer eng Saach et virzegesi fir ze rekrutéieren. An ech si jo och frou, dass mer elo endlech déi CR-Nummere kréien. Mee elo ass et emol un eis, fir dann och Rekrutementer ze tätegen an déi Leit ze fannen. An dat ass dann de Problem, well esou einfach ass dat net.

(...)

M. Claude Wiseler (CSV).- Ech wéilt dann nach eng Zukunftsfro stellen, obwuel Dir, wann Dir elo a Pensioun gitt, net méi vill domat ze dinn hutt, mee trotzdeem Är Meenung doriwwer géif mech awer interesséieren. Et ass jo elo virgesinn, wat ech fundamental och richteg fannen, datt dat elo mol alles ausgelagert gëtt, well et iwwerhaupt soll emol fonctionéieren an datt dann au fur et à mesure vum deenen nächste Joren indéfini lues a lues sech da méi eng Kompetenz sollt opbauen, fir dat dann zumindest deelweis kënne matzeiwuerhuelen. Dat deelt Dir och als Aart a Weis fir virzegoen, dat fannt Der positiv. Mengt Dir d'Armée kéint dat eng Kéier ganz iwwerhuelen? Oder sidd Der warscheinlech ëmmer ugewisen op Expertise extérieure. Also dat ass elo keng politesch Fro, et ass just eng Interessensfro.

M. Alain Duschène.- Jo, do denken ech awer, dass mer, et sinn, wann ech kucke wivill Leit, dass do gebraucht ginn, déi wäerte mer och net an deenen nächste fënnef, zéng Joer opgedriwwen hunn. Mee dass mer awer eng Kärkompetenz opbauen, wou mir dann ëmmer méi Asiicht dran hunn, dat gesinn ech wierklech an, dat ass machbar. Mee dat muss lues a lues ugoen.

Wann Der kuckt am Satellittekommunikatiounsberäich, do hu mer jo 2015 eis Antenn do operéiert. A wann een elo kuckt, wat mer haut fäerdegbréngen. Haut si mir am Mali déi, déi hinnen d'strategiegesch Kommunikatioun zur Verfügung stellen. Am Mali, dat heescht vu Bamako aus op déi verschidden eenzel Campsen, déi baussend Bamako leien, ma do si mär, mär Lëtzebuerger ginn d'Kommunikatioun fir déi ganz Minusma do tätège mär oder bewierkstellege mär. Dat heescht, mir hunn eis elo an deene leschte Joer eng Kompetenz an deem doten Domän opgebaut. Sou gesinn ech och, dass et machbar ass dat anert, mee awer lues a lues. Mär musse realistesch bleiwen.

(...)

Mme Diane Aدهم, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- Also, ech muss éierlech soen, ech hunn ëmmer méi Problemer mat deem Dossier. Well mir haten een Här Beaudot hei sëtzen, deen da bei der Defense schafft, deen huet eis, fir just dat Beispill vum der Formatioun ze huelen, deen huet eis riichter aus gesot, dass dat eng Formatioun ass fir en Ënneroffizier vu sechs Méint ...

Une voix.- Jo.

Mme Diane Aدهم, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- ... an dass déi Leit um Härebierg sinn an dass dat kee Problem ass, fir dat ze maachen.

Une voix.- Jo.

Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- An dann héiere mer awer ëmmer erëm vun der Arméi, also dat gëtt da souwuel vum Här Bausch wéi och nach vun Iech, Här Generol, gesot, dass dat net goe géif. An, bon, ech gleewen och, dass een dat dote mat Sécherheet net esou einfach a sechs Méint hikritt. An dann Ënneroffizéier, dat ass Niveau Expéditionnaire, dat ass eng Onzième, do mussen et Leit sinn, déi schonn extreem caléiert sinn, fir dat doten iergendwéi awer a sechs Méint hinzekréien.

An dann, et sinn normalerweis och net nëmme méi onbedéngt Expeditionnairen, mee da si se och e bësse méi wäit an hirem schoulesche Parcours. Duerfir hunn ech awer elo do wierklech e bësse Problemer. Den Här Beaudot seet eis dat eent. An da kréie mer op där anerer Säit dat anert gesot. Den

Här Beaudot huet eis och iergendwéi gesot, jo, am Ufank wier dat awer kee Problem gewiescht, fir dat op déi ... Also wann ech mech richtig erënneren, huet hien dat jo awer och gesot, dass dat kee Problem gewiescht wier, fir et op den Härebierg ze stellen. An dann op eemol heescht et, nee, et geet awer net um Härebierg.

Also, ech muss éierlech soen, wat mir méi iwwert deen Dossier do schwätzen, wat ech ufänken, manner kloer den Duerchbléck an där Saach do ze hunn.

Mee da géif ech mer awer, jo, eng aner Fro erlaben un d'Arméi dann: Füllt Dir Iech da prett, fir an Zukunft eng Kéier déi Imagerie do ze iwwerhuelen, wann Der dann déi néideg Leit fanne géift? Well, wann ech dat richtig verstanen hunn, mussen déi Poste kreéiert ginn. De Moment gesäit dat beim Staat och net aus, wéi wann do nach Tonne Posten an nächster Zukunft kreéiert ginn. Déi Leit mussen bei Iech eng Instruction de base maache vu véier Méint...

M. Alain Duschène.- Eng Formatioun, dat geet net duer. Dann d'Formatioun vum Ënneroffizéier, ee Joer.

Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- An dann d'Formatioun vum Ënneroffizéier. Da si mer schonn op annerhallwem Joer. An dann eréischt gi se an déi dote Formatioun, déi dann nach eng Kéier, jo, soe mer, ëm ee Joer dauert. Dat heescht, déi Leit, wa se bis do sinn, si mer mindestens zwee Joer mat deene Leit ënnerwee. Dat heescht jo, déi sinn definitiv net do. Dat heescht, dat muss vun iergendengem Externen dann an Zukunft gemaach ginn.

M. Alain Duschène.- Dat ass, wat mer virdru gesot hunn, dass et an enger éischer Phas vun Externe soll gemaach ginn an dass mir lues a lues eis do mat eraklinken. A mir hunn och elo, wann ech eis Ënneroffizéier kucken, do sinn der och dobäi, déi eng Première hunn, déi dat dote vläicht kënne maachen. Mee déi Zuel, déi ass awer ganz geréng. A wa mer awer eréischt, wa mer spéiderhin, wou mer jo soen, d'Ënneroffizéier ginn alleguer mat Première rekrutéiert, jo dann hu mer den Niveau, dann

hu mer méi Leit. An dann natierlech mussen mer och déi Leit emol nach fannen. An dat ass net vun haut op muer.

Wann ech Iech soen, jo, d'Gesetz, denken ech, wa mer Chance hunn, da gëtt dat vläicht Enn d'nächst Joer gestëmmt denken ech, wa mer Chance hunn, da gëtt dat vläicht Enn d'nächst Joer gestëmmt an da mussen mer jo d'Rekrutementer tätegen, mussen mer d'Leit op d'Schoul schécken. Da kënnt nach eng Kéier déi ganz Period do mat hannendrun. An dofir a mengen Ae wär et méi, wär et besser elo mol, wéi gesot, dat outzesourcen an da lues a lues mat eenzel Leit eraklammen, fir dann à terme da méi e groussen Impakt do ze hunn.

(...)

M. Alain Duschène.- Zum Thema Personal. Ob mir et fäerdegbréngen, fir ... Sot mer nach eng Kéier déi éischt Fro, sorry, ech hat do ...

M. Marc Goergen (Piraten).- Ech hat Äre fréiere Personalchef esou verstanen, wéi wann deemools hien net gefrot gi wär, ob d'Armée et iwwert d'Ausbildung bezéiungsweis och fir neier ze fannen, also Ëmstrukturéierung vun der aktueller bezéiungsweis neier net gefrot gi wär, ob dat iwwerhaupt méiglech war deemools.

M. Alain Duschène.- Dat ass wouer. Wéi gesot, mir waren do jo net am Loop fir eeben eis doriwwer Gedanken ze maachen, well mer guer net doriwwer approachéiert gi sinn. Dat ass e Projet, deen op der Defense gelaf ass. Si hunn dat do geréiert. A mir sinn do net implizéiert gewiescht. An duerfir konnte mir och näischt wëssen. An duerfir konnt hien och als Personalchef, well wann et bei him erofdréipst, da kënnt dat vun uewen erof an hie kritt gesot, hei kuck emol, ob dat dote machbar ass, ob mer dat dote kënne maachen. Mee vu que dass mir et emol uewen an der Ieweschter Chaîne net matkritt hunn, konnt hien et och net wëssen.

(...)

M. André Bauler (DP).- Merci, Madamm Presidentin. Jo, merci, Här Generol, fir all déi do Erklärungen. Effektiv et huet een e bësse „bouche béante“ wann een dat héiert, net well et langweileg gewiescht wier, mee well een aus dem Staunen net erauskënnt. Jiddefalls kann ee jo da feststellen, dass de Projet net bei lech, mee ausschliisslech an der Defense gelaf ass an och dowéinst de Personalchef vun der Armée net a Kenntnis gesat war, dass een also net kann an deem Sënn vun enger Zesummenaarbecht schwätzen, wéi se hätt misse sinn, fir dass deen Dossier hei anescht ugepaakt gi wier. Well wann een dat elo esou kuckt, gëtt ee jo awer dat ongutt Gefill net lass, wéi wann hei d'Päerd vun hanne gesuedelt gi wier. Et ass e bësse wéi wann een en Haus baut an et bestellt een eng Buedkummer oder eng Kichen an déi huet ee bestallt an op eemol stellt ee fest, wa se soll agebaut ginn, dass et hannen a vir net mat de Moossen rausgeet oder dass een de Frigidaire vläicht oder d'Kachmaschinn muss suppriméieren. Ech wollt dat elo mol e bësse pädagogesch plaktiv soen. Mee et geet awer e bëssen an déi do Richtung mat alle finanzielle Konsequenzen, déi dat hei jo och huet. Well hei ass jo dann e Projet wou all Depensen am Virfeld net bekannt waren a wou dann eeben eng Rei Iwwerraschungen ënnerwee ze verzeechne sinn, mat deene jiddefalls d'Chamber net konnt rechnen, well se, wéi se dee Projet hei gestëmmt huet, dovunner ausgaangen ass, an ech denken och de Rapporteur, de Marc Angel, dovunner ausgaangen ass, dass en en âme et conscience hei kéint e Projet virdroen, deen awer duerno fir eng Rei, wéi ech gesot hunn, Surprisën gesuergt huet.

Et ass éischer eng Konklusioun wéi eng Fro. Mee ech wollt déi Konklusioun awer fir mech nach eng Kéier zéien oder fir eis, well net dass mer eppes Falsches dobausse soen.

Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- D'Madamm Garcia wëllt eppes soen dozou.

Mme Garcia.- Merci, Madamm Presidentin. Also am Fong wollt ech nëmme kuerz eng Kéier op d'Propose vum Geoffroy Baudot zrëckkommen, fir déi einfach an de Kontext ze setzen. Wat de Geoffroy Baudot gesot, also wat hie gemengt huet, ass hien an der Belsch wann een en ausgebildeten Ënneroffizier ass mat enger gewëssener Erfahrung an engem Beräich an et ass ee bereet fir ëmforméiert ze ginn, jo dann ass déi Formatioun en tant que telle sechs Méint. Dat

géif heeschen, wann d'Arméi scho 25 Leit prett gehat hätt, déi näischt aneres ze di gehat hätten an et hätt een déi da sechs Méint ëmforméiert, bon, dann hätte se e puer Saache kéinte maachen, mee da bräicht een och ëmmer een, deen de Commandement seet, deen hinne seet wat se ze maachen hunn, well een awer net vun haut op muer kann esou e System operéieren. Dat heescht d'Formation en tant que telle, déi ass sechs Méint. Mee wann een natierlech keng Leit huet a bei Null ufänkt, da muss een natierlech wéi de General gesot huet, déi Leit als Éischt emol fannen, dat heescht d'Arméi och nach aner Saache wou se maachen, dat heescht da muss een entweder all seng aner Projeten zrëckstellen an déi net méi maachen, dat heescht all déi aner Engagementer kann een net méi erfëllen. An natierlech muss ee Leit um Marché fannen, se ausbilden als normalen Ënneroffizéier, do d'Formatioun maachen. An am beschte brauch een och nach en Offizéier oder en aneren, deen dat Ganzt da superviséiert an deen de Commandement dovunner mécht an deen dann d'Responsabilitéit dovunner iwwerhëlt, deen et momentan och net an der Arméi gëtt.

Dat heescht dat wär just nëmme kuerz fir de Kontext ze setzen. Dat wär eeben, dat war geplangt fir den, net fir d'Steierung vum Satellitt, mee fir den DPC, wou eeben d'Demanden erakommen, traitéiert ginn a wou ee kuckt, ob et sech nom Archivage ginn oder net a wou se dann, wa se net ginn, weider an d'Programmation schéckt. Dat war nëmme fir de Kontext eng Kéier kuerz. Merci.

3.3. Le rôle de LuxGovSat

Extrait du procès-verbal de la réunion de la commission du 11 mai 2020

M. le Ministre rappelle que GovSat s'est désisté vu que l'entreprise exploite un système satellitaire qui, d'un point de vue technique, se distingue nettement du système visé par le projet sous discussion

Extraits du verbatim de la réunion de la commission du 8 juin 2020

Partick Heck - Well déi Leit, pardon, déi Clienten, déi u LuxGovSat interesséiert waren, do ware jo och Arméien, do waren och État-majoren, déi si fir d'Alleréisch emol bei d'Defense komm. An déi hätte gär mat der Defense en Accord gehat, well se gezéckt hunn, mat enger reng privater Société anonyme esou sensibel Saachen ze maachen. Well mer déi Lektoun hate vu LuxGovSat, dass mer do en Handicap dran haben, hu mer decidéiert, da brauche mer d'Arméi, fir dat hei ëmzesetzen, da geet dat vill méi einfach, well do hu mer jo eng Relation militaire à militaire, wat dat vill méi einfach mécht mat de Clienten.

(...)

Partick Heck - Mee wann een deen éischten Exposé des motifs liest, wat war l'intention vum Legislatuer? Wat war eis Intention? Wat war eisen État d'esprit? Dat war ganz kloer, dass d'Exploitation soll vu LuxGovSat gemaach ginn, also déi 15 Milliounen.

(...)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Wann ech nach eng Kéier just dierf nohaken an dann halen ech de Bak. Fakt ass, Dir sot, mir hätten d'Steierung, dat war ëmmer d'Konzeptioun mat

GovSat. Firwat ass GovSat ofgesprongen? Dir hutt gesot, mir waren Der Meenung, dass déi Antennen op den Härebierg gehéiert hätten, ofgeséichert, wéi Der sot. Et brauch een also déi ganz Ofsécherung net ze maachen. Et brauch een net mat engem Privaten e Kontrakt ze maachen, mat Ofsécherung, mat allem. Firwat ass dat net zréckbehale ginn? Dat sinn awer Froen, déi relativ essentiell sinn an déi an d'Geld schloen, quitte dass et och eppes kascht hätt, mee awer hei am Land bliwwen wär, Retombéeën. An da war och ee Moment de Constat gemaach ginn, datt do wär souwisou e Projet gewiescht, deen een direkt gesinn hätt, dass d'Arméi en net kéint stemmen, mat wat herno d'Auswärtung an esou weider ugeet.

M. Patrick Heck.- Ech hu mer elo séier opgekritzelt, well ech hat vergiess et opzeschreiwien, wéi Der mer d'Fro gestallt hutt. LuxGovSat jo, LuxGovSat war virgesi fir d'Steierung vum Satellit, also an eiser Astellung, an eiser Virstellung d'Exploitatioun. Ech kommen ëmmer op deen éischen Exposé des motifs zréck vum Dezember 2017. Dat ass kloer, dat war fir LuxGovSat geduecht, d'Exploitatioun, wann net dee ganze Rateschwanz an der Arméi hannendru wär. Firwat? Majo, well LuxGovSat, de Board vu LuxGovSat ëmmer gesot huet, dat do ass eppes, wat mer kënnen, dat do ass eppes, wat mer wëllen, dat do ass eppes, wat bei eis Strategie passt. Net méi spéit wéi de 25. September, an dat hunn ech erëmfonnt, d'Dokumenter aus dem Board vu LuxGovSat steet ganz kloer dran, dass de LuxGovSat dee Projet do wëllt matmaachen. Firwat si se ofgesprongen? Dat weess ech net.

D'Antennen zu Dikrech. Ech weess net, ob Der schonn alleguerten zu Dikrech waart. Wann een do aus der Kasär eropgeet op de Botterweck lénks huet een, do sti schonn d'WGS-Satellitten an d'LGS-Satellitten. An de Footprint vun deene Satellitten, déi mir hei wollte maachen, war ongeféier dee selwechte Gabarit wéi dat, wat do steet. Dat war natierlech ni festgeschriwwen, schrëftlech festgehalten, Dir setzt déi Antennen do an dohinner. Mee et war vun den Experte vun der Arméi war gesot ginn, dass dat onni Problem kéint dohinnergestallt ginn. Firwat maache se et net? Kann et net bewäerten, ech weess et net. Ech hunn net nogefrot, muss ech éierlech soen.

D'Externalisatioun nach eng Kéier. Dat ass fir mech e ganz wichtege Punkt. Firwat wollte mir et net externaliséieren? Well de Choix politique vun der Regierung war, wéi an de Ligne-directricë steet, mir hätte gär, dass d'Arméi sech nei Beruffer uléiert. D'Arméi hat eng grouss Erfahrung am Beräich SatCom, jo, Kommunikatioun, net Observatioun. Mee dat ass awer e Kasesprong, fir och deen Typ Technologie ze beherrschen.

D'Arméi schéckt hir SatCom-Teams haut an eng ganz Rei Länner. Dofir war et fir eis wichtig, dass d'Arméi deen neie Savoir-faire do léiert, fir aner Profiller kënnen ze rekrutéieren, fir net am Rekrutement a Konkurrenz ze si mat der Police a mat deenen aneren Administratiounen. Fir an eng aner Richtung ze rekrutéieren, war et fir eis wichtig, dat do net ze externaliséieren. An hu mer festgestallt, dat hunn ech jo och gesot, mat LuxGovSat hu mer eng Rei Obstakelen, un déi mer warscheinlech fréier net geduecht hunn, dat weess ech net, dass et méi einfach ass, wa mir dat do en propriété directe verwalten eis Arméi mat hire Kontakter, mat hiren auslännesche Kolleegen zesummeschafft, dat wier vill méi einfach, vill méi natierlech, vill méi logesch a vill méi pertinent gewiescht. Dofir wollte mir et net externaliséieren.

(...)

M. Patrick Heck.- Jo. Zu der Signature vum Kontrakt nach. Eng vun deenen Optiounen, déi ech virdrun och gesot hat, dat war eebe LuxGovSat kënnen ze bezuelen op der Basis vun de Recetten, déi mer, déi mer ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Iwwert d'Billier.

M. Patrick Heck.- ... iwwert d'Billier, voilà, 10% vun der Capacitéit vum Satellit sollt jo kënnen u privat Clientë verkaf ginn. Mir wësse jo wat Billier kaschten. Do konnte mer ausrechnen, majo wa mer 10 % d'Joer kënne verkafen, kréie mer 31 Milliounen d'Joer eran. Mir brauchen 1,5 Milliounen d'Joer fir LuxGovSat, dat wier u sech duergaangen. A mir hunn dem Minister dat esou erkläert an dem Minister do eebe Sécherheet ginn, dass dat eng Optioun wier. An op där Basis huet de Minister ënnerschriwwen, well mir ëm gesot hunn, dass dat eng „option viable“ wier.

(...)

M. Geoffroy Beaudot. - En effet, dans le projet de loi initial, il avait été prévu qu'une partie de l'opérationnalisation du système serait effectué par l'armée et donc, "sans coût". La partie technique, ce qui est repris comme "exploitation" dans la loi actuelle, était prévu pour LuxGovSat. Il faut comprendre que dans la gestion globale d'un système satellitaire, il y a plusieurs entités. Notamment, dans un système d'imagerie satellitaire comme le LUXEOSys, il y a une entité qui sera en charge de parler avec les utilisateurs. Ces opérateurs vont recevoir les demandes d'images, les distribuer une fois qu'elles auront été prises par le satellite et les archiver sur des bases de données.

Donc, la fonction de cette entité opérationnelle du système LUXEOSys est de recevoir la demande, l'analyser et envoyer le *tasking* vers une autre entité plus spécialisée afin de réaliser un "plan d'imagerie". Ce plan sera d'ailleurs réalisé par l'armée belge. Une fois que l'image aura été prise, il faudra également l'envoyer vers les utilisateurs. C'était exactement cette partie-là qui était prévue pour l'armée. C'est une compétence de gestion, recevoir des demandes, analyser des demandes, transférer les demandes et distribuer les images une fois que les images sont prises.

La partie technique du projet, celle prévue pour LuxGovSat, c'est ce que l'on appelle le MOC - *mission operation center* – c'est à dire le centre "qui parle avec le satellite". Là, en effet, et depuis le début du programme (comme mentionné dans le cadre de l'exposé des motifs de la loi), c'était une partie technique que l'armée ne pourrait pas gérer à moyen terme. Pourquoi ? Parce que pour opérer un satellite, il faut certaines compétences pour communiquer avec le satellite, le bouger pour éviter des collisions, le maintenir sur sa position orbitale, lui transférer les plans d'imagerie et bien d'autres choses encore. Comme on savait dès le début que c'était une partie technique, nous avons prévu un budget spécifique de 15 millions d'euro car ces services ne pouvaient pas être confiés à l'armée.

(...)

En termes de nombre de personnes, je pense que c'est important également de le préciser, ce centre de gestion des images représente *grosso modo* 25 personnes. Ces compétences qui étaient prévues pour l'armée luxembourgeoise. Pour la partie gestion technique, le MOC,

prévue pour LuxGovSat, on parle d'un chiffre de 20 personnes et c'est en effet les 15 millions qui étaient prévues dans la loi initiale et qui ont disparu au moment de la signature du contrat.

Voilà, je pense que c'était important de le préciser car lorsque j'entends que l'armée ne disposait pas des compétences techniques pour opérer le système, il faut nuancer. Certes, en 2018, il n'y avait pas eu de concertation avec l'armée, nous n'avions pas encore pu expliquer en détail le rôle que l'on voulait confier à la défense. Maintenant dire que c'est impossible, en quatre ans, de construire ces compétences de gestion du LUXEOSys, là, j'é mets un avis personnel, je pense que c'est un peu aller trop loin. Je parle d'expérience par rapport à la défense belge, c'est une formation qu'on donne à nos sous-officiers en 6 mois. Donc ce n'était pas à priori complètement irréalisable selon moi (d'un point de vue compétence technique).

(...)

M. Geoffroy Beaudot. - Il faut savoir également que pendant toute la procédure, que ce soit l'étude et même au moment de la rédaction des besoins fonctionnels, nous étions conseillés par SES et LuxGovSat. Sur recommandation de SES, nous avons ouvert le marché pour, notamment mettre pression sur les prix d'OHB. Donc nous savions en mai 2017 que nous avions perdu la marge pour l'exploitation, les 15 millions qui étaient prévus pour LuxGovSat, nous en étions donc en mai 2018 avec une offre à 165 millions et il était déjà évident en mai 2018 qu'il y manquait 15 millions pour, par rapport au projet de loi qui était à 170 millions et que la marge prévue de 10% était également envolée.

(...)

Extraits du verbatim de la réunion de la commission du 29 juin 2020

M. Étienne Schneider. - Da wëll ech lech soen: Firwat hu mer dee Projet do gemaacht, einfach emol vum Prinzip hier? Ech hunn dat ëmmer gesot, an ech mengen an der Defensekommissioun wësse se dat zumindest, ech hunn ëmmer gesot, wa mer scho musse méi Sue fir d'Defense ausginn, da musse mer se och esou ausginn, dass se e Retour économique op Lëtzebuerg hunn. Ech erënneren drun, dass ech och Wirtschaftsminister war an dass et mer wichtig war, dass mer d'Suen net einfach zur Fënster erausgeheien, spréch an d'Ausland Material kafe ginn, an dass eis Economie näischt dovunner huet.

Dobäi kouw, dass mer an deene leschte Joren dee ganze Spacesector ganz staark developpéiert hunn zu Lëtzebuerg. An drëtt Argument, fir op déi Satellittentechnologie ze goen, war déi, dass mer den Knowhow hunn iwwert SES, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, mee och iwwer LuxGovSat, déi mer jo kuerz virdu gegrënnt hunn an dass et also duerchaus Sënn géing maachen, fir esou ee Projet ze maachen, d'autant plus wou e vun der NATO gewënscht war, fir deen hei ze maachen a fir deen hei ze developpéieren a fir dann och, an dat ass mengen ech en net onweesentleche Punkt, fir dofir ze suergen, dass eis Arméi, déi jo op Reconnaissance spezialiséiert ass, dass déi muer och d'Moyenen huet, fir an deem Domän weider hire Mann an hir Fra kënnen ze stoen op dem NATO-Niveau.

(...)

Dat heescht, mir hätten e Partenariat gehat tëschent OHB-I, déi d'ailleurs och hei zu Lëtzebuerg present sinn, mee awer och mat LGS, LuxGovSat, wou jo eng Gesellschaft ass, déi mer och hei zwëschent dem Staat an der SES gegrënnt hunn. Si ware bereet mat HITEC zesammenzeschaffen. Se ware bereet mat Luxspace zesammenzeschaffen. Dat heescht dee Montant, dee mer un OHB-I bezuelt hätten, wär zu engem gudden Deel erëm un ekonomesch Acteuren hei zu Lëtzebuerg zrëckgefall. An dofir war dat ee wichtegt Argument, well déi zwee aner hu kategoresch refuséiert mat Lëtzebuerger Entreprises ze schaffen. Déi sote ganz kloer, dass si de Projet komplett géinge bei sech entwéckelen an en dann à Dispositioun stellen, mee haten absolutt keen Interêt mat Lëtzebuerger Firmen ze schaffen. Fir mech war dat schonn e wichtige Grond, fir net begeeschtert ze si vun deenen zwou Offeren.

(...)

M. Étienne Schneider.- Also wat d'Plaz ugeet, do hate mer jo d'Experten, souwuel déi vun der belscher Defense wéi déi vun SES an déi vu LuxGovSat, déi eis jo beroden hunn an deem Dossier. An déi hunn alleguerten eis zumindest déi Zäit bestätegt, dass dat technesch alles machbar ass, fir dat um Härebierg ze maachen an och dat eigentlech déi bëllegst Optioun wär, aus deem einfache Grond, well een de Site net méi muss securiséieren, well en et schonn ass, an zweetens, well all d'Leitunge vun der Post och schonn do leien. Dat eenzegt wat ass, dat ass effektiv, dass een déi Antennen hätt missen net einfach op de Buedem stellen, mee misste méi héich setzen. Dat wat dat, wat deemools aus den Etüden erausgaange war. Dat ass awer näischt, wat elo technesch an deem Sënn e Problem gewiescht wär.

(...)

Claude Wiseler : A meng drëtt Fro, an déi ass wierklech awer net onwesentlech, dat ass déi vu LuxGovSat. Ech verstinn awer nu wierklech net, datt LuxGovSat seet bis 2018: „Mir maachen dat. Dat ass schéin. Dat ass gutt. Dat ass super. Dat ass genau dee Projet, dee mir brauche fir eis Zukunft matzeassuréieren.“ An dann zwee, dräi Méint no de Wale seet en: „Nee, dat do geet guer net. Dat brénge mer jo iwwerhaupt net fäerdeg.“

Dofir meng Demande, Madamm Presidentin, ech hunn elo déi eng Ausso héieren, ech hunn déi aner Ausso héieren. Ech géing gär mat de Responsabele vu LuxGovSat schwätzen, fir ze kucke wisou et kann esou sinn an duerno kann anescht sinn a wat dann elo d'Grënn dovunner sinn. Well dat muss jo awer kloer sinn. Mir kënnen awer net, also ech weess net, wat elo Realitéit ass. Ech liese ganz kloer am PwC, wat déi do schreiwen. Dat ass en Dokument, wat ech vun der Regierung kréien. An ech hätt elo gär Kloerheet iwwert déi Situatioun. Mee vläicht kann den Här Schneider eis nach eng Kéier dat affinéieren. Wéi gesot, ech hunn nach fënnf Punkten hannendrun, mee ech wëll awer elo net monopoliséieren.

(...)

Dann zu deenen, wat hat Der nach do, Perimeter. Wat hat Der do? D'Perimeter vum Budget, jo, Segment Sol. Déi Etüden, ech mengen do ass et jo esou, dass ... Dat si jo keng Etüden, wou mer elo iergendee vun auswäerts huelen an deem en Optrag ginn, fir vill Geld an dee geet da während sechs Méint kuckt deen alles an dee schreift eis dann e schéine Bericht, ob een déi Antennen op den Härebierg ka setzen oder net.

Wat do geschitt ass zu deem doten Zäitpunkt, dat ass dass d'Experten, den Här Beaudot, deen déi dote Saache fir d'belsch Armée ëmmer gemaach huet, dass d'Experte vun der SES, dass d'Experte vu LuxGovSat, dass d'Experte vum Ministère de l'Économie vum Beräich *Space* a Satellitten, dass déi sech déi Saach ugekuckt hunn a gesot hunn, ënner gewësse Konditiounen, an dat ass eeben dat fir déi Antenne méi héich ze setzen, kann een dat parfaitement um Härebierg maachen. An do ass decidéiert ginn, mee da maache mer dat fir Käschten ze spueren. Da brauche mer net iergendwou anescht ze goen, brauche mer net e Site ze kafen, e Site ze securiséieren, e Site mat Glasfieber unzebannen, et cetera. Hei hu mer alles sur place. D'ailleurs hu mer schonn aner Satellitteschosselen do stoen, de WGS ënner anerem, de LuxGovSat steet do.

Alles dat waren awer alles Argumenter, fir ze soen, majo, wa keen Expert e Problem huet, fir dat op den Härebierg ze setzen, dann hale mer dat esou fest. Dass herno am Detail gekuckt gëtt, wou genee dee Satellitt muss stoen a wéi deen ausgeriicht gëtt, dat kënn duerno. Sou genee konnt deen Investitiounsprojet ni sinn.

(...)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- ...Wat versteet deen een ënner Gestiouen a wat versteet deen aneren ënner Gestiouen? Ech hu festgestallt, dass den Här Heck sech eppes komplett aneschters ënner Gestiouen virgestallt huet a sech beruff huet op wéi et ëmmer gemaach ginn ass, wéi mer elo d'Notioun am Projet de loi erëmfannen. Den Här Heck seet: „Fir eis war d'Gestiouen d'Steierung vum Satellitt. Dat hätt solle LuxGovSat maachen. An zouginnerweis do wär et net ganz duergang am Projet. Mee vu dass de Projet awer 31 Milliounen d'Joer soll ofwerfen am Verkaf u privat Interessenten.“ 31 Milliounen Euro. Am Endeffekt hätte mer jo bal e Benefiss mam Satellitt gemaach.

(...)

An da LuxGovSat ass begeeschtert vun deem Projet an da LuxGovSat wëllt net méi. Da sinn ech där selwechter Meenung wéi de Claude Wiseler. Da musse mer vläicht mat deene schwätzen, déi soten, mir si begeeschtert. A mer musse mat deene schwätzen, déi soen, mir sinn net méi begeeschtert. A froen, wat do derzwëschent komm ass, firwat dass een net méi begeeschtert ass. Well a mengen Aen, ech sinn elo keen Expert, wann ee Retombéeën zu Lëtzebuerg wëllt, dann huet een Interêt, dass d'Projeten, déi zwar net déi selwecht sinn, mee déi awer och do uewe ronderëm kreesen, dass déi iergendwéi Synergië matenee maachen. Dat gëtt jo awer Sënn, mengen ech a menger Naivitéit.

(...)

Etienne Schneider : (...) Ech si selbstverständlech responsabel fir déi Milliounen, déi gefeelt hunn, well et net méi opgaangen ass fir LuxGovSat, déi 1,5 Milliounen d'Joer iwwer zéng Joer, fir déi ze finanzéieren, mee awer nach ëmmer mat dem Punkt, dass mer Recettë generéiert hätten, wann et esou gemaach gi wär, wéi mir dat deemools virgesinn haten. Da wäeren et Recettë gi vun 31 Milliounen d'Joer, déi opposéiert wäeren zu engem Surcoût, deen net méi am Budget ofgedeckt gewiescht wär vun 1,5 Milliounen d'Joer.

(...)

M. Étienne Schneider.- Exploitatioun jo, Exploitatioun ass deen Deel, d'Verbinding, d'Steuerung vum Satellitt, déi duerch LuxGovSat soll gemaach ginn. D'Gestioun ass dat wat d'Zaldoten, Militären op der, um Härebiereg sollten domadder maachen. Nämlech déi Biller verwäerten an déi Biller deene ginn, déi se ufroen an déi ganz Gestioun. Dat ass d'Gestioun. Just, dass, bon, et ass natierlech, wéi gesot,

(...)

schwéier ze erkläre wat den Ënnerscheid tëschent deem enge vun deem aner ass, mee fir eis huet den LGS ëmmer als Invest dobäi gehollef. Well ouni deen dote Volet kann de Satellitt iwwerhaupt net fléien. Da flitt en an déi éischt, den éischten Objet, deen em entgéint kënnt, dann ass e futti. Dat heescht dat ass e vitale Punkt vum Investissement vun deem Satellitt, dass LGS dee Satellitt steiert. Mee alles wat herno mat de Fotoe gemaach gëtt, déi de Satellitt schéisst, dat ass d'Gestioun. An déi sollt gemaach ginn iwwert d'Crédits courants vun der Arméi um Härebiereg mat deenen Zaldoten, déi sollten agestallt ginn, déi sollen déi Formatioun kréien, fir dat doten ze maachen.

(...)

M. Étienne Schneider.- ... ech soen lech just: Mir haten ëmmer, Dir wësst dat, Dir hutt et selwer gesot, bei der Defense sinn d'Aueren ëmmer anescht gedréit. An dat net nëmmen hei. D'ailleurs, eng Klammer op: Kennt Dir een Defense-Projet iergendwou am Ausland, deen net herno zu Komplikatoune gefouert huet, ëmmer erëm dowéinst? Et ass keen, deen iergendee Waffesystem sech liwwere gelooss huet, deen am Präis war. Keen, dee sech jee en Düsenjet liwwere gelooss huet, wou net herno 100... Dat soll keng Excuse sinn, ech soe just, dass dat do dat Ëmfeld ass, an deem ech als Minister hu musse schaffen. Mee richteg ass, dass HITEC meng Leit um Ministère kontaktéiert huet. An ech kann dat elo net, net hei bezeien, mee ech géif mech schwéier wonneren, wann déi net hir Iddi diskutéiert gehat hätte mat OHB-I, mat LuxGovSat, mat aneren, fir ze soen: „Ma solle mer net dem Lëtzebuerger Staat dat dote proposéieren? D'NATO brauch et en plus. A si mussen hire Budget...“ Déi liese jo och d'Zeitung, déi hu jo och matkritt, dass mer zu Wales eis engagéiert hunn, anstatt 80, 90 Milliounen, an Zukunft 400 Milliounen d'Joer auszeginn. An da wäeren et schlecht Geschäftsleit, wa se dann net op d'Iddi kéimen an ze soen: „Elo hëllef mer deem awer emol, déi Suen do auszeginn“. Voilà!

An doropshi sinn déi Kontakter gelaf. An doropshin hu mir gekuckt: Wat wëlle se eis dann do verkafen? Mir hunn awer du Récksprooch geholl mat der NATO: Ass dat dann eppes, wat sënnvoll ass? An d'NATO war net méi wéi dankbar, fir dat do kënnen ze kréien. An dunn hate mir, an deem Sënn, en interessante Projet, deen d'NATO brauch, dee wichteg ass fir d'NATO, deen an eise Capacitéiten ass, well et e Secteur ass, dee mer, dee staark zu Lëtzebuerg ass, Satellitesection, de Space-Secteur, dee mer amgang sinn auszebauen. An da koum nach dobäi, dass mer de Retour économique hunn, well mer emol eng Kéier Suen ausgi fir Lëtzebuerger Firmen, déi hei Lëtzebuerger Emploi och schafen. An dofir war et eigentlech, fir e Politiker, eng absolutt normal a gutt Léisung.

D'autant plus, wou hei ni dovun geschwat gëtt, mee wou an deem ini, ech weess net wéi et elo an deem Projet ass, vu dass ech en net kennen, mee am initiale Projet och dovun ausgaangen ass, dass mer nach Suen domadder verdéngen, dass mer 31 Milliounen Euro

d'Joer domadder géife verdéngen andeem mer d'Billen verkafen. Dovu gëtt elo net geschwat. Mee och dat war jo en Deel, en Deel vum Projet. An elo weist mir en Defense-Minister, deen net bereet wär esou e Projet ze maachen, dee sou vill positiv Impakter huet, wann e souwisou déi 400 Milliounen d'Joer muss ausginn. Well en huet kee Choix. E muss se ausginn.

(...)

M. Sven Clement (Piraten).- Jo. Well den Här Schneider dat elo nach eng Kéier an d'Spill bruecht huet. An dat am Briefing, dee mir bis elo kruten, och dee vun den héich bezuelten Auditeuren, déi jo anscheinend net jiddwerengem nogelauschtert hunn, obwuel hiren Numm Auditeur jo u sech géif dat viraussetzen. Bref, mir krute gesot, datt iwwert d'Kommerzialisatioun vum Satellitt an och vun deene Billen net konkret nogeduecht gi wier. Eebe grad well et dës Kéier, au contraire vu LuxGovSat oder vum GovSat besser gesot, hei kee kommerzielle Projet wär, mee e staatleche Projet. Also een, wou deen eenzege Retour on invest, an ech hunn dat mengen ech dräimol, relativ am Ufank schonn, mee fir d'Lescht e Freideg och un d'Leit gestallt an de Retour war ëmmer: „Nee, mir gesinn dat als Contribution internationale, am Zwëschestaatlechen, am Government-to-Government-Beräich un“. Dat ass awer kee monetäre Retour, dee mer géife kréien. Dir hutt eis elo e puermol hei gesot, datt dee Satellitt potenziell eng kommerziell Retombée hätt kéinten hunn. Dofir, wëll ech einfach da vun lech, dee jo, à l'Inception vun deem Satellitt stoung, wëssen: War et am Ufank de Plang, déi Billen kommerziell kënnen ze notzen oder net?

M. Étienne Schneider.- Ech weess net vu wéini un, dass dat geplangt ass. Ech weess just, dass vun deem Dag un, wou mir dee Kontrakt ënnerschriwwen hunn, nämlech am September 2018, mir gesot ginn ass, dass ech de Kontrakt kann ënnerschreiwen, well déi 12 Milliounen, déi feelen, iwwer zéng Joren, also 1,2 Milliounen d'Joer, déi feelen, déi fänke mer op mat deenen, mat der kommerzieller Vente vun 10 % vun de Capacitéiten, déi meng Experten evaluéiert hunn op 31 Milliounen Euro. An dunn hunn ech mer gesot, dunn hunn ech mer gesot: „Wann do 31 Milliounen Euro d'Joer erakommen, an dat ass och nach largement iwwerschat, da misst et jo zumindest awer duergoen, fir déi 1,5 Milliounen LGS ze decken“. An dofir hunn ech dat eigentlech net weider a Fro gestallt, dass dat dann och esou ka sinn. Dat wäeren, wa 5 % vun deem erakomme wat si virgesinn hunn, da wär et nawell opgaang.

(...)

Extraits du procès-verbal de la réunion de la commission du 13 juillet 2020

Architecture segment sol : Hypothèses de base de la loi initiale non-réalisables

Installations

- Exploitation du MOC et DPC prévue sur un site unique à Diekirch :
 - Pas d'étude de faisabilité ni de budget pour l'implantation du LUXEOSys (antennes et bureaux DPC)
 - Le MOC était prévu à Betzdorf (via LuxGovSat), alors que le design proposé par OHB-I concentrait toutes les entités sur un seul site ;

- **NAOS Data Centre (NDC) invoqué via le concept préliminaire du Pôle Gouvernemental Aérien (PGAé) mais non budgétisé ;**
- Antennes du contrat OHB-I prévues au Centre militaire (Diekirch)

– Pas de budget prévu pour l'infrastructure nécessaire (socle pour les antennes, bâtiment technique pour les éléments actifs de l'antenne)

– Difficultés techniques pour installer les antennes au Centre militaire ;

- Antenne polaire nécessaire pour garantir 100 images/jour – Non prévue dans la loi du 14 août 2018.

Ressources

- Exploitation du DPC prévue par l'Armée au Centre militaire (Diekirch), mais recrutement du personnel nécessaire (militaire ou civil) n'a pas été pris en compte ;
- Exploitation du MOC prévue par LuxGovSat

– En 2018, LuxGovSat avait la volonté de développer un soutien opérationnel pour le LUXEOSys

– En novembre 2019, en réponse à l'appel à candidature, LuxGovSat n'a pas souhaité répondre car ses priorités sont le GOVSAT-1 et la société ne dispose pas de compétences en interne (par rapport notamment à SES et RSS qui ont également reçu la proposition)

– Peu importe l'entreprise qui opère le MOC, le budget prévu de 15 millions d'euros était épuisé suite à la signature du contrat avec OHB-I ; • Exploitation du PGC (Belgique) → Inchangé.

Discussion

M. Fernand Kartheiser (ADR) fait état de certaines critiques :

(...)

3. Pourquoi la société LuxGovSat n'est-elle plus intéressée à participer au projet ? Mme la Présidente informe que la ComExBu a l'intention d'inviter des représentants de LuxGovSat en commission. M. le Ministre informe qu'il a continué un courrier de LuxGovSat à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire comprenant trois raisons qui ont amené LuxGovSat à s'abstenir.

(...)

M. Kartheiser demande si la commission pourrait obtenir une note comparative relative aux sites pour les antennes (Diekirch ou Redu): infrastructures disponibles, sécurité et sécurisation du site, aménagements nécessaires, etc.. M. le Ministre ne voit pas d'inconvénient à ce qu'une telle note soit établie. M. Beaudot ajoute que le site de Redu a été sécurisé. LuxGovSat y a

également une antenne, tout comme le système Galileo. Redu est aujourd'hui reconnu comme centre de l'espace européen.

Une autre question de M. Kartheiser porte sur la classification des images que le satellite luxembourgeois récolterait. Il faut, à ses yeux, veiller à ne pas créer des problèmes de sécurité. M. le Ministre explique que les images n'ont, *a priori*, pas de caractère commercial. Le premier but du satellite est celui d'un service public sous la forme de contrats « *government to government* ». C'est d'ailleurs aussi ce principe qui fait la différence avec les services et capacités offerts par LuxGovSat, société privée à but commercial.

M. Beaudot ajoute que chaque utilisateur du système est tenu de respecter des principes fixés par le Luxembourg et un accord de coopération entre partenaires. Chaque demande sera analysée et vérifiée sous couvert de coopération. Chaque image est clairement identifiée comme provenant du système LUXEOSys et distribuée sous les conditions LUXEOSys.

(...)

Extraits du verbatim de la réunion de la commission du 25 septembre 2020

(...)

M. Patrick Biewer.- Et ass effektiv esou, dass mir jo dee Projet gutt kann hunn, zënter 2017, wou de Projet praktesch ugefaangen huet Formen ze kréien. A mir hunn och zënter 2017 *de part et d'autre*, dat heescht op eiser Säit, vusäitens LuxGovSat, wéi och säitens der Defense huet en Interêt bestanen, fir an deem Projet eng operationell Roll, gegebenenfalls, ze iwwerhuelen. Wann dat dee Moment och opportun ass, a wa mir och dee Moment déi Méiglechkeeten hunn, déi operationell Roll auszeféieren.

Do huet dee Projet seng Formen ugeholl bis zu praktesch Oktober 2019 *sous forme* vun engem Cahier des charges deen dee Moment kloer war. Dat heescht, zu deem Zäitpunkt stoungen dann och d'Besoien, sinn dee Moment formell definéiert gewiescht, a sinn un eis, dat war jo da relativ evident, dann och erugedroe ginn, wéi och un eng Rei aner méiglech Kandidaten. Do waren och haaptsächlech Societéite vun der SES, also d'SES direkt an och *Redu Space System*, déi eng 51 % *Affiliate* vun der SES dee Moment ass, an dann och eng Rei international Firmen.

Mir hunn eis zu deem Zäitpunkt dann de Cahier des charges am Detail ugekuckt. Mir hunn d'Analyse vum Cahiers des charges gemaach. Do ware jo zwee Lote, déi sinn dee Moment ausgeschriwwen ginn. Dat eent ass e Lot vun der Steierung vum Satellitt an dat Zweet ass an der Haaptsaach, fir dee ganzen *Data-Processing*, dee ronderëm déi ganz Biller sinn, déi vun enger *Observation*-Applicatioun dee Moment generéiert ginn.

(...)¹⁹

Den zweeten Aspekt ass dee ganze Volet *Data-Processing* ronderëm d'Billen. Dat ass eng Kompetenz, déi als solches, och erëm eng Kéier, net bei LuxGovSat telquel bestanen huet. Déi

¹⁹ remplace une partie de texte comprenant des informations considérées comme confidentielles par LuxGovSat.

hätte mir an deem Fall missten intern innerhalb der Firma opbauen. Mee erëm eng Kéier huet do och eng gewëssen Experienz innerhalb der SES oder vum Grupp SES bestanen, well spezifesch och iwwert *Redu Space System* an och iwwer aner Programmer, wou d'SES involvéiert ass....hunn do Kompetenze schonn erëm bestanen.

Dat heescht déi Situatioun, déi sech da fir eis am Fong erginn hätt oder erginn huet, ass déi, dass mer gekuckt hunn: Wéi kënne mer dann déi beschte Wäertschëpfung dee Moment do erafléisse loossen? Sinn d'Ufuerderungen explizitt nëmmen Steierung, bezéiungsweis iwwer en *Data-Processing*? A wéi wäit sinn aner Elementer, déi mir scho praktesch innerhalb vu LuxGovSat hunn? Wat zum Beispill d'Verwaltung vu confidentiellen Donnéeën ugeet. Dat heescht alles, wat Héichsécherheet am Fong ass. Do hu mir relativ e grouse *Savoir-faire*. Mee déi Elementer stoungen net am Cahier des charges dran. Dat heescht, do sinn net onbedéngt déi Plus-valuën, déi mir am Fong hunn direkt ofgefrot, an hätte mer net kënne do dee Moment erafléisse loossen.

Bon, an dann *en plus* war och den, elo net explizitt, de Standuert Betzdorf oder de Standuert Lëtzebuerg, ass net onbedéngt dass dat e *Prérequis* am Fong war. An doduerjer huet sech déi Situatioun vun deenen Ufroen, déi sech do erginn hunn, opsäite vun der SES, op *Redu Space System* an och un eis. A well mir dee gréissten Deel vun deenen Déngschtleschtungen hätte misste vun deenen doten zwou Entitéiten, dat louch jo op der Hand, dass mer déi hätte missen dee Moment akafen.

Dofir hu mer eis mat SES a mat *Redu Space System* un den Dësch gesat an hu gesot, wéi kënne mir déi beschte Propos fir deen doten *Appel d'offres* ofginn? (...)

(...)

A mir hunn säitens LuxGovSat dee Moment och geäntwert, dass mir net, *a priori*, deen Dossier do „*primen*“, dass mer net *prime* sinn, de *Prime contractor* vun deem ganzen *Appel d'offres*, mee dass mer awer natierlech zur Verfügung stinn, soufern dann och spezifesch Punkte gefrot ginn.

An dann an deem Fall, wou d'SES géif zrëckbehale ginn als Kandidat, géife mer natierlech och déi Elementer an deen Dossier erafléisse loossen, wou mer da kënne effektiv eng *Plus-value* kënne bäisteieren.

Dat muss een och gesinn an engem Kontext, déi *Envergure* vum Projet muss een an de Kontext vun der Gréisst vun der Firma setze, vu LuxGovSat. Ech menge mir hunn e ganz klore Fokus op d'Exploitatioun vum GovSat, als Satellitt an och déi Déngschtleschtung do ronderëm. (...) An déi *Envergure* vun deem Projet do ass, do schwätze mer vun 30, 40 Leit, déi do noutwendeg sinn, fir dee Cahier des charges ofzewéckelen. Dat heescht, fir eng Firma wéi eis, wou d'Kompetenzen net direkt bestinn, wier dat e Riseneffort gewiescht, fir dat direkt iwwer eis eege Ressourcen ofzewéckelen, bezéiungsweis den Ausbau ze maachen. An do stellt sech natierlech ëmmer d'Fro: Wou mussen mer eise Fokus setzen?

Well innerhalb vun der Commercialisatioun vum GovSat hu mer eng ganz, Rei Erausforderungen iwwert déi lescht Joer. Ech mengen do sinn eng Rei Diskussiounen och gefouert ginn, och public, dass mer an engem ganz schwierigen Ëmfeld am Fong sinn an dass mer do och deen noutwendige Fokus müssen op d'Exploitatioun vum GovSat halen. Mee *primairement* läit d'Entscheidung an der Haaptsaach dorobber, vue dass den *Appel d'offres* un dräi Firme geschéckt ginn asswou d'SES als solches entweder direkt Haaptaktionär am

Fong ass, dass sech an deem Kontext et vir LuxGovSat, kee Sënn gemaach hätt, dass LuxGovSat dann ufänke géif der SES oder esou nach eng Kéier Konkurrenz ze maachen op Punkten, déi wou net eise „*core business*“ am Fong war.

Dat huet dee Moment och zu där Äntwert dee Moment gefouert, dass mer gesot hunn, okay, mir zéien eis do zréck a mir wäerten och eis Kompetenz bezéiungswies déi Servicer kënnen afléisse loossen, soufern se dann och herno oder an enger spéiderer Phas dee Moment ugefrot géife ginn. Dat setzt e bëssen de Kontext. An dat ass, dass mer net gesot hunn, nee, mir wëllen net. Ech menge mir waren eis och duerchaus bewosst, dass keen am Fong och d'Defense op där Ufro am Ree stoe gelooss huet, wann dat vläicht e Punkt ass. Well mir hate jo d'Sécherheet, dass d'SES dee Moment géif deem Appel d'offres géif nogoen. An och do bestinn déi Haapt-, och haut déi Haaptkomperenzen, fir do kënnen eng *Plus-value* ze ginn.

Ech mengen dat setzt e bëssen de Kontext.

Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- Jo, merci.

Also wann elo net direkt een eng Fro huet, ech hunn eng Partie Froen. Ech sinn eigentlech e bëssen iwwerrascht, also ech verstinn dat, wat Dir sot, dass Dir net déi néideg Leit hutt, dass Dir Ärem Aktionär net wëllt Konkurrenz maachen an esou weider.

Wéi kënnt et dann, dass den Här Schneider eis aus PVe vum Verwaltungsrot zitéiert, wou awer kloer an däitlech draus ervirgeet, dass Dir interesséiert sidd, fir dat doten ze maachen. An dat si Verwaltungsreit vun 2017, wou en zum Beispill seet: „(...)“²⁰. De 25. September, nodeems d'Gesetz da gestëmmt ass, 2018 sot Der nach eng Kéier: „(...)“ Da geet et esou weider. Also duerfir, dat dote war jo dann alles 2017 respektiv déi zwee aner Extraite vum PV 2018. An da schreift Der am November 2019 op eemol, dass Der mat Ärem, also dat wat Der eis eigentlech elo gesot huet. Dat ass dat, wat an deem Email do drasteet. Do schreift Der dann, dass Der SES, wat Ären Aktionär ass, keng Konkurrenz wëllt maachen, dass Der net déi néideg Ressourcen hutt, fir dat doten ze maachen an esou weider an esou fort, mee dass Der awer bereet sidd, fir dann „(...)“.

Duerfir meng Fro: Wat ass zwësche September 2018 an November 2019 geschitt, dass LuxGovSat d'Meenung geännert huet zu deem dote Projet?

M. Patrick Biewer.- Okay. Also ech géif net soen, dass LuxGovSat am Fong d'Meenung geännert huet vun deem Projet. Déi Extraiten, déi Der hei zitéiert, si ganz wuel Elementer, , déi, et sinn Extraiten, déi aus Diskussiounen, déi och um Niveau vum Verwaltungsrot dee Moment gefouert gi sinn. Elo muss een, wann een dee kompletten Dossier dee Moment virleien huet.... ech , weess ech elo net, ob Der dee virleien hutt.

Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- Nee, mir hu just déi doten Extraiten.

M. Patrick Biewer.- Do steet bei all vun deenen doten Aussoen dobäi, dass déi do Positioun ëmmer „(...)“ ass. An d'*requirements*“, déi louchen net vir, an där Period 2017 bis 2019. Dat heescht, et ass jo kloer, dass wann een an deem do Beräich, wa mer an deem Projet vun Ufank un involvéiert sinn, well doniewent hu mer och e spezifische Support, och un d'Defense,

²⁰ Les parties de texte marquées (...) ont été ôtées pour des raisons de confidentialité.

punktuell ginn, awer am reng techneschen Beräich , dass den Interêt natierlech op deenen zwou Säiten do ass.

Deen Interêt ass och manifestéiert an deene Protokoller, déi mer am Verwaltungsrot hunn. Mee déi sinn awer a kengem vun deene Verwaltungsréit, déi vun der Period 2017 bis dee Moment 2019, louch do en Dossier vir, deen an d'Detailer eragaangen ass, deen dee Moment déi Elementer, déi do zitéiert sinn, mat den noutwendegen Analysen, dee Moment ënnermauert huet, aus deem einfache Grond, well d'Besoinen, dee Cahier des charges, net virlooch.

De Cahier des charges, wat ugefuerdert ass, fir esou e Satellitteprogramm ze steiere wéi och dee ganzen *Dataprocessing*, dee Katalog, dee louch jo eréischt am Oktober 2019 vir. An do dertëschent si vill Pisten evaluéiert ginn, a wéi enger Form dass zum Beispill d'“*Operations*“ stattfannen? wat gëtt iwwerhaupt vun engem Industriepartner gemaach, wat gëtt innerhalb vun der Defense gemaach? Wat gëtt innerhalb vun der Arméi gemaach an esou weider an esou fort. A bis dat alles gekläert war a sous forme vun engem Cahier des charges dee Moment proposéiert gi war, do war de Moment do fir an déi noutwendeg Déift eranzegoen an ze kucke wéi kënne mer dat am beschten adresséieren. An do ass et net, dass mer gesot hunn, nee mir wëllen dat net. Mee do ass d'Äntwert am Fong: Wéi kënne mer an engem Kontext, wou mir jo awer en Deel och vun deem ganze Lëtzebuerger, bezéiungsweis SES Group sinn, wéi kënne do déi beschtméiglech Äntwert dee Moment ginn, an déi beschtméiglech Propos dee Moment ginn?

Dat heescht erëm eng Kéier, mir hunn eis net zrëckgezunn, mee d'Äntwert, déi do drop ginn ass, dass mir eis op dat wat mir innerhalb vu LuxGovSat hunn, am beschten iwwert deen dote Wee an dee Projet erafléisse loosse kënnen. Dat heescht, et ass och elo net onbedéngt e „*mind set [veuillez lire: mind change]*“, mee dat muss ee gesinn am Kontext vun der Evoluitioun vum Dossier, dee sech op där enger Säit evoluéiert huet. A wéi d'Besoinen dee Moment do waren, hu mir déi Äntwert op deenen detailléierte Besoine ginn, déi dee Moment déi beschtméiglech Propos an eisen Aen och fir d'Defense war. Do si bestëmmt Froen awer, déi ...

(...)

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Jo, merci. Ech sinn, well ech muss lech dat och soen, an ech soen lech villmools Merci fir Är Observatiounen an déi Explikatiounen, déi Dir eis ginn hutt. Mee ech sinn net Member hei an ech hunn och bis elo déi Diskussioun an dëser Kommissioun net matverfollegt. Also wa meng Froen naiv sinn, se si warscheinlech ëmmer naiv, mee haut besonnesch naiv, da bieden ech lech do eng gewëssen Toleranz ze weisen.

Déi Extraiten, esou wéi ech se verstanen hu vun der Madamm Aehm, wéi gesot, ech hu se elo haut déi éischte Kéier hei héieren, déi ginn awer relativ wäit an Ärem Entgéintkommen. An et huet mech gewonnert, wann Der elo zum Beispill en Deel sidd vum SES Group wéi Dir sot, an Dir kennt d'Capacitéite vun de *Redu Space Services* oder wéi déi heeschen, wou SES jo och Aktionär ass, dat heescht, déi och an Ärem Grupp sinn, zesumme mat belsche Firmen, déi d'Buedemobservatioun da maachen, vun enger belscher Firma aus Flandern, mengen ech, déi Buedemobservatioun mécht, da misst Der jo eigentlech awer vun Ufank un dee Reflex gehat hunn, fir ze wëssen, datt Är Capacitéiten zum Beispill am Traitement vu confidentiellen Donnéeën an esou weider net op dat passen, wat eigentlech mat dësem Satellitt geplangt war.

Dat heescht, mech wonnert a menger Naivitéit, datt Der net vun Ufank u gesot hutt, dat do ass awer vläicht net an deem Beräich, dee fir eis geduecht ass. Firwat, wann ech esou däerf froen, firwat sidd Der dann der Regierung esouwäit entgéintkomm an deenen Zitater, *quitte* datt et „*subject*“ ass wann Der de Cahier des charges hutt? Mee do hätt Der jo vun Ufank un als Member vum SES-Group kënne soen, datt aner Dealer vum Grupp ewéi *Redu Space Services* vläicht besser outilléiert sinn?

M. Patrick Biewer.- Also mir hunn eis an där ganzer Diskussioun, wann ee kuckt wéi bis dato am Fong d'Verhältnis mat der Defense war, sinn d'Satelliten oder de Gros vun de Projeten, déi mer realiséiert hunn zesumme mat der Defense, war LuxGovSat am Fong déi Firma, déi säitens der Defense déi Déngschtleschtungen ofgewéckelt huet. An do hannendrun ass et och kloer, dass eng SES bezéiungsweis och aner Firmen, stinn fir eis ze ënnerstëtzen.

Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- Kéint Der e bësse méi haart schwätzen, well do hanne versti se net alles, entschëllegt.

M. Patrick Biewer.- Jo, entschëllegt. ... dass do hannendrun och d'SES an och eng rei aner Zouliieferfirmen stinn, fir déi Leeschtungen ofzewéckelen.

Wat hei fir eis allerdéngs en neit Element war, an dat ass effektiv en neit Element gewiescht wéi 2019 deen *Appel à candidatures* gemaach ginn ass, dass mir als LuxGovSat net als *de facto* Firma gefrot gi sinn..., fir kënnen och déi Leeschtung..., et war jo gewosst, dass d'SES dee Moment am Pilotage vun de Satelliten déi Kompetenzen huet, et ass gewosst wat d'SES dee Moment kann zouliwweren. An dee Moment hätt jo kënnen eng Approche sinn, dass LuxGovSat déi Firma ass, déi gefrot gëtt, fir deen *Appel d'offres*.

A mir hätten dann an deem Kontext eis déi zousätzlech Leeschtunge vun der SES oder bezéiungsweis vun der RSS kenne bezéihen an déi dann un d'Defense dee Moment ugebueden.

Mee wat déi Approche, déi awer geholl ginn ass, ass dass do eng ganz oppen *Appel à candidatures* gemaach ginn ass. Dat heescht, mir sinn dee Moment vun der Defense praktesch an eng Situatioun gesat ginn, wou mir d'Ufro kruten, an dann och déi Zouliwwerer, op déi mer op deem Moment zougegraff hätten, wéi d'SES, ass och direkt gefrot ginn an RSS ass och direkt gefrot ginn. An dat bréngt dee Moment déi Situatioun do mat sech, dass een dann natierlech zesummen nokuckt wéi kënne mer dat am beschten ubidden.

Dat heescht, déi ganz Diskussioun nach eng Kéier vläicht, fir op Är Fro anzegoen, dass wa mir gesot hunn, okay, mir kënnen dat oder dat ofwéckelen, ass ëmmer gewiescht am Hannerkapp, dass mer natierlech op bestëmmte Punkte musse vun der SES bezéiungsweis vun aneren internen Zouliwwerfirmen dee Moment zousätzlech Leeschtungen abezéien. Woubäi mer dee Moment, wou den Dossier ausgeschriwwen war, awer praktesch ee Kandidat nierwent enger SES, enger RSS a siwen oder sechs internationale Firmen waren.

(...)

M. Patrick Biewer.- Also zougesprach ass eis iwwert déi ganz *Durée* vum Projet säit 2017 ni eppes ginn. Ech mengen et ass net, dass do iergendwéi och mat eis géigeniwwer iergendee Favoritismus oder esou geschitt ass. Dat Element, dat fir eis nei war, also et war scho gewosst, dass wann et dee Moment zu der Exploitatioun kënnt, dass da muss gekuckt ginn, och méi wäit a mat aneren Acteuren, wéi kann dee Moment déi Exploitatioun hei am beschte stattfannen? Dass do en *Appel d'offres* gemaach gëtt, ass eppes wat eis net onbedéngt iwwerrascht huet. E *Gré à gré* hätt ee kéinte sech virstellen, mee bon, dass herno en *Appel d'offres* virlooch, ass net elo onbedéngt déi grouss Iwwerraschung fir eis gewiescht.

Dat eenzegt neit Element, war effektiv dat, dass mer innerhalb vum Grupp SES dräi Demandë virleien haten. Dat hunn ech virdru gesot, dat ass dat neit Element fir eis gewiescht.

An *de facto*, wann een dann innerhalb vu sengem Haaptaktionär dräi Demandë virleien huet, ass et jo kloer, dass ee jo da kuckt, wéi een déi am beschten do d'Äntwert gëtt oder ob een do dräimol deen Effort dumplizéiert. An dat sinn Elementer, déi do matspillen.

Fir op Är aner Fro zrëckzekommen, awéifern läit säitens vu LuxGovSat, oder louch säitens vu LuxGovSat eng Estimatioun u sech vir, déi genotzt ginn ass an engem Budgetprozess, dat ass an där Form net de Fall. Well an deem Kontext hätt een, hätte mir jo dee ganzen Dossier an der Déift misste kennen, eng Analys maachen. An dat wäeren och dee Moment déi Procès-verballeen an déi Diskussiounen, déi mer am Verwaltungsrot gefouert hunn, och vill méi an der Déift gewiescht, fir dass mer do effektiv en Zuelewierk virleien hunn, mat deem een da kann no vir plangen. Dat ass net de Fall. Mir hu keng intern Zuelen. An doduerjer well mir keng intern Planungszuelen hunn, kënne mer och net mat der Defense Planungszuelen am Fong gesat hunn.

Dee Volet vun der Exploitatioun vum Satellitt ass, dat ass vläicht en zweet Element. De Projet ass esou geréiert ginn, dass de Fokus praktesch integral vun der éischer Phase, vun 2017 bis praktesch 2019 op der Acquisitioun vum Satellitt a vum „*ground segment*“, dat heescht dee ganze *segment sol*, deen dozou gehéiert huet, dass ee sech dorobber fokusséiert huet. An dass eréischt an enger zweeter Phas am Fong, sech da méi am Detail mat deem Ganzen, mat där ganzer Exploitatioun ausernanergesat ginn ass, an och eréischt an enger zweeter Phas d'Besoinen am Fong eréischt definéiert gi sinn.

Doduerch huet ee jo och misste fir d'éischt, wéi bis den Hiersteller am Fong feststoung vum Satellitt, do huet een och eréischt genau gewosst, wéi dee ganze Buedemsegment am Fong fonctionéiert. An op där Basis ass dann de *Cahier de charges* ausgeschriwwen ginn, fir d'Gestioun vum Buedemsegment. Dat heescht doduerjer kënnt een och eréischt an déi Situatioun, dass een do kann eng fiabel Estimatioun maachen, sief et elo säitens der Defense oder säitens, vläicht hunn déi och méi Abléck gehat an deen een oder aneren Element. Mee vun eis, och wa mer deen Dossier suivéiert hunn, hu mer ni genuch Informatiounen am Fong gehat, fir do kënnen eng budgetär Estimatioun oder e budgetäre Planning ze maache fir esou e Projet.

Dat heescht, fir eis huet sech déi Situatioun eréischt 2019 erginn.

M. Claude Wiseler (CSV).- Ech stellen also fest wat Der sot, dat heescht, ier d'Gesetz gestëmmt ginn ass an ier et deposéiert ginn ass, war am Fong ni eng prezis Analys gemaach gi vun deem wat dat Segment, wat Dir betreit, dann iwwerhaupt kéint kaschten a wat et *en définitive* wier.

M. Patrick Biewer.- Net op säitens vu LuxGovSat. Mee awer bestëmmt, ech huelen un ...

M. Claude Wiseler (CSV).- Dat géif mech wonnere, mee dat ass elo, effektiv kënt Dir elo net beäntweren.

Meng aner Fro, déi Fro, déi ech awer wëll onbedéngt do hannendru stellen, dat ass: Eis gëtt jo gesot, dat Ganzt ass esou vill méi deier ginn, well LuxGovSat elo op eemol dat net méi wéilt maachen. Sou, elo ass meng Fro: Wann ech lech elo richteg nolauschteren, da sot Dir, mee hei sinn och nach aner Firmen, deelweis ass et en Aktionär, a mir hunn do gemeinsam gekuckt, wat ass dann dat bescht Ugebuet, wat kann iwwerhaupt dem Lëtzebuerger Staat gi ginn. Hätt Dir elo als LuxGovSat, wann Dir eleng eng Offer gemaach hätt, dat da méi bëlleg këne maachen?

M. Patrick Biewer.- Bestëmmt net. Dat ass, ech mengen et hätt ee jo ëmmer missten déi, wéi gesot, déi ganz Déngschtleeschtung ubidden, déi do erfuerdert ass. Et ass jo net, dass mir d'Leit bei eis setzen hunn an dass déi dann elo do op dee Projet dee Moment waarden. Dat heescht, et hätt ee misste praktesch déi Ressourcë bei der SES akafen, déi Ressourcen och komplementär bei RSS nach akafen an dann nach zousätzlech Ressourcë vun eis dee Moment dobäi, gegebenenfalls Leit astellen. An dat huet e Käschtepunkt an dorausser hätt sech eng Offer erginn an déi wär net méi bëlleg ginn. *Au contraire.*

(...)

M. Sven Clement (Piraten).- Just betreffend der Fro vum *segment sol*. Mir wësse jo elo, datt déi Antennen op Redu kommen, wou ursprénglech virgesi waren, datt se op den Härebiereg kéimen. Do goufen et jo och Erklärungen dozou, firwat dat esou ass. Gouf Dir als LGS do *en amont* ... Mir kréien ëmmer hei e bëssen esou erzielt, LuxGovSat hei, LuxGovSat do, an huet eng grouss Roll gespillt, wann een deen ee freet, huet guer keng Roll gespillt, wann een deen anere freet.

Fro konkret: Waart Dir an dee Prozess och, wann och nëmmen informell, involvéiert, fir, wéi du kloer ginn ass, déi Antenne kënnen net op den Härebiereg oder sollen net op den Härebiereg, fir dunn eben och eng, als berodend Tätigkeet ze soen: „Hei, et gëtt Alternativen“, wou mir jo och, also wou LGS jo dann och present ass?

M. Patrick Biewer.- Genau. Mir hunn, jo während där ganzer Phas 2017 bis 2019, hu mir technesche Support u sech un d'Defense ginn, a ville Punkte vun deem Dossier. Enner anerem besteet e Support, deen zënter praktesch 2018 leeft, wou erëm eng Kéier *back to back* mat der SES, eng *Field Office*-Funktioon, dat heescht fir déi reng Satellitkonstruktioun, dass do eng Ënnerstëtzung u sech ass fir dass deen Deel vum Projet richteg ofleeft bei OHB. Dat heescht doduerjer hu mir an deem ganzen NAOS-Dossier, iwwert déi ganz Zäit ewech, technesche Support ginn. A mir hunn effektiv zu engem, dat muss dann, wann ech mech richteg erënneren, am éischte Quartal 2019 gewiescht sinn, stoung d'Fro och zu engem Moment op, effektiv wat den *Data Download Centre* u sech ass, dat heescht d'Positiounen vun den Antennen. An do si mer gefrot gi fir an deem Kontext eng Ënnerstëtzung fir d'Auswärtung vum Site vu Redu ze maachen. Dat heescht do muss ee jo da kucken: Ass dee Site, ass deen adequat? An do hu mer och eng technesch Ënnerstëtzung dee Moment ginn, wéi, fir déi Auswärtung dee Moment duerchzeféieren. Dat heescht mir waren schonn indirekt, an deem Sënn, als technesche Support involvéiert wat zum Beispill de Standuert Redu u sech ugeet.

M. Sven Clement (Piraten).- Pardon, just well Der dat elo gesot hutt mam Standuert Redu, wäert Der gefrot gi fir eng Evaluatioun vum Site ze maachen. Mir, deen, dee Site Härebiereg ass jo deen, e bëssen esou de wäisse Wal, deen hei ëmmer erëm laanscht schwëmmt, sidd Der do

och eng Kéier gefrot ginn, fir eng Evaluatioun vum Härebierg ze maachen oder net? A wa jo, wat war d'Konklusioun zu där LGS komm ass?

M. Patrick Biewer.- Ech, souwäit ech weess, ass keen techneschen, keng technesch Ufro gewiescht wat den Härebierg ugeet. Hei huet sech d'Fro éischer, also wéi gesot ech muss deen, dee chronologeschen Oflaf do muss ech nach méi am Detail eng Kéier genau kucken, mee souwäit ech, souwäit e mir u sech virläit, ass en esou gewiescht, dass de Site Härebierg dee Moment net méi méiglech war. An, dass da gekuckt ginn ass: Bon, wéi eng aner Méiglechkeete gëtt et? An, dass dann op operativer Ebene eng Diskussioun stattfonnt huet, dat heescht déi technesch Leit vusäiten der Defense sech mat deenen technesche Leit bei eis gekuckt hunn: Kennt dir Sitten, bezéiungsweis déi sech dofir eegene kënnen? An dorop hin ass déi Evaluatioun da geschitt. Dat heescht dat ass *ad hoc* am Fong, op Basis dovun, dass den, de Site, ...

(...)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Jo, villmools merci fir d'Explikatiounen. Wann ech dat richtig verstanen hunn, hutt Der lech ni ganz an den Abseits gestallt. Dir waart ëmmer bereet wann et a Richtung SES géif goen, fir do matunzepaken.

M. Patrick Biewer.- Sécher.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Hunn ech dat richtig, ...

M. Patrick Biewer.- Dat hu mer och esou fest, dat hu mer och dee Moment, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Jo.

M. Patrick Biewer.- ... schonn an eiser formeller Äntwert, déi mer och der Defense an deem, also, et muss een et och esou gesinn, dass, mir si jo och elo haut nach, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Jo.

M. Patrick Biewer.- ... an dee ganzen Dossier involvéiert. Ech menge mir ginn technesche Support iwwert dee ganzen Dossier ewech. Dat Element wat elo ass, fir d'Exploitatioun, do ass genau wéi Der sot, dat heescht och do hu mer quasi de Fouss an der Dier fir, wann, oder falls dann, elo kënt jo eng nei Prozedur, dee Moment, mee d'Iddi war jo ëmmer déi, dass, an der viregter Prozedur, falls d'SES géif dee *Marché* gewannen, dass mer do, wéi Der et nennt eng Hand upaken. Mee och en Deel vum Geschäft dee Moment kéinten ofwéckelen. Jo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- An dann déi zweet Fro, déi ech hannendru wollt hänken, mir hunn, mir si jo ëmmer konfrontéiert just mat zwee Sitten, fir d'Antennen. Den, den Härebierg, deen am Ufank am Gespréich war, deen herno als net méi passend consideréiert ginn ass. An de Site an der Belsch war, ...

(téléphone qui sonne)

... entschëllegt, ... war ee Moment och den, de Site SES am Gespréich. A firwat ass deen am Endeffekt opgi ginn? An dann dat Lescht, wat ech hannendru wollt hänken, den, Dir hutt eigentlech bestätegt dat wat d'Defense vun deemools eis gesot huet, dass se den *Hard* am Fokus haten, wat de Budget ugeet an och wat d'Prioritéit ugeet an an enger zweeter Etapp

éischter d'Gestioun gekuckt hunn. Dir hutt, Dir hutt dat jo och esou verstan, mir hu gesot kritt, dass dat an der Kultur, an der bishereger Kultur vun der, vun der Arméi an der Defense war, dass een d'Gestioun, d'Personal, wat een herno brauch, dass een dat iwwert déi successiv annuell Budgetskreditter géif, géif ofdecken. Dat heescht also, Dir hat, Dir hutt et och esou verstan, dass eng éischt Prioritéit och am Gesetz op den, den *Hard* gesat ginn ass.

M. Patrick Biewer.- Dat hunn, wéi gesot, dat deckt sech genau och vun eiser Impressioun, wéi de Projet am Fong, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Jo.

M. Patrick Biewer.- ... ofgewéckelt ginn ass, dass do den, de Fokus op der ganzer Acquisitioun vum Satellitt war. An de Prozess ass jo esou opgebaut gewiescht, dass säitens der Defense wollt, sollt jo eng schlëselfäerdeg Léisung am Fong kaf ginn. Woubäi dann déi schlëselfäerdeg Léisung da jo och ausgeschriwwen ginn ass iwwert den RFI-Prozess. An, an deem Kontext war dee ganze Fokus am Fong fir, fir d'éischt ze kucken: Wéi kréien mer esou eng schlëselfäerdeg Léisung am Fong ausgeliiwert? An d'Acquisitioun doriwwer. An deen aneren Exploitatiounsdeel, deen, deen ass eréischt an enger zweeter Phas

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Jo

M. Patrick Biewer.- ... dat deckt sech komplett domadder, domat of. Ass dat elo gängeg Praxis? Ech mengen am, am, ech kann, et ass schwéier fir mech ze beurteele wéi, wéi d'Praxis elo genau an der Defense ass. Wa mir säitens, wa mer elo den, de Kontext vum GovSat huelen, do ass, wéi de Projet letztendlech mengen ech och an der Chamber, an der Chamber war, war, waren déi ganz Phase geplangt. Do stoung e Businessplang, do stoung d'Exploitatioun dovunner. Do war d'Preselectioun vun dem Vendeur. Mee dat huet natierlech mat sech bruecht, dass, dass do eng enorm Ressourcen an dee Projet mat eragesat gi sinn. Ech mengen do ass en Accord deemools gemaach ginn och mat der SES, déi da ganz staark implizéiert war. Déi och do dee Moment déi ganz Ressourcen do dra gesat hunn, fir dass déi, déi Informatiounen alleguer virlouchen. Bon, dat ass awer elo éischer och e kommerzielle Modell dobäi, mat engem Businessplang wouwou dat muss virleie praktesch, fir dass een och eng, eng gutt Visibilitéit huet wéi sech esou ee Projet dee Moment iwwer 15, 20 Joren dee Moment ofwéckelt. Ech hunn awer elo net d'Visibilitéit wéi dat elo genau an der, innerhalb vun der Defense dee Moment ofgewéckelt gëtt.

(...)

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Jo. Villmools merci. Ech wollt nach zwou Froe stellen. Eppes wat mer net ganz kloer ass. Dir sot Dir hutt während zwee Joer jo aktiv och de Projet begleet. Kënnt Der och mat techneschem *Knowhow* an esou weider an dat ass jo wierklech och mengen ech, et lueft jo och Är Firma an hir Expertis an där ganzer Saach, mee wann Der dat gemaach hutt, wou ass dann eigentlech den *Élément de surprise* gewiescht herno an der Ausschreibung? Dir hutt de Projet jo wierklech gutt kannt u sech.

M. Patrick Biewer.- Den *Élément de surprise* bei der Ausschreibung ass am Fong, et sinn zwee Elementer, déi eis iwwerrascht hunn an der Ausschreibung. Dat Éischt war erëm eng Kéier, wéi ech virdu gesot hunn, war et, dass, dass dräi Firmen innerhalb vun der SES dee Moment direkt, direkt ugeschriwwen gi sinn. An dat Zweet ass obwuel mer dann de Projet ennerstëtzt hunn a bestëmmte Punkten, wat elo haaptsächlech zum Beispill den, dee ganze Bau oder de Suivi a vum *Field office* am Fong war vum Satellitt, ware mir oder si mir net implizéiert wat déi

ganz Definitioun vum sougenannte *Concept of operations* ugeet, dat heescht wéi, wéi am Fong d'Exploitatioun, am Fong herno stattzefannen huet. An den *Élément de surprise* an deem Sënn war, dass mer eis scho bewosst waren, dass do zum Beispill, wann een e Satellitt dee Moment steiert, dass een da siwe Leit muss hunn, fir 24h/7 dat kënnen ofzedecken, an dass do och eng Rei Supportfunktioneen dee Moment noutwendeg wäeren. Gläichzäiteg och wat dee ganzen *Data processing* ass, dass do och eng Rei Funktioune 24 h/7 missten operéiert ginn. Mee, dass zu deem Moment wou den Dossier herno virlouch, an och wat mir praktesch zäitgläich och iwwert déi Visibilitéit, déi mir zuam Oktober, oder September 2019 haten, ass d' iwwerraschend Element wivill Leit, dass do effektiv noutwendeg sinn. Ech mengen et ass eréischt zu deem Zäitpunkt wou ee gesinn huet, och fir eis, ben do ginn, do gi 40 Leit, eventuell méi gebraucht, am Ufank ass nach vu méi Leit do geschwat ginn. An, an dat ass eenorm. Dat ass, dat ass en eenormen, een enorme Besoin u Ressourcen, deen, deen do noutwendeg ass, spezifesch Kompetenzen déi do, déi dofir noutwendeg sinn. An dat ass net wat mir de *jour en jour* am Fong an deem Dossier suivéiert hunn. d'Defense huet zesumme mam Hiersteller, am Fong dee *Cahier de charges*, am Fong an dee ganze *Concept of operations* ausgeschafft. An eréischt wéi dee fäerdeg war, louch d'Envergure vun de Besoinen do vir. An dat ass schonn en iwwerraschend Element och fir eis gewiescht. Wivill Ressourcen, dass dofir noutwendeg sinn.

(...)

M. Claude Wiseler (CSV).- (...) An da meng, meng lescht Fro, warscheinlech kënnt Der dat net beäntweren, et ass éischer eng Fro fir d'Defense. Mee ech wollt se awer *pour le protocole* stellen. An dann déi drëtt, déi drëtt Fro dat ass, wat ech elo nach net richtig verstanen hunn, Dir sot duerno ass eng Ausschreiwung komm da fir deen Deel wou LuxGovSat geplangt ginn, wat fir een Typ vun Ausschreiwung war dat dann? Dat ass jo dann och keng öffentlech Ausschreiwung gewiescht. Dat do dat ass dann eng *restreinte* gewiescht wou da just dräi Gesellschaften ugefrot gi sinn, fir eng Offer anzerechen. Oder wat fir een Typ Ausschreiwung ass et gewiescht?

M. Patrick Biewer.- Déi Prozedur war eng, en *Appel à candidatures* op selektiv Firmen. An dat ass dann an deem Kontext eng *Procédure négociée*.

M. Claude Wiseler (CSV).- Okay. Et ass, et ass elo keng klassesch Ausschreiwung. Et ass eng *Procédure négociée* no engem *Appel à candidatures*.

M. Patrick Biewer.- Genau.

M. Claude Wiseler (CSV).- An den *Appel à candidatures* war *restreint*. Net public?

M. Patrick Biewer.- Genau. An déi, déi, deen *Appel à candidatures* war awer net elo op déi dräi Firmen am Kontext vun der SES beschränkt, ...

M. Claude Wiseler (CSV).- Jo.

M. Patrick Biewer.- daat heescht do ass d'SES direkt a *Redu Space Services* a LuxGovSat. Mee do sinn eng Rei aner Firmen, international Firmen an och eng Lëtzebuurger Firma, souwäit ech weess, ...

M. Claude Wiseler (CSV).- Okay.

M. Patrick Biewer.- ... sinn do ageluede ginn, fir eng Propos ofzeginn.

M. Claude Wiseler (CSV).- Okay. Dat heescht et ass also wäit iwwert d'Lëtzebuenger Firmen erausgaangen. Et ass och, ...

M. Patrick Biewer.- (...)

M. Claude Wiseler (CSV).- Expertis okay. *Ça va.*

M. Patrick Biewer.- Internationale Kontext. An ech mengen do, ...

M. Claude Wiseler (CSV).- Nee, gutt. Dat ass och net, Dir braucht Är Konkurrenten elo net ze kennen. Mee ech wollt just den Typ vun Ausschreiwung, wësse wéi et gaangen ass. Merci.

(...)

3.4. Les interrogations autour de la budgétisation (frais d'investissement vs frais de fonctionnement) et les interrogations autour de la passation des marchés publics

3.4.1. La budgétisation

Extraits du procès-verbal de la réunion de la commission du 30 mars 2020

(...)

Discussion

Quant aux raisons qui ont mené à la sous-évaluation du budget, le processus d'attribution s'est étalé sur une période de 9 mois ce qui est court pour un programme d'une telle complexité. Le processus de passation du marché a été conduit de manière rapide en comparaison avec les bonnes pratiques en la matière. Le marché a été attribué au prestataire ayant effectué la pré-étude. OHB-I a été retenu sur la base de trois critères : le prix proposé, les éventuelles restrictions d'utilisation que le gouvernement du pays du fournisseur pourrait imposer au prestataire et les contraintes de temps.

Les besoins en ressources de la Direction de la Défense avaient été sous-estimés.

L'enveloppe financière prévue dans le projet de loi a été sous-évaluée.

Les experts ont constaté que les études n'étaient pas encore finalisées quand le projet de loi a été voté par la Chambre. M. le Ministre reste surpris et consterné face au fait que personne n'a manifesté des doutes quant à la réalisabilité et aux ressources disponibles.

La somme nécessaire double l'enveloppe de ce projet. En temps de crise sanitaire le pays aura besoin de son argent. M. le Ministre explique que les sommes qui ont déjà été investies seront perdues si l'enveloppe supplémentaire ne sera pas votée. S'y ajoutent des pénalités pour non-respect de contrats.

(...)

M. le Ministre est d'avis que l'hypothèse de base était tout simplement intenable. L'Armée ne disposait à aucun moment des compétences nécessaires, aucun site à Diekirch n'aurait pu accueillir les antennes, au vu de la situation géographique de la ville, le projet initial avait simplement oublié de prévoir les dépenses comme celles liées à la sécurité et à l'encryptage.

Extraits du procès-verbal de la réunion de la commission du 11 mai 2020

(...)

M. Claude Wiseler (CSV) salue l'approche du Gouvernement. Sa première question porte sur les aspects couverts par le projet de loi. Le Gouvernement est-il sûr d'avoir pensé à tous les éléments nécessaires pour mener à bien le projet LUXEOSys ? Qui va élaborer le *business plan* ? M. le Ministre se montre confiant que les analyses et études entreprises ont permis de définir tous les éléments qui faisaient en fait défaut dans le premier projet.

M. Feith renvoie au slide 8 (ci-dessus) dans lequel sont illustrés les différents concepts d'emploi du satellite, aussi bien pour un usage civil que pour une utilisation militaire. Les cahiers de charges sont établis en fonction de ces utilisations.

(...)

Extraits du procès-verbal du 25 mai 2020

(...)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) demande s'il est possible d'évaluer la totalité du chiffre qui aurait dû figurer dans le projet de loi initial 7264, voté par la Chambre des Députés en 2018. Serait-il possible d'entendre les spécialistes qui ont établi le devis initial pour comprendre ce qui explique le chiffre initial de 170 millions. M. le Ministre reste convaincu que le projet LUXEOSys, quant à sa finalité, constitue un projet intéressant. Toujours est-il qu'il doit être réalisable. Il est difficilement imaginable que le projet initial aurait coûté moins cher si on y avait de suite inclus les éléments compris dans le projet de loi 7542³ dont la Chambre est saisie actuellement.

M. le Ministre précise que tous les éléments sont nécessaires. M. le Ministre ne s'oppose pas à ce que les experts et fonctionnaires soient entendus par la ComExBu.

M. Feidt cite les noms des personnes qui étaient en charge du dossier :

- le Colonel Patrick Fautsch était le Chef du Pilier pour la planification et le développement stratégique (il est aujourd'hui à la retraite),

- M. Patrick Heck, l'ancien Directeur de la Défense (aujourd'hui au Ministère des Affaires étrangères et européennes) et

- M. Geoffroy Beaudot qui était le « Project Manager » (il travaille toujours au Ministère de la Défense). Cet expert s'est également occupé des autres projets de satellite luxembourgeois.

(...)

M. André Bauler (DP) établit une comparaison entre le satellite LUXEOSys et LuxGovSat. L'Etat est à 100% actionnaire pour l'un contre 50% pour l'autre. L'un est à finalité civile et militaire, alors que l'autre est à finalité semi-commerciale LUXEOSys va coûter 180 + 170 millions d'euros, est-ce que ce chiffre est comparable aux dépenses effectuées dans le cadre du GovSat ?

M. le Ministre répond que la différence réside déjà dans la spécificité des deux satellites : GovSat est un satellite de communication, alors que LUXEOSys sert à collecter des images de la surface terrestre. Les coûts des investissements ne sont pas comparables étant donné que les finalités des satellites diffèrent. LUXEOSys constitue un investissement dans l'effort Défense du pays. Pour GovSat, l'Etat a investi dans une société. La loi permet aussi d'acquérir de la capacité satellitaire dont on peut, par la suite faire profiter des partenaires, alors que le LUXEOSys appartient entièrement à l'Etat.

M. Gilles Roth (CSV) pose la question de la responsabilité politique en présence d'un contrat qui n'apportera pas le résultat escompté et en présence de chiffres sous-évalués. M. le Ministre est d'avis que le Gouvernement était dans l'obligation d'exécuter la loi qui, en 2018, l'avait autorisé à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre. Or, au cours de l'exécution, le gouvernement issu des élections de 2018 s'est rendu compte que la finalité ne pouvait être atteinte sans d'autres dépenses considérables. C'est pour cette raison que le Gouvernement a déposé le projet de loi 7542. L'avis juridique indique que si la décision était prise de résilier le contrat initial avec OHB-I, une option serait de le résilier pour convenance. Cet article est favorable pour le Luxembourg. Il prévoit que les pièces qui ont déjà été produites doivent être rachetées à un prix raisonnable. Sauf que ces pièces ne pourront pas être utilisées à une autre finalité. Autre aspect : le Luxembourg devrait indemniser la société pour la partie du contrat qui n'a pas été effectuée, le manque à gagner et pour les dommages et indemnités qui naissent notamment parce que tous les contrats avec les sous-traitants deviendront caducs (notamment le lancement du satellite). Suite à une résiliation, quasiment tout le montant devrait être payé. La totalité des 170 millions initiale serait donc perdue. Suite à une autre question de M. Roth, le Ministre explique que le chiffre engagé ne peut pas dépasser les 170 millions prévus dans l'enveloppe votée par la Chambre des Députés en 2018. Les 180 millions supplémentaires que le Gouvernement demande devraient être suffisants pour mener à terme le projet de satellite LUXEOSys.

Mme Octavie Modert (CSV) demande à partir de quel moment le Ministre de la Défense s'est rendu compte que l'enveloppe votée en 2018 est insuffisante. M. le Ministre rappelle que dès l'été 2019, il a fait effectuer les études et un avis juridique, ainsi qu'une analyse détaillée qui a été présentée à la ComExBu le 30 mars dernier.

(...)

Extrait du verbatim de la réunion de la commission du 8 juin 2020

(...)

M. Partick Heck - Dat, wat fir mech wichteg ass, déi zwou allerwichtigst Saache fir mech sinn, fir d'Alleréischt, dass mer an engem ganz spezielle Kontext sinn, am Kontext vum Marché-défense, wat jo net en normale Marché ass, wat e spezielle Marché ass a fir deen et zu

Lëtzebuerg eng speziell Base légale gëtt vun 2003 : d'Gesetz iwwert de Fonds d'équipement militaire¹.

An dat Gesetz ass deemools gemaach ginn, dat kann een och ganz gutt noliesen am Exposé des motifs² an et spigelt sech och zrëck am Avis vum Staatsrot iwwert dat Gesetz deemools, wou gesot ginn ass : Mir müssen e speziell Gesetz maachen, well déi Marchés de défense, déi sinn imprévisible. Et weess een am Ufank net, wou een herno erauskënnt ; net well et Amateure sinn, déi do schaffen, mee well et an der Natur vun der Saach läit. Wann eng Arméi en neie System keeft, ass et relativ einfach, e Cahier des charges ze maache fir dat, wat ee keeft. Mee d'Asazzenarioe vun deem, wat ee keeft, dat dauert méi laang. An en fonction vum Asazzenario kënnen sech Saache während dem Developpement vum Projet änneren.

Dofir huet de Lëtzebuerger Legislatuer och e speziell Gesetz gemaach, well e wosst, do komme regelméisseg Rallongen dran, do kommen ëmmer erëm nei Elementer dran. Dofir ass d'Reegel vun der Annualité budgétaire en Handicap. Dofir maache mer e Fonds d'équipement militaire, deen net an der Annualité budgétaire agespaart ass, loosse mer emol esou soen. Et kann ee ganz gutt Sënn an Zweck vun deem Gesetz vun deemools noliesen.

Wéi mir eise Projet ugaange sinn, eise Projet de loi geschriwwen hunn, hu mer eis natierlech op dat Gesetz baséiert, well mir froe Suen iwwert den Équipement militaire. Dat ass eis Base légale. Un déi müsse mer eis halen. A mir hu gekuckt : Wat ass dann d'Pratique législative zu Lëtzebuerg? Wéi huet de Legislatuer déi Projeten, déi mer virun eis haten, wéi ass en dat ugaangen? Mir hu gekuckt... Et gëtt d'Beispill A400M 2005³, et gëtt d'Beispill Dingo 2007⁴, et gëtt d'Beispill LuxGovSat vun 2015⁵ an do hu mer gesinn, dass en fait an deene Gesetzer relativ wéineg Detailer stinn. Et sti wuel d'Käschten dra vun deem, wat een do kafe geet, aus wat de Kontrakt besteet. Mee et steet quasi näischt dran, wat d'Arméi domat mécht, wéi se et asetzt, iwwer wat fir eng Zäit se et asetzt, mat wat fir enge Partner se et asetzt. Dat war eise Modell.

De Legislatuer zu Lëtzebuerg hat jo schonn eng Rei Précédents do gesat. Mir hunn eis un déi gehalen an e Gesetz geschriwwen, esou wéi se vun eise Virgänger och geschriwwen gi sinn.

(...)

M. Patrick Heck - Zum Budget vun deem Projet. Mir hunn eis 170 Milliounen gefrot, fir d'Acquisitioun vun deem Satellit, also Acquisitioun heescht wuel Constructioun, Lancement, Placement en orbite, Livraison en orbite an d'Exploitatioun. D'Exploitatioun, esou wéi mir se verstanen hunn, esou wéi ech se verstanen hunn, esou wéi mir se verstanen hunn, war d'Exploitatioun vu LuxGovSat. Dat heescht, mir hunn ee gebraucht - dat war indissociable vun der Livraisoun vum Satellit - mir hunn ee gebraucht, deen eis dee Satellit do steiert. Dat ass évidemment eppes, wat d'Arméi net kann. An dat ass och e Metier, dee mer net esou hätte kënnen, ouni Näischt, ouni Weideres der Arméi bäibréngen, well dat wier mat ... Da schwätze mer wierklech vun Ingenieuren a vu ganz aneren Typen vun Investissementen.

Dat heescht, d'Exploitatioun vu LuxGovSat, dat heescht, d'Steierung vum Satellit war indispensable, indissociable vun deem do Projet. Firwat soen ech dat? Majo, wann een den éischten Exposé des motifs liest, steet dat ganz kloer dran, dass d'Exploitatioun, do steet d'Operatioun vum Satellit gëtt iwwer LuxGovSat gemaach.

An dann ass e bësse méi vag am Exposé des motifs beschriwwen, d'Arméi setzt en herno an, d'Arméi schafft domat, « l'armée le met en œuvre ». Mee dat Wuert „Exploitatioun“ am éischten Exposé des motifs, wann een deen elo duerchliest an dat objektiv kuckt, steet do ganz kloer dran. Ech hunn elo d'Wierder net hei, ech misst en noliesen. Mee ech hunn en nogelies, do steet ganz kloer dran, dass d'Operatioun vum Satellit duerch LuxGovSat gemaach gëtt. Dat Wuert „Gestioun“ kënnt och vir, awer op enger anerer Plaz. Dat Wuert „Gestioun“ war op enger anerer Plaz an et war geduecht, fir ze hëllef beim Lancement, eis do ze berode fir de Lancement vum Satellit.

Dir kënnt lech erënneren, d'IGF huet en Avis ginn iwwert de Projet an d'IGF huet eng Modifikatioun vum Artikel ech mengen 1 war et suggeréiert. Do huet d'IGF dat Wuert „Gestioun“ importéiert. An d'IGF pecht dat Wuert „Gestioun“ un d'Exploitatioun. Do ass eng Konfusioun entstanden. A mir haten effektiv, et là je plaide coupable, mir hätten effektiv missen an der zweeter Versioun vum Exposé des motifs¹⁰ hätte mer missen do méi prezis an eisem Text sinn.

Mee wann een deen éischten Exposé des motifs liest, wat war l'intention vum Legislatueur? Wat war eis Intentioun? Wat war eisen État d'esprit? Dat war ganz kloer, dass d'Exploitatioun soll vu LuxGovSat gemaach ginn, also déi 15 Milliounen.

Bon, wou mer bei deene 15 Milliounen sinn, profitéieren ech dovun, fir och do *mea culpa* ze maachen. Dee Moment, wéi mer de Kontrakt ënnerschriwwen hunn, waren déi 15 Milliounen net méi do. Firwat net? Ma well mer an der leschter Ligne droite vun der Negociatioun, d'Negociatioun geet richteg un à partir du moment wou d'Gesetz en vigueur kënnt. Firwat? Ma bis dohinner weess den OHB jo guer net, ob mir iwwerhaupt eng Autorisatioun kréien. Et hätt jo gutt kënne sinn, dass hei am Debat oder am Examen vun der Kommissioun oder am Debat an der Session plénière de 24. Juli 2018 hätt jo ganz gutt kënne sinn, dass do nach deen een oder anere parfaitement légitime eng Ännerung erabrénge, eng aner Exigence erabrénge an da wär dat Ganz vläicht méi spéit gemaach ginn. Dat heescht, de Contractant, d'Firma, déi weess jo net, ob mir iwwerhaupt eng Autorisatioun kréien, fir esou ee Kontrakt ze maachen. Dat heescht, den Eescht vum Spill geet un à partir du moment, wou d'Gesetz en vigueur geet. Do, elo wësse mer, mir hunn de Feu vert, mir kréien déi Suen, mir kënnen also mat lech e Kontrakt maachen. Elo sëtze mer eis dohinner a mir schwätzen a mir negociéieren nach eng Kéier.

Zum Schluss vun der Negociatioun à la dernière ligne droite do sinn eis Conseillers externes bei eis komm, eppes wat ech virdu vergiess hat ze soen. Mir hunn eis iwwert dee ganze Wee vun der Negociatioun vun de Fleurons vun der Expertise technologique satellitaire zu Lëtzebuerg berode gelooss. D'SES, Hitec, Lux Space, net vergiessen d'belsch Arméi, déi ëmmer alles validéiert hunn, wat mer esou gemaach hunn, well mer wossten, dass eis Expertis mam Här Beaudot, deen zwar super ass, mee et ass ëmmer nëmmen eng Persoun, dass mer do e bëssen enk opgestallt waren, hu mer eis déi Saachen ëmmer vun den Experte validéiere gelooss. An en dernière ligne droite hunn déi eis du gesot, hei passt op, do si verschidden Artikelen, déi sinn net kloer, Dir musst dat nach e bësse verbesseren an déi brauchen eng besser Assurance.

Mir haten effektiv eng Assurance virgesinn, déi eis net ganz ofgedeckt huet. Wann ech mech gutt kann erënneren, mee ech si mer net 100%eg sécher, gëtt et en Ënnerschied tëschent enger Assurance, déi lech den Dommage rembourséiert, wann e Satellit eroffält a futti ass. An et gëtt eng aner Assurance e bësse wéi eng Kasko, déi bezilt lech den Dommage erëm vum

Satellit, dee verluer gaangen ass a si bezuelen lech och alleguerten Är Paiementer erëm, wat Der fir d'Assurance bezuelt hutt. An SES huet eis gesot, hei normalerweis ass et habituel an deem do Beräich, dass een do wierklech eng Kasko Typ Assurance mécht. Do hu mer dat och nach bäigefüügt.

An do war eis Reserv fort. Dee Choix hu mer awer gemaach, well mer vun eisen externe Beroder gesot kritt hunn, dat do ass e bessere Kontrakt, en ass méi kloer, et sinn nach méi Posten dran, Dir hutt eng besser Assurance, dir protegéiert lech also géint Iwwerraschunge während der Exekutioun vum Kontrakt.

An ech weess net, ob zënterhier, also wa mer just d'Exekutioun vum Kontrakt mat OHB kucken, sinn do Nokäschte komm? Ech weess dat net. Mee dat misst een da kucken.

Fir déi 15 Milliounen, do hate mer dunn aner Léisungen. Mir hätte kënnen, effektiv et war virgesinn, fir 10 % vun de Billercapacitéit op de private Marché ze verkafen. Dat war deemools eng Demande, déi den Ekonomiesministère eis gefrot hat, fir kënnen 10 % op de private Marché, also u privat Clientë kënnen ze verkafen. Do waren d'Estimatiounen deemools, wa mer rechne mir kënnen esou vill Biller schéisse pro Dag, e Bild um Marché kascht esou vill. Mir wësse jo, wat d'Operateure froe fir e Bild. Dann hätte mer kënnen theoreetes 31 Milliounen Euro d'Joer verdéngen. Mir hunn 1,5 Milliounen d'Joer gebraucht, fir LGS ze bezuelen. Dat heescht, mir hätten do eng Reserv gehat, eng Rentrée gehat, mat där mer LGS hätte kënnen dee Moment fir hir Servicer bezuelen.

Aner Optioune wiere gewiescht, bon, ech weess net, ob ech dat elo soll soen, aner Optioune wiere gewiescht, ganz einfach zrëckzekommen hei an d'Chamber, lech ze soen, hei et deet eis leed, mir hunn eis do geiert, déi 15 Milliounen fir LGS feelen eis, mir brauchen déi. Kënnt Der eis eng Rallonge maachen? Ännert d'Gesetz, da maache mer eng Rallonge. Oder mir wieren zrëck bei d'Chamber komm, mir hätten lech gesot, hei lauschtert, déi Dépense fir LGS, dat ass u sech net den Invest. Mir kafe jo näischt. Mir rekrutéieren LGS, fir hir Servicer ze kréien. Mee dat ass keen neien Invest. Mir kafen do keng nei Equipementer. Mir sinn am Fonds d'équipement militaire.

Dat heescht, dat war streng geholl, net eng Dépense d'investissement, dat war eng Dépense de fonctionnement. Déi hätte mer eventuell och nach kéinten iwwert de Budget ordinaire huelen. Da wiere mer zrëckkomm, mir hätten lech gesot, hei déi 15 Milliounen feelen eis. Dat ass eng Dépense d'investissement. Ass et okay, wa mer dat iwwert de Budget ordinaire huele vun der Arméi oder vun der Defense? Op där Base hu mer dunn de Kontrakt ënnerschriwwen. Sorry, dat war laang. Mee et ass mer wichteg, well fir mech einfach eng ganz Rei Aspecten komplett vergiess gi si vun deem dote Projet.

(...)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- ... nozehaken. Déi Fro, déi am Raum stoung, dass d'Regierung respektiv de Minister d'Chamber bewosst, wat de Käschtepunkt ugeet, belunn hätt.

M. Patrick Heck.- Nee. Dat ech menge wann een de Kalenner verfollegt vun all den Decisiounen. De Minister Schneider war an der Session plénière, wéi dat Gesetz hei presentéiert ginn ass respektiv votéiert ginn ass, dat weess ech elo net méi, de 24. Juli 2018. Deen Dag virdrun, dat kënne mer beleeën, hu mer erëmfonnt, huet de Minister Schneider mat der Hand op eng vun eisen Notte geschriwwen. Mir haten him eng Nott gemaach, wou mer kuerz resuméiert hu wéi mer déi Offere bewäerten. Mir hate jo dräi Offeren erakritt. Mir hunn

en RFI11 gemaach fir och nach Drock op de Präis ze maachen, hu mer déi mam Minister zesummen den 23. Juli 2018 bewäert. An do huet de Minister un Hand vun deenen Donnéeën, déi mir als Direktioun him ginn hunn, war en domat d'accord, dass mer vun do un, ab 23. Juli dann nëmmen nach aleng weider mat OHB weider negociéieren, well déi zwou aner Offeren, Thales12 an Airbus éischtens vill ze vill deier waren an déi fir eis net derwäert waren, fir weiderzefueren.

Den Dag drop, de 24. Juli steet den Här Schneider hei an der Chamber an e seet: „Ech garantéieren Iech, dass dee Projet net méi wéi 170 Milliounen kascht, sou wéi mir e virhaten.“ Mir hu jo gesot, d'Exploitatioun war fir eis net dee ganze Rateschwanz an der Arméi. D'Exploitatioun war fir eis, wéi am éischten Exposé des motifs geschriwwen, LGS, dass mer ënnert där Enveloppe vun 170 Milliounen bleiwen. Dat heescht de 24. Juli konnt de Minister Schneider net wësse wéi d'Situatioun am September géif ausgesinn. Dofir kann e kee belunn hunn, kengem eng Netwourecht gezielt hunn. De 24. Juli weess hien net wat mer do am September als Situatioun hunn. Dofir kann een net soen, ech woen net, dass dat behaupt gi wier, et kann een net soen, dass den deemolege Verdeidigungsminister hei an der Chamber gelunn hätt. Ech wouss net, dass dat am Raum géif stoen. Mee bon, wann ee mer d'Fro esou stellt, e konnt et net, well hie jo net wouss, wat am September géif op eis duerkommen.

(...)

M. Patrick Heck.- Merci, Madamm Presidentin. Nach eng Kéier. Wat fir mech ganz wichteg ass am Verständnis vun deem Projet, dat ass déi 170 Milliounen viséiere Constructioun, Lancement, Livraison en orbite an Exploitatioun, Exploitation veut dire LuxGovSat. Net dee ganze Fonctionnement, déi ganz Mise en œuvre vun der Arméi herno.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Da wësst Der jo, entschëllegt, wann ech dotëschent schwätzen. Da wësst Der jo zu deem Zäitpunkt, datt dee Projet déi 170 Milliounen, déi si bis bei LuxGovSat, bis dohinner gi se. Et ass awer ni gesot ginn, datt dann dat hannendru géif kommen an datt dat géif esou vill kaschten.

M. Patrick Heck.- Mee dat ass, dat hu mer net gesot, well d'Pratique législative bis dohinner säit 2003 zu Lëtzebuerg ëmmer esou war A400M, Dingo a LuxGovSat, dass d'Fonctionnement an d'Mise en œuvre vun deene Systemer, déi mer kafen an der Arméi, déi sinn an deene Fonds-d'équipements-Gesetzer net beschriwwen. Firwat? Well de Fonds d'équipements et nëmmen erlaabt en Invest an eng Acquisitioun ze finanzéieren. D'Mise en œuvre an d'Fonctionnement vum System ginn net iwwert de Fonds d'équipements finanziert. An dofir huet de Legislateur se och ni an deene Gesetzer presentéiert.

A400M, wa mer dat Gesetz noliesen, do steet näischt dran. Et steet just dran, d'Arméi kritt e Fliger an d'Arméi flitt domat. Mee alles dat, wat zënterhier huet misse kaaft ginn, forméiert ginn, stoung net an deem Gesetz.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Dir waart Iech jo awer dann zu deem Zäitpunkt bewosst, datt dat hannendru géif kommen.

M. Patrick Heck.- Jo.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Egal wéi et géif finanziert ginn.

M. Patrick Heck.- Jo.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Dat heescht, Dir wusst also, wéi mir hei dat gestëmmt hunn an der Chamber, datt do nach eppes géif nokommen. Dir wusst just net, iwwer wat fir ee Wee, datt et géif finanzéiert ginn. War lech dann dunn och schonn dee Chiffer vun 180 Milliounen bekannt?

M. Patrick Heck.- Nee. Nach eng Kéier, Här Gibéryen, ...

M. Gast Gibéryen (ADR).- Dat heescht, Dir hutt e Satellit kaaft bis d'Exploitatioun an dat ass de Käschtepunkt. An iwwer de Rescht hannendrun hutt Der lech keng kloer Gedanke gemaach, op jidde Fall eis näischt gesot.

M. Patrick Heck.- Nee. Ech menge mir schwätze laanschteneen, wann ech mer dat däerf erlaben. Mir si bei de Legislatuer komm a mir hunn zum Legislatuer gesot, gitt eis 170 Milliounen fir e Satellit ze kafen, ze liwweren an ze exploitieren. Punkt. An et steet am Gesetzestext, dass d'Armée deen herno asetzt oder ëmsetzt oder l'armée se l'approprie ... Ech hunn elo net méi nogelies, wéi do steet. Dat heescht, dat wat mir lech gefrot hunn, ass just dat. Mir kafe gär, mir investieren, nous faisons l'acquisition, an déi kascht 170 Milliounen. Dass d'Armée déi herno asetzt an dass do nach eng ganz Rei Käschte kommen - vun deenen 180 Milliounen schwätzen ech elo net -, mee dass do nach eppes hannendru kënn, c'est évident.

Mee dat ass an all deenen anere Gesetzer ass et och net beschriwwe ginn an net chiffriert ginn. A mir hunn eis op déi Précédents, wéi soll ech soen, baséiert. La pratique législative zu Lëtzebuerg bei Fonds-d'équipements-Gesetzer ass et just de Käschtepunkt ze beschreiwe vun deem, wat mer kafen. D'Asetzen dovunner, wann ech déi Gesetzer kucken, A400M an Dingo a LuxGovSat, do steet just dran, dass d'Armée dat asetzt, ëmsetzt, mee dee ganze Fonctionnement, wéi d'Armée dat mécht, sinn do net beschriwwen.

M. Gast Gibéryen (ADR).- War dat och net zu deem Zäitpunkt dann ... Dir hat jo awer dann, wann der wusst, mir maachen elo eng Investitioun 170 Milliounen, do hutt Der lech jo da Gedanke gemaach, wat fir ee Chiffer do hannendru kënn. An dat war jo net nëmmen lech bewosst, mee dat war och dem Minister bewosst, datt do hannendrun nach eppes kënn.

M. Patrick Heck.- Jo, mee dat waren, dat sinn net nécessairement Coûts d'investissements.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Jo, nee. Mee Dir waart lech jo awer bewosst, an och de Minister, datt dat do eng éischt Etapp wier a fir dat en œuvre ze setzen, datt do nach eng Envelopp misst nokommen.

M. Patrick Heck.- Jo. Mee nach eng Kéier.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Dat war d'Äntwert. Jo.

M. Patrick Heck.- D'Portée, wéi soll ech soen, d'Portée vun deem Projet, de Projet, wéi Dir e beschreift, d'Portée vun, wéi soll ech soen, de Perimeter vun deem Projet vun 170 Milliounen war just nëmmen akafen, schéissen, Liwwerung vun engem Satellit an d'Exploitatioun iwwer

LuxGovSat. Dat ass alles dat, wat mer gefrot hunn. Dee ganze Rateschwanz hannendrun, dee war eis évidemment bewosst, mee déi si par le passé net an enger Loi d'autorisation FEM¹³ geschriwwen ginn. Dofir hu mir se och hei net beschriwwen.

(...)

M. Patrick Heck.- Déi 185 Milliounen. Den Här Wiseler seet elo, ech géif elo hei sëtzen a soen 185 Milliounen ass fir mech absolutt normal. Ech kann lech net soe wou déi 185 Milliounen hirkommen. Dat ass no menger Zäit geschitt. Ech war net méi do, soudass ech elo hei net kann, wéi soll ech soen, ...

M. Claude Wiseler (CSV).- Kann ech lech nach, ech hunn den Här Schneider gelies. Dir kënnt vläicht mer dann eng Äntwert op déi Fro ginn. Ech hunn den Här Schneider gelies, dee seet: „Dee ganze Supplément, dee mer elo hei stëmmen, dat ass well déi nei Regierung, also deen aneren Defenseminister, d'Politik vun der Defensepolitik fundamental ëmgeännert huet, an et ass, well mer eng aner Defensepolitik, aner Ligne-directricen hunn, wou dee Projet hei méi deier gëtt.“ Aussoen aus der Zeitung, déi den aktuellen, de fréieren Defenseminister par rapport zum aktuellen Defenseminister mécht.

Ech wëll just wësse vun deene Leit, déi aus dem Defenseministère hei sëtzen: Ass déi Strategie dann elo geännert, total geännert? Op jidde Fall krute mir dat als Chamber vun der Regierung net erzielt. An ech wëll wëssen, wann dat geännert ass, wat ass da geännert, datt dee Projet esou vill méi deier gëtt? Well dat ass d'Explikatioun vum Här Schneider, déi hutt Dir elo net ginn, déi huet den Här Schneider ginn. Mee ech froen lech Är Meenung driwwer.

Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- Jo, Här Heck.

M. Patrick Heck.- Bon, ech kommen nach eng Kéier zrëck och op dem Här Roth seng Fro. Mir sinn am Marché défense. De Marché défense ass eppes, déi fonctionéieren einfach anescht wéi en normale Marché. Wann een, Dir hutt vum RENITA geschwat oder wann de Staat Projekte mécht, do si vläicht sämtlech Fonctionnementskäschten dran, jo. Mee wann ech awer kucken déi Base légale op där mir geschafft hunn, loi FEM vun 2003, a wann ech do den Exposé des motifs vun deem Gesetz liesen, a wann ech den Avis vum Staatsrot vun deem Gesetz liesen, do steet dran, dass d'Marché defense eppes ganz Spezifisches ass, schwéier Käschten ze definéieren. Et weess een am Ufank net, wou een ufänkt a wou een herno ophält. Dat sinn d'Wierder vum Staatsrot an et sinn d'Wierder vum Exposé des motifs vum Minister vun deemools. Dat ass eng spezifesch Matière.

M. Gilles Roth (CSV).- Et ass en Ënnerscheid, wann Der erlaabt, déi Zwëschefro. Et ass en Ënnerscheid zwëschent engem Marché, dat eng Exécution pratique fir e Projet ass an dem Projet selwer. Ech mengen, dass et awer e Minimum vun enger gudder Informatioun ass, dass wann e Minister, e Member vun der Regierung bei eng Chamber kënnt, déi soll d'Aktioun vun der Regierung kontrolléieren, dass de Minister alles seet. Deen eenzelnen Deputéierte kennt jo net dee Marché esou am Detail, wat do nach hannendru kënnt. Dat ass jo, éierlech gesot, reng onméiglech bei 60 Deputéierten. A wann, den Här Wiseler huet lech eigentlech d'Phrase-clé aus dem Rapport gelies. De Rapporteur, dat heescht, op Base wou d'Chamber hir Zoustëmmung zu der Autorisation de dépense ginn huet, ass dat total anescht duergestallt,

wéi Dir dat elo sot hei op Base vum Gesetz vun 2003 iwwert de Fonds d'équipements militaires. Dorëms geet et. Et geet guer net ëm de Marché.

Ech weess och, dass e Marché, wann ech e Militärapparat kafen, vläicht eppes anescht ass wéi wann ech en Auto kafe gi fir e Ministère. Dat stellt keen a Fro. Hei geet et ëm déi fundamental Fro: Wat ass den Deputéierte gesot ginn, an dat parti- a fraktiounsiwwergräifend? A manifestement net dat ass den Deputéierte gesot ginn, wat Dir elo haut hei sot. Den Här Wiseler huet lech eigentlech d'Phrase-clé vum dem Rapporteur virgelies. An Dir wësst, dass d'Deputéierte stëmmen op Base vum engem schrëftlechen, mee och op Base vum engem mëndleche Rapport.

M. Patrick Heck.- Also, ech sinn absolutt bereet ze akzeptéieren déi Kritik, dass een an esou engem Typ Marché sämtlech Käschte muss op den Dësch leeën. Jo, je veux bien. Et ass eng Kritik, déi ass absolutt justifizéiert. Mee wann ech awer dann déi ... Ech kommen nach eng Kéier op d'Pratique législative zréck. Et deet mer leed, dass ech mech hei elo esou obstinéieren. Wéi mir dat ugefaangen hunn dat Gesetz ze schreiwen, do si mer kucke gaangen, wat stoung am Gesetz fir den Airbus A400M? Wat stoung am Gesetz, wéi den Dingo kaf ginn ass? A wat stoung am Gesetz, wéi de LuxGovSat kaf ginn ass? Dat war eis Inspiratioun, dat sinn déi Précédenten, op déi mer eis baséiert hunn. An an deene Gesetzter steet näischt iwwer Frais de fonctionnement, Mise en œuvre. Et ass just de Projet ass de Marché. Dat waren déi Précédenten, un deene mir eis ugeluecht hunn.

Ech akzeptéieren d'Kritik, dass dat vläicht falsch war, okay. Mee mir hunn déi Gesetzter geholl, well dat déi Gesetzter sinn, déi sech op d'FEM-Gesetz baséieren. An deene Gesetzter steet just dran, dat ass en Equipement fir d'Arméi, wat d'Arméi herno asetzt am Kader vu sengen internationalen Obligatiounen. Ech hunn alles nogelies. Do steet näischt dran iwwert d'Frais de fonctionnement. A Gott weess, dass beim A400M vill huet missen nokaaft ginn. A Gott weess, dass beim Dingo vill huet missen nokaaft ginn, an och beim LuxGovSat. Mee an de Gesetzter steet näischt, och net am Exposé des motifs.

Je veux bien, dass dat falsch ass, jo, okay. Mee et sinn déi Précédenten, un déi mer eis gehalten hunn. De Marché ass de Projet. De Projet ass e Satellit kafen, liwweren, exploitéieren. Exploitéiere wëll heeschen, LuxGovSat. Alles dat sinn 170 Milliounen. Mee déi ganz Mise en œuvre iwwert d'Arméi war do net viséiert. Ech kann lech näischt anescht soen. Dir rufft mech, fir mech ze froen, wéi hutt Dir dann deemools do, wéi soll ech soen, wat war Är Approche? Dëst ass eis Approche. Bon, déi 185 Milliounen, ech woen ze behaapten, mee dat ass elo net scientifique an ech wëll och net festgeneelt ginn. Ech woen ze behaapten, dass wa mer bei der Internisatioun gebliwwe wieren, dass d'Arméi et mécht.

Ech akzeptéieren och, ech weess net, ob et den Här Roth war oder den Här Wiseler war, dass haut am PwC-Rapport steet, d'Arméi ka partout net dee Savoir-faire do léieren. A bon, an de SatCom an den Dingo, wat jo och e ganz anere System war wéi den Hummer. Wou kënnt dee Savoir-faire dann hier? Dofir war de Choix politique vum der Regierung virdrun, fir dass eis Arméi nei Beruffer léiert. Elo par définition léiere se eppes Neies, wat se haut nach net wëssen, eis Arméi war dobäi, mir haten Honnerte Sitzungen iwwert d'Lignes-directrices. De Chef État-major war an all deene Reuniounen dobäi mam Minister. Fir all Reunioun mam Minister Schneider hate mer en Ordre du jour, en Dossier, e Compte-rendu. De Chef État-major war do mat zwee, dräi Offizéier. Si hunn e Plan directeur mat ausgeschafft, wou kloer drasteet « l'armée s'appropriera ce système ». Haut seet d'Arméi: Kënne mer net. Firwat hu se eis dat

dann deemools net gesot? Deemools huet keen eis dat gesot. Dat war eise Wëssensstand zu deem Moment, wou mir dee Projet do eraginn hunn.

Firwat OHB? Bon, dofir soen ech nach eng Kéier, et deet mer leed, dass ech, ech wëll wierklech net hei als en arroganten obstinéierte Beamten optrieden. Mee Dir rufft mech, fir mech ze froen, wéi sidd Dir déi Saach ugaang. An ech soen lech, wann ech kucke wat d'Pratique vum Legislatuer war dans les marchés d'investissement défense, ass et de FEM, an de FEM ass ganz kloer, y compris den Avis vum Staatsrot, déi Käschte sinn net prévisible. Do kommen ëmmer Saachen derbäi. An dofir kënne mer, brauche mer e spezielle Fong, dee Joer fir Joer weidergeet, deen ass also net an der annuité budgétaire bleift. An all déi Gesetzer, déi duerno komm sinn, hunn dat och gemaach. Do si keng Frais de fonctionnement dran. Et deet mer leed. Ech sinn elo warscheinlech éischer op der Limitt vum Anstand, fir eng Chamber. Ech entschëllege mech dofir. Mee Dir hutt mech komme gelooss, fir mech ze froen, wéi sidd Dir déi Saach do ugaang. An ech soen lech, mir sinn déi Saach ugaang wéi all déi aner Projekte virdrun an deem do Beräich och ugaange sinn.

Dat war vläicht falsch, je veux bien. Gutt. OHB, firwat hu mer OHB geholl? OHB ass bei de Wirtschaftsministère gaang an hunn do eng nei Technologie presentéiert. Dat mengen ech ass jo am Rôle vun engem Wirtschaftsministère d'Industrie ze ënnerstëtzen. De Wirtschaftsministère huet se bei eis geschéckt am September 2016, well eebe gesi ginn ass, do ass eng potenziell Application militaire, wat mer gekuckt hunn. Dat hu mer och effektiv festgestallt, do ass effektiv eng Application militaire dohannert. Dat huet e Besoin, dat huet eng Utilité militaire. Mir woussten, dass d'EU an d'NATO aus deenen dote Beräicher Prioritéite gemaach hunn. An do hu mer mat hinnen, mer hu se gesinn, mir hunn OHB gesinn.

(...)

Voilà, wéi gesot, déi Kritik, déi ech och akzeptéieren, déi ech virdrun och gesot hunn. Dee Moment, wou mer de Kontrakt ënnerschriwwen hunn am September, wousste mer, dass déi 15 Milliounen net méi do ware fir LuxGovSat. Do hate mer aner Alternativen. Op där Basis hu mer de Kontrakt ënnerschriwwen. An ech behaupten nach eng Kéier. Et ass elo net, well ech elo speziell gutt wier mam Minister Schneider. Mee wann een den 23. Juli seet, et ass gutt, da fuert just mat OHB weider an dann de 24. Juli an d'Chamber geet a seet, ech engagéiere mech, dass mer ënnert deenen 170 Milliounen bleiwen, fir deen do Projet, veut dire fir deen do Marché, veut dire Exploitation LuxGovSat an net dee ganze Rateschwanz Arméi hannendrun, mengen ech, fannen ech perséinlech, dass dat nozevollzéien ass, dass een de 24. Juli net weess, wou een am September drun ass. A mir hate wuel wëlles, mee do ware keng Sessions parlementaires méi, mir waren e puer Woche virun de Walen. Mir hate wuel wëlles duerno zrëckzekomme bei lech an lech ze soen, entweder gitt eis eng Rallonge, mir änneren d'Gesetz, maacht nach eng Kéier 15 Milliounen oder 20 Milliounen dra fir de Projet, net dee ganzen, also le projet et le marché. Wann ech soe Projet, c'est le marché. An ech ginn nach eng Kéier zrëck op den Exposé des motifs vun 2017, wou dat och esou dra steet: « Le système sera opéré par LuxGovSat. »

(...)

M. Patrick Heck.- Jo. Zu der Signature vum Kontrakt nach. Eng vun deenen Optiounen, déi ech virdrun och gesot hat, dat war eebe LuxGovSat kënnen ze bezuelen op der Basis vun de Recetten, déi mer, déi mer ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Iwwert d'Biller.

M. Patrick Heck.- ... iwwert d'Biller, voilà, 10% vun der Capacitéit vum Satellit sollt jo kënnen u privat Clientë verkaf ginn. Mir wësse jo wat Biller kaschten. Do konnte mer ausrechnen, majo wa mer 10 % d'Joer kënne verkafen, kréie mer 31 Milliounen d'Joer eran. Mir brauchen 1,5 Milliounen d'Joer fir LuxGovSat, dat wier u sech duergaangen. A mir hunn dem Minister dat esou erkläert an dem Minister do eebe Sécherheet ginn, dass dat eng Optioun wier. An op där Basis huet de Minister ënnerschriwwen, well mir ëm gesot hunn, dass dat eng „option viable“ wier.

(...)

M. François Bausch, Ministre de la Défense.- Jo. Nee. Dat ass, Antennen, zwou, dat kann den Här Beaudot lech duerno erklären, firwat een dat, dat ass eng gutt Fro. Eng berechtigt Fro. Dat ass ee Punkt, deen nei drop komm ass. Dat ass richtig. Dat ass en neie Punkt. Mee ech wëll lech awer soen, wa mer hei driwwer diskutéieren ob dann elo dat Ganzt um Härebierg hätt solle gebaut, ech soe, schwätze vu bauen, also investéieren, ob et d'Antenn ass oder ob et d'Gebäilechkeete sinn, déi do hätte misse gebaut ginn, ma déi si jo net do, bekanntlecherweis, déi sinn net am Projet virgesi gewiescht, wëll ech lech soen. Déi stinn net, déi sinn net chiffriert am Projet, wéi en de Moment ass. An aleng déi Gebaier an déi Sockelen ze bauen an déi Antennen dohinner ze bauen, hätt e Käschtepunkt mat sech bruecht. Or kann een, kee mer elo soen, dass ech duerch de Fait, datt mer elo d'Antenne vläicht sollen zu Redu bauen, an dat wat mer um Härebierg solle bauen, vläicht net um Härebierg, mee soss iergendwou am Land wäerte bauen, datt dat elo eeben dee Käschtepunkt géif entstoen, duerch de Fait, datt mer dat elo géife bauen. Nee. Déi sinn, dat si Chifferen, dat si Suen, Investissementer déi sinn am Projet net dra gewiescht. Ech wëll dat awer hei däitlech soen. Well ech keng Loscht hunn, datt eng Diskussioun opkënnt wéi wann elo op eemol duerch de Fait, datt deen neie Minister iergend eng Programm-, eppes Geckeges an de Kapp kritt hätt an net méi am Härebierg ze stoen, mee zu Redu ze stoen, doduerjer, do géif de Projet op eemol esou deier ginn. Dat ass net de Fall. An ech kéint esou weiderfueren. De Backup vum Server, war kee virgesinn, finanziell. De Backup fir ze steiere vum Satellitt, well dee muss, en Zweete muss dee steieren, dee Satellitt, ech kennen entretemps d'Technologie, well ech de Projet gutt gekuckt hunn. Dee war net virgesinn am Projet. Dat sinn alles Méikäschten, déi hei dra sinn. An dat sinn der vill méi wéi déi 25 Leit vun der Arméi, well mir brauche genau 25 Leit, wann d'Arméi et hätt solle maachen, déi Aarbecht solle maachen, déi mer elo, wou mer net wëssen nach wéi mer se maachen, wou mer amgaange sinn ze kucken, fir déi anzustellen, mee déi hätten och nach e Käschtepunkt gehat. Mee dat wäre reng Fonctionementskäschte gewiescht. Mee alles dat wat ech lech elo virdrun opgezielt hunn, dat sinn Investkäschten.

A mäi Verständnis als Bauteminister, well dat sinn ech nämlech och nach, ass, datt wann ech e Projet maachen, datt ech en esou ficeléieren, datt alles wat op alle Fall Konstruktioon ass an herno de Käschtepunkt ass vun der Exploitatioun, datt dat muss am Projet mat dra sinn. Wëll ech just soen. Duerfir, well, dat wëll ech hei däitlech maachen. Duerfir, da brauch ee guer net op d'Iddi, well ech leeën hei alles dohinner, schwaarz op wäiss, Zuel fir Zuel, wann der dat gären hätt, wat virgesi war an net virgesi war.

(...)

M. François Bausch, *Ministre de la Défense*.- ... nach, just do, nach eng Kéier, dat war, also d'PwC huet eng Fourschette uginn, wéi si hiren Avis uginn hunn, wou gesot hunn: „Mir schätzen, datt téschent 140 an 180 Milliounen“. Bon. Dunn hunn ech einfach do mol 180 dragesat, well dat gesäit immens lächerlech aus wann ech elo gesot, wann ech elo gesot hätt 140 an dann herno hätte mer elo am Juli festgestallt, et ass 175, dann hätt ech schonn erëm do gestanen, erëm eng Kéier, du hues jo och erëm, schonn erëm ënnerschat, duerfir hunn ech einfach elo emol, mee ech hunn awer vun Ufank u gesot, datt dat awer wierklech en approximative Montant ass, ech hunn och der Regierung dat esou gesot, an datt ech, datt dat sujet wär à modification, hoffentlech no ennen au fur et à mesure, wéi mer de Projet elo affinéieren. A wéi gesot nach eng Kéier: Mäin Zil ass et fir der Chamber herno en, awer wierklech hoffentlech genaue Montant kënnen ze soen. An datt mer dann och en, en Amendement parlementaire maachen, wou mer de Montant, am Projet adaptéieren. An hoffentlech no ennen.

(...)

Extrait du procès-verbal de la réunion de la commission du 26 juin 2020

(...)

Plusieurs députés du groupe parlementaire CSV souhaitent notamment que soient clarifiés les aspects liés au financement des options choisies afin de permettre d'évaluer si l'enveloppe relative au projet initial avait été sous-évaluée ou s'il y a eu par la suite un changement de programme.

(...)

Extraits du verbatim de la réunion de la commission du 29 juin 2020

(...)

M. Etienne Schneider.- Ech wëll och d'ëmblée eppes ganz kloerstellen, wat hei dee Surcoût ugeet, vun deem elo rieds geet, wéi héich en och ëmmer ass. Ech mengen den Här Bausch huet als neie Minister vun 140 bis 180 Milliounen Euro geschwat. Ech loossen dat elo emol esou an de Raum gestallt. Ech stellen lech just eng Fro: Wéi een Interêt hätt ech gehat als Minister, als deemolege Minister, fir lech net dee gesamte Käschtépunkt vun deem Projet hei duerzeleeën? Wéi een

Interêt hätt ech gehat? Ech war Minister, ech war Vizepremier an där Regierung an ech hat virun allem eppes, nämlech de Go vun der Regierung, fir den Defensebudget drasteg an d'Luucht ze setzen iwwert déi nächst Joren, wat dorausser ervirgeet, dass mer, dass de Premierminister am Joer 2014 um Sommet zu Wales den Accord ginn huet, dass Lëtzebuerg säin Effort de défense vun 0,4 % op 0,6 % géif bis 2020 hiewen, dat heescht an d'Chiffres absolus vun 80-90 Milliounen Budget d'Joer op 400 Milliounen Budget d'Joer.

Ech wëll lech just soen, dass mir am Ministère uerg Problemer hate Projeten ze fannen, fir déi Suen do auszeginn, fir déi Suen d'autant plus sënnvoll auszeginn. Dat heescht, wann dee Projet hei, dee mir, an ech mengen och den aktuelle Minister gesäit dat nach esou, dass dat en

absolutt sännvolle Projet ass. Wann deen eeben eng Rei Milliounen méi kascht hätt, dann hätt en déi méi kascht, mee e wär an deem, en hätt voll an dee Budget gepasst. Ech hat den Accord vun de Finanzen, dass mer eeben an deem Budget Défense eeben ëm esou vill Milliounen mussen all Joer an d'Luucht goen. A meng Charge war et, Projeten, sännvoll Projeten ze fannen, fir dat Engagement, dat mer vis-à-vis vun eisen NATO-Partner geholl hunn, fir dat och ze erfëllen. Ergo, ob de Projet 180 oder 280 Milliounen kascht hätt, wär largement a meng Enveloppe eragaang an et wär largement ofgedeckt gewiescht vun allen Decisiounen, déi d'Regierung geholl huet a vun allen Decisiounen, déi Engagementer, pardon, déi d'Regierung geholl huet vis-à-vis vun der NATO.

Dann ass et och esou, wëll ech hei just a Klammere soen, wat mech e bëssen erstaunt, dat selwecht Joer, wou ech dee Projet hei stëmme gelooss hunn, hunn ech och e Projet missen an d'Chamber bréngen, fir d'Frais de fonctionnement vun deem berüchtigte Fliger A400M hei ze autoriséieren. Dat ware Frais de fonctionnement, déi och net am initiale Projet virgesi waren. Ech erënneren lech, den initiale Projet war virgesinn 132 Milliounen Euro fir de Fliger ze kafen an ech hunn 2018 misse mat engem Projet heihinner kommen an d'Parlament vu 400 Milliounen Euro fir d'Fonctionnementskäschte vun deem Fliger ze bedreiwen. Ech kritiséieren dat guer net. Ech stelle just fest, dass dat deemools scheinbar absolutt normal war, kee Problem war, keen Thema war. An hei ass elo déi grouss Diskussioun. Dat selwecht hate mer d'ailleurs deemools mat den Dingen an dat selwecht hate mer och mat anere Projeten, déi am militäresche Beräich gemaach gi sinn.

(...)

An nach eng Kéier, deen Dag wou ech lech hei am Parlament sot, mir géinge mam Budget eens ginn, do wousste mer zwar, dass et géing knapp ginn, well mir haten eng Offer vun 165 Milliounen Euro. Et sollten awer och nach 15 Milliounen Euro do si fir deen LGS-Deel ofzedecken. Mee meng Leit hu mir verséichert, an ech hoffen, dass se dat och hei gesot hunn, hu mir verséichert, dass mer mam Präis sécher eens ginn aus deem einfache Grond, well mer jo elo eréischt an d'Endverhandlung mat OHB-I ginn an dass mer doduercher dee Präis esou gedréckt kréien, dass déi 15 Milliounen nach dra passe respektiv déi 10 Milliounen, déi da gefeelt hätten, dass mer déi um Präis kéinte gedréckt kréien.

Herno huet sech awer dunn nach erausgestallt, dass, bon, herno am September wousste mer dann dunn, dass awer um Präis näischt méi weider ze maachen ass. Au contraire, en ass nach an d'Luucht gaang opgrond vun enger Recommandatioun vun SES, déi sot, mir hätte besser eng total Versécherung op dee Satellitt ze maachen, fir de Fall, wou eppes schif geet.

Déi, déi mir haten, mir hate wuel eng Versécherung virgesinn, mee mir haten awer net den Totalverloscht virgesinn an SES war der Meenung, et wär besser, wa mer dat géinge maachen. Dat huet dunn de Präis nach eng Kéier ëm ronn 3 Milliounen an d'Luucht gesat, soudass mer bei 168 Milliounen waren.

Wéi ech deemools meng Beamten dann dunn drop ugeschwat hunn, wéi mer dann elo sollen domadder eens ginn, wann ech e Kontrakt vun 168 Milliounen ënnerschreiwen an ech brauch der awer och nach 15, fir LGS ze bezuelen, dunn ass mer gesot ginn, dass dat eigentlech kee Problem dierft sinn, well am Projet virgesi war, d'Biller ze verkafen, 10 % vun de Capacitéiten ze verkafen, wat eng Recette vu ronn 31 Milliounen Euro laut den deemolege Präisser vun deene Biller uitgemaach hätt, 31 Milliounen Euro d'Joer par rapport zu 1,5 Milliounen Euro,

¹ Les chiffres cités sont soumis à une clause de confidentialité.

déi d'Gestioun vun LGS d'Joer kascht hätt. Dat war eppes, wat mech à la base recomfortéiert huet, fir dass mer ënnert dem Stréch eens ginn. Mee mir hunn awer och gesot, wa mer elo fäerdeg si mat deem Ganzen, da musse mer kucke wat mer domadder maachen, ob mer domadder an d'Chamber ginn an da probéieren de Budget do nach eng Kéier ze änneren, oder ob mer an d'Chamber ginn a soen, majo mir iwwehuelen déi Fraisen iwwert den normale courante Budget vun der Defense. Da gëtt de Pluriannuel an der Defense dem normale Budget ugepasst. Oder mir decken et einfach mat deene Recetten, déi mer kréien.

(...)

Ech wëll hei awer och soen, an ech mengen dat ass jo warscheinlech ee vun de Grënn, deen dozou féiert, dass de Budget esou vill elo méi deier gëtt, dat ass, dass einfach eng Rei Saachen, déi deemools vu mir aus kloer waren an och vun den Experten aus kloer waren, dass déi herno net méi esou sollen ëmgesat ginn. Déi eng ass déi, dass déi Parabolantenne sollen op den Härebierg kommen. Firwat wollte mer dat deemools maachen? Well mer gesot hunn, do spuere mer immens Käschten, éischtens emol, well mer e Site sécurisé hunn, also net mussen iergendwou en neie Site fanne goen, deen adaptéieren an securiséieren. Zweetens, well mer vun der Post all déi Fiberleitungen scho fir de WGS-Projet dohi leeë gelooss hunn, déi also alleguerte sur place waren.

(...)

Mee firwat dat elo net soll goen oder net méi gewënscht ass, entzitt sech dann och mengem Kenntnisser. An da komme mer natierlech an déi Situatioun, wou 25 Leit, déi eigentlech fir d'Arméi sollte virgesi sinn an do iwwert den normalen annuellen Arméibudget sollte lafen, also net an deem Projet de loi vun den Investissementer virgesi sinn, dass déi natierlech elo mussen, wa se extern solle gemaach ginn, dass dat 25 Persounen sinn, déi mussen extern iergendwou akaf ginn an dann och bezuelt ginn.

(...)

Déi hu mäi Chef de cabinet adjoint deemools gesinn an dee sot, ma dat kléngt interessant, da gitt emol bei déi Herrschafte vun der Defense an dann erkläert Der deenen de Projet. A wéi se dann do bis do waren, an ech weess net wivill Reunionen do stattfonnt hunn, do si meng Leit bei mech komm an hu mir gesot, hei dat do wär en interessante Projet, dee géing passen. Well all Mënsch wousst bei eis an den Haiser, dass mer jo déi Budgetsenveloppe, déi mer elo op eemol hu misse fëllen, dass mer hu misse sënnvoll Projekte fannen.

Ech soen lech nach eng Kéier, mir haten e Budget vun 80-90 Milliounen d'Joer, elo op eemol ee vu 400. Also hu mer déi misse fëllen. An do si meng Leit komm a soten hei mir hunn e Projet fonnt, deen éischtens emol interessant ass, deen zweetens d'NATO onbedéngt brauch an deen drëttens e Retour économique direkt op d'Lëtzebuerger Economie kann hunn. An doropshin ass dee Projet ausgeschafft ginn.

(...)

M. Claude Wiseler (CSV).- Merci, Madamm Presidentin. Ech hunn elo gutt nogelauschtert, wat den Här Schneider gesot huet. Ech muss soen, et ass, et huet mech awer elo erstaunt, well et en fin de compte an alle Punkte contradictoire ass zu deem, wat den Här Bausch eis hei erzielt huet an och wat am Rapport PwC relativ kloer als Aussoe stinn.

Ech mengen et ginn, an deem Rapport, dee mir virgeluecht kruten als Kommissioun, deen d'Explikatioun gëtt, firwat mer 180 Milliounen sollte méi stëmmen, am Fong fënnef Punkten opgeworf, wou ech awer nach gär eng Kéier eenzel op all Punkt géif zrëckkommen.

Dat eent dat ass, datt gesot ginn ass, mee dee Projet, wéi en ausgeschafft ginn ass mat sengen 170 initiale Milliounen, deen ass esou schnell ausgeschafft ginn an der Hetz, well alles huet misse fäerdeg sinn, mat Datumen, déi mer par ailleurs awer NATO-Datumen, déi d'Lëtzebuerger Regierung par ailleurs eleng awer och mat der NATO ofgemaach huet, sech also deelweis den Drock selwer do bruecht huet. Mee deen Drock hätt dann esou wäit eis gefouert, datt en fin de compte mer e Projet de loi hei an der Chamber kruten, wou en Deel vun den Donnéeën net nogekuckt gi waren respektiv nëmme superficial gekuckt gi wäeren.

En zweete grouse Reproche, dat ass datt am Fong d'Elaboratioun vun engem Projet eenzeg an eleng vun OHB-I gemaach ginn ass an datt et deelweis kloer war vun Ufank un, datt d'OHB-I sollt dee Projet kréien. Dofir och zweemol kee Marché public, keng ëffentlech Ausschreibung, inklusiv net no dem Gesetz vun 2012 gemaach ginn ass, weeder bei der Preetüd nach bei dem Marché selwer, wéi en un OHB-I attribuëiert ginn ass. Dat ass deen zweete Reproche, dee gemaach gëtt.

Deen drëtte Reproche, dat ass datt déi 170 Milliounen, déi eis am Ufank ugi gi sinn an déi sollen a sech do si fir d'Acquisitioun, fir de Lancement a fir d'Exploitatioun esou wéi se ugi sinn, awer sécherlech net fir de ganzen Ensemblen vun deem, wat am Libellé vum Artikel dann ugi gëtt, datt se géifen duergoen a sech sécherlech net a kengem Fall duergaange wäeren.

De véierte Punkt, dat ass, datt de Perimeter vum Budget och Kloerheet, keng Kloerheet huet, datt eng ganz Rei Incertituden nach op waren, wat d'Architecture du Segment sol a wat de Modèle d'exploitation du système no senger Livraisoun ugeet.

An dee fënnefte Punkt, dat ass de Contrat d'acquisition vum Système wéi déi quasi Totalitéit scho mat OHB-I sollt ausgi ginn, wëssend datt awer niewent OHB-I nach eng ganz Rei aner Exploitatiounen respektiv awer och Infrastrukturen net vun dem OHB-I-Kontrakt gedeckt wäeren.

(...)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Mir wiesselen eis of. Jo, also bei eenzelne Saache stellen ech mer déi selwecht Froe wéi de Claude Wiseler, vläicht awer mat Nuancen.

Déi Fro, déi ech mer stellen, dat ass: Wat versteet deen een ënner Gestiouen a wat versteet deen aneren ënner Gestiouen? Ech hu festgestallt, dass den Här Heck sech eppes komplett aneschtens ënner Gestiouen virgestallt huet a sech beruff huet op wéi et ëmmer gemaach ginn

ass, wéi mer elo d'Notioun am Projet de loi erëmfannen. Den Här Heck seet: „Fir eis war d'Gestioun d'Steierung vum Satellitt. Dat hätt solle LuxGovSat maachen. An zouginnerweis do wär et net ganz duergang am Projet. Mee vu dass de Projet awer 31 Milliounen d'Joer soll ofwerfen am Verkaf u privat Interessenten.“ 31 Milliounen Euro. Am Endeffekt hätte mer jo bal e Benefiss mam Satellitt gemaach.

Duerfir ech verstinn net esou richteg wat den Här Heck ënner Gestioun versteet, wat mir ënner Gestioun verstinn, wat d'Kultur an der Arméi war vun Invest a vu Fonctionnementsbudget. Sou wéi ech dat verstanen hunn, den Hard, deen ass iwwert den Acquisitiounsprojet gaang, an de Soft, wann ech dat esou däerf nennen, d'Bedreiw, dat ass iwwert de järeche Budget iwwert d'Frais de fonctionnement all Joers ugefrot ginn. Esou hunn ech et jiddefalls verstanen.

(...)

Bon, ech fannen et ganz gutt, dass mer an deenen nächste Wochen eng Géintiwerstellung kréie wat d'Optik 2018 *all inclusive* kascht hätt.

Da wësse mer jo dann, wat et budgetär kascht hätt, wat et iwwert den éischten Invest kascht hätt a wat d'Optioun 2020 kascht *all inclusive* mat där enger Antenn méi, mat *Outsourcing* an, an, an. Vläch händru gesat: Wat sinn d'Retombéeën, dat ass awer eppes, wat mech interesséiert, wann dat eng Optik war vun deem Projet? Wat gëtt et vu Retombéeën, vu positive Retombéeë fir Lëtzebuerg an där enger Optik an an där anerer Optik ?

(...)

Etienne Schneider : (...) Ech si selbstverständlech responsabel fir déi Milliounen, déi gefeelt hunn, well et net méi opgaangen ass fir LuxGovSat, déi 1,5 Milliounen d'Joer iwwer zéng Joer, fir déi ze finanzéieren, mee awer nach ëmmer mat dem Punkt, dass mer Recettë generéiert hätten, wann et esou gemaach gi wär, wéi mir dat deemools virgesinn haten. Da wäeren et Recettë gi vun 31 Milliounen d'Joer, déi opposéiert wäeren zu engem Surcoût, deen net méi am Budget ofgedeckt gewiescht wär vun 1,5 Milliounen d'Joer.

(...)

Gilles Roth : (...) Jiddweree kann natierlech an der Regierung dat maachen, wat hien a senger ministerielle Kompetenz fir richteg fënnt. Meng Fro un Iech, déi ech awer nach net richteg beäntwert kritt hunn, mee vläch kënnt Dir dat méi prezis soen. Dir hutt e Projet de loi stëmme gelooss mat 170 Milliounen. An de leschte Freideg huet den Här Beaudot op speziell Fro vu mir a vun anere ganz kloer confirméiert, dass net nëmmen de Bau vun dem Satellitt, mee d'ganz Konzeptioun vun dem Projet bis herno zur Exploitatioun, bekannt ware wéi de Projet gestëmmt ginn ass. De Mann huet dat op speziell Fro huet hien dat virun, et waren zwou Kommissiounen, virun 30 Deputéierte gesot. En huet ganz einfach oui gesot. Dat ass och, ech weess net, ass e Freideg e Verbatim gemaach ginn?, ech weess et net, mee et ass ganz einfach oui gesot ginn. An dann ass awer meng Fro: Wéi ass et méiglech, dass Dir e Projet stëmme loosst mat 170 Milliounen, wou awer opgrond vun där Konzeptioun, déi 170 Milliounen net konnten duergoe fir dee ganze Projet bis zum Schluss ze finanzéieren. Wat huet Iech eigentlech dann derzou gefouert fir ze soen: „Ech leeën der Chamber, fir d'Autorisatioun ze kréien, a wou de Rapporteur, de Marc Angel, ech mengen dat ass och net contestéiert, gesot huet d'Gestioun ass domadder beinhalt, wéi kënnt Dir e Projet als Minister, wou Dir deemools waart, vun der Defense, virleeë loosse an der Chamber mat 170 Milliounen sachant, dass och

Dir oder wann Der sot: „Dat wousste meng Beamten“, neen, da mengen ech och, dass et Är politesch Pflicht ass fir wann Der virun de Legislatuer gitt, fir esou e Projet stëmmen ze loossen, dass Der voll empfänglech als Minister wësst wat, dass Der braucht a firwat hutt Der lech do op déi 170 Milliounen limittéiert?

M. Étienne Schneider.- Ech soen et nach eng Kéier: Wann, wann dee Projet 170 Milliounen hat, dann huet deen zwou Saachen eigentlech virgeholl. Oder e puer Saache virgesinn. Nämlech de Satellitt sech a sech selwer, dee muss gebaut ginn, geliwwert ginn. D'Lancéiere vun deem Satellitt. An dann d'Konnektioun oder d'Gestioun vum Satellitt am Weltraum duerch LGS. Dat war dat wat an deem Projet virgesi war. Déi aner Fraisen, déi Konnex-Fraise si Fraisen déi an den normale Budget vun, vun dem Departement vun der Defense, also vun der Arméi gefall sinn, recurrent Fraisen, d'Personal dat eeben agestellt gëtt etc. wa mir haut eng Schoul bauen, da freet jo och kee wivill kascht dat un Enseignantsgehälter oder u Masutt oder wat och ëmmer. Mir bauen d'Schoul. An domat steet se. A mir wëssen, dass herno op deen normale Budget vun de Ministère eeben déi Fraisen ufalen. A sou war et och genee hei, mat deem heite Projet. Also dat waren déi Fraisen. An da waren Infrastrukturen, déi fir eis schon disponibel waren, wéi den Härebiereg oder déi sollte kommen, wéi dee Pôle aérien um Findel, wou déi Saache sollten ouni Surcoute kënnen matafléissen. Dat war jo dat wat eigentlech e komplett normalen, eng komplett normal Situatioun ass. Dir hutt en Investitiounsprojet a fir deen operationell ze kréien, musst der en an d'Luucht schéissen. Also gehéiert dat zum Invest. An dir musst d'Konnektioun maachen tëscht dem Buedem an dem Satellitt. Duerno, wien déi Biller geréiert a verdeelt a wou de Stockage vun Donnéeë gemaach gëtt an hei an do, dat ass alles eeben virgesi gewiescht iwwert déi besteeënd Infrastrukturen oder Infrastrukturen, déi sollte gebaut ginn am Kader vun engem anere Projet, wou einfach gesot gi war hei, ben, wa mer souwisou e Pôle aérien um Findel bauen, da maache mer e puer Metercarré do fir eis, eisen Datenzenter etc fir dat alles dran ze hunn. Dat war awer mengen ech absolutt legitim. Ech ginn lech d'Beispill nach eng Kéier vun, an, an ouni Kritik, d'Beispill nach eng Kéier vum A400M. Do hu mer och hei e Projet gestëmmt vun engem Invest vun 132 Milliounen Euro. Domat hu mer e Fliger kaf. Duerno ass en zwar ëmmer erëm méi deier ginn. An dat ass dann nogestëmmt ginn. Dat war jo alles an der Rei. Mee 2018 hunn ech misse mat engem Gesetz hei hi komme vu 400 Milliounen Euro fir d'Gestioun vun deem Fliger iwwer och esou vill Joren. An dat ass jo dat, dat wësst Der net dee Moment, wou Der dat kaaft. Dir wësst jo och net wéi gëtt en herno agesat. Dir wësst net, dat selwecht gëllt fir dee Satellitt. Mir wëssen net wivill gëtt dee beusprocht herno vun der NATO. Wivill muss deen an den Asaz kommen. Alles dat si Saachen, déi kënnen Der net am Virus wëssen. Et ass jo och, wann ech vun engem initialen Invest vum A400M vun 132 Milliounen schwätzen an ech soe muer dobaussen op der Place publique: „Deen huet elo net 132 Milliounen kascht, mee 532“, da verstinn ech, dass all Mënsch d'Hänn um Kapp zesummeschléit. Mee et ass awer den normale Prozedere speziell an esou komplexen Defense, Defenseprojeten. Dat ass, et huet awer näischt mat deem ze dinn, wat ech da gelies hunn, wéi wann d'Regierung, wéi wann de Minister hei iergendeen hätt wéilten, wéilten ëm d'Ouer schloen oder beléien. D'autant plus, wou dat absolutt kee Sënn mécht, nach eng Kéier: Wa mer, wa mäi Budget fir d'Defense vun engem Dag op deen aneren eigentlech klëmmt vun 90 Milliounen op 400 Milliounen an ech muss kucken déi auszeginn, well mer all Joers den, de Premierminister, den Ausseminister an den Defenseminister all Joers zu Bréssel op der NATO-Vollversammlung de Kapp gewäsch kréien, wann eise Pourcentage, wann deen erëm e bëssen erofgeet. Elo gëtt et méi einfach, well eise PIB erofgeet. Vu dass een ëmmer par rapport zum PIB gerechent gëtt. Geet elo eise Budget de défense an d'Luucht.

(....)

M. Étienne Schneider.- Nee. Och do mengen ech huet jo och den aktuelle Minister gesot, dass dat den absolute Maximum ass, dass e vun 140 bis 180 Milliounen ausgeet. An ech sinn iwwerzeegt, dass wann een dee Projet wierklech op dat Weesentlecht bréngt wat gemengt war an nach eng Kéier iwwerkuckt ob dann déi Saachen, déi virgesi waren, wéi Härebierg, wéi déi, déi Infrastrukturen um Findel etc., ob een dann net awer nach eng Kéier dramatesch deen, deen zousätzleche Budget do erfokritt. Ech si responsabel fir déi Differenz, deen Delta vun 13 Milliounen Euro op 10 Joer. Déi hu mir, ware mir iwwerzeegt mir kréichen déi nom Vott vum Budget an deene Verhandlungen, kréiche mir déi nach eran. Déi hu mer net erakritt, ënner anerem well mer eng besser Assurance herno gemaach hunn. Dofir ass deen Delta bliwwen. Dofir sinn ech responsabel. Dat hunn ech awer wollte géigefinanzéieren iwwert d'Recettë vun 31 Milliounen Euro d'Joer. Respektiv iwwer eng Rallonge, déi mer dann an engem Gesetz hei abruecht hätten. Mee nach eng Kéier, wéi gesot, no deem wou mer dat woussten a wou mer dat ënnerschriwwen hunn, ware Walen. An duerno war weder eng Chamber do nach eng Regierung.

(...)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Merci. Bon ech mengen d'Chamber ass ëmmer an hirem Rôle wa se den Iwwerbléck gär hätt wann e Projet gestëmmt gëtt wat dee Projet tout budget confondu iwwer eng länger Zäit kascht. Hein. Dat ass mengen ech eis, eis Roll. An et schéngt mer, dass effektiv bei deem Begrëff Gestoun oder wéi et nach, nach heescht, ...

Une voix.- Exploitatioun.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- ... Exploitatioun an de Käpp vun der Direktioun vun der Santé, net vun der Santé, mee vun der, vun der Defense verschidden, verschidden Interpretatiounen dora sinn. Ech mengen, dass et richteg a wichteg ass, dass mer an Zukunft all Fraisen, och wa se iwwer e normale Budget geschéien, dass se am Projet zumindest indiquéiert sinn, och wa se iwwer zwee, zwee verschidde Kreditter oder zwee verschidde Kanäl ginn. Dat schéngt mer eng wichteg Saach ze sinn, sou fern een et zu deem Zäitpunkt iwwerhaupt, iwwerhaupt kann aschätzen.

An ech fannen déi Approche och ganz gutt, dass mer kucke wat de Projet wierklech méi deier mécht a wat an där enger wéi an där anerer Hypothees d'Käschte gewiescht wäeren, quitte dass se iwwer zwee verschidde Kanäl bezuelt gi wäeren. Dat ass mengen ech, dat ass mengen ech eng, eng, eng, en, e wichtege, e wichtege Deel fir ze gesinn awéifern ass et wierklech zu enger Käschtenexplosioun komm a wat hätt de Projet, egal wéi een et kontabiliséiert, kascht. En Deel Invest, en Deel Frais de fonctionnement iwwert de Budget. Wann een dat zesummeschléit da weess ee jo wat et an där éischer Optioun gewiescht wär. A wann een dat elo mat där Optik haut kuckt, mat deenen Ännerungen, déi aus deene Grënn, déi mer nach wëllen ergrënnen, wou Meenungswandele stattfonnt hunn, wou et och zu Verdeierunge komm ass, fir do ze kucken: Wat sinn d'Konsequenze vun deem engen a vun deem, deem aneren?

(...)

M. Étienne Schneider.- Ech wëll net méi, net méi wierklech dorobber agoen, wat geännert huet zënter ech net méi do sinn, dass op eemol Saachen, déi sollte funktionéieren, ënner menger Regie net méi funktionéieren, wou ech net méi do sinn. Also vusäite vum Etat-Major aus. Ech mengen do muss een d'Argumenter enzwousch anescht siche goen. Ech wëll just soen, datt d'Thales an Airbus, mir hunn déi eigentlech net benotzt just, an dat kann een esou net soen, mir wollten och intern sécher sinn, dass dee Präis, deen um Dësch läit, dass dat e realistesch Präis ass, an dass dat e bescht méigleche Präis war. Wann, wann Airbus elo mat engem anere Präis komm wär wéi OHB, deen, deen dorënner gewiescht wär, dann hätt een, dann hätt ee sech wierklech missen iwwerleeën eis Strategie, fir ze soen: „Mir maachen dat mat OHB, well dat déi Eenzeg sinn, déi wëlle mat Lëtzebuerger Firma schaffen“. Dann hätte mer wierklech missen driwwer iwwerleeën: Mee merde, wann déi doten 30 Milliounen méi bëlleg sinn, awer net wëlle mat Lëtzebuerger Firma schaffen, maache mer dat dann? Ass dat, ass dat da korrekt? Kënne mer dat da maachen? Mee dat huet sech awer dunn erausgestallt, dass dat eeben net de Fall war. Déi hei OHB war méi bëlleg a se hu mat Lëtzebuerger Entreprisë geschafft. An dofir war mir eigentlech no deem RFI, ware mir reconfortéiert an deem Choix, dee mer gemaach haten, deem initiale Choix, fir d'Etüd ze maachen, ware mer herno reconfortéiert, dass OHB-I eigentlech dee richtege Partner ass, fir dat doten ze maachen. Si sinn déi bëllegst a si wëlle mat Lëtzebuerger Firma schaffen. An doduerch hu mer de Retour économique op Lëtzebuerg.

(...)

Sven Clement : (...) Déi zweet Fro, déi mech awer vill méi irritéiert dat ass, an ech kommen op dat zréck wat ech ganz am Ufank gefrot hunn a wat sech haut awer ëmmer erëm confirméiert huet, dat ass jo och de Choix vun de Prestatairenn ënnert dem Prestataire OHB-I. Do schwätze mer vun HITEC, ganz kloer, do schwätze mer vun LGS, déi jo préconiséiert waren, wou ech genausou gäre wéilt, géif gären aus deene Compte-rendue wësse wéini a firwat se hir Meenung geännert hunn. Well ech mengen, dat ass eng, gëtt eng ganz interessant Lektür. D'Fro, déi sech mir stellt ass, an do kann den Här Schneider eis vläicht e bëssen eng Iddi ginn, Dir hutt jo mat Thales a mat Airbus geschwat: Hu si iergendee Grond ginn, firwat si net mat lëtzebuergeschen Akteure wéilte schaffen? Gëtt et e Grond firwat si vu vir eran ausser reng, e rengen politeschen Grond vläicht, datt si LGS net wollte mat an d'Boot huelen? Datt si HITEC net wollte mat an d'Boot huelen? Well ech mengen, et war kloer, eng vun de Prämissen war jo deemools: Mir bauen an Antennen um Härebiërg. D'Iddi war ëmmer, esou hunn ech dat verstanen, esou krute mer dat hei an där Kommissioun erkläert: Mir bauen eis eegen Antennen. Ech hunn dat nach e Freideg gefrot gehat: Firwat baue mer Antennen, wa mer se kéinte leasen, wa mer se och kéinten zu Svalbard leasen, amplaz se ze bauen? Do war d'Ausso kloer: „Dat ass, well mer eng gutt Offer hunn. Well mer déi Antennen, well mer domadder och engem lëtzebuergeschen Akteur Geld ginn“. D'Fro, déi sech mir also stellt, wat déi Antennen ugeet, mee och all déi aner Akteuren an der Chaîne de valeur: Gouf et do iergendwann eng Kéier d'Iddi ze soen: „Ma wat ass, wa kee lëtzebuergeschen Akteur dran ass? Wat ass, wa mer näischt kafen, mee just de Satellitt kafen an déi ganz Exploitatioun, ech soe elo emol d'Antenne gi mer lounen“? Well mir gi lo effektiv après-coup gi mer eng Antenn zu Svalbard lounen, fir d'Biller erofzelueden, déi pro Dag vill méi Stonne Capacitéit notzt wéi déi zwou Antennen, déi mer bauen zu Redu. Mir bauen zu Redu zwou Antenne fir Redondance ze hunn, während mer zu Svalbard eng Capacitéit lounen, well déi eng Redondance zur Verfügung stellen. Do stellt sech mir d'Fro: Wäre dee ganze Projet hei net am Budget realisierbar gewiescht, och zu deem Zäitpunkt, wou Dir nach Minister waart, wa mer net op verschidde Plazen decidéiert hätten, mir géifen hei zwou Antenne bauen op enger Plaz, wou sech herno erausgestallt huet, datt dat net méiglech wär. Mee d'Fro stellt sech wierklech: Wäre net „Lease instead of buy“ eng zweet Optioun gewiescht?

M. Étienne Schneider.- Also ech mengen, de Leasing kënnt op datselwecht eraus wéi d'Kafen,. Well wann Der de Leasing maacht, dann hutt Der eigentlech just en Achat à tempérament gemaach: Op zéng Joren, hutt Der d'Antenn zweemol bezuelt. Dat ass deen eenzege Punkt. Also vun dohier mengen ech wirtschaftlech hätt dat, hätt dat dem Projet net wierklech gehollef.

Dovun ofgesinn ass et eng, e Prinzip vum Staat, dass en net least, mee keeft an da Proprietär vun, deem Objet ass. Mee nach eng Kéier: No zéng Joren ass déi Antenn näischt méi wäert. Dat heescht déi muss esou amortiséiert ginn, am Leasing, dass se komplett bezuelt ass. An deejéinegen dee se engem verleast huet dann nach e Business domadder gemaach. Et gëtt also ënnert dem Stréch, ...

(...)

M. Sven Clement (Piraten).- Ech haken do nach eng Kéier no, wann Der erlaabt, Madamm Presidentin. Et ass zwou Saache mengen ech. Dat eent, dat ass de Budget, iwwert dee mer ëmmer geschwat hunn. Do gouf eis zumindest hei an der Kommissioun, souwéi ech mech richtig erënneren, och gesot, datt de Budget figéiert war, respektiv eng ganz kloer Iddi war, wat mer bereet wäeren auszeginn ier OHB-I an ier dee ganze RFI-Prozess ofgeschloss war, an datt den RFI-Prozess benotzt sollt ginn, fir eeben dee Budget e bëssen ze validéieren an am Zweifel och hoffentlech e méi bëlleg ze kréien. Dat soll op Drock vun den Experte geschitt sinn, fir eeben de Budget ze drécken. Do war meng Fro ganz konkreet: Wéini gouf et eng Entscheidung, wat fir e Budget fir déi Satellitt sënnvoll wär, wat de Staat oder d'Direction de la Défense bereet wär dofir auszeginn?

(...)

M. Étienne Schneider.- ... ech soen lech just: Mir haten ëmmer, Dir wësst dat, Dir hutt et selwer gesot, bei der Defense sinn d'Aueren ëmmer anescht gedréit. An dat net nëmmen hei. D'ailleurs, eng Klammer op: Kennt Dir een Defense-Projet iergendwou am Ausland, deen net herno zu Komplikatoune gefouert huet, ëmmer erëm dowéinst? Et ass keen, deen iergendee Waffesystem sech liwwere gelooss huet, deen am Präis war. Keen, dee sech jee en Düsenjet liwwere gelooss huet, wou net herno 100... Dat soll keng Excuse sinn, ech soe just, dass dat do dat Ëmfeld ass, an deem ech als Minister hu musse schaffen. Mee richtig ass, dass HITEC meng Leit um Ministère kontaktéiert huet. An ech kann dat elo net, net hei bezeien, mee ech géif mech schwéier wonneren, wann déi net hir Iddi diskutéiert gehat hätte mat OHB-I, mat LuxGovSat, mat aneren, fir ze soen: „Ma solle mer net dem Lëtzebuerger Staat dat dote proposéieren? D'NATO brauch et en plus. A si mussen hire Budget...“ Déi liese jo och d'Zeitung, déi hu jo och matkritt, dass mer zu Wales eis engagéiert hunn, anstatt 80, 90 Milliounen, an Zukunft 400 Milliounen d'Joer auszeginn. An da wäeren et schlecht Geschäftsleit, wa se dann net op d'Iddi kéimen an ze soen: „Elo hëllef mer deem awer emol, déi Suen do auszeginn“. Voilà!

(...)

M. Étienne Schneider.- (...) 1,2 Milliounen d'Joer. An do huet awer d'Argument gespillt elo kommen, elo kommen déi Walen. Da kënnt eng Regierungsbildung. Da kënnt eventuell en neie Minister, dee sech erëm muss aschaffen. Da gëtt dee Projet esou laang delayed, dass mer ni an nimmer kënnen eis Engagementer vis-à-vis vun der NATO respektéieren. A wann da meng Leit mer soen: „Souwisou kréie mer 31 Milliounen Recetten, mir fannen e Wee, fir dat doten ze

decken, entweder iwwert déi Recetten, oder am Noutfall gi mer direkt duerno, wann d'Regierung erëm steet, eng nei Regierung steet, vu dass jo do kloer war a wéi eng Richtung déi Regierung géif goen, nämlech an déiselwecht, war et evident, dass mer dann déi aner Optioun einfach déi hate mat engem Budget supplémentaire an d'Chamber ze kommen an dat dann ze stëmmen. D'Zäit war jo do, fir dat ze maachen.

(...)

Mme Diane Adehm *Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.*- A. Ech wéilt lech awer dann nach eng aner Fro stellen. Vun Dezember 2018 u war jo den Här Bausch Minister, also fir d'Defense. An hien huet jo du bei eis an der Kommissioun zumindest gesot, dass hien dunn ugefaang huet den Dossier ze entdecken, an dass e gemierkt huet, dass et mat deene Suen, mat deenen 170 Milliounen net géif duergoen. War dat doten eng Kéier iergendee Sujet an engem Regierungsrot? Oder war dat eng Kéier e Sujet an enger Diskussioun, déi Dir à part mam Här Bausch hat? Oder war dat ni e Sujet an Dir sidd eigentlech e bëssen aus alle Wolleke gefall wéi Dir op eemol an der Press matkritt hutt, dass den Här Bausch mat esou engem Dossier an dës Kommissioun komm ass.

M. Étienne Schneider.- Also ech, ech hunn iergendwann an deem Joer, wou ech dann nach an der Regierung war, ouni Defense-Minister ze sinn, hunn ech matkritt, dass et do Problemer gëtt. Hu mech awer, hunn awer net weider do op en Detail insistéiert. An dee Montant, deen do eraus, deen hunn ech eréischt héieren effektiv wéi ech net méi Minister war. An ech hunn och zënterhier näischt héiere vum aktuelle Minister firwat dat soll esou sinn.

Voilà !

(...)

Extraits du procès-verbal de la réunion de la commission du 13 juillet 2020

(...)

Le projet de loi initial avait pour objet d'autoriser le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol pour un montant de 170 millions d'euros sur une période de 14 ans, couvrant les éléments suivants :

- L'acquisition et le lancement d'un satellite d'observation de la Terre équipé d'une caméra à très haute résolution (4 ans) ;
- La construction des antennes associées permettant le transfert d'images du satellite vers la Terre ;
- La mise en place d'un segment sol permettant le contrôle et la gestion du système sur 10 ans ainsi que la diffusion des images.

Certaines dépenses n'ont pas été prises en compte dans le budget du projet de loi initial. Il s'agit notamment de dépenses liées à l'exploitation et à la maintenance du système.

Vu que le contrat avec OHB-I a été signé le 28 septembre 2018 pour un montant de 168,2 millions d'euros, la quasi-totalité du budget de la loi d'autorisation a été utilisée.

Le 27 mars 2020 a été déposé le **projet de loi 7542** qui vise à augmenter de 180 millions d'euros le montant que le Gouvernement est autorisé à dépenser, le montant total passant ainsi à **350 millions d'euros**.

(...)

Conclusion : l'estimation maximale des coûts additionnels nécessaires est de 139 millions d'euros. Ventilation des coûts supplémentaires par catégories

3 catégories de coûts mènent à une modification de la loi :

- Cat. 1 : Coûts liés à une modification de la configuration afin d'améliorer le système (9 millions d'euros)
 - Cat. 2 : Coûts supplémentaires liés à des hypothèses de base non-réalisables (58,7 millions d'euros)
 - Cat. 3 : Eléments non couverts dans la loi initiale du 14 août 2018 (67,1 millions d'euros)
- Coûts du support externe (les montants sont basés sur l'estimation pessimiste) (3,5 millions d'euros)

(...)

Récapitulatif

-> Coûts supplémentaires liés essentiellement à des hypothèses non étudiées d'avance ou non budgétisées. Par exemple:

- MOC : que ce soit LuxGovSat ou autre entreprise -> pas de budget (25 millions) ;
- Antennes : implantation à Diekirch non étudiée avant la signature du contrat et coûts supplémentaires pour location terrain à Redu (2,4 millions) ;
- NDC (location Data centre et sa maintenance) : invoqué par concept du PGAé mais pas de budget (14,6 millions) ;
- Maintenance du système niveau 3 → non prévue dans budget (10 millions) ;
- Location d'antenne polaire → non prévue dans budget (10,5 millions) ;
- DPC : exploitation par l'armée non réalisable et nécessaire d'être externalisée (38 millions).

→ Seuls éléments réellement nouveaux : résilience (liée au besoin de décentralisation, représente un coût de 9 millions).

→ Estimation maximale des coûts additionnels nécessaires : 139 millions au lieu des 180 millions prévus dans le projet de loi n°7542. 7/10

Résiliation du contrat pour « convenience »

Courrier adressé à OHB-I pour une évaluation d'une application de la clause de "*termination for convenience*" :

In summary the minimum overall expenditure incurred by LuxDoD in case of early termination on August 1st 2020 would be:

114.1 M€ (Invoiced as per August 1st) minus 11.3 M€ (*Maximum pro rata apportionment as indicated above*) plus 42.3 M€ (*Minimum termination costs*) for a total of 145.1 M€.

(...)

M. Bausch informe que les ministres réunis en conseil seront saisis d'un amendement gouvernemental au projet de loi 7542, afin de modifier le montant requis pour continuer le programme. L'accord de la Chambre des Députés sera donc finalement demandé non pas sur 180 millions d'euros, mais sur 139 millions supplémentaires.

Extrait du verbatim de la réunion de la commission du 14 septembre 2020

(...)

M. Alain Duschène.- Nee, ech hätt awer nach vläicht déi drëtt Fro, wou et drëms gaangen ass, d'Personalkäschte wa mer Projete maachen, ob Personalkäschte mataberechent ginn. Do ass et esou, dass mir jo all Joers oder och am Pluriannuel, wéi dat wat mer elo gemaach hunn, kucke wivill Leit brauche mer an Zukunft, fir eis Missiounen kënnen ze erfëllen. Dat hu mer jo gemeet. Wou mer elo dee Plan pluriannuel do guttgeheescht kritt hu vun der Regierung. An do hu mer gekuckt wat mer brauchen. Mee do war deen heite Projet, einfach net mat dran.

(...)

Extraits du verbatim de la réunion de la commission du 25 septembre 2020

(...)

M. Patrick Biewer.- Also zougesprach ass eis iwwert déi ganz *Durée* vum Projet säit 2017 ni eppes ginn. Ech mengen et ass net, dass do iergendwéi och mat eis géigeniwwer iergendee Favoritismus oder esou geschitt ass. Dat Element, dat fir eis nei war, also et war scho gewosst, dass wann et dee Moment zu der Exploitatioun kënnt, dass da muss gekuckt ginn, och méi wäit a mat aneren Acteuren, wéi kann dee Moment déi Exploitatioun hei am beschte stattfannen? Dass do en *Appel d'offres* gemaach gëtt, ass eppes wat eis net onbedéngt iwwerrascht huet. E *Gré à gré* hätt ee kéinte sech virstellen, mee bon, dass herno en *Appel d'offres* virleien, ass net elo onbedéngt déi grouss Iwwerraschung fir eis gewiescht.

Dat eenzegt neit Element, war effektiv dat, dass mer innerhalb vum Grupp SES dräi Demandë virleien haten. Dat hunn ech virleien gesot, dat ass dat neit Element fir eis gewiescht.

An *de facto*, wann een dann innerhalb vu sengem Haaptaktionär dräi Demandë virleien huet, ass et jo kloer, dass ee jo da kuckt, wéi een déi am beschten do d'Äntwert gëtt oder ob een do dräimol deen Effort duplizéiert. An dat sinn Elementer, déi do matspillen.

Fir op Är aner Fro zrëckzekommen, awéifern läit säitens vu LuxGovSat, oder louch säitens vu LuxGovSat eng Estimatioun u sech vir, déi genotzt ginn ass an engem Budgetprozess, dat ass an där Form net de Fall. Well an deem Kontext hätt een, hätte mir jo dee ganzen Dossier an der Déift misse kennen, eng Analys maachen. An dat wäeren och dee Moment déi Procès-verballen an déi Diskussiounen, déi mer am Verwaltungsrot gefouert hunn, och vill méi an der

Déift gewiescht, fir dass mer do effektiv en Zuelewierk virleien hunn, mat deem een da kann no vir plangen. Dat ass net de Fall. Mir hu keng intern Zuelen. An doduerjer well mir keng intern Planungszuelen hunn, kënnen mer och net mat der Defense Planungszuelen am Fong gesat hunn.

Dee Volet vun der Exploitatioun vum Satellitt ass, dat ass vläicht en zweet Element. De Projet ass esou geréiert ginn, dass de Fokus praktesch integral vun der éischer Phase, vun 2017 bis praktesch 2019 op der Acquisitioun vum Satellitt a vum „ground segment“, dat heescht dee ganze *segment sol*, deen dozou gehéiert huet, dass ee sech dorobber fokusséiert huet. An dass eréischt an enger zweeter Phas am Fong, sech da méi am Detail mat deem Ganzen, mat där ganzer Exploitatioun ausernanergesat ginn ass, an och eréischt an enger zweeter Phas d'Besoinen am Fong eréischt definéiert gi sinn.

Doduerch huet ee jo och misste fir d'éischt, wéi bis den Hiersteller am Fong feststoung vum Satellitt, do huet een och eréischt genau gewosst, wéi dee ganze Buedemsegment am Fong fonctionéiert. An op där Basis ass dann de *Cahier de charges* ausgeschriwwen ginn, fir d'Gestioun vum Buedemsegment. Dat heescht doduerjer kënnst een och eréischt an déi Situatioun, dass een do kann eng fiabel Estimatioun maachen, sief et elo säitens der Defense oder säitens, vläicht hunn déi och méi Abléck gehat an deen een oder aneren Element. Mee vun eis, och wa mer deen Dossier suivéiert hunn, hu mer ni genuch Informatiounen am Fong gehat, fir do kënnen eng budgetär Estimatioun oder e budgetäre Planning ze maache fir esou e Projet.

Dat heescht, fir eis huet sech déi Situatioun eréischt 2019 erginn.

M. Claude Wiseler (CSV).- Ech stellen also fest wat Der sot, dat heescht, ier d'Gesetz gestëmmt ginn ass an ier et deposéiert ginn ass, war am Fong ni eng prezis Analys gemaach gi vun deem wat dat Segment, wat Dir betreit, dann iwwerhaupt kéint kaschten a wat et *en définitive* wier.

M. Patrick Biewer.- Net op säitens vu LuxGovSat. Mee awer bestëmmt, ech huelen un ...

M. Claude Wiseler (CSV).- Dat géif mech wonneren, mee dat ass elo, effektiv kënnst Dir elo net beäntweren.

Meng aner Fro, déi Fro, déi ech awer wëll onbedéngt do hannendru stellen, dat ass: Eis gëtt jo gesot, dat Ganzt ass esou vill méi deier ginn, well LuxGovSat elo op eemol dat net méi wéilt maachen. Sou, elo ass meng Fro: Wann ech lech elo richtig nolauschten, da sot Dir, mee hei sinn och nach aner Firmen, deelweis ass et en Aktionär, a mir hunn do gemeinsam gekuckt, wat ass dann dat bescht Ugebuert, wat kann iwwerhaupt dem Lëtzebuerger Staat gi ginn. Hätt Dir elo als LuxGovSat, wann Dir eleng eng Offer gemaach hätt, dat da méi bëlleg kënnen maachen?

M. Patrick Biewer.- Bestëmmt net. Dat ass, ech mengen et hätt ee jo ëmmer missten déi, wéi gesot, déi ganz Déngschtleeschtung ubidden, déi do erfuerdert ass. Et ass jo net, dass mir d'Leit bei eis setzen hunn an dass déi dann elo do op dee Projet dee Moment waarden. Dat heescht, et hätt ee misste praktesch déi Ressourcë bei der SES akafen, déi Ressourcen och komplementär bei RSS nach akafen an dann nach zousätzlech Ressourcë vun eis dee Moment dobäi, gegebenfalls Leit astellen. An dat huet e Käschtepunkt an dorausser hätt sech eng Offer erginn an déi wär net méi bëlleg ginn. *Au contraire*.

(...)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- An dann déi zweet Fro, déi ech hannendru wollt hänken, mir hunn, mir si jo ëmmer konfrontéiert just mat zwee Sitten, fir d'Antennen. Den, den Härebierg, deen am Ufank am Gespréich war, deen herno als net méi passend consideréiert ginn ass. An de Site an der Belsch war, ...

(téléphone qui sonne)

... entschëllegt, ... war ee Moment och den, de Site SES am Gespréich. A firwat ass deen am Endeffekt opgi ginn? An dann dat Lescht, wat ech hannendru wollt hänken, den, Dir hutt eigentlech bestätegt dat wat d'Defense vun deemools eis gesot huet, dass se den *Hard* am Fokus haten, wat de Budget ugeet an och wat d'Prioritéit ugeet an an enger zweeter Etapp éischer d'Gestioun gekuckt hunn. Dir hutt, Dir hutt dat jo och esou verstan, mir hu gesot kritt, dass dat an der Kultur, an der bishereger Kultur vun der, vun der Arméi an der Defense war, dass een d'Gestioun, d'Personal, wat een herno brauch, dass een dat iwwert déi successiv annuell Budgetskreditter géif, géif ofdecken. Dat heescht also, Dir hat, Dir hutt et och esou verstan, dass eng éischt Prioritéit och am Gesetz op den, den *Hard* gesat ginn ass.

M. Patrick Biewer.- Dat hunn, wéi gesot, dat deckt sech genau och vun eiser Impressioun, wéi de Projet am Fong, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Jo.

M. Patrick Biewer.- ... ofgewéckelt ginn ass, dass do den, de Fokus op der ganzer Acquisitioun vum Satellitt war. An de Prozess ass jo esou opgebaut gewiescht, dass säitens der Defense wollt, sollt jo eng schlëselfäerdeg Léisung am Fong kaf ginn. Woubäi dann déi schlëselfäerdeg Léisung da jo och ausgeschriwwen ginn ass iwwert den RFI-Prozess. An, an deem Kontext war dee ganze Fokus am Fong fir, fir d'éischt ze kucken: Wéi kréien mer esou eng schlëselfäerdeg Léisung am Fong ausgeliiwert? An d'Acquisitioun doriwwer. An deen aneren Exploitatiounsdeel, deen, deen ass eréischt an enger zweeter Phas

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Jo

M. Patrick Biewer.- ... dat deckt sech komplett domadder, domat of. Ass dat elo gängeg Praxis? Ech mengen am, am, ech kann, et ass schwéier fir mech ze beurteele wéi, wéi d'Praxis elo genau an der Defense ass. Wa mir säitens, wa mer elo den, de Kontext vum GovSat huelen, do ass, wéi de Projet letztendlech mengen ech och an der Chamber, an der Chamber war, war, waren déi ganz Phase geplangt. Do stoung e Businessplang, do stoung d'Exploitatioun dovunner. Do war d'Preselectioun vun dem Vendeur. Mee dat huet natierlech mat sech bruecht, dass, dass do eng enorm Ressourcen an dee Projet mat eragesat gi sinn. Ech mengen do ass en Accord deemools gemaach ginn och mat der SES, déi da ganz staark implizéiert war. Déi och do dee Moment déi ganz Ressourcen do dra gesat hunn, fir dass déi, déi Informatiounen alleguer virlouchen. Bon, dat ass awer elo éischer och e kommerzielle Modell dobäi, mat engem Businessplang wouwou dat muss virleie praktesch, fir dass een och eng, eng gutt Visibilitéit huet wéi sech esou ee Projet dee Moment iwwer 15, 20 Joren dee Moment ofwéckelt. Ech hunn awer elo net d'Visibilitéit wéi dat elo genau an der, innerhalb vun der Defense dee Moment ofgewéckelt gött.

(...)

3.4.2. La passation des marchés publics

Extrait du procès-verbal de la réunion de la commission du 30 mars 2020

(...)

Discussion

De la discussion, il s'agit de retenir succinctement les points suivants :

Quant aux raisons qui ont mené à la sous-évaluation du budget, le processus d'attribution s'est étalé sur une période de 9 mois ce qui est court pour un programme d'une telle complexité. Le processus de passation du marché a été conduit de manière rapide en comparaison avec les bonnes pratiques en la matière. Le marché a été attribué au prestataire ayant effectué la pré-étude. OHB-I a été retenu sur la base de trois critères : le prix proposé, les éventuelles restrictions d'utilisation que le gouvernement du pays du fournisseur pourrait imposer au prestataire et les contraintes de temps.

(...)

Extraits du procès-verbal de la réunion de la commission du 11 mai 2020 :

(...)

Actions urgentes issues de la revue de Programme

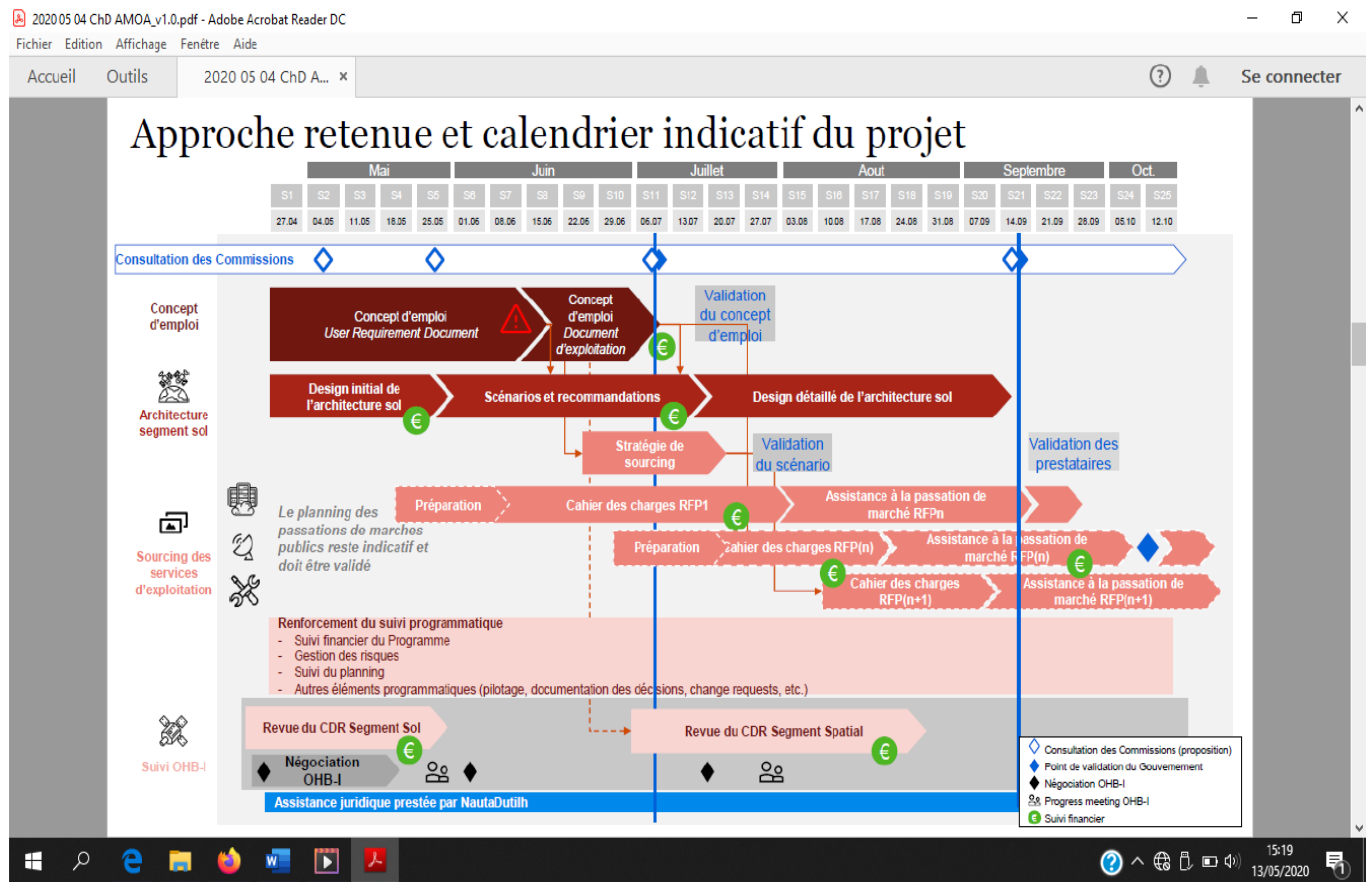
(...)

Pour pouvoir assister la Direction de la Défense, PwC, assisté de Nauta Dutilh, va permettre de :

- Renforcer l'expertise technique (domaine spatial, mais aussi IT et sécurité)
- Renforcer les ressources dédiées au pilotage du programme, suivi financier, gestion des risques
- Renforcer les capacités en matière d'achats (sourcing, soumission de marchés publics)
- Renforcer les compétences juridiques.

(...)

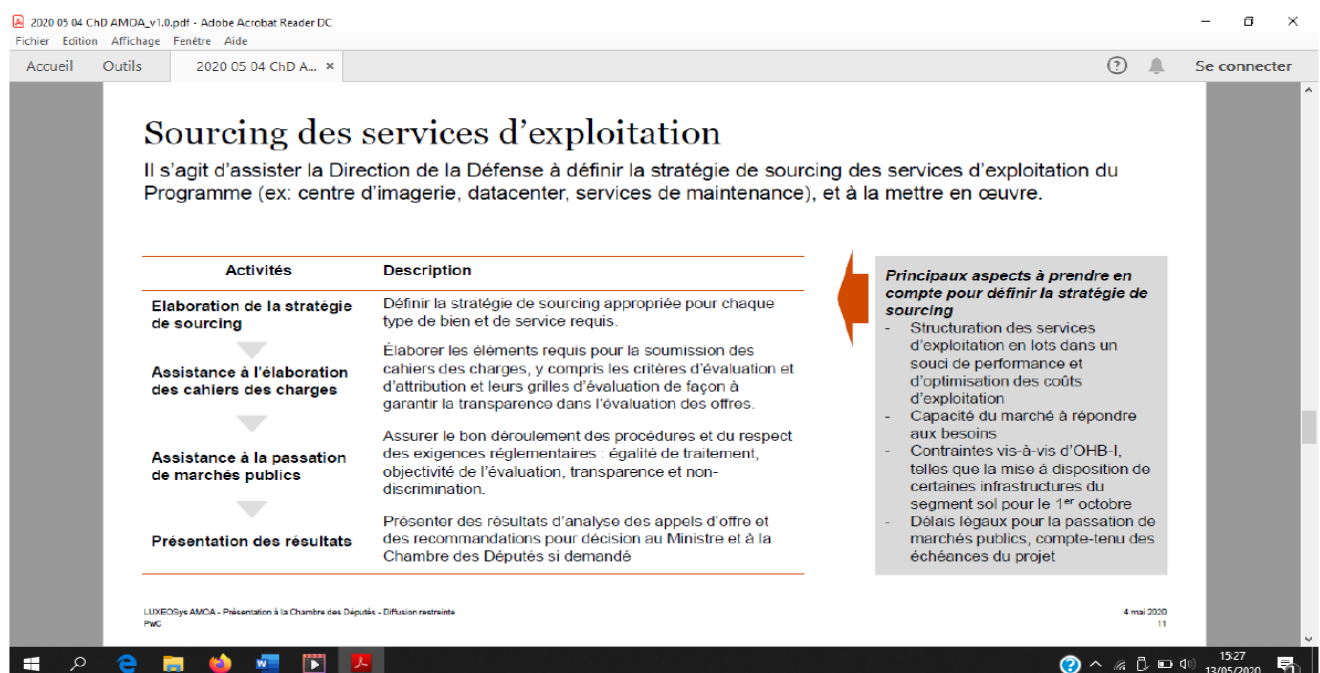
Approche retenue et calendrier indicatif du projet



(...)

Sourcing des services d'exploitation

Il s'agit d'assister la Direction de la Défense à définir la stratégie de sourcing des services d'exploitation du Programme (ex: centre d'imagerie, datacenter, services de maintenance), et à la mettre en œuvre.



(...)

Discussion

Y aura-t-il des appels d'offre pour les marchés ? (autre question de Mme la Présidente.

Pourquoi le Gouvernement a choisi PWC parmi toutes les sociétés de consultance ? Il est rappelé qu'en août 2019, la Direction de la Défense s'est vue contrainte d'adresser à OHB-I une requête de changement contractuel (CCN) relatif à une gestion décentralisée et multisites du système et à la mise en place des mesures de sécurité afférentes. La proposition de devis faite par OHB-I n'a pas convaincu la Direction de la Défense. Au vu des points qui ont interpellé, il a été décidé de publier une offre de marché pour trouver des experts capables d'accompagner le Gouvernement dans les choix à entreprendre. M. le Ministre ajoute que, suite à la première analyse effectuée par PWC, il parut normal que PWC offre aussi l'assistance à la maîtrise d'ouvrage.

M. Feith confirme que les différents segments de marchés seront publiés en bonne et due forme. La mission avec PWC consiste actuellement à aider le Gouvernement à définir les besoins (cf slide 6). Il faudra ensuite déterminer les installations et services nécessaires pour pouvoir finalement décider à quels types de métiers s'adresseront les différentes offres de marchés.

(...)

Extraits du verbatim de la réunion de la commission du 8 juin 2020 :

M. Patrick Heck.- (...) Dat, wat fir mech wichteg ass, déi zwou allerwichtigst Saache fir mech sinn, fir d'Alleréischt, dass mer an engem ganz spezielle Kontext sinn, am Kontext vum Marché-défense, wat jo net en normale Marché ass, wat e spezielle Marché ass a fir deen et zu Lëtzebuerg eng speziell Base légale gëtt vun 2003 : d'Gesetz iwwert de Fonds d'équipement militaire²¹.

(...)

Da ware mer och an deem Dossier an engem anere Kontext, dee vun de Marchés négociés, Marchés publics, Marchés non-publics, Marchés sensibles, Marchés militaires, Biens sensibles, keng Publicitéit, wou een natierlech keng Detailer an e Gesetz schreiwe geet, well ee jo schlussendlech mam Argument kënnt, dass een d'MarchésGesetz wëll gebrauchen, fir e Bien sensible ze kafen, wou keng Publicitéit gemaach gëtt.

(...)

M. François Bausch, Ministre de la Défense.- Also zur Confidentialitéit wollt ech eppes dozou soen. De Problem ass jo deen, datt am Fong an dat ass jo och dat, wat déi Dokumenter, déi Der jo all kritt hutt. Dir hutt jo och nach den Avis juridique kritt vu mer, wou iwwerall „confidentiel“ dropsteet.

De Problem ass mat der Confidentialitéit. Dir hutt jo all d'Dokumenter kritt. Do stoung jo ëmmer drop „confidentiel“. Och den Avis juridique vu Clifford Chance, deen Der haut de Moie kritt hutt, do steet jo och drop „confidentiel“. Firwat ass dat? Ma dat ass, well natierlech mer eis mussen bewusst sinn, datt mer nach hei ëmmer an enger Situatioun sinn, wou et net sécher

²¹ <http://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2003/12/19/n16/jo>

ass, ob mer net kéinten ugesicht gi vu Konkurrente par rapport zu enger eventueller Ausschreiwung oder Netausschreiwung.

(...)

M. Claude Wiseler (CSV).- (...) Ech hunn awer och nach eng Rei aner Froen iwwer, onwarscheinlech vill Froen iwwer vill aner Aspekter. Ech géif se just gär kuerz uschwätzen. Dat Éischt musst Der mer emol erklären: Wou kommt Der iwwerhaupt un déi OHB-I? An ass dat am Ministère de la Défense normal, wann, esou vill ech dat liesen, wann do eng Lëtzebuerger Firma mat enger Firma, mat där se Kontakt huet, an de Ministère getréppelt kënnt an dann e Projet virstellt, datt déi emol ouni Ausschreiwung, well dat hätt een duerchaus kënnen ouni Secret militaire do ausschreiwen, géif ech mengen. Oder Der musst mer erkläre firwat net. An Dir musst mir erklären op Basis vu wat fir engem Artikel vum Gesetz vun 2012 iwwert d'Defense^{22,16} een dat net hätt kënnen ausschreiwen. Da musst Der emol soe firwat OHB-I einfach emol krack eng Preetüd do ze maache kritt iwwert dat, wat an dee Satellit soll kommen. Dat ass mäin éischte Punkt.

An ech ginn elo ganz graff iwwert d'Etappe weider. Dann déi zweet Saach. Dir sidd manifestement an deem Moment, dat muss dann 2017 sinn, net ganz zefridde mat deem, wat d'OHB-I bréngt, well eng ganz Rei Froen net dra sinn, well eng ganz Rei Erklärungen an där Preetüd net prezis genuch sinn. Da maacht Der e sougenannten RFI, wou Der eng Rei Froen u verschidde Firme stellt. An dee Moment decidéiert Der dann awer an eng aner Prozedur iwwerzeklammen, wann ech dat richteg verstanen hunn. Bis elo war et jo eng Prozedur, wou Der mat engem gehandelt hutt. Hei klammt Der op eemol an eng Prozedur eran, wou Der dräi Firmen dann eng Rei Froe stellt, dont déi Firma, déi lech d'Preetüd gemaach huet. An déi Firma, déi lech am Prinzip och dat Material geliwert huet aus deem Der den RFI maacht.

Sou, elo musst Der, ech hu jo vill als Travaux-publics-Minister och mat Ausschreiwungen ze di gehat. An ech kennen och dat Gesetz vun 2012. Elo musst Der mer awer emol erklären, wéi Der do kënnt rasonéieren. Oder ob Dir der Meenung sidd, loosse mer d'Fro esou dréinen, datt wann Der dat esou maacht, déi dräi Konkurrenten, déi Der jo dann hutt, déi selwecht Chancen hunn, fir lech Äntwerten ze ginn op déi Froen, zäitlech gesinn a vun den Informatiounen, déi se hunn. Well wann ech dat liese wat hei ronderëm steet, da stellen ech just fest, datt et am Fong net esou ass, datt all déi Informatiounen, déi OHB-I ausgeschafft huet, deenen anere Konkurrenten zur Verfügung gestallt gi sinn. Dofir schreift jo och relativ kloer d'PwC, datt et manifestement keng loyal Konkurrenz ass zwëschent deene Konkurrenten, déi Der hei uschreift, weeder zäitlech nach um Inhalt, an da gitt Der einfach den Optrag un OHB-I weider.

Ech wëll just wëssen no wat fir enger Prozedur dat da geschitt ass op Basis vum Defensegesetz. Ech stelle mer och d'Fro, wann ech richteg verstanen hunn, justifizéiert Der de Recours zu dem Defensegesetz op de Fait, datt deen hei Projet spezifesch Recherche an Innovatiounssaachen hätt, déi een net wéilt präisginn.

Dir sot awer virdrun, mir hu just e Satellit off the shelf kaaft, also keen, deen iergendzousch, fir sécher ze sinn, keen deen iergendzousch Innovatioun a Recherche nach brauch. Da wëll ech just wëssen: Op wat fir een Artikel vun dem Gesetzestext vun 2012 baséiert Der lech, fir d'Defenseprozeduren ze justifizéieren? Well et ass net, well de Ministère de la Défense eppes keeft, datt et keng Marché-publics-Prozedure ginn. Dat Gesetz vun 2012, dat huet 100

²² Loi du 26 décembre 2012 sur les marchés publics de la défense et de la sécurité; dossier parlementaire 6439

Artikelen oder ech weess net wivill. Mee do sinn eng ganz Rei Prozeduren dran, notamment Mise-en-marché-publicken, déi normal lafen an awer och déi aner Prozeduren hunn, e wéineg méi restreinte lafen, all Typpe vu Prozeduren.

Ech hunn deen Typ vu Prozedur, deen Dir hei maacht, nach néierens gesinn, net am Gesetz an ech gesinn och net, wéi Der kënnt justifiéieren, fir hei, mee dat sot Der mer dann, fir hei déi Prozedur, déi Der gewielt hutt, ze maachen.

Dann hunn ech awer och nach eng Rei Froen iwwert de Fait, datt mer hei, de 24. Juli 2018, e Gesetz an der Chamber gestëmmt hunn. Dir hutt gesot, datt Der virdrun a sech déi Offere vun deene verschiddene Firmaen eran hat. Sou. Da wëll ech just wëssen, wann Der déi Offeren eran hat, dann hutt Der jo d'Präisser awer kannt dovunner. An déi Präisser, déi Der eran hat an deenen Offeren, do wéilt ech einfach wëssen: Wat sinn dann d'Präisser vun OHB-I a vun deenen aneren zwou Firme gewiescht? Well et ass jo awer net onwichtig de Präis, deen an der Offer, deen den 22. oder den 20. Juli eran hat ze kennen, fir awer kënnen ze jugéieren, ob dat, wat de Minister de 24. Juli an der Chamber gezielt huet an dee Präis, deen ee manifestement jo da virdu kannt huet, ob dat korrespondéiert zu deem, wat Der elo gesot hutt, an zwar datt de Minister dovunner ausgaangen ass, datt de Gesetzestext net géif iwwerschritt ginn.

Wann ech de Marché kucken, deen am September ënnerschriwwe ginn ass, an ech kucken, wat an deem Marché dran ass, da weess ech, wann ech dee Marché ënnerschreiwen, datt dat net duergeet, wat am Gesetz steet. Dat heescht, ech hunn zwou Etappen, ausser Dir sot mir elo, Dir hutt et säit Juli vill méi bëlleg gemaach. Mee ech ginn dovunner aus, datt à peu près dee Marché, deen erakomm ass am Juli dee selwechte war, wéi Der duerno als Kontrakt ënnerschriwwen hutt, à peu près. Sou, wann ech dat gesinn, da muss ech soen, da sinn ech mer bewusst, datt et, warscheinlech souguer ganz sécher, net wäert duergoen, dee Präis, deen an dem Gesetz geschriwwe gëtt.

Ech ginn awer trotzdeem an d'Chamber an ech soe kee Wuert dodriwwer. Spéitstens, spéitstens wann ech am September de Kontrakt ënnerschreiwen, well dann ass e jo fix. Am Juli hätt ee vläicht nach kënnen hoffen en erofnegociéiert ze kréien. Mee spéitstens am September, wann Der en ënnerschreift, wann de Minister en ënnerschreift, ass de Präis jo fix. A spéitstens da weess ech jo awer, datt ech net am Kader vum Gesetz bleiwen. Da wär als Minister mäin éischte Reflex gewiescht, wann ech dat weess, éier ech et ënnerschreiwen, ginn ech d'Chamber an d'Comexbu informéieren, fir ze soen, hei ech hunn e Problem. Och wann et nëmme 10 oder 15 Milliounen ass. Ech hunn e Problem, well ech aus dem Kader lafen. Ech wëll dee Kontrakt elo ënnerschreiwen, mee Dir musst wëssen, Chamber, wannechgelift, datt do nach eppes nokënnt. Mee hei kënnt näischt.

Dofir ass meng Fro: Wann der 168, 169 Milliounen ënnerschreift als Kontakt, wéi ass et da méiglech, datt Der dovunner ausgitt, datt 170 Milliounen duerginn?

Dann zu der Ausso, déi Dir gemaach hutt, déi doranner besteet, datt fir Iech d'Exploitation eppes ganz Restreintes ass an de Mise en oeuvre an de Fonctionnement net dovunner Deel wäeren. Ech kann zwar do nëmme staunen. Well wann ech liese wat an der Chamber gesot ginn ass, wat och de Rapporteur vum Projet, dat heescht, wat eis gleewe gedoe ginn ass an der Chamber, dann ass dat awer net, dann ass dat awer net esou.

De Marc Angel seet als Rapporteur, deen da fir eis hei schwätzt, ganz gentil a léif, datt dat plafonnéiert ass op 170 Milliounen iwwer eng Period vu 14 Joer, dat heescht, de ganze Präis

vu 14 Joer ass plafonnéiert op 170 Milliounen. An där Zomm vun 170 Milliounen sinn och d'Frais-de-gestionen dran a sinn och d'Margen abegraff. Dat ass dat, wat mir an der Chamber erzielt kritt hunn a wat de Rapporteur en toute bonne foi, well ech kann dem Marc sécherlech näischt aneschtens virwerfen, en toute bonne foi a sengem Rapport mëndlech, schrëftlech, bon schrëftlech hunn ech elo net nogekuckt, mee mëndlech op jidde Fall an aller Däitlechkeet onwiddersprach, onwiddersprach vun dem Minister, deen duerno op ganz aner Saachen ageet an net op de Präis, hei erzielt.

Dat heescht, d'Chamber ass gleewe gelooss ginn, datt dat op 14 Joer de ganze Präis wier. Sou. Elo stëmme mer 180 Milliounen méi an Dir fannt dat normal. Ech muss soen, déi Explikatiounen, déi Der bis elo doriwwer ginn hutt, sinn awer fir mech äusserst problematesch.

An däerf ech just nach déi Fro stellen, dat ass, ob Der virun dëser Reunioun vum Här Schneider kontaktéiert gi sidd an der mat ëm beschwat hutt oder net. Wann dat ... Okay. Et ass just fir sécher ze sinn, vu wat mer wéi mer hei schwätze mateneen. Voilà!

(...)

M. Patrick Heck.- (...) Firwat OHB? Bon, dofir soen ech nach eng Kéier, et deet mer leed, dass ech, ech wëll wierklech net hei als en arroganten obstiniéierte Beamten optrieden. Mee Dir rufft mech, fir mech ze froen, wéi sidd Dir déi Saach ugaang. An ech soen lech, wann ech kucke wat d'Pratique vum Legislatueur war dans les marchés d'investissement défense, ass et de FEM, an de FEM ass ganz kloer, y compris den Avis vum Staatsrot, déi Käschte sinn net prévisible. Do kommen ëmmer Saachen derbäi. An dofir kënne mer, brauche mer e spezielle Fong, dee Joer fir Joer weidergeet, deen ass also net an der annuité budgétaire bleift. An all déi Gesetzer, déi duerno komm sinn, hunn dat och gemaach. Do si keng Frais de fonctionnement dran. Et deet mer leed. Ech sinn elo warscheinlech éischer op der Limitt vum Anstand, fir eng Chamber. Ech entschëllege mech dofir. Mee Dir hutt mech komme gelooss, fir mech ze froen, wéi sidd Dir déi Saach do ugaang. An ech soen lech, mir sinn déi Saach ugaang wéi all déi aner Projete virdrun an deem do Beräich och ugaange sinn.

Dat war vläicht falsch, je veux bien. Gutt. OHB, firwat hu mer OHB geholl? OHB ass bei de Wirtschaftsministère gaang an hunn do eng nei Technologie presentéiert. Dat mengen ech ass jo am Rôle vun engem Wirtschaftsministère d'Industrie ze ënnerstëtzen. De Wirtschaftsministère huet se bei eis geschéckt am September 2016, well eebe gesi ginn ass, do ass eng potenziell Application militaire, wat mer gekuckt hunn. Dat hu mer och effektiv festgestallt, do ass effektiv eng Application militaire dohannert. Dat huet e Besoin, dat huet eng Utilité militaire. Mir woussten, dass d'EU an d'NATO aus deenen dote Beräicher Prioritéite gemaach hunn. An do hu mer mat hinnen, mer hu se gesinn, mir hunn OHB gesinn. Mir hunn e Marché négocié gemaach op Basis vum Marché-publics-Gesetz défense, e Marché négocié sans publicité.

A partir du moment, wou mer Marchés négociés maachen, mengen ech, mee do misst ech kucke wat mer vun de Juristen deemools erkläert kritt hunn. Ech menge wann een e Marché négocié mécht, brauch een u sech net eng speziell Prozedur ze applizéieren. Mee egal wat ee mécht, muss all Mënsch och d'selwecht traitéiert ginn.

A partir du moment, wou mer en RFI maachen, muss all Mënsch d'selwecht traitéiert ginn. Déi selwecht Donnéeën mussen am RFI sinn. Et mussen déi selwecht Delaie sinn. D'Critères d'évaluation mussen déi selwecht sinn. An ech menge kënne ze behaupten, dass dat och de Fall war. Annerhallwe Mount fir op en RFI ze äntweren, ass an deem Marché fir e Satellit vun

der Staang mengen ech net ze kuerz. Ce sont les délais du marché, vun der Staang. Ech hunn zwar effektiv elo relativ expressis vulgaris vun der Staang geschwat, mee et geet awer ëm e Renseignementssatellit. Dat ass net e Wiedersatellit. Dat ass awer eng bestëmmten Technologie, wou mer genee draschreiw wat e kann, firwat mer en asetzen a wou mer e gebrauchen. Ech weess net, ob dat awer dann eng seriö Approche gewiescht wier, wann een esou sensibel Saachen akeeft.

(...)

M. Claude Wiseler (CSV).- (...) An dann och meng aner Fro, Justificatioun vum Marché négocié défense. Ech mengen, Dir kënnt jo net einfach soen, et ass en Defenseprojet, also maache mer e Marché négocié. Ech hunn den Text hei vun der Defense, deen huet, do ginn all Zorte vu Prozeduren a vu Marché virgesinn. Dat geet vun dem classesche Marché public iwwert all Typpe vu Marché, déi Der och an den normale Beräicher hutt. Dir hutt, wann ech dat richteg verstanen hunn, d'Procédure négociée sans publication vun dem, sans publication d'un avis de marché erausgewielt. A wann ech richteg verstanen hunn, ech sinn dës awer net sécher, do hätt ech och gär eng Confirmatioun, da justifiéiert Der dat mat engem vun de Fäll, wou et da justifiéiert ass „pour les services de recherche et de développement“.

Ass dat esou? A wa jo, muss ech erkläert kréien, wat dann hei Recherche an Développement ass. Well wann Dir dee Marché do gebraucht, deen Der gebraucht hutt, da musst Der e jo och justifiéieren.

An zweetens entsprécht dee Marché, wann Der dann en RFI maacht mat Mise en concurrence vun dräi Konkurrenten och net der Prozedur, déi ech hei am Text liesen. Et ass entweder déi eng oder déi aner.

(...)

M. Patrick Heck.- (...) De Marché négocié hunn ech elo net am Detail duerchgekuckt, muss lech éierlech soen, ech hu mech elo méi op de Projet, op d'Genèse vum Projet vum Rapport PwC konzentréiert. Ech hunn de Rapport och viru Kuerzem eréischt gelies, well et hat kee mer e geschéckt. Ech si mer en op „RTL“ siche gaang^{23,17} an ech hu mech do haaptsächlech op d'Genèse vum Projet konzentréiert. Et wier och flott gewiescht, wann een de Rapport matzäite kritt hätt. Mee bon. Dofir, voilà dat dozou. Ech hu mech op d'Genèse vum Projet konzentréiert, eis Approche. De Marché hunn ech den Artikel 28 elo am Kapp vum Marchésgesetz, jo, voilà.

(...)

M. Claude Wiseler (CSV).- Les questions sur la procédure et les choix ne sont pas encore ... Moi, je voulais simplement une confirmation que lors de la procédure, pour faire cette procédure-là, qu'on s'est basé sur l'article 28.2 alinéa a sur "recherche et développement".

(...)

M. Geoffroy Beaudot.- Donc, pour l'étude, en effet, je confirme que c'est l'article 28.2 a été utilisé, mais je n'ai malheureusement pas l'article devant les yeux. Selon moi, il concerne les frais de recherche, développement et d'études. Et c'est justement sur cette partie-là "étude"

²³ Mail de M. Heck du 19/06/2020 à 17:55 „Leschten commentaire : den minister bausch sot een mpoment sie haetten mier direkt den pwc rapport gescheckt. Ech hun op mengem pc um buro gecheckt an do hu ech keng traces vun esou enger communicatioun fonnt. Wei schon gesot, ech hun den rapport vun rtl.lu erofgelueden, e puer deeg virun der sitzung.“

que l'on s'est basé car ici, il s'agissait de faire une étude si les besoins fonctionnels qui avaient été établis entre mai 2017 - moment où on avait eu l'accord du Ministre pour lancer le projet - et décembre 2017. Il y a d'ailleurs une lettre d'intention qui avait été signée avec la Belgique en mai 2017 pour développer une coopération dans ce domaine. Donc, entre mai 2017 et décembre 2017, nous avons rédigé nos besoins fonctionnels, et l'idée était de vérifier si nos besoins fonctionnels étaient en accord par rapport à ce qu'il était possible de réaliser. D'ailleurs l'objet de l'étude mentionne une "étude d'un développement d'un système d'observation au sein de la défense luxembourgeoise.

C'est sur la partie "étude" que nous nous sommes basés sur l'article qui est mentionné.

M. Claude Wiseler (CSV).- Je trouve que dans ce passage-là, il n'y a que "recherche et développement".

(...) question qui n'a pas encore été répondue, en fait qui a été répondue et je voudrais simplement confirmer cette réponse par M. Heck qui nous a dit que les trois firmes avaient exactement les mêmes chances, d'après son interprétation, parce que c'est exactement le contraire que nous dit PwC, qu'il y avait OHB-I en tant que firme qui avait plus d'informations et beaucoup plus de temps puisqu'ils avaient déjà fait l'étude pendant au moins une année. Donc dire ici que les trois firmes avaient les mêmes chances par rapport à la loi, me semble tout de même courageux.

(...)

M. Geoffroy Beaudot.- Oui, merci Madame la Présidente. Suite à l'étude, nous avons reçu une offre d'OHB répondant à nos attentes. A ce moment-là, et pendant toute la durée de l'étude, nous pensions pouvoir travailler avec une seule société pour l'attribution du marché, en application d'une exception à la loi défense et sécurité qui nous permettait de travailler avec une seule société, comme dans le cas de l'étude. Suite à l'étude, on s'est rendu compte que ce type de système pouvait être développés par d'autres industriels en Europe. En effet, d'autres constructeurs de satellite pouvaient répondre facilement aux critères techniques du système souhaité. (***)

Il faut savoir également que pendant toute la procédure, que ce soit l'étude et même au moment de la rédaction des besoins fonctionnels, nous étions conseillés par SES et LuxGovSat. Sur recommandation de SES, nous avons ouvert le marché pour, notamment mettre pression sur les prix d'OHB. Donc nous savions en mai 2017 que nous avions perdu la marge pour l'exploitation, les 15 millions qui étaient prévus pour LuxGovSat, nous en étions donc en mai 2018 avec une offre à 165 millions et il était déjà évident en mai 2018 qu'il y manquait 15 millions pour, par rapport au projet de loi qui était à 170 millions et que la marge prévue de 10% était également complètement envolée.

Donc pour faire pression sur les prix, nous avons ouvert le marché. En effet, SES était persuadé que le prix du satellite était trop élevé et en ouvrant le marché, on allait pouvoir diminuer le coût du satellite. Raison pour laquelle nous avons rédigé ce RFI.

Pourquoi nous pensions à l'époque que les sociétés mise en compétition dans le cadre du RFI avaient les mêmes chances ? Parce que nous avons défini dans ce RFI des critères très larges dans le sens où les sociétés contactées disposent de satellites off the shelf. Alors, un satellite n'est jamais off the shelf, il est toujours spécifique par rapport au besoin, mais pour ce type de système répondant à nos critères, ce sont des satellites qui existent dans leurs chaînes de

production. La question a été posée dans le cas du RFI de vérifier sur le satellite que les sociétés avaient en production et dont ils connaissaient le design répondait à nos besoins fonctionnels et évidemment donner un coût pour ce système. Nous avons eu des réponses qui démontrent que les satellites qui ont été proposés par l'ensemble des trois sociétés contactées répondaient parfaitement aux attentes de la défense luxembourgeoise. Ces attentes étaient d'ailleurs décrites dans les RFI. Raison pour laquelle l'exclusion, le choix de continuer uniquement avec OHB en juillet 2018, ne s'est pas porté sur des aspects techniques mais se sont portés que sur des aspects de prix. Les coûts étaient largement supérieurs à ceux d'OHB, raison pour laquelle le ministre nous a confirmé de continuer des négociations uniquement avec OHB. Je ne sais pas si je réponds à votre question, M. le député ?

M. Claude Wiseler (CSV).- Je comprends ce que vous avait fait, mais je ne comprends pas à partir du moment où vous décidez d'ouvrir le marché, quelle est la procédure avec laquelle vous ouvrez le marché pour une discussion sur RFI avec les trois concurrents qui sont au même niveau alors qu'un des concurrents travaille depuis déjà depuis une année là-dessus ? Ça, ça j'ai des difficultés à comprendre cela et ensuite, la procédure d'attribution du marché : si vous avez mis en concurrence, sur quel, quelle est la procédure de mise en concurrence - même dans la loi défense - et les critères d'attribution sur un RFI et des réponses, ça me semble ... ? Moi je veux bien lire le texte de 2012, mais je n'ai pas l'impression que ça, c'est une procédure prévue.

M. Geoffroy Beaudot.- (***)^{24,19} Il faut savoir qu'à l'époque on était en sous-effectif au niveau de la Direction de la défense et ce point a d'ailleurs été relevé dans le rapport de PwC. La mise en concurrence était basée sur les mêmes principes de marchés de défense et sécurité, à savoir la possibilité de faire un marché négocié sans publicité. Nous voulions simplement avoir d'autres offres pour comparer les prix.

(...)

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).- (...) Meng zweet Fro dat ass déi follgend. Dat ass, Dir hutt sidd du mat OHB weidergefuer an Dir hutt dräi Stéck ausgeschriwwen. OHB ass awer vill méi bëlleg, ech soe mol einfach Marché négocié wär méiglech. Mee iwverhaapt, wann Der Marché maacht, verstinn ech net, dass Der wéi, Dir hutt dat jo och ubruecht, Dir hutt gesot mir hunn Dingoe kaaft. Jo, mee d'Dingoen hu mer, firwat hu mer d'Dingoe kaaft? Well d'Belsch Dingoen haten. Dat heescht do war et ze verstoen. Wann däi Partner, mat deem s de 80 % vun de Missioune méchs Dingoe keeft a keefs du net eng aner Mark. Dann hëls de déiselwecht. Also do ass et novollzéibar. Hei ass et awer net novollzéibar, firwat dass mir dat mat OHB hu musse maachen. Well mat Airbus komme mer herno Helikoptere kaaft a mat Thales hu mer och zesummen, do wollte se Drone kafen an esou Geschichten. Duerfir verstinn ech net, mir ginn hei bei eng Gesellschaft, mat där mer guer kee Lien économique hunn. Bei deen aneren hätt ee kënne Synergië kréien iwver aner Produiten, déi een huet dat maache mer net an ëmsou méi ass deen och nach, wann dee Marché négocié an der Rei wier, ass et jo och nach vill méi bëlleg, vill méi bëlleg wéi déi zwee aner. An normalerweis ass et esou: Wann s de awer eng Ausschreibung méchs, du hues dräi Leit an et ass ee vill méi bëlleg da muss dee soen, firwat dass dee vill méi bëlleg ass. Wann e méi wéi 10 % méi bëlleg ass wéi déi aner, muss deen dat argumentéieren. Firwat ass, ass dat argumentéiert ginn? Wa jo, wéi? A wann nee, wann ech elo Minister do gewiescht wär, hätt ech mer d'Fro gestallt: Firwat sinn déi esou bëlleg? Dat

²⁴ Les informations soumises à une clause de confidentialité ont été ôtées de la version du procès-verbal qui sera publiée.

heescht do sinn awer vill Fragezeichen am Raum. An ech wär frou wann ech emol kéint e puer Äntwerten drop kréien. Well dat do schéngt mer wierklech eng onduersichteg Geschicht ze sinn, ganz éierlech.

(...)

M. Patrick Heck.- Loosst mech der Rei no fueren. De Projet ass ugaang, wéi gesot, dass OHB oder Hitec mengen ech war et, an den Ekonomiesministère gaange sinn, fir u sech de Konzept vun engem Projet virzustellen. Souwéi och de Projet LuxGovSat ugaangen ass. An ech mengen dat ass am Beräich Défense an do si mer erëm eng Kéier bei deem Wuert marché défense, dat ass an deem Beräich normal. Et ass normal an et ass an alle Länner esou, dass d'national Industrie reegelméisseg bei de Ministère nei Projete virstellt. D'Technologie huet e rasanten Innovationsrhythmus. Déi gi reegelméisseg bei d'Ministère a si presentéiere sech. Ech mengen dat ass eppes ganz Normales. Op alle Fall am Beräich Rüstungsindustrie, Marché défense ass et esou.

An esou ass et och hei ugaang, OHB oder Hitec, wéi gesot ass bei de Ministère gaang, huet do e Projet virgestallt. An ech menge si hunn och direkt um Ufank erkläert, dass eeben dass géif mat OHB gemaach ginn an esou weider an esou virun, huet d'Ekonomie se bei eis geschéckt. Do hu mir si gesinn. Ech mengen den Här Beaudot war derbäi am Ufank. Ech mengen et war och en aneren Offizéier dobäi. Och Leit vun der Ekonomie dobäi. An do hu mer eis dat ugelauschtert. An dunn hu mer dat dann och nogekuckt. A festgestallt, dass effektiv OHB, dat wat se eis do proposéieren, den Typ vun Technologien, Typ vu Satellitt, dass dat effektiv e Besoin wier deen an der NATO an an der EU och gebraucht gëtt.

Firwat hu mer OHB geholl? Well OHB einfach eppes wollt liwwere wat Kapp a Schwanz hat. Wat eng Technologie war déi gutt war, déi expermentéiert war. OHB huet an deem do Beräich och an anere Länner esou Systemer geliwwert, OHB ass jo en däitsche Grupp. An Däitschland hu se e System geliwwert. En anere Kritter war, also eng kredibel, eng kredibel Firma, e kredibele Grupp OHB, eng kredibel Technologie, déi och hir Preuvë gemaach huet.

Bon. OHB hat och deen anere Virdeel, dass OHB bereet war mat Lëtzebuerger Firmen zesammenzeschaffen. Airbus huet gesot: „Mir proposéieren iech eise System“. And that's it. A mir haten, mee sous l'autorité vum Här Beaudot mengen ech och mat Airbus geschwat ob si bereet wäeren och Lëtzebuerger Firme materanzehuelen. An ech mengen Airbus hat do gesot: „Nee. Maache mer net. Mir hunn eis Systemer. Mir hunn eis Fournisseurs oder eis Sous-contractanten. Dat mat de Lëtzebuerger, dat gëtt dann näischt“. Firwat net. Wëlle se net, ass dat kompatibel, logesch? Dat weess ech elo net.

Mee OHB hat do wierklech e ganz seriöse Virdeel, well si eebe bereet waren déi Lëtzebuerger Firme materanzehuelen, wéi gesot, ok fir LGS, ok fir Hitec. An ech mengen och Luxspace. Ech ka mech awer elo do ieren.

Une voix.-

M. Patrick Heck.- An Thales, déi waren och net bereet, Lëtzebuerger Firmen eranzehuelen. Je parle sous l'autorité de M. Beaudot.

(...)

M. Geoffroy Beaudot.- Oui, si vous me le permettez. Merci. Bon, il faut peut-être mettre aussi en contexte. A l'époque, en 2018 quand nous avons lancé le projet, nous étions convaincus

que le système était tellement particulier qu'il ne pouvait pas être développé par d'autres industriels. J'entends bien la critique de ne pas avoir lancé directement un RFI avec différents concurrents mais nous étions persuadés que c'était le bon choix en application de la loi défense et sécurité aux vus les éléments qui étaient connus à l'époque. Dans le cadre de cette loi défense et sécurité nous étions dans une exception de la loi. Nous étions donc autorisés à faire un marché négocié sans publicité, pour deux raisons, et c'est les raisons qui ont été d'ailleurs indiquées dans notre analyse : Pour des raisons de non-divulgaration des besoins essentiels de sécurité et pour des raisons d'activités de renseignements. Ces deux articles sont repris dans la loi défense et sécurité, article 13 a) et le b). Nous avons donc une base légale pour aller en single source, donc avec un seul, un seul concurrent OHB en l'occurrence. Nous ne devons donc pas ouvrir le marché.

Lorsqu'on a lancé ce programme sur l'article, enfin cette étude sur l'article 28. 2 - où en effet le mot « étude » n'est pas repris, et je m'excuse c'est bien « recherche et développement », nous avons argumenté sur le fait que c'était une phase de développement d'un projet pour la raison pour laquelle on a lancé cette étude. Donc c'est sur l'argument développement que nous nous sommes basés pour lancer cette étude. Le résultat de cette étude était donc l'offre de OHB. Néanmoins, entre fin 2017 où on a lancé l'étude et le résultat de l'étude en mai 2018, nous avons aussi eu des rapports de la Commission européenne qui expliquait mieux l'utilisation de la loi défense et sécurité. Dans ces rapports, il était précisé que même dans un cas d'application de cette exception de la loi défense et sécurité on devait, non, la Commission nous recommandait de malgré tout contacter différents industriels qui pouvaient répondre à notre besoin. Prenant ceci en considération, le fait que la Commission nous recommandait de malgré tout, même si nous ne faisons pas de publicités dans un marché restreint, de malgré tout essayer de faire une, jouer une concurrence. Prenant en compte le résultat de l'étude, connaissant un peu mieux le contenu et les autres fournisseurs sur le marché, le tout mis ensemble, plus la recommandation de SES d'ouvrir le marché pour faire pression sur les prix de OHB, pour toutes ces raisons nous avons en effet contacté deux autres industriels pour lancer ce RFI. Voilà le contexte global.

Mais donc à refaire oui clairement depuis le début on aurait dû lancer directement un RFI vers les trois industriels, dès le départ. Mais le marché défense et sécurité je pense qu'on est toujours dans le cas de l'acquisition du satellite on était, je pense que l'analyse était correcte à ce moment-là. Et, mais bon, a posteriori c'est toujours... la critique est toujours simple de dire on aurait dû faire ça. (***)). Mais voilà, c'est un peu l'historique et la raison pour laquelle nous sommes arrivés à ce RFI avec les deux autres concurrents.

Maintenant je voudrais aussi préciser qu'à aucun moment Airbus et Thales nous ont reproché de ne pas avoir eu assez de temps pour répondre au RFI.

Nous avons défini nos besoins fonctionnels vraiment très larges et enfin ils ne nous ont pas critiqué sur le fait de ne pas avoir eu assez de temps pour analyser nos besoins fonctionnels de façon très générique et pouvoir y répondre. Et d'ailleurs, encore une fois, l'offre technique n'a jamais été remise en cause que ce soit celle de Airbus ou de Thalès, toutes les deux correspondaient parfaitement à nos besoins, mais étaient largement supérieures aux prix d'OHB. Merci.

Mme Diane Adehm Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.-
D'Madamm Garcia wëllt och nach eppes dozou soen.

Mme Garcia.- Also, ech mengen ech wëll awer kuerz eng Kéier vläicht den, de Kontext ginn an de Point zu der Marchésfro, well ech mengen do sinn e puer Saachen, déi einfach e bëssen net bekannt sinn. Also, wat wouer ass, ass dass am Défense-Kader applizéiere mir am Fong zwee Gesetzer. E engersäits d'Directive civile, wéi mer se nennen, an anerersäits d'Directive défense. An den Haaptënnerscheed tëschent deenen zwee ass am Fong, dass an der Directive civile ass normalerweis d'Ausgangsprozedur eng Procédure ouverte an an der Défense-Direktiv ass et eng Procédure négociée oder restreinte, mee mat Publikatioun. Dat heescht, dass d'Procédure négociée ouni Publikatioun ass am Fong eng Exemptioun oder eng Exklusivoun vun der Defense-Direktiv, wou een extra justifiéiere muss. Dat ass e bëssen de Kontext.

A wat een och muss wëssen ass, dass am Defense-Beräich d'Ausschreibungsgesetzer relativ rezent sinn. Dat heescht éier déi Direktiv vun 2009 komm ass, déi bei eis eréischt 2012 transposéiert ginn ass, ass am Defense-Beräich einfach, huet all Mënsch gemaach wat se wollten. A meeschtens ass et drëm gaang eeben national Industrien un d'Marchéen zou ze ginn. An dat war dann op Basis vun engem Artikel vum Traité. A fir deem en Enn ze maachen, huet d'Kommissioun deemools eeben déi Direktiv agefouert.

Wat awer och ze wëssen ass, ass dass, dat ass eng Saach och vu Mentalitéitswiessel, dass et am Fong an der Défense, och keng Traditioun war Saachen auszeschreiwen. Dat war aus verschidde Grënn, géif ech soen. Ech mengen dat war eng Gewunnecht, dass ee gemengt huet et misst een et net maachen. Dass am Fong et vun der Kommissioun hirer Säit keng richtig Efforte gouf d'Memberstaaten dozou ze contrainéieren. Dat heescht et war e ganzen Tout, dee gemaach huet, dass d'Angscht an deem Beräich net esou grouss war, dass een do géif ugesicht ginn oder virun d'Kommissioun gesicht ginn. Dat heescht, fir ze soen: „De Recours un eng Procédure négociée ouni Publikatioun war éischer courant. Dat ass och kengem elo zouzeschiben. Dat war einfach esou, wéi et eeben an deem Domän fonctionéiert huet. Dat ass och esou an anere Länner gelaf. Well mir si regelméisseg op Reuniounen gaangen am europäesche Kader, dat war schonn eppes wou relativ kulant war. An aus deem Grond huet d'Kommissioun dunn och ugefaangen déi spezifesch Exklusivounen e bësse méi ze detailléieren.

Beim Projet NAOS oder LUXEOSys ech mengen do ass d'Fro opgeworf ginn: Kënne mer do, well dat dee Moment, ech weess net méi genau wéissou, datt déi Bunn war, mee ass gefrot ginn: Kënne mer do mat enger Firma dee Projet maachen? Fir ganz éierlech ze sinn, an der Défense, dee Moment, waren net déi Saache gewosst, déi elo gewosst sinn. Dee Moment ass gesot ginn: „Mir entwéckelen eisen eegenen nationalen Observatiounssatellit“. An deemools wousste mer net all déi Saachen driwwer. Dat heescht, wann een dat kuckt, a mat anere Projekte vergläicht, wou mir déiselwecht Exemptiounen benotzt hunn, déi manner sensibel waren, war dat eppes wou ee fir mech ganz kloer argumentéiere konnt. An ech muss och soen, ech mengen och, et ass jo virun allem drëm gaang, dass an engem fréie Stade vun engem Projet net wollt all Elementer wollt präis ginn. Elo seet een natierlech: „Jo, et ass off the shelf, et ass alles bekannt“. Dee Moment gouf et verschidde Elementer. Ech hu se net méi alleguerten. Mee et ware gewëss Elementer op déi opmierksam gemaach ginn ass, wou gesot ginn ass: „Et wär net gutt wann déi Elementer public wäeren“. Dat heescht an deem Stade ass gesot ginn: „Déi Argumenter kënnen, dat ka justifiéiert ginn“. An aus deem Grond ass dunn déi Prozedur esou ugefaange ginn.

Dunn, an der Prozedur, ass dat herno du geännert ginn, fir déi verschidde Grënn, wou och de Geoffroy Beaudot scho mentionnéiert huet. Ech mengen, et ass un e Präis gebonne gewiescht. An d'office ass et net elo vun engem juristesche Point de vue, géif ech soen, ass d'office net

de Problem, dass een de Marché dann an deem Sënn opmécht. Mee natierlech muss ee garantéieren, dass eng gewëss Egalitéit tëschent deene verschiddene Soumissionären existéiert.

(***) Mee dat ass am Fong juristesch vläicht déi Aspekter.

Voilà. Et war nëmmen, fir eng Kéier kuerz de Kontext ze setzen.

(...)

M. Claude Wiseler (CSV).- Jo. Mee Dir hutt dee Kalenner duerchgezunn op Präis vun enger Rei Prozeduren a vun enger Aart a Weis, fir en ze maachen, déi ech awer just manifestement als onseriö consideréieren, andeem d'Donnéeën net alleguer do waren, andeem d'Informatiounen net do waren, op Präis-Suppositiounen, déi a sech total don-, also net vun OHB-I komm sinn zu engem Moment, Dir hutt e Gesetz am Mäerz 2018 deposéiert wou d'Etüd vum OHB-I eréischt am Mee fäerdeg war an duerno ass en RFI lancéiert ginn. Also ech muss soen, ech verstinn, datt Dir e Kalenner hutt. Mee och wann een e Kalenner huet, muss een awer d'Saachen esou maachen, datt se der Rei no kommen an esou kommen, datt et logesch ass an deem wat ee, wat ee mécht. Soss kënnt een an déi Saachen eran, wéi een elo dran ass.

Mme Diane Aehm Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- Här Heck.

M. Patrick Heck.- Jo. Dat do ass effektiv den, den, de Punkt op, an deem ech mech am, am vehementste wieren. Well a, a ganz ville Projeten Defense war, ech falen ëmmer dorobber zrëck, et deet mer ganz leed, a ganz ville Projets défense engagéiert ee sech fir eng Capacitéit anzekafen, entweder eleng oder mat anere Länner zesummen, wéi den Airbus, wéi de WGS a ganz vill anerer. An an all deene Beispiller, déi ech ëmmer erëm nennen, do war, an deem Moment wou de Choix politique gefall ass matzemaachen, war, war de mode de fonctionnement, modalité de fonctionnement: Wat mécht d'Arméi genee? Wie mécht et? Wivill Leit brauche mer? War net gewosst. Wéi den Airbus kaf ginn ass, war null gewosst. Wéi mer am WGS matgemaach hunn, du war och näischt gewosst. Du war vu SatCom-Capacitéit an der Arméi näischt do. Et ass eeben, et ass e gewëssen, et ass e Choix politique, et ass eng gewëssen Ambitioun: Maache mer mat? Maache mer net mat? An esou war et och hei.

M. Claude Wiseler (CSV).- Dir hutt awer säit 2012 e Gesetz. De Choix politique muss awer och vun deene Gesetzer, déi Der hutt, hei geleet ginn a se, am, am Dezember 2012, 16., 26. Dezember ass e Gesetz iwwert d'Marchés publics défense do. Sou. An dat ass prezis. Lo kënnt Dir vu Choix-politiquë schwätzen. D'Choix-politiquen déi entbannen lech awer net, déi Gesetzesprozeduren, souwéi se an den Texter stinn, anzehalen. Do steet net vu Capacitéiten, do steet ganz prezis wéi déi Prozedure sinn.

M. Patrick Heck.- Mee mäi Commentaire war jo och zu, ...

Une voix.-

M. Patrick Heck.- Nee. Mäi Commentaire war jo och zum, zum Punkt, dass, vum, vum Konzept keng Detailer, näischt geplangt waren. An do soen ech, dat ass eeben am Beräich Defense. Do kann een net ëmmer d'accord sinn, dat kann ee kritiséieren. Mee wann ech all déi grouss Projete kucken, déi mir gemaach hunn an deene leschten 20 Joer, do war zum Moment wou d'Politik decidéiert huet: „Mir maache mat“, war näischt am Detail definéiert. Wat soll ech dann elo do soen? An dann ass de Moosstaf mat deem ech mech gäre wëll moosse loossen.

Dass eeben an deem Beräich do, Defense, dat ass eeben déi Aart a Weis d'Saachen ze maachen. Ech, dat war viru menger Zäit esou, dat ass dee Moosstaf no deem ech mech moosse loossen. Ech, bon.

Une voix.- ... Zäite sinn awer och verbäi.

M. Patrick Heck.- Jo, Marché okay. Dat ass effektiv en anere Punkt.

Extraits du verbatim de la réunion de la commission du 29 juin 2020 :

M. Claude Wiseler (CSV).- Merci, Madamm Presidentin. Ech hunn elo gutt nogelauschtert, wat den Här Schneider gesot huet. Ech muss soen, et ass, et huet mech awer elo erstaunt, well et en fin de compte an alle Punkte contradictoire ass zu deem, wat den Här Bausch eis hei erzielt huet an och wat am Rapport PwC relativ kloer als Aussoe stinn.

(...)

En zweete grouse Reproche, dat ass datt am Fong d'Elaboratioun vun engem Projet eenzeg an eleng vun OHB-I gemaach ginn ass an datt et deelweis kloer war vun Ufank un, datt d'OHB-I sollt dee Projet kréien. Dofir och zweemol kee Marché public, keng öffentlech Ausschreibung, inklusiv net no dem Gesetz vun 2012 gemaach ginn ass, weeder bei der Preetüd nach bei dem Marché selwer, wéi en un OHB-I attribuéiert ginn ass. Dat ass deen zweete Reproche, dee gemaach gött.

(...)

M. Étienne Schneider.- Kéint Der méi prezis ginn, wannechgelift!

M. Claude Wiseler (CSV).- Jo, ech wollt mam éischte Punkt ufänken, da gi mer op jiddwer Punkt prezis. Dat ass fir d'éischt, firwat OHB-I? Meng Fro, et gött an iergendengem Moment, den Här Bausch schreift dat an deem Bréif, deen, wéi en eis elo d'Dokumenter geschéckt huet, déi mer froe wäert. Dat ass am Fong déi Preetüd, déi OHB-I gemaach huet, schonn eng Etüd gewiescht wär, wat manner eng Etüd vum System gewiescht wär, wier schonn am Fong eng éischt Offer, déi lech gemaach ginn ass mat engem Präis. Dofir hunn ech, well meng Fro, ob jeemools eng aner Firma kontaktéiert ginn ass, éier datt den RFI gemaach ginn ass, dat heescht éier datt déi Demande-d'informationen erausgaangen ass an ob och e Marché fir déi Preetüd gemaach ginn ass an op Basis vu wat, wa kee Marché gemaach gi war dann déi Preetüd un OHB-I gaangen ass.

(...)

M. Étienne Schneider.- (...) D'Elaboratioun duerch OHB-I. Dir frot mech elo nach eng Kéier, firwat hu mer da mat OHB-I deene gesot, si sollen eis hëllefen déi Elaboratioun ze maachen. Mee ech mengen ech hat et elo just dem Här Clement nach eng Kéier erkläert, ma well OHB-I déi eenzeg waren, déi an der Logik waren och wëlle mat de Lëtzebuerger Firmen dat do zesummenzeschaffen. Déi aner hu refuséiert dat ze maachen. An dat ass awer fir mech ee wichtige Punkt.

M. Claude Wiseler (CSV).- Jo, dat ass okay. Wéi der d'Preetüd gemaach hutt, hat Der dann do scho mat anere geschwat?

M. Étienne Schneider.- Majo selbstverständlech.

M. Claude Wiseler (CSV).- Mat Thales a mat Airbus?

M. Étienne Schneider.- Meng Leit hu mir gesot, déi aner wëllen net mat Lëtzebuenger Entreprisë schaffen, dann huelen ech un, dass se mat deene geschwat hunn. Ech hunn net perséinlech déi Verhandlungen do gefouert. Mee fir mech ass dat awer e weesentleche Punkt, dass wa vun dräi Firmen der zwou sinn, déi näischt wëlle mat Lëtzebuerg um Hutt hunn, mee just eis Milliounen wëllen, dass dat net déi sinn, mat deenen ech de Projet developpéiere ginn.

M. Claude Wiseler (CSV).- Sot mer just, ob wat fir eng, normalerweis bei engem Projet, bei enger Preetüd, déi 750.000 Euro kascht, ass awer iergendwou net onlogesch, datt een no dem Marché public eng hallefweegs Prozedur mécht, no wéi enger Prozedur Der dat gemaach hutt, fir deen Optrag do ze verginn.

M. Étienne Schneider.- Dat do ass eng vun deenen typesche Froen, déi Der eigentlech meng Beamten hätt misse stellen. Well dat kann ech lech net beäntweren, ...

M. Claude Wiseler (CSV).- Mengt net, mir hätte se net gestallt.

M. Étienne Schneider.- ... wien do wat a wéi eng Prozedure gemaach huet, fir déi Etüd do ze bezuelen, unzufroen, pardon.

M. Claude Wiseler (CSV).- Jo, ma ...

M. Étienne Schneider.- Ech weess net. Hutt Der déi Fro da gestallt?

M. Claude Wiseler (CSV).- Mee selbstverständlech. A mir krute keng Äntwert op déi do Fro.

Et ass, wann ech richteg informéiert sinn, keng Prozedur gemaach ginn.

M. Étienne Schneider.- Bein, dann hu se sech warscheinlech beruff op d'Ausschreibungsgesetz fir Militärausgaben, dass se dat net brauchen. Ech weess, dass (...)

M. Claude Wiseler (CSV).- Ech hunn Äre Beamten och gefrot: Wou steet dat dann an deem Ausschreibungsgesetz vun 2012, datt een dat dann net brauch?

M. Étienne Schneider.- Jo, mee mir hunn awer och e Militärgesetz.

M. Claude Wiseler (CSV).- 2012 ass d'Militärgesetz. Dat ass vun 2018. 2012 ass d'Militärgesetz an do steet précisément (...).

M. Étienne Schneider.- Well am Fonds d'équipement-Militärgesetz do steet awer dran, dass een en net muss ënner gewësse Konditiounen ausschreiwen. Dofir. Bon, ech hunn dat do ...

M. Claude Wiseler (CSV).- Mee ech hunn och gefrot, wat sinn dann d'Konditiounen, firwat Der et net misst ausschreiwen. Ech hunn dat Militärgesetz jo gelies. Et ass, éischtens war ech nach an der Regierung, wéi et fabrizéiert ginn ass an zweetens hunn ech et och nach eng Kéier gelies fir haut. Et muss awer een ... Ech wëll déi Fro beäntwert, no wat fir enge Krittären ass déi Preetüd do ausgeschriwwe gi sengerzäit.

M. Étienne Schneider.- Mee ech soen lech nach eng Kéier. De Krittär war deen, wann der vun dräi Stéck zwee net wëlle mat Lëtzebuerg zesumme schaffen, da schafft Der mat deem drëtten. Dat ass awer iergendwéi eng gewësse Logik.

M. Claude Wiseler (CSV).- Jo, mee da musst Dir mir just soen, wou deen do Krittär Dir awer am Gesetz erëmfannt.

M. Étienne Schneider.- Gelift! Wéi?

M. Claude Wiseler (CSV).- ... deen do Krittär awer am Gesetz erëmfant. Also sérieusement.

M. Étienne Schneider.- Lauschtert, meng Leit hu gekuckt dat ze maache selon les règles de l'art. An ech muss mech dorobber verloossen, dass se dat selon les règles de l'art maachen. Pour le reste ass et fir mech politesch evident, dass wann zwee Leit net wëllen dat mat eis schaffen, mat Lëtzebuenger Entreprisë schaffen, dass ech net wierklech un deenen interesséiert sinn, dass déi mer e Modell bauen, dee Lëtzebuerg komplett excluëiert aus deem Projet. Dat muss engem awer aliichten.

(...)

M. Claude Wiseler (CSV).- Jo. Mee well mer hei bei den Nuancë schwätzen, ech wëll awer iwwert d'Marché publicken nach e puer Saache froen, well dat mech awer och net a Rou léisst, well ech net verstinn, nee, well ech net versti wéi dee Marché gemaach, also ech kennen d'Gesetz vun 2012 jo awer, well ech déi Zäit mat dem, mat dem Jean-Marie Halsdorf dorunner geschafft hunn, fir e speziellt Defense-Gesetz ze maachen. Ech hu virdu gesot, datt ech net richtig versti wéi déi Preetüd vu 750.000 Euro konnt engem ouni Soumissioun einfach gi ginn. A wat ech awer nach manner verstinn dat ass wéi duerno de Kontrakt dann einfach un eng Firma ginn ass an no wat fir enger Prozedur. Hei gi mer awer e Kontrakt ëm 170 Milliounen Euro, déi sinn no europäescher Gesetzgebung ganz enk reglementéiert an net nëmmen europäescher Gesetzgebung, mee och no eise Gesetzer reglementéiert. Elo stellen ech fest, datt Der hei eng Prozedur ass, déi a priori misst eng Procédure négociée sans publication d'un avis de marché sinn. Well et ass keen Avis de marché gemaach ginn. Fënnt ee jo op d'europäesch Sitten erëm, et ass keen a priori gemaach ginn. Wann ech awer kucken, och am 2012er Gesetz, den Här Heck huet sech jo ëmmer drop zrëckberuff, datt dat alles misst anescht sinn an der Militär, well mer d'Gesetz iwwert de Fonds de, wéi heescht deen, de Fonds militaire, voilà, wéi och ëmmer en heescht, de Fonds militaire hätt en am Fonds militaire steet jo ausser d'Kreatioun vum Fong, datt do kënne Suen erafléissen näischt dran. Dat eenzegt wat d'Gesetz wat applikabel ass ass d'Marché-publics-Gesetz fir d'Defense vun 2012. Sou. Do steet, wann ech kucke wat dee Marché négocié do dran ass, am Artikel 28, déi Punkte wou ee kann e Marché négocié maachen. Dat ass wa keng Offer do ass, wann d'Offer, aner Offeren irrégulier sinn, wann eng Urgence résultant une situation de crise do ass, et war keng Situatioun de crise, oder eng Urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, och net do, raisons techniques ou protection de droit d'exclusivité, och net do, wann un seul opérateur possible, och net do, wann et, steet da service de recherche et de développement do gëtt sech dann anscheinend drop berout, mee dee ganzen, dee ganzen Artikel, respektiv dee ganzen Descriptif vum Gesetz seet, datt mer am Fong wollten e Satellitt off-the-shelf kafen. Dat heescht e fäerdeg Produkt, wat net misst developéiert, sorry, mee esou steet et awer an allen Explikatiounen, déi ech gelies hunn.

M. Étienne Schneider.- ... off-the-shelf heescht net ee Golf GTI wéi all Golf GTI gebaut gëtt, do si, ...

M. Claude Wiseler (CSV).- ... mee, ...

M. Étienne Schneider.- ... Spezifikatiounen, déi anzehaalen,...

M. Claude Wiseler (CSV).- Jo, d'accord. Mee dat ass awer erëm konterbewisen duerch de Fait, datt Der duerno bei zwou aner Entreprisë gitt, déi lech duerchaus eppes kënnen ubidden. Et ass also aner Offerten do, et brauch awer net, ...

M. Étienne Schneider.- Här Wiseler, nach eng Kéier: Firwat hu mer OHB-I geholl? Mee well déi aner net wollte mat Lëtzebuerger Firma schaffen. Dofir hu mer déi geholl.

M. Claude Wiseler (CSV).- Elo mol seriö, ...

M. Étienne Schneider.- Wat soll dann, wat soll dann, ...

M. Claude Wiseler (CSV).- ... sot daat, ...

M. Étienne Schneider.- ... Airbus mir, ...

M. Claude Wiseler (CSV).- ... ech si jo ...

M. Étienne Schneider.- ... eng Etüd maachen, ...

M. Claude Wiseler (CSV).- ... ech si jo ganz d'accord domadder, ...

M. Étienne Schneider.- ... wa se dat iwverhaapt ausschléissen?

M. Claude Wiseler (CSV).- ... mee sot emol dat do vläicht net ze haart no bausse, well wann d'Kommissioun bis drop kënnt, datt Dir déi do Prozedur maacht fir all aner europ-, netlëtzebuergesch Entreprise auszeschléissen, da gesitt Der awer ganz schlecht aus. Well dat awer nu kengem, ...

M. Étienne Schneider.- Bis elo huet et ëmmer nëmmen Dir no bausse geschwat. Ech net.

M. Claude Wiseler (CSV).- Jo, ben, ech hunn awer opgepasst, och wat ech gesot hunn. Well wann Der dat do dobausse sot, gesitt Der, kommt Der zwar vläicht gutt zu Lëtzebuerg un, ...

M. Étienne Schneider.- Här Wiseler, Dir hutt mech als Ligener duergestallt.

M. Claude Wiseler (CSV).- ... well, well Der, ...

M. Étienne Schneider.- Dat war net ganz fair, ...

M. Claude Wiseler (CSV).- Jo, mee wann, ...

M. Étienne Schneider.- ... an och net ganz korrekt.

M. Claude Wiseler (CSV).- Also ech, mer kënne ganz gär nach doriwwer diskutéieren, mee ech hätt emol fir d'éischt gär Froen iwwert déi aner, iwwert déi aner Saachen hei. Ech soen lech, datt de Recherche et de développement hei vun deem Produkt, et sinn aner Produiten um Marché gewiescht, et sinn aner Produiten déi quasiment fäerdeg ware fir ze offréieren, wann Der eng Recherche et développement hätt misse maachen, wär et sécherlech net an där do Zäit hiergaangen, datt Der mat all deenen Exceptiounen hei ass, hätt Der keen, keng Procédure négociée sans publication d'un avis musse maachen. An da soen ech, elo hutt Der se awer gemaach. A wann Der se gemaach hutt, a wann Der den Artikel 28 benotzt, da musst Der och en Avis iwwert d'Resultat vun der Prozedur an d'Passation vun de Marchéen 48 Deeg no der Passation vun dem Marché erausginn. Seet d'Gesetz. Ech hunn an, ech hu vläicht iwwersinn, mee ech hunn an dem lëtzebuergesche Marché-publics-Portail nogekuckt, ech hunn am TED nogekuckt, deem Europäeschen, do steet keng dran. Kënnt nokucken, wann Der eng hutt, sinn ech frou se ze kréien. Am Artikel 38.1 Punkt d) steet datt Der ee Procès-verbal mat de Circonstances visées à l'article 28 qui justifie le recours à cette procédure. Dir hätt en also misse justifizéieren, europäesch justifizéieren. Meng Fro ass: Wou ass dee Procès verbal? Ech froen offiziell hei fir deen dann och ze kréien, well dat ass eng gesetzlech Obligatioun, wann

Der deen do Type vu Procédure négociée maacht a visiblement hutt Der e jo gemaach. Well ech, en anere gesinn ech wierklech net. An Dir musst op Basis vum 38.2 och eng Dokumentatioun iwwert den Déroulement des procédures d'attribution maachen. Och déi hunn ech néierens offiziell a Publikatioun fonnt. Soudatt ech mech do d'Fro stellen: Wéi déi Prozedur konnt no dem Artikel, no dem Gesetz vun 2012 gemaach ginn?

Da stellen ech awer d'Fro hannendrun: Si mer an där Prozedur, datt mer sans publication d'un avis ee marché négocié maachen? Dann ass déi aner Fro: Wéi konnt Der dann en RFI maachen, wou Der op eemol mëtten an der Prozedur, déi Der amgaange sidd ze derouléieren, zwou aner Firmae frot, mat der Ausso, déi heibanne gemaach gëtt: „Dat ass fir de Präis ze drécken“? Do soen ech: Dat ass nun awer total, ...

Une voix.-

M. Claude Wiseler (CSV).- ... total géint all Prozedur, déi Der musst, kënnt Der guer net, et geet wierklech net. An dann ass meng aner Fro: Wann Der dat da maacht, an elo soe mer, mee Dir kéint an der Mëtt vun enger Prozedur op eemol ouni auszeschreiwen soen: „Sou lo si mer awer an enger anerer Prozedur“ - net virstellbar - mee lo soe mer awer Dir maacht dat, da seet den, d'Gesetz vun 2012, gesäit dann am Fong guer net vir, datt Der kënnt deen deen lech d'Preetüd gemaach huet, datt Der deem kënnt de Marché ginn. Geet am Fong net, nom Gesetz vun 2012. Dat geet eréischt am Gesetz vun 2018 fir all déi Marchéen, déi net Marché-denfensé sinn. An do sinn et, gëtt eng Rei Reegelen, wann Der dat maacht. Wann Der dat maacht, musst Der nämlech no bausse klor an däitlech indiquéieren « au cours de la négociation, les pouvoirs adjudicateurs ou les entités adjudicatrices assurent l'égalité de traitement de tous les soumissionnaires en particulier et ne donnent pas de manière discriminatoire d'informations supplémentaires susceptibles d'avantager certains soumissionnaires par rapport à d'autres ». Wa mer elo net am Defense-Gesetz sinn, wat mer awer visiblement jo sinn, no all Ären Aussoen, wär et méiglech eventuell dat ze maachen, wat Der gemaach hutt, mee da misst Der och eng Prozedur befollegen, déi Der doranner besteet, datt Der a sech alleguer deen anere sämtlech Dokumenter gitt. Wat awer visiblement net geschitt ass, well d'Preetüd hu se net kritt. An Dir misst hinne Mitigatiounszeit, respektiv aner Mitigatiounsinstrumenter zur Verfügung stellen, datt se sech op dee selwechten Niveau kënne setzen, wéi dee fir lech d'Preetüd gemaach huet. Och dat ass net geschitt. Ech froe mech just wéi déi Prozedur, wat awer eng ass fir 170 a schlussendlech 350 Milliounen, wéi déi ofgelaf ass a wéi déi ze justifizéieren ass?

M. Étienne Schneider.- Här Wiseler, Dir hutt mer elo hei eng, e Cours gehal iwwer Ausschreibungsgesetz. Ech muss lech just soen, hein, dat do ass genee dat, dat hätt Der misse mat menge Beamten diskutéieren. Ech ginn einfach dovun aus, als Minister, dass wa meng Beamten, mäi Cabinet, mir seet, dass dat do dee richtege Wee ass, wéi mer et solle maachen, dass ech dat dann och esou ka maachen. An esou ass et och gemaach ginn. Dofir, dat wat Der mer elo do alles zielt, dat kënnt Der mat, hätt Der misse mat hinnen diskutéieren.

M. Claude Wiseler (CSV).- ... och mat hinnen, mir kruten awer keng Äntwert.

M. Étienne Schneider.- Gelift?

M. Claude Wiseler (CSV).- Hu mer och mat hinnen, mir kruten awer keng Äntwert.

Une voix – Dach.

Une autre voix - ... mir hun ëmmer erem op d'Prozedur, ...

Une autre voix - vum Défense-Gesetz, ...

M. Étienne Schneider.- Ma ja, nee, Dir sidd just net zefridde mat der Äntwert, mee se hunn awer eng. An, an, an, ...

Mme Diane Aدهم Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- Nee. De Problem ass, dass den Här Heck all Kéiers d'MarchésGesetz iwwert d'Defense vun 2012 ausgeblent huet. A wa mir och erëm op d'MarchésGesetz vun 2012 vun der Defense higewisen hunn, huet hien et erëm eng Kéier ausgeblent a sech op d'DefenseGesetz am Allgemenge beruff.

M. Claude Wiseler (CSV).- D'Äntwert war: „Mir hunn dat nach ëmmer esou gemaach“.

(...)

M. Claude Wiseler (CSV).- A wann Dir lech als Minister mat där Äntwert vun Äre Beamten zefridde gitt, ...

M. Étienne Schneider.- Nee.

M. Claude Wiseler (CSV).- ... dat fannen ech awer besonnesch.

M. Étienne Schneider.- Nee, souwäit ass et guer net komm, Här Wiseler. De Punkt ass, dass meng Beamte mir soe wéi si mengen, dass mer dat solle maachen. An da ginn ech dovun aus, dass dat och, dass dat och juristesches gepréift ass, dass dat d'Strooss hält. Well ee jo dovunner aus ka goen, dass an esou engem héije Montant vun Opträg direkt all Mënsch um Tapis stinn, wa se do, wann do iergend e Feeler dra wier.

Ech muss awer soen, dass weeder Airbus nach Thales iergendeppes vermësst hunn oder sech beschwéiert hu bei eis wéi déi Prozedur ugelaft, a wéi mer deen RFI ugefaangen hunn. Do hu se all déi Donnéeën kritt, déi se brauchen. Et ass laut dem Här Heck sengen Aussoen, déi hie mir confirméiert huet, keen dee gesot huet: „Hei, mir hunn net alles kritt. Mir sinn do defavoriséiert gewiescht“. Bon, wann dat esou leeft, a wa meng Beamten, ...

M. Claude Wiseler (CSV).- ... normalerweis een RFI nach ...

M. Étienne Schneider.- ... mir dat esou soen, da muss ech jo dovun ausgoen, dass dat och esou ass.

M. Claude Wiseler (CSV).- Jo, nee. Also wann, well normalerweis, ...

M. Étienne Schneider.- Éierlech, Dir wosst och net, wivill Stol an de Bëton gemëscht gëtt, ...

M. Claude Wiseler (CSV).- Ech hunn awer meng, ...

M. Étienne Schneider.- ... wann Der eng Schoul gebaut hutt.

M. Claude Wiseler (CSV).- ... ech hunn awer meng Gesetzer gelies an ech hunn awer gekuckt ob meng Prozedure richteg waren. Well nom RFI normalerweis en RFP kënnt

M. Étienne Schneider.- Ech soen nach eng Kéier, dass ech dovun ausginn, dass mäi Cabinet mech richteg beroden huet an där doter Saach.

Mme Diane Aدهم Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- Mir hu gesot kritt, dass eng vun deene Societäten e Recours gemaach hätt.

M. Étienne Schneider.- Dat muss awer dann no menger Zäit gewiescht sinn.

M. Claude Wiseler (CSV).- ... probéiert hätt e Recours ze maachen.

Une voix.- ... verzicht ...

Mme Diane Aدهم Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- Oder probéiert hätt, ...

M. Claude Wiseler (CSV).- Dat war

Une voix.- jo

Mme Diane Aدهم Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- Wat gelift?

Mme Garcia.- Et war Recours gracieux an ech mengen, et ka gutt sinn, dass et, war kuerz beim Wiessel géif ech soen, a kuerz virdrun. Dat war, ...

M. Étienne Schneider.- Et war, ...

Mme Garcia.- ... dat war kuerz, et muss vläicht November gewiescht sinn oder esou. Dat heescht et war ongeféier géif ech soen.

Une voix.-

Mme Garcia.- Si hunn e Recours gracieux gemaach. Mir hunn drop geäntwert. An duerno hu mer se begéint an dunn hu se renoncéiert e richtege Recours ze maachen.

Une voix.- Wannechgelift, ...

M. Étienne Schneider.- Sot mer just fir mäi Wëssen: Wat war dann hiert Argument?

Mme Garcia.- Hiert Argument? Jo, dat géif ech och duerno aus dem PV sträiche loossen awer, wann dat geet. (...)

M. Claude Wiseler (CSV).- Ech wollt just soen, dass dat genau dat ass, ...

M. Étienne Schneider.- Ech wëll just dozou, ...

M. Claude Wiseler (CSV).- ... wat ech gesot hunn.

M. Étienne Schneider.- Ech wëll just dozou umierken: Esou, esou politically correct sinn déi franséisch Konkurrenten hei och net gewiescht, well déi hunn hire Minister ageschalt, dee mech sollt beschaffen, fir dass mer awer mat hinne schaffen. Also dat ass och net grad esou an de Reglementer vun den Ausschreibungen dran, dass am Noutfall de Minister muss uruffen.

M. Claude Wiseler (CSV).- Dat ass richtig. Mee mir kontrolléieren d'franséisch Regierung awer net.

Une voix.- Nach net.

Une autre voix.- Dat kënnt nach.

Extraits du verbatim de la réunion de la commission du 25 septembre 2020 :

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Deen Dossier, deen ass jo awer deen Abléck, ech mengen Dir hutt jo virdru mat der Lëtzebuenger Regierung warscheinlech och scho geschwat, well Dir hutt jo vun Ufank u mengen ech am Konzept dra vun der Defense. An deen Abléck sot Dir, Dir sidd an eng Situatioun gesat ginn, wou d'Ausschreiwung elo un eng Rei Firme gaangen ass. Et war also keen, wéi an der Defense awer méiglech e „marché de gré à gré“ oder e „marché restraint“, mee et ass jo och ëm confidentiel Informatiounen gaangen. War dat Element vun der Ausschreiwung oder confidentieller Informatioun, wou Dir jo eng Plus-value hutt dann och un RSS gaangen oder un SES. Wat war dann den Inhalt vun där Ausschreiwung, déi dann do gemaach ginn ass?

M. Patrick Biewer.- Den Inhalt vun där ..., wéi gesot, ech kann net an d'Detailer elo vum Dossier goen, well do musse mer mat der Defense kucken. Ech weess net, ob deen Dossier lech komplett virläit. Mee et waren... de ganze Projet vu LUXEOSys ass e Projet, deen net, deen net classifié ass. Dat heescht, déi ganz Elementer vu Klassifikatioun op Niveau Secret oder ... si keng Elementer, si keng Elementer vun deem Dossier. An aus deem Grond, wou bei eis am Fong e relativ grouse Savoir-faire ass, wéi ee mat klassifizierten Informatiounen ëmgeet, ass kee Bestanddeel vum Cahier de charges gewiescht.

M. Fernand Kartheiser (ADR).- An eng lescht Fro, Madamm Presidentin, wann Der erlaabt. Ech wéilt net monopoliséieren. Mee et wonnert mech awer, well mir wësse jo awer, datt deen EOSys, dee wéi e geduecht ass, op jidde Fall schwätzen ech hei ënnert der Kontroll vun der Madamm Garcia och, datt awer do et méiglech ass awer och Fotoen ze maachen, déi confidentielle Charakter dann hunn. Also wien traitéiert déi? Huet d'Defense eng Ausschreiwung gemaach, ouni secret Elementer do dran ze hu fir Firmen, déi sollen Informatiounen traitéiere vun engem Satellitt, dee ka Fotoen huelen, wou héich confidentiell Informatiounen kënnen drop erausgelies ginn? Ass dat esou?

M. Patrick Biewer.- Mir hu keng Elementer an deem Dossier gesinn, wou mir eng Plus-value wat ...

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Dir sidd awer mat mer d'accord, datt Fotoen, déi geholl ginn an esou enger Héicht an déi speziell vu Krisesituatiounen geholl ginn oder vu militäreschen Installatiounen en héichsensibele Charakter hunn an an der Ausschreiwung, déi d'Lëtzebuenger Defense gemaach huet, inklusiv un RSS, war keen Element vu Confidentialitéit dran?

M. Patrick Biewer.- Et sinn Elementer vu Sécherheet dran, mee net vun Confidentialitéit.

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Wéi ass den Ënnerscheid da vu Sécherheet a vu Confidentialitéit?

M. Patrick Biewer.- Sécherheet ass alles wat Iwwerdroungen ass op reng technescher Ebene, an dass natierlech séchergestallt ass, dass déi Informatiounen ofgeséichert sinn, a Klassifikatioun, bezéiungsweis wann een eng Informatioun klassifizéiert, bréngt dat eng ganz Rei aner Elementer.

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Jo. Dat heescht, et ass just eng Saach vun Datentransmissioun, mee dat fäerdeg Produkt hat kee klassifiéierte Charakter an enger Ausschreiwung, déi d'Lëtzebuerger Defense gemaach huet?

Ech soen lech Merci.

Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- Jo, merci. Dann den Här Wiseler. Duerno den Här Clement.

M. Claude Wiseler (CSV).- Dat war d'ailleurs och déi Diskussioun, déi mer hate mam ganze Projet. Dofir ass et logesch, datt en Appel d'offres gemaach gëtt an net eng direkt, eng direkt Soumissioun, well et am Marché-public-Gesetz inklusiv dee vun der Defense net och méiglech ass, fir eng direkt Attributioun ze maachen, wa se net dee Caractère de confidentialité dran hues.

Dofir hate mer an deene leschten, well s Du net do waars, hate mer an deene leschten Diskussiounen iwwerhaapt d'Diskussioun driwwer, ob d'Attributioun vum ganze Marché un, wéi heesche se, un OHB-I net hätt missen, wat meng Meenung ass, iwwer eng ëffentlech Ausschreiwung goen. Do ass also schonn eng Diskussioun, déi mer hei an deem anere Sënn, awer wéi s de se elo gefouert hues, haten.

Meng Froe sinn awer net déi gewiescht. Wat mech e wéineg wonnert, dat ass eis Situatioun elo an der Chamber, dat ass datt mir elo 2017 en Dossier erakruten, wou mer eppes gesot kruten als Chamber. Mir kruten a priori gesot zwou Saachen. Éischtens, LuxGovSat mécht dat do. Éischt Ausso. An zweetens de Präis dovunner ass deen do.

Jo, d'Informatioun, déi mir kruten, wéi mer e Gesetz gestëmmt hunn, an dofir gëtt dat en Total vun esou vill an dat ass dat, wat elo ze stëmmen, ze stëmmen ass.

Dofir ass meng Fro: Déi Estimatioun vum Coût, et muss jo iergendeen eng Estimatioun gemaach hunn, fir am Gesetz ze schreiwen, kënnst déi vu LuxGovSat? Dat heescht, sidd Dir kontaktéiert gi vum Ministère sengerzäit a gefrot ginn, mee dee Part, dee mer elo am Gesetz ofstëmmen, wat kascht deen, wat fir ee Präis solle mer dro drasetzen? Oder net? Dat ass meng éischt Fro.

An dann zweetens, déi Geschicht vun den Appel d'offres fannen ech, wann een an esou enger Prozedur ass, net anormal. War lech da virum Gesetz gesot ginn, et géif eng Attribution directe u LuxGovSat geschéien? A waart Dir iwwerrascht duerno an enger zweeter Etapp, datt 2019 dann en Appel d'offres u verschidde Firmae gemaach ginn ass? Ass eppes anescht ofgemaach gewiescht virdrun? Oder wou kënnst dee Champs de...? Also mir liicht an, wat Der sot. Et ass mer logesch. Mee et sinn e puer Elementer, déi ech einfach an der Constructioun zwëschent dem Ministère an lech, wat sinn d'Aussoen, wat hutt Der gemaach, wat war lech zougesprach ginn, wat ass dono anescht gelaf a firwat ass et anescht gelaf, net richtig nach verstinn. Dofir.

M. Patrick Biewer.- Also zougesprach ass eis iwwert déi ganz Durée vum Projet säit 2017 ni eppes ginn. Ech mengen et ass net, dass do iergendwéi och mat eis géigeniwwer iergendee Favoritismus oder esou geschitt ass. Dat Element, dat fir eis nei war, also et war scho gewosst, dass wann et dee Moment zu der Exploitatioun kënnt, dass da muss gekuckt ginn, och méi wäit a mat aneren Acteuren, wéi kann dee Moment déi Exploitatioun hei am beschte stattfannen? Dass do en Appel d'offres gemaach gëtt, ass eppes wat eis net onbedéngt iwwerrascht huet. E Gré à gré hätt ee kéinte sech virstellen, mee bon, dass herno en Appel d'offres virlooch, ass net elo onbedéngt déi grouss Iwwerraschung fir eis gewiescht.

Dat eenzegt neit Element, war effektiv dat, dass mer innerhalb vum Grupp SES dräi Demandë virleien haten. Dat hunn ech virdru gesot, dat ass dat neit Element fir eis gewiescht.

An de facto, wann een dann innerhalb vu sengem Haaptaktionär dräi Demandë virleien huet, ass et jo kloer, dass ee jo da kuckt, wéi een déi am beschten do d'Äntwert gëtt oder ob een do dräimol deen Effort **dum**plizéiert. An dat sinn Elementer, déi do matspillen.

3.5. Les retombées économiques

N.B. A noter que l'analyse ici ne porte pas sur les retombées économiques décrites dans le projet de loi n°7264 au niveau de la consolidation du secteur spatial luxembourgeois. L'analyse porte sur la commercialisation des images produits à partir du système satellitaire.

Extrait du procès-verbal de la réunion de la commission du 11 mai 2020 :

(...)

Discussion

(...)

Une autre question de M. Clement porte sur les possibilités de commercialisation qui sont envisagées au-delà de l'utilisation militaire des images récoltées par le satellite.

M. le Ministre répond que les deux utilisations des images sont prévues. Le budget qui sera investi fait partie de l'argent que le Luxembourg consacre à son effort de défense, conformément à la norme fixée par l'Otan (2% du PIB national).

Extrait du procès-verbal de la réunion de la commission du 25 mai 2020 :

(...)

Discussion

(...)

L'utilisation future des images de satellite et le concept d'emploi suscitent d'autres questions:

Pour quelles raisons, les clients potentiels de LUXEOSys obtiendront-ils gratuitement des images ? Dans quel cadre aura lieu un échange d'images ? S'agit-il de partenariats ?

M. le Ministre explique que la fourniture des images s'inscrit dans le contexte des obligations de l'effort de défense du Luxembourg. Ce principe joue pour l'OTAN et pour l'ONU. Il se pourrait que pour certaines sociétés, il y ait une contrepartie financière, mais la finalité principale du projet LUXEOSys n'est pas de générer des revenus.

Extrait du verbatim de la réunion de la commission du 8 juin 2020 :

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- (...) Kann dat esou bestätegt ginn? Ka bestätegt ginn, dass d'Exploitatiounskäschte gefeelt hunn, bewusst gefeelt hunn? Oder sinn déi Exploitatiounskäschten aneschtens ze gesi wéi mir dat hei elo gesinn hunn? An da vläicht am éischten Tour eng Fro iwwert dat, wat ech an Erënnerung hunn, wéi dee Satellit hei duergestallt ginn ass, virun eis an och an der Ëffentlechkeet, do wär e Volet commercial dobäi gewiescht, wou een hätt kënnen unhuelen, dass Biller kéinten zimmlech lukrativ verkaaft ginn.

(...)

M. Patrick Heck.- (...) Fir déi 15 Milliounen, do hate mer dunn aner Léisungen. Mir hätte kënnen, effektiv et war virgesinn, fir 10 % vun de Billercapacitéit op de private Marché ze verkafen. Dat war deemools eng Demande, déi den Ekonomiesministère eis gefrot hat, fir kënnen 10 % op de private Marché, also u privat Clientë kënnen ze verkafen. Do waren d'Estimatiounen deemools, wa mer rechne mir kënnen esou vill Biller schéisse pro Dag, e Bild um Marché kascht esou vill. Mir wësse jo, wat d'Operateure froe fir e Bild. Dann hätte mer kënnen theoreetes 31 Milliounen Euro d'Joer verdéngen. Mir hunn 1,5 Milliounen d'Joer gebraucht, fir LGS ze bezuelen. Dat heescht, mir hätten do eng Reserv gehat, eng Rentrée gehat, mat där mer LGS hätte kënnen dee Moment fir hir Servicer bezuelen.

(...)

M. Patrick Heck.- Jo. Zu der Signature vum Kontrakt nach. Eng vun deenen Optiounen, déi ech virdrun och gesot hat, dat war eebe LuxGovSat kënnen ze bezuelen op der Basis vun de Recetten, déi mer, déi mer ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Iwwert d'Billen.

M. Patrick Heck.- ... iwwert d'Billen, voilà, 10% vun der Capacitéit vum Satellit sollt jo kënnen u privat Clientë verkaf ginn. Mir wësse jo wat Billen kaschten. Do konnte mer ausrechnen, majo wa mer 10 % d'Joer kënne verkafen, kréie mer 31 Milliounen d'Joer eran. Mir brauchen 1,5 Milliounen d'Joer fir LuxGovSat, dat wier u sech duergaangen. A mir hunn dem Minister dat esou erkläert an dem Minister do eebe Sécherheet ginn, dass dat eng Optioun wier. An op där Basis huet de Minister ënnerschriwwen, well mir em gesot hunn, dass dat eng „option viable“ wier.

(...)

M. Gast Gibéryen (ADR).- Ech hunn och esou, ech hunn dat fir mech war et just sous-entendu, datt mer dat géife sou maachen. Mee ech wollt drop opmierksam maachen, datt net alles ënner d'Kompetenz vun der Comexbu, hei ass, fällt just dee finanzielle Kontroll-Volet.

Bon. Ech hu just nach eng Fro un den Här Heck. Dir hutt, fir datt ech net falsch verstan, dat heescht déi, déi, wat u Privatclienten hätt kéinten oder kéint verkaf ginn, dat ass och, ass, hunn ech do richteg héieren, sinn dat 31 Milliounen?

Une voix.- D'Joer.

M. Patrick Heck.- Ech weess net wat ech, ech hu ...

M. Gast Gibéryen (ADR).- Ech hu mer et nämlech opgeschriwwen, 31 Milliounen. Duerfir wou ech elo duerchgekuckt hunn hei duerch d'Nott, Dir hutt iergendwéi am Laf vum Mëtteg déi, geet weider, nee, wat, wou sti se meng 31?

Une voix. -

M. Gast Gibéryen (ADR).- Dir hutt iergendwéi de Mëtten hei eng Kéier gesot, ...

M. Patrick Heck.- Jo. Jo.

M. Gast Gibéryen (ADR).- ... et géifen 31 Milliounen hätt Der geschat, géifen do erakommen.

M. Patrick Heck.- Jo.

Mme Diane Aehm Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- Recettë ware geschat ginn.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Gelift?

Mme Diane Aehm Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.- Jo.

M. Patrick Heck.- 31 Milliounen d'Joer.

M. Gast Gibéryen (ADR).- D'Joer. Voilà. Lo war meng Fro, dann hunn ech richteg nottéiert, dat ass jo, ech war iwwerrascht, datt dat esou en héije Chiffer sollt sinn, well wann 31 Milliounen d'Joer kéinten erakommen, an dat schéngt mer jo gerechente Präis ze, Chiffer ze sinn, well soss hätt een 30 geschriwwen, mee 31, dann huet een e jo gerechent, zu wat fir engem Zäitpunkt wusst Dir da schonn, oder hutt Der Iech do Gedanke gemaach a gerechent, datt Der do kéint eventuell 31 Millioune Recettë kréien?

M. Patrick Heck.- D'Rechnung baséiert, ech kucken no riets, baséiert dorobber, dass, dass een haut weess wat, wat e Bild kascht um Marché.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Nee. Wéini hutt Dir déi 31 Milliounen, dat ass jo nach aus Ärer Zäit, wou Der déi Chifferen hat. Oder hutt Der déi elo gerechent?

M. Patrick Heck.- Nee, nee. Déi, déi, déi si vun deemools. Also virun, ...

M. Gast Gibéryen (ADR).- Vun deemools.

M. Patrick Heck.- ... zwee Joer.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Wéini?

M. Patrick Heck.- Vu virun zwee Joer.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Virun zwee Joer. Dat heescht Dir wusst am Fong scho wat Der géift erakréien, mee Dir wusst nach net wat et géif kaschten, d'Investitioun?

M. Patrick Heck.- Ech, ...

M. Claude Wiseler (CSV).- A mir kruten d'leschte Kéier och gesot, datt en fin de compte nach guer kee private Client a Sicht wär. Just, ...

M. Patrick Heck.- Nee.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Wéi sécher sinn, ...

M. Claude Wiseler (CSV).- ... do eng Etude de marché ...

M. Gast Gibéryen (ADR).- ... wéi sécher sinn dann déi 31 Milliounen, déi sollen do erakommen?

M. Patrick Heck.- Mir hate véier Joer fir dee Projet hei ze entwéckelen. Mee mir hu just, mir hunn decidéiert fir dee Kontrakt elo ze maachen. Well mer an der NATO hu mussen eppes liwweren, fir 2023. Do hate mer véier Jore fir den Detail kënnen ze, ze definéieren. De Choix war gemaach, dass d'Arméi et iwwehëlt an do erawisst. Dat behaupten net ech, dat steet an de Lignes directrices, déi vun der viregter Regierung ugeholl gi sinn. D'Ligne-directrices si mat der Arméi ausgeschafft ginn. Ech, et deet mer leed, ech wiere mech, ech, d'Ligne-directricë sinn an Honnerte Reunioune mat der Arméi ausgeschafft ginn. D'Madamm Closener huet et schon am Mäerz 2017 an engem Débat d'orientation général hei virgestallt. Dunn hate mer nach Reunioune mat der Arméi. D'Arméi huet dat matgedroen. E puermol, y compris am Plan directeur, deen am Juli 2018 vun der Regierung, wéi soll ech soen, approuvéiert ginn ass. De Chef d'État-Major war an all Reu-, an all COCODEF^{25,20} dobäi, mam Minister, eemol de Mount. An do huet kee gesot: „Et geet net“. Dat ass de Moossstaf un deem ech mech soll, dat war mäi Wëssensstand zu deem Moment, wou mer déi Decisioune geholl hunn.

Extraits du procès-verbal de la réunion de la commission du 26 juin 2020 :

(...)

Discussion

(...)

Qui pourraient être des entités civiles qui pourraient être intéressées dans des images prises par le satellite ? Etant donné qu'il ne s'agira pas d'une activité commerciale, comment sera rémunéré la livraison des images ? Mme Garcia explique que le Ministère de la Défense n'a pas l'intention de devenir un concurrent des sociétés qui vendent des images satellitaires. Cependant, de nombreuses possibilités de coopération entre Gouvernements sont imaginables.

(...)

Extrait du verbatim de la réunion de la commission du 29 juin 2020 :

²⁵ Le comité de coordination de la défense (mécanisme de coordination ; direction de la Défense, état-major de l'armée).

M. Etienne Schneider.- (...) Wéi ech deemools meng Beamten dann dunn drop ugeschwat hunn, wéi mer dann elo sollen domadder eens ginn, wann ech e Kontrakt vun 168 Milliounen ënnerschreiw an ech brauch der awer och nach 15, fir LGS ze bezuelen, dunn ass mer gesot ginn, dass dat eigentlech kee Problem dierft sinn, well am Projet virgesi war, d'Billen ze verkafen, 10 % vun de Capacitéiten ze verkafen, wat eng Recette vu ronn 31 Milliounen Euro laut den deemolege Präisser vun deene Biller uitgemaach hätt, 31 Milliounen Euro d'Joer par rapport zu 1,5 Milliounen Euro, déi d'Gestioun vun LGS d'Joer kascht hätt. Dat war eppes, wat mech à la base reconfortéiert huet, fir dass mer ënnert dem Stréch eens ginn. Mee mir hunn awer och gesot, wa mer elo fäerdeg si mat deem Ganzen, da musse mer kucke wat mer domadder maachen, ob mer domadder an d'Chamber ginn an da probéieren de Budget do nach eng Kéier ze änneren, oder ob mer an d'Chamber ginn a soen, majo mir iwwehuelen déi Fraisen iwwert den normale courante Budget vun der Defense. Da gëtt de Pluriannuel an der Defense dem normale Budget ugepasst. Oder mir decken et einfach mat deene Recetten, déi mer kréien.

Bon, dat heite war, wéi gesot, Enn September. Zwou Wochen duerno ware Walen an duerno war et net méi onbedéngt en Haaptsujet, och net bei mir, muss ech lech ganz éierlech soen, fir dee Projet hei weider ze suivéieren. Duerno wësst Der, dass ech am Dezember net méi Defenseminister war. A vun do un huet sech de Projet aus mengen, ech soen elo mol, mir einfach entzunn. An ech hunn och do kee Suivi méi gehat vun deem Projet.

(...)

M. Étienne Schneider.- Ech si selbstverständlech responsabel fir déi Milliounen, déi gefeelt hunn, well et net méi opgaangen ass fir LuxGovSat, déi 1,5 Milliounen d'Joer iwwer zéng Joer, fir déi ze finanzéieren, mee awer nach ëmmer mat dem Punkt, dass mer Recettë generéiert hätten, wann et esou gemaach gi wär, wéi mir dat deemools virgesinn haten. Da wäeren et Recettë gi vun 31 Milliounen d'Joer, déi opposéiert wäeren zu engem Surcoût, deen net méi am Budget ofgedeckt gewiescht wär vun 1,5 Milliounen d'Joer.

(...)

M. Claude Wiseler (CSV).- (...) Dann zwou Saachen, déi ech awer heizou sollt soen. Dat Éischt, dat ass déi wann et esou ass, datt alles dat wat net am Gesetz steet a wou ech soen „onbedéngt hätt missen drastoen, respektiv hätt missen am Gesetz zumindest prezis Analyse gemaach ginn, datt een dee Käschtepunkt hätt kënnen esou aschätzen, datt e reell war“. Wat net, wat net geschitt ass. Mee loosse mer dat emol op der Säit loosse. Da soen ech mer awer: „Wann Der heihinner kommt, 168 Milliounen an engem Kontrakt, wësst datt e kascht de Moment, wou Der an d'Chamber kommt fir d'Gesetz ze stëmmen, respektiv de Moment wou Der de Kontrakt ënnerschreift an dann awer wësst, datt 15 Milliounen scho feelen, lech zwar denkt: Entweder mir kréien déi soss erëm, ...

M. Étienne Schneider.- Dat ass net richtig, Här Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV).- Ben dach. Dir, ...

M. Étienne Schneider.- Nee. Et ass net richtig.

M. Claude Wiseler (CSV).- ... déi, déi waren am initiale Gesetz, dat Dir eis explizéiert hutt an ënnert deenen 170 Milliounen inclus. An duerno hutt Der gesot, hutt Der gesinn, datt OHB méi deier ginn ass an do hutt Der gesot: „Mee mir kënnen dat awer ënnerschreiw. Mir kucken dann, datt mir déi aner erëmkreien“. Hutt Der virdu gesot. „Iwwer 30 Milliounen, déi

mer dann als Käschtchen eraspillen oder mir ginn nach eng Kéier bei d'Chamber“. Waren Är Wieder virdrun.

M. Étienne Schneider.- Richtig ass, dass wéi mir d'Gesetz hei gestëmmt hunn, hunn ech eréischt deen Dag virdrun, ...

M. Claude Wiseler (CSV).- Jo.

M. Étienne Schneider.- ... dem, der Defense d'Autorisatioun gi fir de Präis definitiv ze negociéiere mat, ...

M. Claude Wiseler (CSV).- Mee wéi mengt Der dann, datt Der e Präis

M. Étienne Schneider.- ... mat, mat OHB-I. Dee Moment wousste mer, dass et knapp gëtt. Mee mir waren awer, oder zumindest hu meng Leit mech reconfortéiert oder confortéiert, dass dat amplemment wäert duergoen, dass mer do wäerten eens ginn. An deen Dag, wou mer ënnerschriwwen hunn, dat war jo dann am September, do krut ech geroden, vu menge Leit, ech soll dat ënnerschreiwen och wa mer elo bei 168 Milliounen OHB-I wäeren. Also nëmme méi zwou Milliounen iwwreg wäere fir LGS, woubäi mer der awer 15 brauchen, also en Delta vu minus 13 Milliounen, op zéng Joren, dat heescht 1,3 Milliounen d'Joer, dass mer dat amplemment era kënne kréien iwwert d'Verkafe vun de Biller. Wat 31 Milliounen d'Joer sinn. An dass mer am Noutfall wa mer dat anescht wëlle maachen, wa mer et net wëllen iwwert déi dote Recetten einfach ofdecken, da kënne mer ëmmer nach eng Rallonge froe goen an d'Chamber. An dat war am Enn September. An do wësst Der, dass zwou Wochen duerno ware Walen. An du war alles aner, wéi soll ech soen?, et war net definitiv eng Prioritéit dat doten du kënnen ze maachen. D'ailleurs, ...

(...)

M. Étienne Schneider.- Nee. Och do mengen ech huet jo och den aktuelle Minister gesot, dass dat den absolute Maximum ass, dass e vun 140 bis 180 Milliounen ausgeet. An ech sinn iwwerzeegt, dass wann een dee Projet wierklech op dat Weesentlecht bréngt wat gemengt war an nach eng Kéier iwwerkuckt ob dann déi Saachen, déi virgesi waren, wéi Härebiërg, wéi déi, déi Infrastrukturen um Findel etc., ob een dann net awer nach eng Kéier dramatesch deen, deen zousätzleche Budget do erofkritt. Ech si responsabel fir déi Differenz, deen Delta vun 13 Milliounen Euro op 10 Joer. Déi hu mir, ware mir iwwerzeegt mir kréichen déi nom Vott vum Budget an deene Verhandlungen, kréiche mir déi nach eran. Déi hu mer net erakritt, ënner anerem well mer eng besser Assurance herno gemaach hunn. Dofir ass deen Delta bliwwen. Dofir sinn ech responsabel. Dat hunn ech awer wollte géigefinanzéieren iwwert d'Recettë vun 31 Milliounen Euro d'Joer. Respektiv iwwer eng Rallonge, déi mer dann an engem Gesetz hei abruecht hätten. Mee nach eng Kéier, wéi gesot, no deem wou mer dat woussten a wou mer dat ënnerschriwwen hunn, ware Walen. An duerno war weder eng Chamber do nach eng Regierung.

(...)

M. Étienne Schneider.- ... ech soen lech just: Mir haten ëmmer, Dir wësst dat, Dir hutt et selwer gesot, bei der Defense sinn d'Aueren ëmmer anescht gedréit. An dat net nëmme hei. D'ailleurs, eng Klammer op: Kennt Dir een Defense-Projet iergendwou am Ausland, deen net herno zu Komplikatiounen gefouert huet, ëmmer erëm dowéinst? Et ass keen, deen iergendee Waffesystem sech liwwere gelooss huet, deen am Präis war. Keen, dee sech jee en Düsenjet liwwere gelooss huet, wou net herno 100... Dat soll keng Excuse sinn, ech soe just, dass dat do

dat Ëmfeld ass, an deem ech als Minister hu musse schaffen. Mee richteg ass, dass HITEC meng Leit um Ministère kontaktéiert huet. An ech kann dat elo net, net hei bezeien, mee ech géif mech schwéier wonneren, wann déi net hir Iddi diskutéiert gehat hätte mat OHB-I, mat LuxGovSat, mat aneren, fir ze soen: „Ma solle mer net dem Lëtzebuurger Staat dat dote proposéieren? D'NATO brauch et en plus. A si mussen hire Budget...“ Déi liese jo och d'Zeitung, déi hu jo och matkritt, dass mer zu Wales eis engagéiert hunn, anstatt 80, 90 Milliounen, an Zukunft 400 Milliounen d'Joer auszeginn. An da wäeren et schlecht Geschäftsleit, wa se dann net op d'Iddi kéimen an ze soen: „Elo hëllef mer deem awer emol, déi Suen do auszeginn“. Voilà!

An doropshi sinn déi Kontakter gelaf. An doropshin hu mir gekuckt: Wat wëlle se eis dann do verkafen? Mir hunn awer du Récksprouch geholl mat der NATO: Ass dat dann eppes, wat sënnvoll ass? An d'NATO war net méi wéi dankbar, fir dat do kënnen ze kréien. An dunn hate mir, an deem Sënn, en interessante Projet, deen d'NATO brauch, dee wichteg ass fir d'NATO, deen an eise Capacitéiten ass, well et e Secteur ass, dee mer, dee staark zu Lëtzebuerg ass, Satellitesection, de Space-Secteur, dee mer amgaang sinn auszebauen. An da kouw nach dobäi, dass mer de Retour économique hunn, well mer emol eng Kéier Suen ausgi fir Lëtzebuurger Firmen, déi hei Lëtzebuurger Emploi och schafen. An dofir war et eigentlech, fir e Politiker, eng absolutt normal a gutt Léisung.

D'autant plus, wou hei ni dovu geschwat gëtt, mee wou an deem ini, ech weess net wéi et elo an deem Projet ass, vu dass ech en net kennen, mee am initiale Projet och dovunner ausgaangen ass, dass mer nach Suen domadder verdéngen, dass mer 31 Milliounen Euro d'Joer domadder géife verdéngen andeem mer d'Biller verkafen. Dovu gëtt elo net geschwat. Mee och dat war jo en Deel, en Deel vum Projet. An elo weist mir en Defense-Minister, deen net bereet wär esou e Projet ze maachen, dee sou vill positiv Impakter huet, wann e souwisou déi 400 Milliounen d'Joer muss ausginn. Well en huet kee Choix. E muss se ausginn.

(...)

M. Étienne Schneider.- Ech weess net vu wéini un, dass dat geplangt ass. Ech weess just, dass vun deem Dag un, wou mir dee Kontrakt ënnerschriwwen hunn, nämlech am September 2018, mir gesot ginn ass, dass ech de Kontrakt kann ënnerschreiwen, well déi 12 Milliounen, déi feelen, iwwer zéng Joren, also 1,2 Milliounen d'Joer, déi feelen, déi fänke mer op mat deenen, mat der kommerzieller Vente vun 10 % vun de Capacitéiten, déi meng Experten evaluéiert hunn op 31 Milliounen Euro. An dunn hunn ech mer gesot, dunn hunn ech mer gesot: „Wann do 31 Milliounen Euro d'Joer erakommen, an dat ass och nach largement iwwerschatt, da misst et jo zumindest awer duergoen, fir déi 1,5 Milliounen LGS ze decken“. An dofir hunn ech dat eigentlech net weider a Fro gestallt, dass dat dann och esou ka sinn. Dat wäeren, wa 5 % vun deem erakomme wat si virgesinn hunn, da wär et nawell opgaang.

Extrait du procès-verbal de la réunion de la commission du 13 juillet 2020 :

(...)

Discussion

(...)

M. Wiseler souhaite connaître les éléments qui expliquent pourquoi le gouvernement est confiant que d'autres pays et organismes sont intéressés par les images du satellite NAOS. Est-

ce que le système luxembourgeois est capable de faire face à la concurrence ? M. Beaudot répond que les systèmes français produisent des images hautement classifiées dont le partage est interdit en dehors des partenaires avec lesquels un accord de sécurité a été conclu. Dans le cadre des systèmes nationaux, il existe un contrôle des images. Des systèmes commerciaux vendent certes des images, avec le risque que des images ne soient pas disponibles. LUXEOSys offrira un système gouvernemental, avec un certain niveau de sécurité, mais avec la possibilité de partager les images. Le système liera les avantages d'un système militaire et la possibilité de partager les images dans le contexte d'un partenariat. Un tel système n'existe pas encore et est donc innovant.

(...)

Mme Diane Adehm (CSV), Présidente de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire demande quelles sont les potentialités commerciales des images. Est-ce que celles-ci seront uniquement disponibles pour des pays membres de l'OTAN ou est-ce que les images peuvent aussi être vendues contre rémunération ? M. le Ministre explique que les images sont fournies dans le cadre de l'effort défense que le Luxembourg doit apporter en tant que pays membre de l'OTAN. Il n'était initialement pas prévu de commercialiser les images, même si cela est possible. M. Beaudot confirme que l'intérêt primaire du système n'est pas de commercialiser des images. Le montant de 31 millions d'euros était le résultat d'un calcul théorique, d'une multiplication du nombre d'images par le prix de telles images satellitaires.

3.6. Autres sujets

Conclusions

1. La ComExBu a entendu les explications et exposés de toutes les instances impliquées dans le dossier NAOS/LUXEOSys. Elle a établi un rapport retraçant le détail des éléments exposés.
2. Elle constate l'existence de contradictions dans les différents volets.
3. Elle ne se voit pas en mesure de contrôler la véracité des éléments exposés.
4. La commission n'est pas unanime sur la marche à suivre.
5. La majorité parlementaire propose d'émettre des recommandations et de clore le chapitre.
6. Les partis de l'opposition, tout en étant d'accord avec la rédaction de recommandations, se prononcent en faveur de l'instauration d'une commission d'enquête qui aurait pour mission de creuser davantage les contradictions ayant apparue au fil des entretiens.
7. Les recommandations que la commission formulera seront transmises au Gouvernement.

Les recommandations sont les suivantes :

- A l'avenir, les projets de réalisations ou acquisitions doivent être accompagnés de données chiffrées détaillées afin de permettre à la Chambre des Députés de se faire une meilleure image des travaux envisagés.
- Il faut que les études nécessaires pour analyser la faisabilité et les coûts prévisionnels des projets soient closes avant que la Chambre soit saisie du projet de loi en question.
- La ComExBu recommande vivement que la Chambre assure un suivi plus intensif du volet financier des grands projets, indépendamment du ministère qui est concerné. A l'heure actuelle, une telle procédure existe pour le suivi des grands travaux d'infrastructures. La ComExBu reçoit donc

régulièrement les représentants de l'Administration des bâtiments publics, de l'Administration des ponts et chaussées, des CFL (Fonds ferroviaire) et du Fonds Belval. M. le Ministre de la Défense a lui-même suggéré que la procédure soit étendue aux grands projets Défense dont la Chambre est actuellement saisie.

- En ce qui concerne la communication et la coordination entre le Ministère qui a la Défense dans ses attributions, la Direction de la Défense du Ministère des Affaires étrangères et européennes et l'Armée, la commission recommande vivement que soient constitués au niveau gouvernemental des groupes réunissant les personnes de ces instances ayant les compétences adéquates et le rang pour suivre des projets d'envergure.

* * *

Luxembourg, le 16 novembre 2020

Diane Adehm
Présidente-co-rapportrice

Guy Arendt
Co-Rapporteur